LA

PRUSSE ET L'ALLEMAGNE

I.

LA PAIX DE PRAGUE ET SES CONSÉQUENCES.

I.

On assure qu'il n'y a plus de Pyrénées; mais on n'a pas supprimé le Rhin. Cette frontière subsistera longtemps encore : non que la France et l'Allemagne se fassent un point d'honneur de demeurer absolument étrangères l'une à l'autre; une telle prétention, toujours vaine, toujours déplacée, serait plus vaine encore et plus déplacée dans le siècle de la vapeur et de l'électricité. Une femme d'esprit disait : « Au XIX[e] siècle, la patrie est un wagon de chemin de fer. » Dieu soit loué, il n'en est pas ainsi, on n'a point aboli la patrie. Nous avons tous la nôtre, grande ou petite, et ce ne sont pas les petites qu'on aime le moins; mais nous avons tous aussi une patrie commune, qui est la civilisation. Français ou Belge, Hollandais, Allemand ou Suisse, quiconque ne se sent pas Européen n'est pas de son siècle. Il semble qu'à cet égard l'Allemagne ait rétrogradé, qu'elle soit inférieure à son passé. Ses grands penseurs d'autrefois étaient les esprits les plus ouverts, les plus magnifiquement hospitaliers, les plus cosmopolites qui furent jamais. Peu leur importait d'où leur venait la vérité; ils l'aspiraient dans tous les vents. Ils avaient découvert un moyen bien simple de sauver leur dignité : ils donnaient plus encore qu'ils ne recevaient. Les temps ont changé.

Aujourd'hui l'Allemagne a moins de complaisance pour ce qui lui vient du dehors; elle se défend contre les importations. Fière de sa supériorité scientifique et universitaire, elle aspire, en politique aussi, à ne relever que d'elle-même.

L'Allemagne, quoi qu'elle en dise, a beaucoup appris de Napoléon Ier; elle a fait sous ce terrible maître un cours élémentaire de démocratie et de droit civil moderne. Plus tard et pendant plus de trente années, elle a été l'écolière de la tribune française. Elle regardait, elle écoutait, elle profitait. C'est de la France qu'elle a appris ce qu'elle ne sait encore qu'à moitié, l'égalité devant la loi, le gouvernement représentatif, le contrôle des assemblées, la publicité des comptes de l'état, la souveraineté de l'opinion. Les événemens qui ont suivi la révolution de février, les terribles épreuves qu'a traversées la France, la longue éclipse qu'ont subie ses libertés, ont singulièrement amoindri au-delà du Rhin le prestige dont jouissait l'école politique française. Dans cette réaction, il entre une part de vérité, beaucoup d'injustice aussi et une grande méconnaissance des situations et des causes qui les ont produites. C'est une idée répandue parmi les libéraux d'outre-Rhin que la révolution française est une entreprise manquée, que les espérances de 89 ont fait banqueroute et ne s'en relèveront pas, que, de tous les peuples de l'Europe, les Français sont peut-être le plus inapte à la liberté, que leurs leçons et leurs exemples ne sont bons à méditer que pour se préserver de leurs fautes et pour faire autrement qu'eux. A cette hautaine censure des erreurs d'autrui, les libéraux allemands joignent une prétention peut-être exagérée à l'originalité politique; ils estiment que l'Allemagne est assez riche pour ne rien emprunter à personne, qu'elle doit tout tirer de son fonds, qu'elle est appelée à se créer de toutes pièces des institutions qui ne ressemblent à rien de ce qui se voit ailleurs. Son jour est à la fin venu; c'est à elle qu'il appartient de découvrir la vraie justice, la vraie liberté, de fonder l'état-modèle. Voilà du moins ce qui se dit au nord du Mein, et assurément on ne peut que louer ce désir d'être soi; mais tout excès est un défaut, et il y a quelque danger dans cette prétention à ne rien faire comme les autres. C'est se condamner à des mécomptes ou à des injustices. Un homme d'état belge disait un jour à des libéraux prussiens en quête de la meilleure constitution allemande possible : « Vous bâtissez Chalcédoine en ayant Byzance sous les yeux. Faites une traduction libre de la constitution belge, et étendez à toute la Prusse les codes qui régissent la province du Rhin. » On lui répondit que ces codes étaient d'origine française, que d'autre part la Belgique, c'était encore la France, et que les Allemands entendaient faire du neuf. Un peu plus tard, l'un

des anciens ministres de la justice en Prusse disait dans un moment d'épanchement : « J'avais dans mes cartons un projet de code d'instruction criminelle; mais, quand nous avons achevé notre nouveau code pénal, nous avons trouvé qu'il ressemblait beaucoup au code français. Cette découverte a chagriné le roi, qui m'a dit : Ne nous présentez pas autre chose. » Et pour citer un exemple plus récent, le congrès des jurisconsultes allemands assemblé à Heidelberg s'est prononcé à l'unanimité moins une voix en faveur du mariage civil obligatoire. A lire l'exposé des motifs, il est impossible de se douter que le mariage civil est de provenance française; un tel aveu serait compromettant. La marchandise est bonne; en lui ôtant son estampille, elle aura cours.

Après tout, cette nouvelle espèce de gallophobie est bien innocente au prix de celle d'autrefois ; elle se peut concilier avec de bonnes relations internationales. C'est une chose convenue en Allemagne que Paris n'est plus le marché des idées ; mais les idées ne sont pas tout : Paris reste, aux yeux des Allemands, une capitale européenne, un merveilleux caravansérail, une ville unique où la vie a une liberté et un charme qu'elle n'a pas ailleurs, la seconde patrie de l'Allemand, disent-ils, et ils ne se font pas scrupule d'en faire venir leurs modes et leurs pièces de théâtre. Quant aux démocrates, aux révolutionnaires à tous crins, c'est une autre affaire. Ce qu'ils attendent, ce qu'ils espèrent de Paris, comme les Israélites espéraient la manne du ciel, c'est une bonne petite révolution qui leur sera expédiée un matin par le télégraphe et qu'ils se chargeront de faire courir des Alpes souabes jusqu'au bord de la Pregel. « Tant que Paris ne bougera pas, nous disait l'un d'eux, il n'y aura rien à faire ici. Les Français n'ont plus grand'chose à nous apprendre; mais ils ont gardé l'initiative révolutionnaire, et eux seuls s'entendent à faire trembler la terre. » Les radicaux allemands se persuadent à tort ou à raison que les forges de Lemnos sont restées à Paris, et ils ne croient qu'aux tonnerres que fabrique le dieu Vulcain en personne.

Si les crises qu'a traversées la France ont diminué à l'étranger son crédit politique, il est permis de penser qu'elles n'ont pas été inutiles à son éducation. Elle a appris à se défier d'elle-même, et la défiance est le commencement de la sagesse. La France, grâce à Dieu, a fait d'assez grandes choses dans ce monde pour qu'elle puisse sans inconvénient reconnaître publiquement ses torts, laver son linge sale à la face du ciel et de l'Europe ; on ne prendra jamais ses modesties pour des aveux d'impuissance. Il n'en coûte guère à un fils de famille qui a fait avec des actions d'éclat d'assez grandes sottises de confesser tout haut ses désordres et ses repentirs; il sait bien que tel homme honnête et rangé dont personne n'a jamais

parlé lui enviera secrètement ses erreurs retentissantes, ses éclatans péchés, *peccata splendida*. Il est des pénitences où l'amour-propre trouve son compte. Ne se croyant plus infaillible, la France libérale est devenue plus curieuse de ce qui se passe hors de ses frontières; elle ne pense plus déroger en s'informant, en questionnant, en consultant, et la curiosité est presque le couronnement de la sagesse. Elle étudie l'Angleterre, elle étudie l'Amérique, non sans profit. Elle ne demanderait pas mieux que d'étudier l'Allemagne; mais il y a dans le tempérament germanique des bizarreries et des complications qui tiennent sa bonne volonté en échec, et il se passera du temps avant que la France sache l'allemand et l'Allemagne.

Il est certain que l'Allemagne, pour diverses raisons, est difficile à connaître. D'abord c'est avec la Suisse le seul pays où l'esprit local, si puissant autrefois, subsiste dans toute sa force. Si l'on entend par capitale une ville petite ou grande où se concentre comme dans un foyer l'esprit général d'une société grande ou petite, l'Allemagne est le seul pays qui ait plusieurs capitales; elle en a presque autant que de villes. Un poète s'est demandé dans une chanson célèbre quelle était la patrie de l'Allemand; il aurait dû répondre : la rue où il est né. L'Allemand est homme de clocher, et longtemps encore le bourgeois primera en lui le citoyen. C'est précisément pour cela qu'il est cosmopolite, qu'il se résout facilement aux lointaines émigrations. Une fois sorti de l'ombre de ses murailles natales, peu lui importe où il va. Que le Francfortois s'établisse à Berlin ou au Brésil, il n'y sera pas chez lui. Telle cigogne badoise ou bavaroise s'en va passer ses hivers en Égypte; ne détruisez pas le nid qu'elle s'est construit au sommet du clocher qu'elle aime; ce nid pour elle, c'est l'Allemagne, et, si elle ne le retrouve pas, elle se croira toujours en Égypte. Dernièrement un journaliste prussien de méchante humeur reprochait aux bourgeois de Hambourg le peu d'enthousiasme que leur inspire la grande cause de l'unité nationale; il ajoutait, non sans quelque dépit, que pour le Hambourgeois il n'y a que deux choses, Hambourg et le monde. A ce compte, toutes les villes allemandes sont des Hambourg : grand embarras pour l'étranger qui veut connaître l'esprit allemand. Où ira-il l'étudier? A Francfort, à Dresde, à Munich ou à Stuttgart?

A cette difficulté s'en joint une autre. On a dit que, sur trois Français, il y a toujours un caporal et deux soldats, et que, prenez au hasard trois Allemands, vous serez en présence de trois opinions, même de quatre, parce que l'un des trois en a une de rechange. Ce n'est pas à dire qu'il y ait en Allemagne plus d'originalité d'esprit ou d'indépendance de caractère qu'en France; mais l'action person-

nelle de l'homme sur l'homme y est moins forte, le talent de se communiquer ou de s'imposer y est plus rare. Celui des trois Français qui passe caporal est celui qui sait parler, et, bien qu'on parle beaucoup en Allemagne, la parole n'y a pas de ces effets décisifs qui emportent toutes les résistances. Les Allemands se laissent discipliner par l'homme qui tient d'une paire d'épaulettes le droit de leur commander; mais ils se plient difficilement à la discipline des partis. Les chefs ont peine à compter sur leur monde, qui n'accepte leur autorité que sous bénéfice d'inventaire; souvent, au moment où ils sonnent la charge, chacun tire de son côté. Aussi est-il malaisé de savoir ce que veulent les partis allemands; ils se fractionnent, se morcèlent à l'infini : où l'on pensait ne trouver qu'un programme, on en trouve dix; le texte primitif et commun disparaît sous la diversité des commentaires. De même qu'il est à la fois cosmopolite et homme de clocher, l'Allemand unit l'esprit de détail à l'esprit de système; telle vérité particulière qui l'a frappé lui est plus chère que la vie, il y voit le monde entier. N'est-ce pas l'Allemagne qui a inventé ce proverbe, que souvent les arbres empêchent d'apercevoir la forêt? Ajoutons que le Français ne veut pas toujours la même chose, mais qu'il ne veut d'habitude qu'une chose à la fois. L'irrésolution de l'Allemand provient le plus souvent de ce qu'il a peine à rien sacrifier; il examine en conscience le pour et le contre de chaque question; la thèse lui plaît, l'antithèse a du bon. Ne lui demandez pas de choisir; sa langue est souple, elle a des complaisances que n'a pas le français; il saura trouver une formule qui dira tout, et qui mettra son cerveau en paix avec sa conscience. Cet Allemand qui voulait à la fois la liberté absolue de la presse et la censure, quiconque a voyagé au-delà du Rhin l'a connu. Il en est plus d'un parmi ses compatriotes qui se flatte de concilier la centralisation avec la pleine autonomie des communes, le militarisme avec le régime parlementaire, qui est à la fois conservateur et radical, et vit dans les contradictions comme le poisson dans l'eau; il n'est pas bien convaincu que, pour faire une omelette, il soit nécessaire de casser les œufs.

Non, le Rhin n'est pas une frontière fictive. Il sépare deux peuples qui sont d'autant plus appelés à agir l'un sur l'autre qu'ils se ressemblent moins : l'un, race vive, communicative, électrique, dont le souverain légitime est le discours écrit ou parlé, et où l'on voit par instans une grande passion commune se répandre de proche en proche comme une contagion et enflammer toutes les âmes; l'autre, race lente et réfléchie, qui raisonne ses impressions, creuse ses passions et les refroidit en les expliquant, compromet ses espérances à force de les discuter, se défie de ce qui semble évident, où chacun tient à

avoir sur toute chose son propre avis et se donne quelquefois le luxe d'en avoir deux; l'un, amoureux des idées claires, qui sont quelquefois des idées étroites; l'autre, visant au complet et se payant souvent d'idées confuses qui le mènent où il ne veut pas aller; l'un enfin, pays de la méthode, de l'éloquence, des chansons et des folies passionnées; l'autre, pays des systèmes, de la critique audacieuse, des longues patiences et des folies froides. Français et Allemands, les deux peuples causent l'un avec l'autre par-dessus le Rhin; mais ils ne se comprennent pas toujours, et dès que les amours-propres s'en mêlent, ils ne se comprennent plus du tout.

Au surplus, il n'est pas besoin aujourd'hui d'être Français pour avoir de la peine à comprendre l'Allemagne. Il lui est difficile à elle-même de savoir bien nettement ce qu'elle est et ce qu'elle veut, et la faute en est moins au génie de la nation qu'aux circonstances. Depuis longtemps, les Allemands sont travaillés du désir de se donner une organisation plus forte, qui se prête au développement de leur puissance politique. Il ne leur suffit plus de jouer un rôle considérable dans l'histoire de la civilisation, d'être une des grandes races de ce monde, la plus féconde de toutes, l'une des plus riches en grands esprits et en aptitudes diverses. Ils envient à leurs voisins de l'est et de l'ouest leur constitution unitaire et les facilités qu'elle donne pour la politique active; ils désirent devenir un peuple, dire leur mot, peut-être un mot décisif, dans toutes les questions que l'Europe peut avoir à résoudre. La confédération germanique, qui a été enterrée en 1866 et dont personne au-delà du Rhin n'oserait porter publiquement le deuil, laissait peu de chose à désirer au point de vue de la sécurité de l'Allemagne. C'était une institution défensive d'une incontestable efficacité. La nation allemande avait deux puissans tuteurs, qui se trouvaient toujours d'accord quand il fallait défendre leur pupille contre les convoitises de l'étranger et contre toute ingérence indiscrète dans ses affaires. Cela s'est bien vu en 1840. En revanche, s'agissait-il de faire quelque chose, de se réunir pour quelque entreprise commune; les jalousies intestines, le désaccord des intérêts et des conseils, de fatales rivalités, donnaient libre jeu aux intrigues étrangères et réduisaient l'Allemagne à l'impuissance. Il y a bien paru en 1850. L'Allemagne était en sûreté chez elle; mais les fêtes de l'amour-propre lui étaient refusées, et elle a fini par mépriser son bonheur. Il lui faut de la gloire, de la gloire sonnante et trébuchante, bien qu'elle puisse se convaincre par l'exemple de ses voisins que la gloire se paie, et que souvent elle se paie très cher.

Il serait inutile de raisonner sur ce point avec les Allemands. Ils sont unanimes à déclarer qu'ils entendent être forts et contraindre

le monde à compter avec eux. Qu'on ne s'avise pas de leur contester le droit d'avoir des fantaisies, de régler à leur guise leurs grandes et petites affaires; ils prieraient les donneurs d'avis de passer leur chemin. Ils s'appartiennent; s'il leur plaît de resserrer les nœuds de leur antique alliance, de se constituer en corps de peuple, sur tous les arrangemens qu'il leur convient de prendre ils n'ont à s'expliquer avec personne. Voilà une volonté claire et précise. En apparence, rien de plus simple; en réalité, rien de plus compliqué : c'est un problème de hautes mathématiques, et les Allemands le savent bien. Si chères en effet que leur soient leurs ambitions et ces rêves de grandeur politique qu'ils caressent, ils ne sont pas hommes à leur tout sacrifier. Ils veulent l'unité; mais ils sont très attachés à leur particularisme, qui est un souvenir, une coutume, une tradition, une garantie de bonheur. Souabes et Bavarois ne seraient pas fâchés de peser dans la balance des destinées de l'Europe de tout le poids d'une grande Allemagne unie; ils désirent aussi rester Souabes et Bavarois; l'unité qui assimile et qui nivelle n'est pas leur fait; ils veulent être unis en demeurant indépendans. Première difficulté à résoudre. D'autre part, les Allemands veulent être forts; mais par leur tempérament, par leurs habitudes d'esprit, ils sont l'un des peuples les plus sérieusement libéraux qui soient au monde. Le plaisir d'être grands et de faire peur ne pourrait leur tenir lieu de tout; après un étourdissement passager, leur conscience protesterait contre leur gloire, et l'Allemand ne peut être heureux longtemps quand sa conscience ne l'est pas. Être forts sans cesser d'être libres, autre difficulté.

En 1866, quand on se fut remis de la surprise causée par l'éclatante et imprévue victoire de Sadowa, les libéraux allemands s'abandonnèrent à un mouvement de joie et d'espérance. L'Autriche venait d'être évincée de l'Allemagne, et l'Allemagne se voyait délivrée de ce dualisme qui avait pendant un demi-siècle paralysé ses forces et tenu ses rêves en échec. On ne fut pas longtemps à s'apercevoir que rien n'était résolu, qu'on n'avait fait que changer de crainte et de péril, que ce dualisme tant décrié était un préservatif contre l'absorption des petits états par les grands, que la Prusse, débarrassée de sa rivale, avait désormais les bras libres, et que ses bras ressemblaient à des serres, que le gouvernement et les partis prussiens ne prenaient véritablement au sérieux que la grandeur de la Prusse, qu'ils entendaient par l'unité de l'Allemagne la conquête de l'Allemagne, et qu'ils exploitaient l'idée allemande au profit de l'idée prussienne. Il se fit aussitôt un partage dans les esprits. Parmi les libéraux du sud, le plus grand nombre dirent et disent encore : « Nous voulons être Allemands; à aucun prix, nous ne vou-

lons devenir Prussiens. Berlin nous trompe; il entend faire de nous les instrumens de son insatiable ambition; il nous déplaît d'être dupes. Et qu'est-ce que Berlin? C'est le gouvernement militaire, c'est la bureaucratie, c'est l'impôt, toutes choses antipathiques au génie allemand. Ce que nous aimons, nous, c'est l'économie, c'est la liberté, c'est sentir nos coudes à l'aise. Un gouvernement libre, discret, facile dans ses allures, qui ne met personne à la gêne et coûte peu, voilà ce qui nous convient. Ajournons l'unité de l'Allemagne, et Dieu nous garde de travailler pour le roi de Prusse! Qu'on ne nous reproche pas notre particularisme souabe ou bavarois; — le grand obstacle à l'unité, c'est le particularisme prussien. Nous attendrons patiemment que les circonstances aient changé, que Berlin se soit amendé et nous offre des conditions compatibles avec notre indépendance et nos franchises. Qu'on ne nous reproche pas non plus de faire le jeu de l'étranger. Le gouvernement prussien n'est-il pas un étranger pour nous? Provisoirement nous resterons ce que nous sommes. Si on essaie de nous prendre, nous crierons, et si l'Europe accourt, ce ne sera pas notre faute. »

D'autres au contraire dirent et disent encore : « Sans doute la situation n'est pas bonne. Nous aussi, nous avions rêvé autre chose; mais il faut prendre le temps comme il vient et le vent comme il souffle. Nous voulons deux choses, l'unité et la liberté. Commençons par l'unité. Le déplaisir qu'en aura la France nous consolera du plaisir que nous ferons au roi de Prusse. Qu'on ne nous accuse pas d'être Prussiens et de faire bon marché de nos libertés; nous ferons la conquête morale de la Prusse, nous la convertirons à l'Allemagne et au libéralisme. La transition sera dure, nous pâtirons; un avenir prochain nous dédommagera de nos peines. L'essentiel est de commencer par prouver à l'étranger qu'une Allemagne unie est en état d'imposer au monde ses volontés. Que s'il nous représente que nous paierons notre grandeur par notre servitude, nous lui répondrons que les verges prussiennes sont après tout des verges allemandes, et que, s'il nous plaît d'être battus, ce sont nos affaires et non les siennes. »

Telle est la situation des partis allemands; voilà ce que disent ceux qu'on appelle les nationaux, ceux qu'on appelle les particularistes. Ces derniers veulent l'unité comme les premiers; mais ils l'ajournent, parce que la liberté leur est plus chère encore. Les premiers, à part quelques niais, redoutent la Prusse comme les seconds, et savent que, sous couleur de faire leurs affaires, elle ne s'occupe que de faire les siennes; mais ils en prennent leur parti en réservant l'avenir : ils traverseront le désert, ils ont foi dans la terre promise. En attendant, cette querelle n'est pas près de finir. Comme

le disait le grand Frédéric à propos de sa confédération des princes allemands, ce n'est pas une affaire de quinze jours de mettre tant de têtes sous un chapeau, — d'autant plus que ce chapeau est un casque.

II.

Si la logique gouvernait les affaires de ce monde, il n'y aurait plus pour le moment de question allemande. Nous disons pour le moment, tout est provisoire en politique; mais c'est quelque chose pour la paix du monde qu'un provisoire qu'on renonce à discuter, et qui a par là quelque chance de durer : c'est une sûreté qu'une ambition qui se déclare satisfaite, et qui, sans se refuser d'avance aux occasions que l'avenir lui réserve, renonce à les faire naître. La fortune, qui est aveugle, n'a pas de passions, partant point d'impatience; si on la laissait faire, les peuples seraient assurés de longs intervalles de repos que l'inquiétude des ambitions réussit à troubler et à raccourcir.

Les murailles du Palais-Bourbon n'ont pas oublié les accens pathétiques de M. Rouher révélant à la France les anxiétés qui avaient assailli son gouvernement au lendemain de Sadowa. Déconcerté par l'événement, se trouvant aux prises avec une situation qui répondait si peu à son attente, qu'allait faire le cabinet des Tuileries? Quelle conduite lui conseillaient ses intérêts? La main sur la garde de son épée, la France se contenterait-elle de parlementer avec le vainqueur pour modérer ses convoitises, ou, jetant le fourreau, allait-elle tenter de dicter ses conditions et de réclamer sa part dans les dépouilles? Grave question que la nécessité a résolue tout autant que la sagesse. Ces perplexités qui troublaient le sommeil des hommes d'état français, la Prusse n'a pu en être exempte. Elle avait créé l'événement, qu'allait-elle en faire? Cette éclatante victoire qu'elle devait à l'audace heureuse d'un grand politique, au patriotisme de ses peuples, au courage et à l'admirable discipline de ses armées, et, pour tout dire, à la complicité des circonstances et aux complaisances de la fortune, quel parti en allait-elle tirer? Décision d'une importance extrême, de laquelle dépendaient les destinées de l'Allemagne et de l'Europe. Pour qui et pour quoi s'était battu l'heureux vainqueur? Qu'avait-il en tête? Une reconstitution de l'Allemagne conforme aux intérêts et aux vœux nationaux, ou l'agrandissement de la Prusse? Était-il le champion de l'idée allemande ou avait-il entendu faire une guerre de conquête et d'annexions? Je ne sais s'il hésita; mais il ne fut pas long à prendre son parti, et l'Allemagne put se convaincre que depuis Frédéric II la royauté

prussienne n'a pas changé d'humeur, qu'elle encourage les rêveries d'autrui parce que cela peut servir, que pour son compte elle rêve peu, que, selon le mot de Voltaire, elle a un héroïsme avisé et va droit au solide.

Le grand Frédéric, qui faisait toutes ses affaires lui-même, n'a jamais craint les responsabilités. S'agissait-il de prendre la Silésie, il ne se mettait guère en peine d'établir son droit; il lui suffisait d'expliquer aux contemporains et à la postérité que la monarchie laissée par Frédéric I[er] à ses descendans était une espèce d'hermaphrodite, tenant plus de l'électorat que du royaume, qu'il y avait de la gloire à *décider cet être*, et que ce sentiment fut sûrement l'un de ceux qui fortifièrent le roi dans les grandes entreprises où tant de motifs l'engageaient. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent d'habitude en Prusse. « En 1804, dit M. Thiers dans son *Histoire de l'Empire*, la Prusse avait un roi fort jeune, fort sage, qui mettait beaucoup de prix à passer pour honnête, qui l'était en effet, mais qui aimait infiniment les acquisitions de territoire... On possédait un singulier moyen pour tout expliquer d'une manière honorable. Les actes équivoques étaient attribués à M. d'Haugwitz, qui se laissait immoler de bonne grâce à la réputation de son roi. » En 1866, il y avait aussi à Berlin un roi profondément honnête, dont l'honnêteté, assure-t-on, allait jusqu'au scrupule; ce roi avait un ministre qui était un grand oseur, que les scrupules n'incommodaient point, un bien autre homme assurément que M. d'Haugwitz, et ce ministre finit par vaincre les hésitations de son maître et par lui forcer la main. C'est ainsi que parle la légende.

Si les Prussiens avaient été vaincus à Sadowa et que le général Benedek fût entré à Berlin, l'opinion publique se serait apitoyée sur l'infortuné souverain victime, en dépit de sa conscience, des coupables témérités d'un nouvel Albéroni. Cependant cela n'eût pas été tout à fait juste. Les rois de Prusse, comme le disait Saint-Simon, sont de tous les princes de l'Europe les plus attentifs à leur agrandissement, et ce n'est pas sur le trône des Hohenzollern qu'il faut chercher le type du conquérant malgré lui. La fortune ne leur pourra jamais reprocher de s'être refusés aux occasions qu'elle leur offrait; elle les a toujours trouvés prêts et attentifs : aussi les a-t-elle toujours gâtés, et ce n'est que justice; si elle les aime, ils le lui rendent bien. Frédéric II faisait profession d'adorer sa sacrée majesté le hasard, — sentiment vraiment prussien, bien que le langage ne le fût pas. Les successeurs du grand Frédéric, comme ses devanciers, n'ont jamais distingué la Fortune de la Providence. Race étrange, très appliquée à ses devoirs, dévouée au bien de l'état, lui sacrifiant ses fantaisies et ses plaisirs, un peu raide d'allures et très souple

d'esprit, d'une raison courte, mais exacte et saine, à l'âme droite, au cœur pieux, aux mains prenantes, et dont la devise est sans doute : *ora et labora*, prie, travaille et prends. Où trouver ailleurs cette bizarre combinaison d'un esprit froidement positif, qu'aucune rêverie ne vient jamais distraire de ses calculs, avec un mysticisme qui voit Dieu partout, mais surtout dans les affaires prussiennes, et qui n'entreprend rien sans le mettre de part? Croire à sa mission est une manière vraiment royale de se débarrasser de ses scrupules, et c'est faire tort, pensons-nous, au roi Guillaume Ier que de prétendre que M. de Bismarck ait eu de la peine à lui faire goûter ses plans ou à le réconcilier avec ses moyens, avec cette alliance révolutionnaire sans laquelle on ne pouvait rien, avec laquelle on pouvait tout. Le roi était prêt, et d'avance ses principes s'étaient résignés. Cette armée qui a fait merveille en Bohême, c'était lui qui l'avait créée dans la prévision de quelque conjoncture favorable, et il a pu dire après la victoire, non sans une certaine complaisance : « Décidément l'instrument était bon. Il est facile de faire de bonne politique quand on a 500,000 hommes comme ceux-là derrière soi. »

Ce n'était pas assez d'avoir 500,000 hommes, il en fallait un de plus, l'un de ces hommes indispensables qui possèdent, comme disait Gil Blas, l'*outil universel*. Il fallait au roi Guillaume un ministre qui fût à la fois de la race des habiles et des audacieux, assez habile pour créer l'occasion désirée, assez audacieux pour prendre froidement la mesure des difficultés et pour communiquer sa confiance. A défaut de scrupules, le roi avait des inquiétudes, et il lui était permis d'en avoir au moment d'engager une si grosse partie. Quelles n'eussent pas été les conséquences d'un échec! Et pour qui la défaite est-elle plus à redouter que pour un roi de Prusse, que pour le maître d'un état fait de pièces rapportées, et qui offre d'avance pour ainsi dire une proie facile aux fantaisies d'un vainqueur irrité, lequel peut le démembrer sans le détruire? Otez à la Prusse la Silésie, Posen ou la province rhénane, vous n'aurez pas détruit la Prusse; mais vous aurez supprimé la royauté prussienne et l'une des cinq grandes puissances de l'Europe. Le roi Guillaume n'avait pas besoin qu'on stimulât son ambition, il avait besoin qu'on le délivrât de ses anxiétés, et c'est à quoi son ministre s'employa avec autant de persévérance que de succès. Il sut lui prouver que la partie n'était pas aussi aventureuse qu'il le semblait, qu'on avait bien des as dans son jeu; il lui fit voir de l'autre côté du Rhin la France se prêtant bénévolement à cette alliance vraiment providentielle qu'il se proposait de conclure avec l'Italie, avec cette jeune royauté que l'empereur Napoléon III a tenue sur les fonts du baptême; soufflant sur les brouillards du Mein, il lui découvrit les infir-

mités cachées de cette apparente coalition germanique qu'on avait à combattre, les impuissances secrètes de l'Autriche et les pieds d'argile du colosse, le néant politique et militaire des états du sud, le défaut de cohésion de l'ennemi, la faiblesse du commandement, l'incertitude des conseils, le décousu et les lenteurs de l'exécution, le désaccord inévitable de volontés qui n'étaient que des *nolontés*, et qu'avec un peu d'audace on aurait bientôt à sa merci. Oser et faire vite, à ce prix était le succès. Il suffisait de frapper un grand coup, et le fantôme de l'Allemagne coalisée se dissipait comme une vapeur; un seul coup d'épée, c'en était assez pour mettre fin, comme Renaud, à tous les enchantemens, et pour se frayer au travers d'une forêt pleine de menaces un grand chemin au bout duquel on apercevait Vienne et ses portes ouvertes.

La force apparente de l'ennemi n'était pas la seule chose qui alarmât le roi Guillaume. Jamais souverain, il faut en convenir, n'assuma sur sa tête une responsabilité plus redoutable que celui qui en 1866, contre la volonté expresse de son peuple et de son parlement, précipita la Prusse dans une guerre que les uns traitaient d'insensée, les autres de criminelle. Si l'événement n'avait pas répondu aux espérances, si cette guerre, voulue par deux hommes et condamnée par toute une nation, avait conduit à une issue fatale, ou si l'on n'avait été seulement qu'à demi victorieux, que serait-on devenu? La royauté prussienne eût été condamnée à se présenter devant son parlement dans l'attitude d'un pénitent, à faire amende honorable et à battre sa coulpe, à dire tout haut en se frappant la poitrine : « Je me suis trompée, et c'est vous, petites gens, juges et assesseurs, professeurs et fabricans, c'est vous qui aviez raison. » Que devenait son prestige, et la majesté du droit divin, et l'infaillibilité de cette providence particulière dont on s'était réclamé, et dont les oracles se seraient trouvés menteurs? S'humilier devant l'Autriche, passe encore : de couronne à couronne, l'honneur est sauf; mais s'humilier devant une chambre! De tels abaissemens sont mortels au cœur d'un Hohenzollern. Aussi bien n'était-ce pas donner des armes à la révolution endormie, mais toujours vivante, car on ne persuadera pas au roi Guillaume que la révolution soit morte. Ce spectre rouge qu'il a vu se dresser un jour sur les barricades de Berlin, qu'il a combattu et vaincu dans le Palatinat et dans le grand-duché de Bade, hante quelquefois encore son imagination, sujette aux effaremens. M. de Bismarck dut conjurer ce spectre. Sa tête, très lucide et très poméranienne, n'a jamais cru aux fantômes; mais ceux qui y croient ne souffrent pas qu'on en plaisante, et le plus sûr moyen de les guérir de leurs terreurs, c'est de commencer par leur donner raison. Certainement le sceptique ministre de sa

majesté Guillaume Ier représenta à son maître qu'il était à bout de ressources dans sa lutte sempiternelle avec le parlement, que le conflit suscité par la nouvelle loi militaire s'envenimait de session en session, qu'il était insupportable d'avoir à s'aboucher avec des gens de rien ou de peu, qui disaient non quand on leur disait oui, et d'en recevoir des pierres quand on leur demandait du pain, que sans doute on ne cédait pas et qu'il ne pouvait être question de céder, mais qu'à la longue la couronne compromettait sa dignité dans ce conflit sans cesse renaissant, que, danger pour danger, il y en avait moins à oser qu'à ne rien faire, qu'il fallait étouffer par une entreprise heureuse les aigres contradictions qu'on essuyait chaque année, et qui trouvaient peut-être quelque écho dans le pays, qu'il importait de prouver *ipso facto* que la loi sur l'armée était bonne et de fermer les bouches libérales avec un peu de cette gloire militaire qui est le meilleur des bâillons, bref que, plutôt que de s'exposer à rencontrer un jour le spectre rouge dans les rues de Berlin, il était mieux entendu de l'aller tuer en Bohême, au son des tambours et des fanfares, et de l'enterrer sous une litière de drapeaux autrichiens.

On assure qu'un soir M. de Bismarck crut avoir ville gagnée et rentra chez lui en disant : « L'affaire est dans le sac. » Le lendemain lui réservait une surprise. En quelques heures, on lui avait défait son ouvrage. Le roi avait employé la nuit à causer avec sa conscience, sa conscience d'autrefois, conscience droite, bien disante et persuasive, qu'il a longtemps consultée, dont il a fini par mépriser les avis parce qu'elle a le grand tort d'être une conscience constitutionnelle et presque parlementaire, peut-être aussi parce qu'ayant toujours raison dans les choses essentielles, elle s'est quelquefois trompée sur les détails. Dans les grandes crises, dans les heures troubles, la fibre s'amollit, on se défend mal contre ses souvenirs, et on se prend à écouter tous les conseils, surtout ceux qu'on avait autrefois l'habitude d'écouter. Revirement complet! En arrivant au palais, M. de Bismarck trouva un roi qui ne voulait plus entendre à rien, et qui, dit-on, l'interpella très vivement, lui reprocha de le perdre, de conduire la monarchie aux abîmes. L'entraînant dans l'embrasure d'une fenêtre et lui montrant du doigt la statue du grand Frédéric : « On renversera cette statue, lui dit-il, et on la remplacera par un échafaud! » Le geste acheva la pensée. M. de Bismarck est un grand musicien, et son répertoire est riche. Il ne perdit pas son temps à raisonner, à disputer. Il ne dit qu'un mot, dont l'effet fut magique : « Sire, répliqua-t-il avec un merveilleux sang-froid, si telle est la situation, n'est-il pas plus digne de vous et de moi de mourir sur un champ de bataille, l'épée à la main? » Il y a dans

tout roi de Prusse un soldat. Quelques jours plus tard, le Rubicon fut franchi.

La victoire dépassa tout ce qu'on avait osé espérer, — victoire bien méritée, si on considère non-seulement la vaillance de l'armée, mais les combinaisons politiques de M. de Bismarck, la justesse et la fermeté de son coup d'œil, la vigueur de son action, la rapidité qu'il sut imprimer à toutes ses mesures. Comme les neutres, comme les vaincus, les vainqueurs furent surpris par le caractère décisif de l'événement. Un mois avait suffi, et on tenait l'Autriche et l'Allemagne à sa discrétion. Quel usage allait-on faire de la victoire? Il est permis de supposer que M. de Bismarck entrevit toutes les chances possibles. Diverses combinaisons durent se présenter à cet esprit si inventif et si fertile. Cet homme à la volonté de fer n'est pas un homme de parti-pris. Il a l'imagination souple, il sait se retourner.

« Il vous est impossible, nous disait un jour un conservateur libéral prussien en arpentant avec nous l'une des avenues du Thiergarten, il vous est impossible, à vous autres Velches, Français ou Romans, de comprendre notre *premier*. Un tel homme n'a pu naître qu'en Prusse, il n'a pu croître et grandir que sur le pavé de Berlin. Il y a en lui du *Bursche* d'université, du *Junker*, du lieutenant de la garde, du diplomate, du despote et du révolutionnaire, tout cela assaisonné d'une sorte de fantaisie ironique qui fait de lui un artiste et presque un poète. Aristocrate, il l'est jusque dans la moelle des os, non qu'il ait des préjugés ou le respect des traditions, mais par tempérament, par le goût et le talent de commander, par son immense mépris de la *phrase libérale*. Le fond de son âme est le scepticisme; il ne croit qu'à la bêtise humaine, et il n'a jamais pris de sa vie les vessies pour des lanternes; il les crève sans pitié. Hélas! il ne respecte pas davantage nos pauvres petites lanternes libérales, il souffle malicieusement sur ces lumignons fumeux; avec cela, radical dans l'âme, radical par sa méthode, par son peu de répugnance pour les moyens violens et sommaires, par son goût de trancher dans le vif... Non, continuait notre interlocuteur, cet aristocrate sceptique et radical n'est pas un type commun; ce n'est pas un homme complet, je le veux bien, mais c'est un homme très compliqué. On admire beaucoup son audace, on admire aussi sa géniale et méphistophélique insolence, et soyez sûr que la Prusse s'est réjouie plus d'une fois d'être représentée dans ce monde par un insolent : elle sentait encore sur sa joue la rougeur du soufflet d'Olmutz; mais l'insolence de M. de Bismarck n'est point raideur d'esprit étroit ni morgue de doctrinaire; c'est un procédé, un moyen de gouvernement. Rien ne lui est plus antipathique que le doctrinarisme, et en ceci il est vraiment Prussien; c'est le propre de la po-

litique prussienne de faire fi des idées comme des sentimens, des doctrines comme des traditions; c'est par essence une politique de la *main libre*, qui est toujours prête à jouer tous les jeux possibles, sans jamais engager l'avenir. A cet égard, M. de Bismarck est le modèle accompli de l'homme d'état prussien. Jamais homme ne fut plus affranchi de toute pédanterie et de toute pruderie conservatrice; il est prêt, s'il le faut, à lier partie avec la révolution; il se sent de force à lui faire tirer les marrons du feu et à les croquer à sa barbe. Ce qui n'est qu'à lui, c'est l'étonnante liberté et la merveilleuse franchise de son langage. Il méprise les petites dissimulations, il a inventé une nouvelle espèce de diplomatie, qui consiste à gagner en montrant son jeu. Il parle, il parle beaucoup, il instruit de ses projets l'univers, qui n'en croit rien. Il dit : Tel jour je ferai ceci, et il le fait. A l'époque où la révolution tenait le haut du pavé, M. de Bismarck, alors simple député de la droite, entre un soir dans une *Kneipe* où se réunissaient les coryphées du radicalisme. Notre homme s'assied, se fait apporter une chope de bière, allume son cigare et prend un journal. Cependant on tenait autour de lui des propos malsonnans et séditieux. Il interrompt sa lecture, regarde entre les deux yeux le plus échauffé de ces discoureurs d'estaminet, et lui dit froidement : « Monsieur, si vous n'avez pas vidé la place quand j'aurai vidé ma chope, je vous la casserai sur la tête. » Ainsi fut dit, ainsi fut fait. Et tandis que les habitués interdits se consultaient du regard : « Garçon, qu'est-ce que je vous dois pour le verre que je viens de casser sur la tête de monsieur? » Telle fut toujours la manière de faire de notre grand homme. Il n'a jamais cassé de verres ni de vitres sans avoir d'avance averti tout son monde. Aussi refusa-t-on longtemps de le prendre au sérieux; on le traitait de hâbleur, de brise-raison; à Paris, on le comparait au brochet, qui met les poissons en mouvement, et on se disait : C'est nous qui pêcherons. — Il a fallu, je pense, en rabattre. C'est souvent un grand moyen de domination pour un homme d'état que de posséder les qualités les plus opposées au tempérament de la nation qu'il gouverne. Quels services n'a pas rendus à M. de Bismarck, dans un pays taciturne, compassé, gourmé et boutonné comme la Prusse, ce merveilleux abandon qui le caractérise, cette suprême désinvolture de conduite et de langage où se révèle la parfaite liberté de cet esprit abondant en idées, riche en combinaisons, qui, sûr de son but, est toujours prêt à changer de route, ne s'asservit à aucun système, saisit l'occasion au vol, vit au jour le jour, et pour ainsi dire invente au fur et à mesure ses moyens, — grand virtuose dont la carrière politique est une perpétuelle improvisation!... Soyez sûr, nous dit notre interlocuteur par manière de conclusion, soyez sûr qu'à Kœniggrætz notre *premier* portait dans sa tête bien des plans. Sa vive

imagination avait entrevu les différens partis qu'on pouvait tirer de la victoire, et, si on l'avait laissé faire, peut-être les événemens eussent-ils changé de face; mais une volonté plus forte que la sienne a décidé de tout. Une indiscrétion autrichienne nous a appris que l'idée qui a triomphé à Nikolsbourg était l'idée du roi, car le roi avait son idée, et il n'en avait qu'une, et cette idée était de prendre, de prendre beaucoup, de prendre tout ce qu'il était possible de prendre... »

Sur un point, il n'y avait pas à hésiter : l'Autriche devait sortir de l'Allemagne. C'était le premier fruit de la victoire, et c'est pour cela proprement qu'on avait fait la guerre. Par l'éviction de l'Autriche, on atteignait deux buts : on donnait satisfaction tout à la fois aux intérêts de la grandeur prussienne et au sentiment national de l'Allemagne, lasse du dualisme et de ses tiraillemens. Il est vrai qu'elle a depuis changé d'avis, sans qu'on puisse l'accuser de versatilité. L'Autriche, dirigée par un homme supérieur, s'est appliquée à se rendre regrettable, et elle y a réussi; mais alors l'esprit de réaction qui dominait dans ses conseils, le concordat, les louvoiemens d'une politique qui dans la question danoise tour à tour rendait la main à M. de Bismarck, entrait dans son jeu et par de brusques retours de pudeur ou d'effroi affectait de défendre contre lui la dignité de la diète de Francfort, toutes ces tergiversations, toutes ces inconséquences, avaient discrédité l'Autriche dans l'esprit des libéraux allemands, et ils étaient disposés à voir dans le triomphe de la Prusse un événement heureux et pour l'unité et pour la liberté de l'Allemagne. Quels que puissent être les torts de son gouvernement, Berlin est Berlin, c'est-à-dire un foyer de lumières et de haute culture, l'une des capitales de la pensée libre, et, comme on dit sur les bords de la Sprée, la ville de l'intelligence.

Évincer l'Autriche de l'Allemagne, c'était le premier pas. Cela fait, on avait devant soi deux systèmes de conduite, deux politiques, l'une difficile peut-être, mais généreuse, visant à résoudre la question allemande, à réorganiser l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne, l'autre plus facile, d'un profit plus évident, plus palpable, mais conduisant peut-être à des résultats moins durables, une politique d'agrandissement et de conquête. On pouvait choisir entre les annexions et la présidence d'une nouvelle confédération germanique embrassant l'Allemagne, et toute l'Allemagne, reconstituée sous les auspices de la Prusse, car prétendre concilier les deux choses, il n'y avait pas d'apparence. Toute vraie confédération demande un certain équilibre de forces entre les états qui la composent; telle qu'elle était avant 1866, la grandeur de la Prusse était déjà un obstacle et un danger pour une organisation fédérative de l'Allemagne. L'agrandir encore, c'était témoigner clairement, pour

nous servir de l'expression d'un grand diplomate prussien d'autrefois, que sous le nom d'alliance on affectait l'empire, et que par empire on entendait l'absorption. Depuis que la Prusse a pris le Hanovre, les états secondaires savent ce qui les attend, et c'est pour cela que l'unité de l'Allemagne n'est pas encore un fait accompli, que la Bavière et le Wurtemberg s'affermissent d'année en année dans ce qu'on appelle à Berlin leur particularisme. Le cyclope fit sans doute à Ulysse une faveur singulière en lui promettant qu'il serait mangé le dernier; mais c'est la fantaisie de certaines gens de tenir à n'être pas mangés du tout. C'est aussi la fantaisie des Bavarois et des Souabes.

L'Europe eût été bien étonnée si à Nikolsbourg la Prusse avait tenu le langage que voici : « Nous ne réclamons pour prix de notre victoire que le droit de régler les affaires d'Allemagne avec le concours et l'assentiment des Allemands. Hormis les provinces que nous avons conquises sur le Danemark, et qui sont nécessaires à notre marine, à notre légitime influence dans la Baltique, nous ne réclamons pas un pouce de terrain. Nous avons pris les armes pour tirer l'Allemagne et nous-mêmes d'une situation fausse qui devenait intolérable. Le premier devoir d'un état est de vivre, et l'Autriche s'appliquait à nous rendre la vie impossible. Nous n'avons rien entrepris, rien essayé, sans la trouver sur notre chemin; elle prenait à tâche de nous isoler et de nous annuler. Cependant, par la force même des choses, il y avait une conspiration latente entre le nom prussien et toute l'Allemagne libérale. En 1849, nous avons refusé la couronne impériale que nous offrait la révolution. Nous avons été payés de nos ménagemens par nos humiliations de 1850. Il s'est trouvé plus tard que l'Autriche, menacée dans ses possessions italiennes, a eu besoin de nous. Elle nous a requis de venir à son aide; nous lui avons répondu qu'en notre qualité de confédérés nous n'étions point tenus de lui garantir ses possessions non allemandes, mais que nous étions prêts à entrer en arrangement avec elle, à lui offrir notre alliance, si elle voulait signer avec nous une convention. Et que lui demandions-nous pour prix de nos services? Le partage de la présidence et l'*union étroite* avec les petits états qui sont chez nous ou dans notre banlieue, et dont il nous importe d'être sûrs pour avoir la liberté de nos mouvemens. L'Autriche n'a voulu entendre à rien; elle a mieux aimé perdre l'Italie que renoncer à sa prépotence dans la confédération germanique, qu'elle a tenté plus tard, au congrès de Francfort, de réorganiser sans nous et contre nous. Il ne nous restait plus qu'à abdiquer; mais l'abnégation est une vertu de moines, non de politiques. Les armes ont décidé; désormais nous serons chez nous en Allemagne. Nous n'entendons pas

néanmoins y régner en maîtres absolus, nous n'aspirons qu'à l'hégémonie, à laquelle nous avons droit par ce que nous sommes et par ce que nous avons fait. Nous prouverons que les Prussiens sont des Allemands, comme nous avons prouvé, en refusant de nous agrandir, que nous n'affections pas la tyrannie. Nous savons que dans toute l'Allemagne règnent deux sentimens également forts, également légitimes, le sentiment national et un attachement traditionnel au *self-government*. Nous savons aussi par l'exemple de la petite Suisse, qui depuis la réforme de son pacte se compose de cantons souverains très libres chez eux et cependant très étroitement unis, qu'il est possible de créer une constitution fédérative où le pouvoir central ait une force réelle sans entreprendre sur la souveraineté des états. Nous allons chercher avec les gouvernemens nos confédérés cette forme politique qui convient à l'Allemagne, et nous nous occuperons avec eux de faire la part de notre légitime influence, celle de l'indépendance des états et celle de la liberté des peuples, après quoi nous soumettrons notre projet à un parlement national. »

Si le cabinet de Berlin, par impossible, avait tenu ce langage, et qu'il se fût empressé de donner des gages de ses dispositions pacifiques et de son libéralisme, la Prusse, forte de son désintéressement, du prestige moral qu'elle en eût recueilli et du concours unanime de l'Allemagne, aurait eu ce grand avantage de pouvoir prendre tous les arrangemens que lui dictaient ses convenances sans avoir à traiter avec un tiers. Elle eût représenté très courtoisement à la France que le règlement des affaires allemandes était une question purement intérieure, que, renonçant à toute acquisition de territoire qui aurait pu compromettre l'équilibre européen, elle avait le droit de réformer la constitution de l'Allemagne avec le concours et selon les vœux des Allemands. Il n'eût pas été impossible, pensons-nous, de persuader le cabinet des Tuileries. Un homme d'état allemand d'un esprit fin et sagace, et qui déplore les fautes commises à Nikolsbourg, nous disait un jour : « L'empereur Napoléon est un homme moderne qui parle napoléonien, et il goûte toutes les idées modernes moyennant qu'on lui traduise dans sa langue celles qui lui pourraient être désagréables. » N'était-ce pas faire un usage vraiment moderne de la guerre que de se servir de la victoire la plus décisive qui ait été remportée depuis les temps de Marengo et d'Austerlitz, non pour accroître son territoire, mais pour étendre et fortifier son influence? Cela peut très bien se traduire en napoléonien; cela s'appelle combattre pour une idée, mettre son épée au service d'une grande cause nationale et de la souveraineté des peuples. Il est vrai qu'un accroissement d'influence n'est pas un résultat aussi net qu'une annexion ou une conquête, et c'est un

proverbe allemand que le chasseur ne peut fonder sa cuisine que sur le lièvre qu'il rapporte sur son dos; mais au XIX[e] siècle le gouvernement d'influence tend de plus en plus à se substituer au gouvernement d'autorité : c'est le fond de ce qu'on appelle la politique constitutionnelle et parlementaire, qui finira par renouveler la politique internationale. Il était plus aisé du temps de Pascal de trouver des moines que des raisons; aujourd'hui, dans certains pays, la raison la plus facile à trouver, c'est un caporal et quatre hommes. Toutefois le caporalisme a peu d'avenir; commander ne suffit plus, il faut persuader. Sans doute persuader est une fatigue, et la Prusse aurait eu besoin, pour gouverner une Allemagne fédérative et libre, de beaucoup de talent et d'habileté. Serait-ce donc un si grand malheur? Un prince qui a prouvé qu'il savait son métier de soldat, et qui prouvera peut-être un jour qu'il sait son métier de roi, disait : « Je ne crois en politique qu'aux choses difficiles. » Ajoutons qu'il n'y a de durable que ce qui est modéré. Dans l'état actuel de l'Europe, toute domination avide et intempérante est sûre de rencontrer à son troisième pas une ligue d'intérêts coalisés contre elle. Il n'est pas moins vrai qu'on ne refait pas son tempérament, que les hommes qui ont voulu la guerre de 1866 et qui l'ont conduite avec tant de succès auraient dû faire violence à leur nature, s'ils avaient employé à la reconstruction d'une Allemagne libre l'épée qui avait vaincu à Sadowa. C'eût été vraiment un miracle de la grâce.

Puisque la Prusse était résolue à prendre, elle avait un autre système à suivre, et il est regrettable pour la paix et la tranquillité de l'Europe qu'elle ne l'ait pas pratiqué jusqu'au bout avec cet esprit de conséquence où les intérêts comme la logique trouvent leur compte. Quand on ne suit pas une politique généreuse, c'est quelque chose du moins d'adopter une politique franche. « Nous avons fait la guerre, aurait pu dire la Prusse aux Allemands, parce que nous n'étions pas contens du lot qui nous a été attribué par les traités de Vienne. Nous avons été sacrifiés en 1815. D'abord nous sommes trop petits pour le personnage que nous sommes appelés à jouer dans ce monde. L'étendue de notre territoire ne répond pas à notre importance politique, à ce rôle de grande puissance dont nous ne saurions décliner les charges et les devoirs sans que l'équilibre européen en souffrît. De là une tension de forces qui nous fatigue. D'autre part, les traités nous ont fait une configuration malheureuse; nous avons des enclaves, des étranglemens de territoire très gênans. Nous userons du droit de la guerre pour nous arrondir, nous refaire et nous compléter. Outre le Slesvig-Holstein, nous garderons le Hanovre, la Hesse électorale, Nassau, Francfort. Ce résultat nous suffit; nous nous garderons de former avec vous une

confédération illusoire. Outre que nous sommes trop grands, nous ne pouvons faire ménage ensemble, nous vous ressemblons trop peu politiquement et socialement. Il sera mieux pour tout le monde que vous formiez entre vous une confédération nouvelle où vous réglerez vos affaires intérieures comme vous l'entendrez. Seulement nous ne voulons pas vous devenir étrangers; nous vous sommes nécessaires, et vous nous êtes nécessaires; vous êtes nos alliés naturels, et nous sommes vos protecteurs naturels. Nous conclurons avec vous des traités commerciaux et militaires qui sauvegarderont les intérêts économiques de l'Allemagne et sa sûreté. » Il eût été plus difficile peut-être de faire agréer à l'Allemagne et à l'Europe cet arrangement, qui trompait les espérances des uns, donnait prise aux défiances des autres. Cependant la franchise est toujours rassurante, et cette solution eût été moins dangereuse que l'équivoque instrument de paix qui a été ébauché à Nikolsbourg, mis au net à Prague.

Le 17 août 1866, c'est-à-dire peu de jours avant que le traité de Prague fût définitivement signé et paraphé, le roi Guillaume Ier recevait une députation hanovrienne composée du ministre d'état, du vice-président de la haute cour d'appel et d'un conseiller du trésor. Ces messieurs venaient tenter un dernier effort pour sauver l'indépendance de leur pays. Ils assurèrent au roi que depuis les derniers événemens l'immense majorité de leurs compatriotes ne faisait plus difficulté de reconnaître la suprématie de la Prusse en Allemagne, que les Hanovriens se prêteraient de bon cœur à tous les sacrifices que la nouvelle confédération pourrait imposer à leurs droits de souveraineté, mais qu'ils étaient profondément attachés à la maison de leurs princes, qu'au surplus, si le possesseur actuel de la couronne de Hanovre ne paraissait pas offrir à la Prusse des garanties suffisantes, il était prêt à abdiquer en faveur de son successeur légitime. La réponse du roi est empreinte de cette bonhomie fourrée de finesse dont Guillaume Ier se sert pour donner de la grâce à ses refus, un air d'abandon cordial et paternel à ses partis-pris. Il déclara qu'il n'avait garde d'en vouloir aux Hanovriens de l'attachement qu'ils témoignaient à leurs princes, qu'il les en estimait davantage, et leur savait gré de leur démarche, qu'il en prenait occasion de leur exposer les motifs qui l'avaient conduit, contrairement à ses intentions primitives et après bien des combats intérieurs, à former le dessein, « maintenant irrévocable, » de faire des annexions. Il n'avait jamais eu en vue que le bien de l'Allemagne et de la Prusse, et n'avait jamais songé à faire que des *conquêtes morales:* si à l'âge de soixante-dix ans il en venait à désirer davantage, on devait s'en prendre aux circonstances, aux agressions incessantes de ses

prétendus alliés. « L'Autriche, continua-t-il, a voulu la guerre pour s'assurer la domination de l'Allemagne. Or nous ne saurions renoncer à notre influence en Allemagne sans compromettre notre existence elle-même. C'est pour nous une question de vie ou de mort. Il fallait deux choses pour que je me décidasse à la lutte : 1° la conviction que notre cause était juste, que nous pouvions compter sur la protection du Très-Haut et de cette main toute-puissante qui dispose du sort des batailles; 2° la certitude que l'instrument de la guerre, l'armée prussienne, était bon. Que l'instrument fût bon, je ne pouvais en douter, ayant consacré toute ma vie au perfectionnement de notre armée. Que notre cause fût juste, cela me paraissait démontré, parce que notre existence même était en jeu, et c'est ainsi que je me décidai, le cœur gros (*schweren und schwersten Herzens*), à une lutte décisive, dont je remettais l'issue à Dieu. » Le roi ajouta que les résultats de cette lutte avaient dépassé toutes ses prévisions, qu'il ne s'en était guère vu de pareils dans l'histoire, et qu'il y reconnaissait une faveur visible de la Providence, sans laquelle l'armée la mieux dressée ne saurait accomplir de tels prodiges. Il conclut en disant que, la Providence ayant parlé, il ne pouvait que remercier la députation de sa franchise, mais qu'il devait à son peuple un dédommagement, à son armée une garantie contre le retour des périls dont elle venait de sortir si glorieusement, et que l'annexion du Hanovre était un fait accompli.

Il est difficile de relire ce discours sans sourire depuis qu'une dépêche fameuse, dont la publication a soulevé des tempêtes à Berlin, nous a révélé que le roi Guillaume voulait avant tout et par-dessus tout des annexions. Cependant il est bon d'être équitable envers les rois comme envers les particuliers. Le roi Guillaume pourrait alléguer pour sa justification qu'il n'a point fait de propos délibéré, comme Frédéric II, la guerre à l'Autriche pour s'arrondir, que lorsqu'il travaillait à perfectionner l'*instrument*, il n'avait en vue que des conquêtes morales; mais, que l'occasion se présentant, il a fait la guerre, et que, du moment qu'il faisait la guerre, les conquêtes morales ne lui suffisaient plus. Il lui aurait semblé dur de s'être dérangé pour si peu; il est allé droit au solide. On prétend même qu'il eut grand'peine à s'arrêter, que ce n'était pas assez des provinces de l'Elbe, du Hanovre, du Nassau, de Cassel, pour satisfaire les appétits de sa verte et vaillante vieillesse, qu'après Sadowa il désirait frapper un second coup qui lui permît de s'étendre encore du côté de la Bohême ou de la Silésie autrichienne. M. de Bismarck, qui dit tout, doit avoir dit un jour à quelqu'un : « Il est fort heureux que la France nous ait empêchés d'entrer à Vienne. Tout le monde autour de moi avait la tête en feu et des démangeaisons dans les jambes. Le roi ne pouvait se consoler de ne pas aller coucher à la *Burg*; mais

il n'entrait point dans mes plans de détruire l'Autriche. Je ne voulais pas faire un trou dans le midi de l'Europe (1). » Si l'on renonçait à entrer à Vienne et à coucher à la *Burg*, que ne pouvait-on du moins prendre la Saxe? On l'eût prise, si la France ne se fût trouvée là, car on avait dû se résigner à causer avec la France; on demandait trop pour ne pas se mettre en règle avec elle, pour ne pas l'autoriser à dire son mot sur les affaires allemandes. L'éminent diplomate qui représentait la France était homme à soutenir cette conversation, et personne ne saurait lui contester l'honneur de s'être tiré à merveille du rôle difficile que lui imposaient les circonstances. Sadowa avait pris son gouvernement au dépourvu. Manquant d'instructions, s'efforçant en vain d'en obtenir, l'oreille collée à des fils télégraphiques qui se recueillaient et se taisaient, livré à lui-même et à ses propres inspirations, il avait vu grossir de jour en jour comme une marée montante le succès et la fortune des armes prussiennes, de jour en jour il était obligé de modifier ses calculs et la mesure de ses concessions. Tout d'abord il avait jugé suffisant d'accorder au vainqueur les provinces de l'Elbe, puis des bandes découpées au travers du Hanovre et de la Hesse pour assurer à la Prusse ce qu'on appelait la contiguïté territoriale. Après Kœniggrætz, il en était réduit à arrêter le vainqueur sur le Mein et à déclarer que, si on touchait à la Saxe, on aurait la guerre. Peut-être avec la Saxe eût-il sauvé autre chose encore sans l'incroyable précipitation de l'Autriche, qui soit cette hâte d'en finir qui est comme la fièvre du malheur, soit dépit de n'avoir pu obtenir cette médiation armée qu'elle sollicitait à Paris, substitua tout d'un coup à un entretien à trois un dialogue à deux, se mit à causer directement avec la Prusse derrière le dos du médiateur, et offrit la paix à cette triple condition, qu'elle ne perdrait elle-même que la Vénétie, que la Saxe serait respectée, et qu'on ne dépasserait pas le Mein. Le médiateur fut ainsi mis hors de jeu, et son habileté fut réduite au silence. Après tout la Saxe était intacte, et il pouvait se consoler en se disant que c'est la marque d'un grand artiste de faire d'un rôle ingrat un premier rôle, et de sauver à force de talent la faiblesse de la pièce qu'il est condamné à interpréter.

Certes la Prusse n'était pas à plaindre. Si elle n'avait pu satisfaire toutes ses convoitises, si elle avait dû lâcher Dresde et accepter la limite du Mein, elle ne laissait pas d'avoir beaucoup pris; pour

(1) Ne serait-ce point M. de Bismarck qui a raconté l'anecdote que voici et qui nous semble piquante? On était convenu à Nikolsbourg que l'Autriche et les états du sud rembourseraient à la Prusse la moitié des frais de la guerre. Le roi Guillaume consentait; mais quand on lui présenta le projet de traité, il s'étonna, il se récria, déclarant qu'il avait entendu la chose autrement, que l'Autriche devait payer une moitié des frais et ses alliés l'autre moitié, à moins toutefois qu'elle ne préférât s'acquitter en nature, par quelque cession de territoire. M. de Bismarck eut besoin de deux heures de discussion pour faire entendre raison à cet auguste et opiniâtre étonnement.

se dédommager de n'avoir pu prendre davantage encore, elle se rappela qu'elle faisait de la politique allemande, il lui ressouvint de ses principes, et elle s'empressa d'ajouter à ses annexions des conquêtes morales. Et d'abord elle conquit plus que moralement et le royaume de Saxe et les petits états situés au nord du Mein en les englobant dans une confédération où 24 millions de Prussiens se trouvent en présence de 6 millions d'Allemands non prussiens. Puis elle se hâta de prouver que le Mein était guéable : pour bien spécifier le sens qu'elle attachait à cet article IV du traité de Prague qui garantit aux états du sud « une existence internationale indépendante, » elle conclut avec Baden, avec le Wurtemberg, avec la Bavière, des traités secrets d'alliance offensive et défensive, et plus tard elle fit régler officiellement par le *Reichstag* la manière dont s'opérerait l'accession de ces états à la confédération du nord. En pareil cas, ce qu'on fait dire est encore plus important que ce qu'on dit. A tous les mécontens qui se plaignaient que la Prusse avait trahi la cause et les intérêts allemands, qu'elle n'avait pensé qu'à s'agrandir, que le résultat le plus net de la paix de Prague avait été d'admettre l'intervention de la France dans le règlement de la grande question nationale, de déchirer l'Allemagne en trois tronçons, de livrer les états du sud à eux-mêmes et aux influences étrangères, de détruire la confédération germanique sans la remplacer et de rétrograder de 1815 jusqu'en 1648, des traités de Vienne jusqu'à la paix de Westphalie, les journaux officieux de M. de Bismarck répondaient que ces mécontens se méprenaient, qu'il y paraîtrait bientôt, que la situation n'était que provisoire, que la Prusse n'avait renoncé à rien, qu'elle était plus allemande de cœur que jamais, qu'elle ne se résignerait jamais à n'avoir pris que la moitié de l'Allemagne, et que la confédération du nord ne tarderait pas à abriter dans son sein toutes les tribus dispersées et gémissantes d'Israël et de Juda. On avait beaucoup pris, on donnait à entendre qu'on escamoterait le reste. Depuis 1866, l'Europe vit dans l'attente de ce grand tour de gobelets : si habile que soit le prestidigitateur, la muscade n'a pas encore passé.

III.

Le bon sens européen a jugé dès la première heure que la paix de Prague était une paix fourrée et bâtarde, une solution ambiguë, grosse d'embarras, et qui ne résolvait rien. Ce qu'il faut reprocher à la Prusse, ce n'est pas Sadowa, c'est Nikolsbourg. Le roi Guillaume n'avait pas absolument tort quand il déclarait aux Hanovriens, dans un style emprunté à Darwin, que la guerre de 1866 avait été « un combat pour l'existence. » Le malheur est qu'après avoir vaincu

on a fait une paix qui n'en est pas une. La fortune offrait à la Prusse une occasion unique de satisfaire à la fois l'Allemagne et elle-même, et il lui était facile de se concilier le concours des peuples, l'agrément de l'Europe, si elle eût témoigné de son esprit pacifique et de son respect pour les garanties constitutionnelles. Les appétits l'ont emporté sur les nobles ambitions, l'esprit militaire sur l'esprit moderne, la politique d'embrouillement sur la politique de franchise. Qui trompe-t-on ici? comme dit Figaro. Il fallait choisir ou de s'agrandir et de rendre l'Allemagne à elle-même, ou de se mettre à la tête de l'Allemagne en renonçant à s'agrandir, car se dire Allemand, déclarer qu'on avait fait la guerre pour l'Allemagne, pour les intérêts de la grande patrie, et en même temps exercer sur les Allemands du Hanovre et de la Hesse le droit de conquête comme on l'eût fait sur des étrangers, la contradiction était trop flagrante, c'était démasquer trop ouvertement ses véritables visées. Et qu'on ne cite pas l'exemple du Piémont, lequel a conquis la péninsule sur l'étranger et sur des dynasties vassales et clientes de l'étranger, sans compter qu'il lui apportait toutes les libertés, sans compter qu'il a pour ainsi dire disparu dans sa victoire, et qu'il s'est anéanti volontairement au profit de cette Italie qu'il avait créée de son sang. — Si vous êtes des Allemands, pouvaient dire à la Prusse les Hanovriens et les Hessois, d'où vient que vous tenez si fort à faire de nous des Prussiens? Si vous êtes nos protecteurs naturels, pourquoi nous prenez-vous? Si nous sommes votre sang et votre famille, pourquoi commencez-vous par démarquer notre argenterie et notre linge pour y graver des aigles prussiennes? — Si vous faites des conquêtes en Allemagne, pouvaient s'écrier de leur côté les Saxons, c'est qu'apparemment vous n'êtes pas des Allemands. Confessez-le franchement, et puisqu'on peut dire encore de vous ce que le marquis d'Argenson disait du grand Frédéric : il fait son pot à part, — ne vous mêlez pas de nos affaires, laissez les Allemands s'arranger entre eux, et de grâce respectez le pot des autres.

Les chasseurs ont depuis longtemps découvert qu'il est dangereux de courir deux lièvres à la fois. Prétendre concilier les annexions et les conquêtes morales, le bonheur de s'agrandir et cet ascendant que donne le désintéressement politique, qui est souvent le meilleur des calculs, vraiment c'est vouloir l'impossible. Aussi les vrais libéraux prussiens, élite d'esprits supérieurs et éclairés, très attachés à leur pays, mais qui ne laissent pas d'avoir la fibre allemande, ont-ils amèrement déploré les annexions. Ils ont senti que c'en était fait du prestige moral de la Prusse, que désormais il n'était plus possible de croire à sa *mission allemande*, que les espérances de l'Allemagne étaient indéfiniment ajournées. Au lende-

main de Sadowa, le Mein n'était qu'un mince filet d'eau. Les battus du midi étaient disposés à prendre leur parti de leur défaite, qu'ils attribuaient à la faiblesse de leurs gouvernemens, à l'impéritie de leurs généraux; ils se disaient qu'après tout les Prussiens étaient des Allemands, qu'ils venaient de prouver à l'Europe que les Allemands savent vouloir et agir. Aujourd'hui le Mein est un fleuve, et le particularisme a repris toute sa puissance à Munich et à Stuttgart. Bavarois et Souabes s'en tiennent au *statu quo*. Cette confédération du nord, où on les presse d'entrer, leur fait l'effet d'une ratière qu'on n'a pas même pris la peine d'amorcer. Les vents qui soufflent de Berlin n'apportent à leurs oreilles qu'un bruit de tambours et des airs de trompettes, les murmures de contribuables qu'on surcharge, le râle obstiné du Hanovre, qui ne peut se décider à mourir, par intervalles le sourd gémissement de la Saxe, qui, le cou pris dans un nœud coulant, cherche à se dégager et se plaint qu'on l'étrangle. Ces concerts n'ont rien qui les puisse ravir. Ils secouent la tête et se disent : On pourra nous prendre, nous ne nous donnerons pas.

Les libéraux prussiens, qui considèrent les annexions comme une faute, ont une autre raison encore de souhaiter que la Prusse pût rendre gorge. Depuis que la guerre de Crimée a brisé le faisceau des trois puissances du nord, il n'y avait plus en Europe d'alliance naturelle, nécessaire, permanente. Les atomes politiques flottaient en liberté, ils se rencontraient, s'accrochaient au passage, contractaient des unions éphémères, et bientôt se séparaient pour en former d'autres au gré du vent qui soufflait. La paix de Prague a mis fin à cet état de choses. Il y a désormais en Europe une alliance nécessaire et permanente, et cette alliance est dirigée contre les ambitions prussiennes. La France et l'Autriche interprètent de la même manière et au pied de la lettre l'article IV du traité de Prague, qui assure au midi de l'Allemagne une existence indépendante et internationale. Cet article les console en quelque mesure, l'une de sa déception, l'autre de sa défaite; elles ont d'égales raisons de ne pas se le laisser escamoter. Pour la France, c'est une question de sûreté, et si elle doit à ses principes tant de fois proclamés de ménager beaucoup les sentimens nationaux de l'Allemagne, on ne peut lui demander de respecter les convoitises de la Prusse. Pour l'empire des Habsbourg, c'est une question d'existence. Que la Bavière devienne une province prussienne, et la Prusse, maîtresse du Danube, des routes et des portes de Vienne, revendiquera dès demain pour l'Allemagne les provinces allemandes de l'Autriche, désormais menacée d'une expropriation et de se voir réduite à je ne sais quel empire hongro-slave qui ne serait plus l'Autriche. Les cabinets de Vienne et de Paris sont aujourd'hui liés par de communs intérêts; il n'est pas

besoin d'écrire, il est à peine besoin de parler; leur alliance est si naturelle, leur est tellement imposée par la situation, qu'il faudrait pour la rompre des conjonctures trop extraordinaires pour qu'on les puisse prévoir, ou un accès de démence que rien non plus ne fait présager. Il passe pour constant en Allemagne que la Prusse ne pourrait franchir le Mein sans trouver devant elle cette redoutable coalition. De là ce malaise dont toute l'Europe souffre, ces défiances réciproques, cette nécessité de s'armer jusqu'aux dents, les inquiétudes, les embarras d'une paix incertaine et morbide. Depuis 1866, une guerre est dans l'air; par lassitude de la craindre, beaucoup de gens se prennent à la souhaiter, préférant le mal à la peur du mal et désirant, comme ils disent, qu'on en finisse. Heureusement cette guerre qui finirait tout est difficile à commencer, puisqu'on nous l'annonce de mois en mois depuis trois ans, et que les belligérans en sont encore à se regarder l'arme au pied.

Est-elle certaine, est-elle probable, cette grande mêlée qui serait peut-être aussi longue que celle de 1866 a été courte? A qui appartient-il de la vouloir et de la commencer? Il nous semble prouvé que ce droit de redoutable initiative n'appartient ni à l'Autriche ni à la France. Quels que puissent être leurs déplaisirs ou leurs rêves secrets, ces deux puissances sont dans la position de gens qui se défendent et à qui l'offensive est interdite. Elles sont condamnées à accepter les faits accomplis, à prendre pour base de leur politique la paix de Prague; leur rôle consiste à la faire respecter des autres, à empêcher qu'on ne la viole ou qu'on ne l'élude à leurs dépens.

C'est une des vertus des Allemands de savoir profiter de leurs revers. Il n'est pas d'exemple dans l'histoire qu'un peuple ait fait un usage plus heureux de ses malheurs que ne l'ont fait la Prusse après Iéna, l'Autriche après Sadowa. Sa défaite a donné à l'Autriche M. de Beust et la liberté, et elle est à moitié consolée d'avoir été battue; mais l'organisation nouvelle qu'elle a dû s'imposer, très favorable à son bien-être intérieur, l'est beaucoup moins à la liberté de ses mouvemens au dehors, et lui ôte cette facilité d'entreprendre qu'elle possédait autrefois et dont la Prusse a hérité. Un gouvernement libéral doit compter avec l'opinion publique; le malheur du gouvernement autrichien est qu'il y a désormais dans l'empire deux opinions publiques, et qu'il doit se mettre en règle avec l'une et l'autre, s'attacher aux intérêts communs qui les peuvent concilier, ne rien essayer avant de les avoir accordées. Or l'opinion hongroise est d'avance hostile à tout ce que pourrait tenter le cabinet de Vienne pour défaire ce qui a été fait à Prague et pour reconquérir son ancienne situation en Allemagne. La Hongrie a le visage et les yeux tournés vers l'Orient, elle ne demande qu'à vivre en paix avec la Prusse; tous ses ombrages et toutes ses défiances lui vien-

nent de la Russie; il n'y a de guerre populaire au-delà de la Leitha que celle qui pourrait enrichir l'Autriche de dépouilles russes, du moins la fortifier contre les intrigues panslavistes de Saint-Pétersbourg. M. de Beust est tenu d'observer dans tous ses agissemens une extrême circonspection; on l'a accusé plus d'une fois, non sans aigreur, de nourrir des ressentimens, des rancunes, des idées de représailles et de revanche; on lui a reproché l'activité un peu inquiète de sa plume, également habile aux coquetteries et aux picoteries; on lui a fait un crime de ses démangeaisons d'écrire, et on a feint de croire que ses dépêches allaient tout brouiller, que la paix de l'Europe était à la merci d'une épigramme finement aiguisée. « M. de Beust, a dit quelqu'un, est un grand ministre doublé d'un journaliste qui finira par le compromettre. » Nous ne voyons pas que jusqu'ici le ministre ait à se plaindre du journaliste, et que cette plume si vaillante, qui eut toujours les honneurs de la guerre, ait gravement compromis la politique autrichienne. On se plaît à croire à Berlin que l'Autriche est une ruine, le rêve d'une ombre, comme dit Pindare. Il est naturel qu'elle saisisse toutes les occasions de se rappeler au souvenir de ses amis et de ses ennemis, de dire son mot dans les questions qui les intéressent, de leur faire connaître ce qu'elle veut et ce qu'elle ne veut point, et de prouver qu'elle existe, que le fantôme parle et marche. M. de Beust a déclaré dans une dépêche célèbre que désormais l'empire des Habsbourg ne prendrait pour règle de sa conduite ni ses souvenirs, ni ses regrets, ni même ses sentimens, qu'il ne consulterait en toute rencontre que les intérêts de sa sûreté et de son influence dans le monde. Souffrir que l'Inn devînt un fleuve prussien serait pour l'Autriche un renoncement à l'existence. Il lui est bien permis de prévoir que, pour accomplir son rêve, la Prusse sera obligée de nouer certaines intrigues, de rechercher certaine alliance, de signer certaines promesses, qui d'un coup mettraient d'accord Autrichiens et Hongrois, de telle sorte que des deux côtés de la Leitha tout le monde s'entendrait à vouloir la guerre. Sa politique n'est pas ce système d'indifférence auquel la voudraient condamner ses ennemis; c'est une politique expectante. Elle ne peut qu'attendre l'occasion; il ne dépend pas d'elle de la créer.

La France est-elle plus libre que l'Autriche de provoquer la guerre? L'amour réfléchi de la paix est aujourd'hui une disposition dominante en France, témoin les dernières élections et les discours des candidats à leurs électeurs. On ne saurait nier cependant que, de toutes les guerres que pourrait faire la France, celle qui deviendrait le plus facilement populaire serait une campagne contre la Prusse. Autrefois un philosophe français affirmait, aux applaudissemens de son auditoire, que la France n'avait pas été vaincue à

Waterloo; c'est aujourd'hui la fantaisie de beaucoup de Français de prétendre qu'ils ont été vaincus à Sadowa. On ne saurait prendre plus franchement le contrepied de cette fameuse circulaire qui déclarait que la France voyait dans l'agrandissement de la Prusse l'accomplissement des destinées et de la philosophie de l'histoire. La vérité se trouve entre ces deux extrêmes; c'est pousser d'un côté trop loin la rage d'avoir été battu, de l'autre la fureur d'être content de soi. La France n'a sujet ni de se couvrir la tête de cendres, ni de se féliciter d'une situation qu'elle n'a point voulue, qu'elle a subie, et dont les obscures conséquences se dérobent encore au calcul. On ne saurait nier que le gouvernement impérial s'est trompé dans ses pronostics, qu'avec toute l'Europe il s'est abusé sur la véritable force de la Prusse, que malgré certains avertissemens, malgré les inquiétudes du ministre qui occupait alors l'hôtel du quai d'Orsay et qui condamnait la politique expectante, il a voulu garder toute sa liberté d'action dans la prévision d'une guerre longue, indécise, qui promettait à la France les avantages d'un glorieux arbitrage, dont elle comptait s'acquitter avec une habile modération. Il est peu probable qu'à Biarritz M. de Bismarck ait rien promis, parce qu'il est peu probable qu'on lui ait rien demandé; celui qui demande se lie comme celui qui accorde, et la politique impériale entendait se conserver libre de tout engagement. Comment ne pas songer à ce Memnon qui conçut un jour le projet insensé d'être parfaitement sage? La parfaite sagesse des Tuileries avait compté sans les succès foudroyans de la Prusse. Ses calculs furent confondus, son jeu fut bouleversé, et l'arbitre qui attendait son heure dut se borner à enrayer le char triomphal du vainqueur. Il est regrettable que la France ait après coup réclamé à Berlin une compensation. Mécontent d'avoir servi malgré lui une politique qu'il blâmait et dont il avait prévu l'issue, M. Drouyn de Lhuys essayait d'en revenir à la sienne, à ce système d'*arrangement gradué* qu'il avait conseillé, et qui consistait à dire à la Prusse : Si vous prenez peu, nous ne demanderons rien; si vous prenez beaucoup, nous réclamerons notre part. La Prusse avait assurément beaucoup pris; mais on en était réduit à lui demander bien peu. Était-ce la peine de s'exposer à l'affront d'un refus? M. Benedetti, qui avait si habilement rempli son rôle à Nikolsbourg, se voyait condamné à le gâter, et sans doute il lui en coûta beaucoup d'obéir. On assure que M. de Bismarck lui offrit avec une grâce parfaite Genève, un morceau de Belgique, ce qui lui attira cette réponse : Ces pays sont-ils donc à vous? Sur quoi l'ambassadeur français partit pour Paris et s'en alla demander à son gouvernement s'il voulait la guerre et s'il était prêt, regrettant apparemment de n'avoir pu commencer par là.

La France, en 1866, n'était pas prête, et il lui est permis de le regretter; mais du moment qu'elle ne voulait ni ne pouvait faire la guerre, il faut convenir qu'elle s'est tirée avec honneur des embarras où l'avaient engagée ses fausses prévisions. — « On est singulièrement injuste à Paris envers le gouvernement impérial, nous disait un homme d'état allemand que nous avons déjà cité. Après tout, la France n'a pas eu besoin de faire avancer un seul régiment sur le Rhin, et sa parole a eu assez d'autorité pour se faire écouter. Elle a arrêté la Prusse sur le Mein par un mot, elle a sauvé la Saxe par un mot, plus tard elle a ôté le Luxembourg à l'Allemagne par un mot. » Non, il ne peut être question en tout cela ni d'affront à venger ni de défaite à réparer; il s'agit seulement d'un mécompte sur lequel on serait bien aise de ne pas rester, aujourd'hui qu'on est prêt. On s'imagine en Allemagne que le gouvernement impérial serait heureux de trouver dans quelque grande entreprise hors de ses frontières un dérivatif à ses difficultés intérieures, en sorte qu'après avoir rendu à la France la liberté de parler et d'écrire pour se faire pardonner les échecs de sa politique étrangère, il chercherait à engager une partie au dehors pour lui faire oublier qu'elle s'est mise en tête de se gouverner elle-même. Une conduite si incohérente, si décousue, si hasardeuse, nous paraît peu vraisemblable. L'empereur Napoléon est un esprit trop grave, trop réfléchi, pour ne pas se rendre compte des conséquences de ses actions. Ses ennemis croient remarquer dans sa conduite des indécisions et des tâtonnemens auxquels il n'avait point accoutumé l'Europe. Peut-être en faut-il chercher la raison dans l'importance qu'ont acquise récemment en France les questions de personnes, et qu'elles ne pouvaient avoir alors qu'une dictature qui croyait en elle-même se chargeait de vouloir et de décider pour tout le monde. Le jour où le pouvoir personnel abdique, le jour où le gouvernement d'influence est substitué au gouvernement d'autorité, il faut trouver des hommes, et l'empereur, comme tous les politiques à étoile qui ont beaucoup vécu avec leurs idées et cherché en eux-mêmes le secret du destin, tâtonne et se trompe souvent dans les questions de personnes, — on étudie mal ce qui semble indifférent; — mais sur les choses il ne peut hésiter, et il est difficile de croire qu'il n'ait pas une vue nette de l'avenir qu'il est en train de préparer à son pays et à lui-même. En France, au XIX[e] siècle, le pouvoir personnel ne peut avoir qu'un temps; l'empereur a voulu profiter du délai qui lui était accordé pour accomplir cinq ou six grandes entreprises qui devaient donner à son règne un caractère et en être en quelque sorte la signature. Il a réussi dans la plupart, les autres lui ont manqué dans la main, et l'échéance, hâtée par ses échecs, l'a surpris avant qu'il eût exécuté tout son programme. Toutefois il ne peut ignorer que les situations sont plus

fortes que les volontés, et qu'en rendant à la France le régime parlementaire il s'ôte à lui-même le droit et le pouvoir de faire une guerre de fantaisie ou de revanche. Il n'y a plus de possible pour lui qu'une guerre de raison ou de conservation. Quel que soit son amour de la paix, que la France se sente atteinte dans sa sûreté et dans son honneur par une imprudente provocation ou par quelque entreprise sournoise ou violente contre quelqu'un de ces petits états qui sont la plus sûre garantie de son influence dans le monde, l'empereur pourra faire ce qu'il voudra, il aura le pays derrière lui. Ajoutons qu'il lui importe si fort que cette guerre soit heureuse et d'avoir toutes les chances pour lui, qu'il faudra que la provocation soit de nature à mettre l'opinion européenne de son côté. On voit que l'occasion qu'il lui est permis de rêver, il ne dépend pas de lui de la créer; c'est à la Prusse qu'il appartient de la lui fournir.

Ce qui cause le malaise actuel, ce qui impose aux peuples les charges écrasantes de la paix armée, c'est qu'il y a en Europe une question ouverte, et c'est la Prusse qui la tient ouverte. La Prusse autrefois attendait; sa politique dépendait de ce que feraient les autres. Aujourd'hui elle est en possession de les faire attendre; elle tient dans sa main la paix et la guerre et les lendemains de l'Europe; c'est à elle de vouloir et de décider, honneur dont elle a le droit d'être fière, et que personne ne lui enviera, si elle accepte la charge avec le privilége, et si elle a le sentiment sérieux de sa responsabilité.

La Prusse veut-elle la guerre? Assurément elle a beaucoup de raisons de ne pas la vouloir. « Pour faire la guerre, disait Voltaire, il faut qu'il y ait prodigieusement à gagner, sans quoi on la fait en dupe. » Que rapporterait une nouvelle campagne à la Prusse? Quelque confiance qu'elle puisse avoir en ses armées, on est trop avisé à Berlin pour ne pas envisager les mauvaises chances de cette formidable loterie qu'on appelle la guerre. La Prusse n'ignore pas que, si elle a dû avant tout ses succès à l'habileté de ses combinaisons, à la valeur de ses soldats, une part de la victoire revient à sa fortune, et s'il est permis de compter deux fois sur son courage ou sur son mérite, il est défendu de compter deux fois sur son bonheur. La Prusse n'a plus en face d'elle une Italie inachevée dont elle pouvait acheter l'alliance en lui offrant Venise, une Autriche obstinée à maintenir sa grande situation et en Italie et en Allemagne, et qui d'avance succombait sous le poids de ses prétentions, une France à qui la neutralité était commandée par ses embarras au Mexique, par ses affections italiennes, et qui attendait, l'épée au fourreau, les bras croisés, un improbable concours de circonstances qui lui permît de gagner sans avoir rien risqué. A cette heure, l'habile pêcheur de Berlin ne peut plus compter sur l'eau trouble pour faire bonne pêche. Les situations sont nettes, les conduites sont indi-

quées d'avance. Est-il sage d'affronter des intérêts coalisés qui savent ce qu'ils feront, pour s'annexer des populations froides ou hostiles, résignées tout au plus à se laisser prendre, mais décidées à ne pas se donner?

La Prusse sent son isolement. Il lui faut une alliance. Où la trouvera-t-elle? Est-elle sûre de la Russie, peu charmée de sa prétention à faire de la Baltique un lac prussien? Que lui promettra-t-elle pour la gagner et que lui peut-elle promettre sans indisposer l'Angleterre? Si, renonçant à lier partie avec Saint-Pétersbourg, la Prusse cherche à s'assurer la neutralité de l'Autriche, ne faudra-t-il pas s'entendre avec le cabinet de Vienne sur le vrai sens de la paix de Prague, s'engager à respecter en quelque mesure l'article IV et cette indépendance des états du sud qui permet à l'Autriche de respirer du côté de l'Allemagne? Ces gouvernemens du sud eux-mêmes, ne faudra-t-il pas entrer en pourparlers avec eux pour s'assurer leur concours? Depuis que la Prusse a fait ses annexions, les Allemands ne peuvent plus traiter avec elle sans lui demander des garanties, et on trouverait difficilement au sud du Mein un soi-disant prussophile qui consentît à entrer dans la confédération du nord sans conditions. Or il en coûterait beaucoup au cabinet de Berlin de négocier avec ces états secondaires qu'il traite dédaigneusement de non-valeurs politiques, et il est difficile de croire que M. de Bismarck consentît à réformer sa confédération du nord, chef-d'œuvre de sa politique, pour y fourrer ces libéraux souabes qui, selon le mot d'un conservateur prussien, *rendraient la cuisine impossible*. Qu'on ne dise pas que les états du sud se sont à jamais liés par les traités d'alliance qu'ils ont signés avec la Prusse au lendemain de Sadowa. Ces traités, par lesquels les parties contractantes se garantissent l'intégrité de leurs territoires, sont solidaires du traité de Prague, et dès qu'il y aura doute sur l'interprétation du traité de Prague, il y aura doute sur l'interprétation des traités d'alliance. En un mot, les états du sud ont gardé le droit de déterminer le *casus fœderis*. « C'est un droit qui ne fait pas question, » disait le 29 octobre 1867, à la chambre des députés de Stuttgart, le président du ministère wurtembergeois, M. de Varnbühler, et il ajoutait : « La Prusse nous a demandé si nous considérions l'affaire du Luxembourg comme un *casus fœderis*. Nous lui avons répondu que nous devions préalablement connaître et apprécier les circonstances. Cette réponse a été trouvée suffisante. » Sans doute, en pareille occurrence, l'embarras des gouvernemens du sud serait extrême. Ils auraient à s'inspirer d'une part du sentiment national, qui est très vif à Stuttgart et à Munich; mais l'opinion du midi ne se prononce pas avec moins d'énergie sur la nécessité de demander des garanties à la Prusse, et les gouvernemens ne pourraient lui

accorder leur concours sans marchander, sans lui faire leurs conditions. Dans cet embarras, on pousserait le temps avec l'épaule, on étudierait, on éplucherait la question, et de protocole en protocole on attendrait peut-être tout doucement que la fortune eût prononcé. Que si on se décidait sur un signe de cette capricieuse déesse à seconder la Prusse et qu'on l'aidât à vaincre, pourrait-elle prendre ce moment pour dépouiller ses alliés? Guerre bien hasardeuse en vérité que celle où un échec remettrait tout en question, Sadowa, les annexions, la grandeur de la Prusse, et où d'autre part la victoire ne conduirait pas sûrement au but et condamnerait le vainqueur à des concessions qui corrompraient la douceur de son triomphe!

Somme toute, il est probable que le roi Guillaume et son ministre ne sont pas pressés de commettre les résultats acquis aux hasards d'une aventure. Le roi est dans un âge où le désir de conserver l'emporte d'ordinaire sur le désir d'acquérir, et il peut se flatter d'avoir fait assez pour sa grandeur et pour celle de son pays. M. de Bismarck de son côté est homme à jouir de sa gloire; il ne recommencera une partie que si certains événemens liaient les bras à la France. Le grand tour d'escamotage s'est trouvé plus difficile qu'il ne l'avait d'abord pensé; il est à croire qu'il en a pris son parti, et se soucie médiocrement de l'accession du midi, qui ajouterait aux embarras de son gouvernement. Les conservateurs prussiens ne s'en soucient pas plus que lui; ils ont peur de la démocratie et des *cerveaux brûlés* du midi; ils parlent avec une arrogance amère de cette *lourde et épaisse Bavière ultramontaine*, de ce Wurtemberg *idéologue et démagogue*, de la *phrase* et de l'incorrigible indiscipline du midi, *die süddeutsche Zuchtlosigkeit*. Il vaut mieux, suivant eux, laisser ces Souabes et ces Franconiens, qui demandent des garanties quand on aurait besoin de leur en demander, bouder chez eux jusqu'au moment où on pourra les tenir pieds et poings liés, les discipliner et les dresser. Il est vrai que Baden semble racheter par ses empressemens la mauvaise grâce et les méchans propos de ses voisins; mais on sait très bien à Berlin ce qu'il y a sous ces empressemens, et que les vœux du pays y ont moins de part que certaines influences secrètes, que des attachemens de famille, les inquiétudes d'un gouvernement faible qui a peur de beaucoup de choses, et qui aspire à se faire médiatiser dans l'espérance d'être plus fort contre les menées des radicaux et des ultramontains. Faire la guerre pour Baden, pour accéder à certaines requêtes éplorées, vraiment ce n'est pas la peine. Et n'a-t-on pas chez soi assez d'occupations pour passer honnêtement le temps et ne se point ennuyer, des populations annexées à éduquer et à contenir, une constitution ecclésiastique à perfectionner, des synodes et des justices de paix à expérimenter, une marine à créer, des conversations à soutenir avec le parlement,

des finances malades à guérir, un déficit à combler, des procès politiques à expédier, des journaux à saisir et de petits Francfortois à exporter?

Le malheur de la situation est que le gouvernement prussien, fût-il animé des sentimens les plus sages et les plus pacifiques, fût-il décidé à s'en tenir au *statu quo*, à laisser dormir indéfiniment la question du Mein, serait forcé de se garder le secret. Il est possible qu'il veuille résolûment la paix et qu'il n'y ait en ce moment plus de question allemande; mais il ne peut le dire. Il est des désirs qu'il ne peut ouvertement contrarier, il est des espérances qu'il ne peut décourager; il lui est interdit de rassurer l'Europe, de la délivrer de ces visions de bataille, de ce cauchemar intermittent qui trouble ses digestions. Si puissant que soit un gouvernement, il est obligé dans un pays comme la Prusse de compter avec les partis, avec leur tenace obstination. Si M. de Bismarck venait dire un jour hardiment à la chambre prussienne : « Il est bon d'être conséquent avec soi-même et d'accepter la logique des situations. En 1866, nous avons profité de nos victoires pour agrandir la Prusse, et nous avons fait aux petits états du nord des conditions telles que les états du sud ont abjuré pour longtemps tout désir de faire ménage avec nous. Nous sommes contens de ce que nous avons fait, et peu nous importe ce qu'en pense l'Allemagne. Nous sommes Prussiens, nous faisons de la politique prussienne. Nous ne savons ce que nous réserve l'avenir; mais rien ne presse, et dans l'intérêt de la paix de l'Europe nous nous déclarons satisfaits. Aussi bien la besogne ne nous manque pas : nous avons à digérer nos annexions, à mortifier et à mater les petits états nos confédérés pour les rendre mangeables, car il est écrit qu'un jour ou l'autre nous les avalerons; mais l'Europe peut se rassurer, nous acceptons pleinement la paix de Prague et la limite du Mein... » Une telle déclaration soulèverait un *tolle* général, et la *Gazette nationale* pousserait des cris de fureur qui feraient voler en éclats toutes les vitres de la Wilhelmsstrasse.

Le parti *national-libéral* exerce par sa force numérique et par la considération dont jouissent ses chefs une véritable puissance. Après le roi, son ministre et la chambre des seigneurs, c'est en Prusse le quatrième pouvoir de l'état. Un parti qui compte parmi ses coryphées des hommes tels que MM. de Forckenbeck, de Bennigsen, Miquel, Twesten, Lasker, de Bunsen, ne le cède à aucun autre en Europe pour l'honorabilité personnelle, pour les lumières et les talens; il renferme des orateurs, des jurisconsultes, des administrateurs, nombre d'esprits distingués et de caractères au-dessus de tout soupçon. Ce qu'on peut reprocher aux nationaux-libéraux leur

est à peine imputable; c'est aux circonstances qu'il faut s'en prendre de leurs fautes. Il est fâcheux pour un parti qui soutenait une cause juste d'être battu par les événemens; le malheur est plus grand encore quand il se prend à se repentir d'avoir eu raison et à se féliciter d'avoir été battu. Les Allemands sont en général plus incorruptibles à l'adversité qu'au bonheur. Ils ont prouvé dans les grandes crises de leur histoire qu'ils possèdent cette espérance infatigable dont les ailes, selon le mot du poète, croissent et grandissent à mesure que tout la trompe; mais le succès les grise, et les dispose à absoudre toutes les habiletés. Comme le dormeur éveillé du conte arabe, qui, dans son ivresse d'avoir été calife une nuit durant, prenait en mépris sa cabane nue, sa pauvreté, son honnêteté, et, méconnaissant sa vieille mère, se mit à la rouer de coups, les Allemands, dans l'exaltation du succès, se mettent en colère contre leur vieille conscience, la traitent de haut en bas, la renvoient bien loin, lui reprochant de ne rien entendre aux affaires, et que, s'il ne tenait qu'à elle, on ne serait jamais calife. Elle saura bien les retrouver, on ne se débarrasse pas ainsi d'une conscience allemande; mais, pendant qu'ils sont brouillés avec elle, ils ont le temps de commettre quelques légèretés, qu'ils racontent à l'univers d'un air cavalier et vainqueur. Les libéraux prussiens ont fait tout ce qui était en eux pour prévenir la guerre de 1866; ils ont rejeté coup sur coup, pendant plusieurs années, la nouvelle loi militaire, ils ont défendu avec autant d'éloquence que d'énergie les droits de la chambre contre la couronne et stigmatisé la politique illégale et criminelle qui conduisait leur pays à une guerre fratricide et l'entraînait à sa perte. Après Sadowa, il s'est trouvé que cette coupe amère qu'ils avaient voulu éloigner des lèvres de la Prusse était pleine d'un nectar délicieux, dont ils ont bu eux-mêmes à longs traits. Il n'est pas rare d'entendre un libéral berlinois dire avec complaisance, presque avec attendrissement : Notre Bismarck. L'homme qu'on voulait jadis traîner aux gémonies a su donner des ombrages à la France. Que ses péchés lui soient pardonnés!

Toutefois l'honneur du parti ne permettait pas aux nationaux-libéraux d'accorder à M. de Bismarck un témoignage d'absolue satisfaction. Ils se sont décidés à le blâmer, non de ce qu'il avait fait, mais de ce qu'il n'avait pas fait assez. Eux qui ne voulaient rien, ce qu'on leur donnait ne leur suffisait plus; désormais ils demandaient tout. On a entendu dans la seconde chambre un député libéral tancer le ministère pour s'être trop hâté d'assurer aux petits états qui s'étaient rangés du côté de la Prusse la conservation de leur territoire et déclarer qu'il était vraiment déplorable qu'on n'eût pas incorporé dans la Prusse toute l'Allemagne du nord, y compris la

Saxe. Un autre, recourant à des arguties byzantines pour concilier le droit de conquête avec le droit moderne, prétendait que la souveraineté des états secondaires était quelque chose de contraire à l'histoire, *etwas unhistorisches*, un abus imposé à l'Allemagne par Napoléon Ier, et qu'en prenant le Hanovre on faisait non pas une annexion, mais une *réunion*. Achever l'unité allemande en centralisant le nord et en conquérant le sud, voilà le mot d'ordre du parti. Les mêmes gens qui avaient repoussé le verre de gloire qu'on leur présentait en sont venus à vouloir défoncer le tonneau. Ce n'est pas qu'au milieu de leurs fumées ils oublient la liberté, leur ancien amour, mais ils savent que les circonstances lui sont peu favorables; désespérant de son prochain triomphe, ils se distraient de leur chagrin par des rêves fiévreux de grandeur. Ils veulent commencer par l'unité, ils arriveront plus tard à se rendre libres, comme si l'épée avait jamais fondé la liberté, comme si l'épée ne gardait pas pour elle tout ce qu'elle prend, comme s'il était d'exemple dans l'histoire que des canons victorieux aient fait hommage de leurs conquêtes à un parlement. Il est vraiment curieux de voir l'organe principal du parti, la *Gazette nationale*, présenter un jour à ses lecteurs prussiens un tableau lugubre de la situation intérieure, déplorer l'absence des garanties constitutionnelles et prophétiser à la liberté une longue suite de jours sombres et douloureux, puis le lendemain, s'adressant aux Allemands du sud, censurer aigrement leur particularisme, leur peu de sentiment national, leur amitié pour l'étranger, leur reprocher de ne s'être pas encore annexés à la Prusse. Ils pourraient répondre : Avant de nous inviter chez vous, faites de grâce que votre maison soit logeable.

Qui ne connaît le charmant conte des *Deux Maîtresses?* L'auteur a voulu prouver qu'il est possible d'aimer deux femmes à la fois. Son héros, nommé Valentin, avait partagé son cœur entre une marquise et une bourgeoise, et tantôt son ton léger, son chapeau de travers, son air d'enfant prodigue, le faisaient prendre pour quelque talon rouge d'autrefois, tantôt on ne voyait plus en lui qu'un modeste étudiant de province se promenant son livre sous le bras. Cependant, dit l'histoire, il gardait dans ses bizarreries un reste de logique, et, s'il y avait en lui deux hommes, ils ne se confondaient pas. Les libéraux-nationaux sont comme ce Valentin, ils ont deux maîtresses, la liberté et la gloire, et ils les adorent l'une et l'autre. Aussi les appelle-t-on en Allemagne les hommes aux deux âmes, *die Zweiseelenmänner*.

Si le gouvernement prussien avait ses caisses pleines, il pourrait à la rigueur se soucier modérément des déplaisirs et des rancunes des nationaux-libéraux. C'est un axiome de la politique prussienne

qu'un ministère qui a les mains garnies peut traiter sous jambe son parlement. Aujourd'hui le gouvernement a de fréquens besoins d'argent, et il ne peut s'en procurer sans l'agrément des hommes aux deux âmes. On sait qu'en Prusse la chambre n'a qu'un droit incomplet de voter l'impôt : à proprement parler, elle ne vote que le budget des dépenses, la constitution renfermant un article 109 qui déclare que tous les impôts, une fois consentis, continuent à être perçus indéfiniment; mais s'agit-il d'en établir un nouveau, les nationaux-libéraux profitent de cette occasion pour dire : — Donnant, donnant. Nous vous voterons des fonds, si en retour vous nous accordez quelque chose, et par exemple la suppression de cet article 109, qui rend toutes nos libertés illusoires. Concédez-nous le droit absolu de budget, nous vous promettons d'être coulans. — Ce marché n'a guère de chances d'être accepté. Le roi, dit-on, a juré qu'on lui couperait plutôt la main droite que d'obtenir de lui la suppression de l'article 109. Comment serait-il disposé à renoncer à la moindre de ses prérogatives? En 1866, il a eu raison contre tout le monde. Six semaines après Sadowa, quand la victoire ouvrait tous les cœurs à la conciliation, il répondait à la députation de la chambre chargée de lui remettre l'adresse qu'il avait dû gouverner pendant plusieurs années sans budget voté par le parlement, que ce qu'il avait fait alors, il avait dû le faire, et qu'il le referait le cas échéant. — Il est bon d'être tout à fait constitutionnel, et nous sommes ici très forts sur ce chapitre, disait un jour le roi Léopold. Le roi Guillaume est très constitutionnel aussi, il pratique avec une parfaite sincérité sa constitution telle qu'il l'entend, et il croirait manquer au premier de ses devoirs, s'il permettait que le droit divin cédât à ce qu'il appelle la pression parlementaire. — Les libéraux, comme on peut croire, n'ont pas meilleur jeu avec M. de Bismarck. Il n'est pas homme à redouter un *conflit*, bien qu'il ait déclaré un jour qu'il verrait avec regret le *conflit* devenir en Prusse une institution nationale et permanente. On raconte que, lorsqu'il était à Saint-Pétersbourg, il s'était amusé à apprivoiser un jeune ours, lequel avait ses entrées dans son salon, mais finissait toujours par grogner et prendre des privautés désagréables. Alors M. de Bismarck le saisissait à bras le corps, le secouait vigoureusement, le réduisait au silence et le mettait à la porte. « Voilà, disait-il en riant, comme il faut traiter les assemblées parlementaires. » Aujourd'hui encore, quand l'ours libéral grogne, il s'entend à le secouer, et quand son parlement sollicite des extensions de pouvoir, il lui oppose, non le droit divin, mais les droits du génie. « Le parlementarisme, dit-il, serait le règne du dilettantisme, et les dilettanti sont des bousilleurs qui gâtent les affaires. » Tel Paganini remettant à sa place un petit

amateur de salon qui lui voudrait enseigner à tenir son archet... Entre le roi et son ministre, entre le droit divin et les droits du génie, les nationaux-libéraux se trouvent comme étranglés entre deux battans de porte. Alors ils se retournent d'un autre côté. Ils n'ignorent pas qu'il leur est impossible d'en finir de si tôt avec M. de Bismarck. Forcés de le subir, il désirent qu'il leur serve à quelque chose. Ils ont une confiance absolue dans son habileté diplomatique. Qu'il fasse mine de passer le Mein, et les cordons de la bourse se dénoueront comme par miracle.

Les conversations du gouvernement prussien et des nationaux-libéraux peuvent se résumer ainsi : Nous manquons d'argent, nous ne pouvons plus aller. Il faut que vous nous votiez de nouveaux impôts. — Ah ! permettez, nous ne croyons pas à votre disette d'argent. Vous voulez remplir vos caisses pour pouvoir vous passer de nous. — Examinez nos livres, vous verrez qu'il s'agit d'un déficit sérieux, permanent, tout ce qu'il y a de plus permanent. — Soit, nous vous voterons des fonds, si en retour vous nous accordez quelque chose. Il y a dans la constitution certain article... — Oh ! ne nous parlez pas de cet article 109, ce serait ouvrir la porte au parlementarisme. Que deviendraient le droit divin, les droits du génie? Le dilettantisme perdrait la Prusse. — Fort bien, vous n'aurez pas un thaler. — En ce cas, nous serons forcés de faire des économies, et nous choisirons celles qui vous seront le plus désagréables. Les services publics en souffriront, nous dirons au pays que c'est votre faute. — Nous lui dirons, nous, que vous avez dans votre *trésor* 30 millions de thalers qui chôment et qui dorment. Que ne vous en servez-vous pour combler votre déficit? — Impossible, ces 30 millions sont le fonds de réserve de la guerre. La Prusse n'est pas riche; elle ne pourrait pas comme la France, lors de son dernier emprunt national, encaisser 100 millions de thalers en un jour. Nous serions les plus imprudens des hommes, si nous touchions à notre magot. Ne savez-vous pas que l'argent est le nerf de la guerre? — Alors que ne faites-vous quelques réductions dans le budget de l'armée? Sacrifiez quelques régimens de cavalerie. — Impossible encore. Dans l'état actuel de l'Europe... — Mais vous avez donc des projets? s'écrient les nationaux-libéraux, dont l'œil s'allume. Faites-nous-en part, vous savez que cela nous intéresse. Vous disposez-vous par hasard à passer le Mein? Nous sommes patriotes; si vous l'êtes aussi, nous voterons tout ce qui vous fera plaisir... Ici le gouvernement fait la sourde oreille et interrompt la conversation; mais une fois qu'ils ont touché ce bouton, les nationaux-libéraux ne sont pas gens à s'arrêter. Ils déclarent et répètent que passer le Mein est la chose la plus facile du monde, qu'on n'aura pas la guerre, que

l'Europe laissera faire. Le gouvernement les laisse dire, il sait à quoi s'en tenir, et que, si les nationaux-libéraux étaient au pouvoir, ils seraient aussi réservés et aussi circonspects que lui. C'est le grand avantage du gouvernement parlementaire que non-seulement les ministres, mais l'opposition elle-même s'y sentent responsables. Une opposition qui sur un vote de majorité a chance d'arriver au pouvoir sait qu'on la mettra en demeure d'exécuter son programme, de faire ce qu'elle demandait aux autres de faire; il en résulte qu'elle pèse ses paroles et ses censures, qu'elle s'abstient de demander l'impossible. Les libéraux-nationaux obtiendraient dix votes de majorité que cela ne changerait rien à la distribution des portefeuilles. « Ils peuvent chanter impunément tous les airs qui leur plaisent, nous disait un Berlinois; si jamais ils arrivent au pouvoir, ce sera dans si longtemps qu'on ne se souviendra plus qu'ils ont demandé la lune. » Ce qui n'empêche pas qu'un parti composé d'hommes honorables et sérieux qui demande tous les jours la lune est inquiétant pour le repos de l'Europe, parce que la répétition est de toutes les formes de rhétorique la plus puissante, et qu'un gouvernement finit par s'user quand son rôle se réduit à un perpétuel refus. Les plus forts n'y tiendraient pas, et, comme le disait récemment au sénat M. Chasseloup-Laubat, c'est la transaction qui gouverne le monde raisonnable. Puisse-t-il ne s'en point faire en Prusse aux dépens de la paix !

Il est fâcheux que M. de Bismarck soit un homme compliqué, mais incomplet. Esprit supérieur, caractère fortement trempé, homme d'entreprise et incomparable diplomate, il ne possède pas les qualités qui font d'un grand ministre le modérateur des partis. Il a su se créer une éloquence qui n'est qu'à lui, éloquence laborieuse, qui cherche le mot, mais le trouve toujours heureux, juste et quelquefois charmant. Ses discours, pleins de verve, d'*humour*, d'idées originales et spécieuses, bien que souvent contradictoires, sont toujours des événemens, et il n'est pas de talent oratoire dont l'Europe soit plus curieuse que du sien; mais il n'entend rien à cet art si délicat du maniement des assemblées. Soit hauteur, soit impatience nerveuse, il ne trouve pas ces habiles tempéramens qui concilient les dissidences, ou ces coups de partie qui étonnent et décomposent une majorité réfractaire. Il lui est plus facile de faire des complimens que des concessions, et sa méthode est d'emporter les hommes comme les choses de haute lutte; la résistance le rebute ou l'aigrit. « M. de Bismarck, disait un politique qui possède précisément tout ce qui manque au ministre prussien, est un homme d'une puissante imagination et d'un prodigieux caractère, qui n'est pas né homme d'état, qui l'est devenu par un concours singulier de cir-

constances, qui a réussi et qui jouit de son succès. Il en faut plus, il en faut moins, ajoutait-il, pour faire un ministre. Le premier point est de n'être pas un sot, le second de ne pas craindre les détails. » C'est peu de chose qu'un détail, et quelquefois c'est tout; la politique, comme la vie, en est faite. M. de Bismarck est un esprit jaillissant et bondissant, primesautier, riche en idées et en saillies; mais sa carrière fut un peu décousue : il n'a point passé par les filières accoutumées, il n'a pas eu le temps ni les occasions d'acquérir la science, qu'il dédaigne un peu et à laquelle l'instinct ne supplée pas toujours. Il méprise les pédans, les doctrinaires et les petits hommes; il méprise aussi les petites choses, et les petites choses se vengent.

Lorsque, alléguant des raisons de santé, il se fit relever provisoirement de la présidence du ministère prussien pour ne conserver que ses fonctions de chancelier de la confédération, ce grave événement fit beaucoup jaser Berlin. Les uns disaient tout simplement que M. de Bismarck était malade, et qu'il avait besoin de repos. D'autres prétendaient avec le *Kladderadatsch* que, lassé de sa malencontreuse campagne parlementaire de cette année, cet olympien jugeait à propos de quitter pour un temps l'arène poudreuse des pugilats oratoires et de rentrer dans son nuage, « où les flèches de Lasker et la lance de Twesten ne pouvaient l'atteindre. » Il voulait mettre sa gloire en sûreté, laissant à d'autres le détail épineux, et sachant bien, comme dit Voltaire, qu'en tout genre il n'y a que les choses principales qui restent dans la mémoire des hommes. D'autres enfin assuraient qu'il y avait des questions de personnes pendantes entre le roi Guillaume et son ministre, et que ce ne sont pas seulement les résistances et les refus de ses parlemens qui exercent une fâcheuse influence sur le système nerveux très irritable du chancelier de la confédération du nord. On affirmait que certaines destitutions désirées et demandées n'avaient pu être obtenues, et que M. de Bismarck était bien aise de laisser à quelques-uns de ses collègues la tâche ingrate de solliciter auprès du parlement prussien les accroissemens d'impôts qu'a refusés le parlement fédéral. Bien que le roi Guillaume se fasse un scrupule constitutionnel de renvoyer des ministres désagréables à la chambre et qu'il ait un attachement presque superstitieux pour tous les hommes qu'il a vus à ses côtés en 1866, il faut bien faire quelquefois de nécessité vertu, et ce qui se passe semblerait prouver que M. de Bismarck ne s'est point trompé dans ses calculs. Quoi qu'il en soit, si sa retraite se prolongeait longtemps encore, l'opinion publique s'inquiéterait, non qu'on puisse craindre qu'il s'ennuie dans ses grands bois de Varzin : il a tant de ressources dans l'esprit, qu'il s'accommode

à merveille de la solitude; il y a en lui un romantique à qui son cheval et ses sapins font compagnie; mais, tant qu'il n'aura pas repris son poste à la barre du gouvernail, il y aura je ne sais quoi d'incohérent et d'anormal dans la politique prussienne. Quoi qu'on lui puisse reprocher, M. de Bismarck a le sentiment des situations et peu de goût pour les dangereuses folies. Plaise à Dieu qu'il n'ait jamais à s'occuper de se rendre nécessaire! Tant de raisons militent pour le maintien de la paix, qu'elle a peu de risques à courir tant qu'il sera content de lui-même et de sa situation dans le monde. Plaise à Dieu qu'il n'en soit jamais réduit à frapper un grand coup pour raffermir sa fortune chancelante ou pour tirer la Prusse d'un nouveau conflit! Cela pourrait venir, quelque invraisemblable que cela paraisse, surtout si par malheur les difficultés intérieures de l'Autriche et les embarras révolutionnaires de la France condamnaient un jour ces deux gouvernemens à l'inertie et à l'impuissance. Le Mein serait bientôt franchi, et, sauf une élite d'esprits très sages et très sensés, Berlin battrait des mains.

La situation intérieure de la Prusse, les passions un peu factices des partis, qui, privés de satisfactions au dedans, en cherchent au dehors, voilà le point noir, voilà ce qui menace la paix de l'Europe. En vérité, il n'y a d'impatiens que sur les bords de la Sprée et à Carlsruhe. Les Allemands ne craignent pas les longues échéances, ils sont assurés de ne pas changer d'idée en chemin, et n'est-il pas facile de prendre patience quand on aperçoit quelque chose devant soi? Ce quelque chose dont on s'occupe d'avance et qui créerait à l'Allemagne une situation nouvelle, c'est l'avénement possible ou même probable du libéralisme sur le trône de Prusse dans la personne d'un prince ouvert aux idées modernes et plus Allemand que Prussien. Nous causions un jour de ce futur contingent avec l'un des grands politiques du midi; nous lui demandions si l'inauguration d'un régime libéral en Prusse ne changerait pas la face des choses et ne ferait pas tomber d'un coup les résistances souabes et bavaroises. « Il faut d'abord, répondit-il, savoir si un prince royal ne change pas d'idée en arrivant sur le trône, secondement si on le croira, troisièmement s'il trouvera des hommes. De toute façon, il aura beaucoup à faire. » Ajoutons qu'il aura beaucoup à défaire, et qu'à Berlin défaire est malaisé. Quiconque observera de près le tempérament de la Prusse, ses traditions, ses institutions, l'esprit de son peuple, surtout ce que ses maîtres ont fait depuis 1866, se convaincra que la situation actuelle est un provisoire qu'il est difficile de faire durer, et qu'il n'est pas moins difficile de détruire.

VICTOR CHERBULIEZ.

AUTOUR D'UNE SOURCE

DERNIÈRE PARTIE (1).

XXX.

Malgré l'anxiété générale, l'autorité ecclésiastique ne pouvait se décider à aucune action. L'archevêque, justement alarmé par l'énorme et rapide retentissement de cette affaire, était dans un embarras facile à comprendre. Le préfet continuait à lui adresser de respectueuses instances; M. Larreau, le comte de Manteigney, l'avaient supplié par des lettres pressantes d'ordonner une enquête. Refuser toute intervention, c'était méconnaître de hautes et puissantes influences. D'autre part, se hâter de répondre à la curiosité universelle, c'était compromettre la dignité ecclésiastique. S'il n'y avait eu là qu'une question purement religieuse, peut-être l'archevêque se fût-il décidé plus facilement à intervenir, quoiqu'une précipitation semblable fût, à vrai dire, sans exemple ; mais dans la circonstance ce miracle était visiblement doublé d'une entreprise commerciale avouée d'ailleurs publiquement. N'était-il pas à craindre qu'au milieu de ces rumeurs l'examen des faits ne fût singulièrement embarrassant? Chaque détail de l'enquête serait discuté, commenté par la presse en éveil... Savait-on au juste ce qu'il y avait sous cette mystérieuse affaire? Plusieurs miracles s'étaient déjà produits, il est vrai, dans le midi de la France; jamais la publicité n'avait devancé aussi impétueusement les décisions du chef du diocèse, qui se trouvait en ce cas-ci presque sommé d'agir, ce qui était inadmissible.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, des 1er et 15 octobre et du 1er novembre.

Fort heureusement l'archevêque avait dans son intimité l'une des personnalités les plus séduisantes et les plus éclairées du clergé. Entré dans les ordres à la suite de grandes douleurs dont on parla beaucoup autrefois dans un certain monde, l'abbé Desvialle n'avait rien perdu de ses goûts élégans et délicats. C'était un homme de petite taille, à la bouche souriante, au regard affable et pénétrant, au visage délicieusement ravagé. Dans sa mise, aussi simple que possible cependant et semblable à celle de tous les autres prêtres, on découvrait immédiatement les mille recherches d'un homme coquet de lui-même et curieux de plaire. Au temps où les lois somptuaires imposaient aux gondoles de Venise un aspect uniforme, toutes étaient noires, sans décorations ni sculptures saillantes. Toutes les cabines étaient invariablement revêtues d'une housse en drap noir, et cependant à cent pas de distance on reconnaissait la gondole du patricien. Les ordonnances étaient observées à la lettre, mais le drap était fin, le fer de la proue brillait comme une lame de rasoir, les fenêtres étaient munies de glaces en biseau, épaisses comme le doigt et pures comme l'eau de source. La gondole elle-même était noire, mais les parois étaient d'ébène; point de sculptures saillantes, mais d'élégans dessins fouillés dans l'épaisseur du bois et tracés avec un art charmant... C'est là ce qui explique qu'en voyant passer l'abbé Desvialle on devinait tout de suite qu'il avait un valet de chambre et ne se compromettait pas avec le premier-venu.

En homme naturellement ennemi des tâches banales, il s'était appliqué tout particulièrement aux exquises difficultés de son sacerdoce. Il aimait à lire dans les consciences timorées et inquiètes, à observer, à traiter, à guérir ces âmes féminines incessamment palpitantes et blessées; il excellait à fouiller doucement dans les recoins du cœur, à peser avec sûreté les sensations impondérables. Sur une simple piqûre d'aiguille, il eût trouvé moyen d'appliquer un appareil, et ses scalpels étaient si fins, ses loupes tellement puissantes, que sur la tranche la plus mince d'un tout petit péché véniel il eût parlé durant une grande heure sans effort, sans fatigue, en termes exquis, avec un charme, un tact, une fraîcheur, un piquant, un esprit incomparables...

Quoique l'un des hommes les plus répandus de Paris, l'abbé Desvialle, je dois le dire, n'avait jamais assisté aux soirées de Vernon, mais il était venu vingt fois en plein jour dans l'atelier du peintre pour y voir ses œuvres, dont il aimait beaucoup la souplesse et la facilité. Tout naturellement il était entré en relations avec les habitués de cet hôtel fameux. Il s'était lié en particulier avec M. Larreau, qui l'avait même reçu plusieurs fois à sa table, et, lors du mariage du comte de Manteigney avec la fille du capitaliste, l'abbé

Desvialle avait consenti à bénir l'union des jeunes époux. Il avait prononcé à ce sujet un adorable petit discours, long comme le doigt, mais délicieux, un vrai bijou. Le comte et la comtesse étaient donc restés en d'excellens termes avec le cher abbé, et lui avaient fait promettre solennellement de venir passer une saison à Manteigney.

Lors donc que l'archevêque se trouva dans la situation embarrassante dont nous avons parlé plus haut, l'aimable prêtre songea aussitôt à réaliser la promesse qu'il avait faite au comte, et, après avoir causé longuement avec l'archevêque, il partit en poste pour le vieux château. Sa mission, bien entendu, n'avait rien d'officiel; il venait en ami, en visiteur, et il fit son entrée le sourire aux lèvres. En apercevant M. Larreau qui, traversant la cour, venait le recevoir et l'aider à descendre de voiture, il lui tendit de loin les mains par un geste amical, et risqua un petit éclat de rire sonore plein de rassurantes promesses.

Le capitaliste se sentit décoiffé d'une calotte de cinquante kilos.

— Ah! que je suis heureux, mon cher abbé! Je n'ai reçu votre petite lettre qu'hier seulement.

— Je tiens ma promesse, comme vous voyez, et je suis homme de parole... Mme la comtesse...

— Parfaitement, merci, nous la verrons tout à l'heure; mais vous devez être fatigué par la poussière et la chaleur. Permettez que je vous conduise à votre appartement. Mon gendre n'est point de retour, et il regrettera beaucoup...

— Moi aussi, je vous assure. N'est-il pas du côté de Bordeaux?

— Un peu plus bas, chez le duc d'Armine, où il est retenu à mon grand désespoir, car vous devez comprendre que, dans les circonstances où je me trouve, la présence du comte... Je vous laisse. Voici votre appartement : vous avez de vos fenêtres la vue de la vallée et celle de la... fameuse source.

— De la fameuse source, répéta l'abbé en souriant très finement. Je suis à vous dans dix minutes.

— Il est envoyé par l'archevêque, c'est clair comme le jour, pensait M. Larreau en se promenant de long en large; après tout, j'aime mieux avoir affaire à cet excellent abbé Desvialle qu'à n'importe qui. Je n'ai rien à cacher, je demande la lumière... Il a beaucoup d'esprit; nous nous entendrons. Qu'on enterre cette absurde histoire, et qu'il n'en soit plus question.

Le capitaliste en effet était pour le moment dégoûté du surnaturel. Son affaire était admirablement lancée, l'effet était produit dans la presse parisienne, les eaux de Manteigney étaient connues, l'analyse chimique publiée, appréciée... Quel besoin avait-il maintenant de cette prétendue intervention divine? Il en voulait d'ailleurs beau-

coup à l'abbé Roche, qui s'était cru de force à opérer seul, qui avait eu la pensée évidente de détourner la source à son profit, sournoisement, brutalement, sottement, et qui, après l'éclat d'une première tentative, n'avait eu ni le courage ni l'adresse de poursuivre son petit travail ou d'avouer son incapacité. Oh! il en voulait énormément au curé de Grand-Fort, et le désir de se venger de ses insolences, de le mettre à son tour dans une situation fâcheuse, entrait pour une grosse part dans son dégoût du surnaturel.

Il faut dire que la comtesse avait efficacement agi sur l'esprit de son père et l'avait détaché tout à fait du miracle par la répulsion toujours croissante qu'elle avait manifestée. — Mais enfin, ma petite chérie, je ne comprends pas ton horreur pour cette apparition, qui n'a eu lieu sans doute que par la volonté de Dieu. Je n'ai certainement rien négligé pour ton éducation, je t'ai fait donner autant de religion qu'à n'importe qui, comment se fait-il?...

— C'est instinctif, petit père,... c'est nerveux, tu sais... Je ne me rends pas compte, mais c'est comme cela.

XXXI.

Si nettes que fussent les idées de M. Larreau, il n'était pourtant pas homme à ouvrir son cœur sans précautions, et à prendre vis-à-vis de l'envoyé de l'archevêque l'initiative des confidences, de sorte que le début de la conversation fut un peu pénible, et c'est après avoir échangé mutuellement plusieurs prises de tabac, s'être enquis de leur santé sous toutes les formes possibles, avoir admiré le panorama et contemplé les façades du château, que les deux interlocuteurs engagèrent l'entretien. Le capitaliste, prenant tout à coup cette expression de bonhomie charmante qui lui allait si bien, parla comme il suit : — Pardonnez-moi, mon cher monsieur Desvialle, un excès de sincérité; mais j'ai le défaut d'être extrêmement franc... Puis-je espérer que vous venez ici au nom de monseigneur? Ma question est indiscrète sans doute; mais que voulez-vous? je suis ainsi fait, et...

— Votre question, mon cher monsieur Larreau, n'est pas indiscrète; elle est la conséquence toute naturelle de votre loyauté, et j'y veux répondre sans détour. Je viens ici pour répondre à l'invitation que Mme la comtesse et vous-même me fîtes l'hiver dernier.

— A la bonne heure, voilà qui est net.

— Vous dire maintenant, poursuivit le prêtre en mettant sa main sur le bras de Larreau, vous dire maintenant que je ne ressens pas quelque curiosité au sujet des événemens que vous savez, ce serait...

— C'est assez naturel, et vous n'avez pas besoin de me l'avouer, mon cher abbé.

— ... On ne peut rien vous cacher! Curiosité d'autant plus vive, qu'en la satisfaisant je calmerai peut-être d'autres curiosités qui ne peuvent et ne veulent quant à présent point se manifester d'une façon publique et officielle. Vous voyez, mon cher monsieur Larreau, que ma franchise égale au moins la vôtre.

Le capitaliste entr'ouvrit son œil des grandes circonstances, et le refermant aussitôt : — Votre délicatesse me fait un devoir de ne vous rien cacher. En deux mots, je suis comme catholique,... je suis navré,... je ne trouve pas d'autre expression, profondément navré de tout ce qui s'est passé ici. Eh! mon Dieu, j'arrive à un âge de la vie où le tourbillon des affaires ne suffit plus, où les idées, les convictions d'autrefois, assoupies durant de longues années, se réveillent tout à coup... Ah! mon cher abbé, ne jouons pas avec la foi! Non, non, ne jouons pas avec la foi!..

Il prolongeait sa phrase par une suite de petits mouvemens de tête, attendant avec impatience que l'abbé laissât entrevoir par un mot, par un geste, quelle pouvait être au sujet du miracle l'opinion de l'archevêché; mais M. Desvialle, qui attendait de son côté que le richard dévoilât clairement son opinion, répondit : — Vous avez parfaitement raison... A quelque point de vue que l'on se place, vous êtes dans le vrai. Ne jouons pas avec la foi... Le bonheur présent et à venir de la France l'exige... impérieusement; mais vous supposez donc que l'on s'est fait un jeu de...

— Je ne suppose rien. Ah! grand Dieu, n'allez pas croire que je suppose quoi que ce soit. Je suis navré comme vous devez l'être vous-même par les discussions, les clameurs qui accueillent un fait incompréhensible, il est vrai, mais dont on doit respecter le mystère jusqu'à ce que l'autorité compétente ait rendu son arrêt. Tant que le flambeau épiscopal, — je crois l'expression juste, — n'aura pas éclairé cette aventu... hum! hum! cet événement surnaturel, je serai navré, monsieur l'abbé. Je serai navré comme chrétien, comme père de famille, comme propriétaire, en entendant affirmer par les uns, et cela avec une violence de forme inadmissible, que ce miracle est faux.

— Vous le croyez vrai?

— ... Également navré lorsque j'entends proclamer, sans la sanction de monseigneur, que cette apparition a un caractère vraiment divin.

— Mon Dieu, mais votre affliction n'a pas de limite! fit observer le prêtre avec un joli petit sourire qui sucrait l'ironie de sa phrase.

— Je demande la lumière, je demande une enquête sérieuse,

complète, riposta Larreau, légèrement piqué. Je l'ai demandée de vive voix, par écrit, partout et à tous... C'est si beau, la vérité!

— Oui, j'ai lu votre lettre dans les journaux, mon cher monsieur Larreau, et je la trouve... très bien,... à un certain point de vue; mais veuillez m'écouter, je vous parle en toute franchise. — Et moi, donc! pensa le capitaliste. — Vous devez bien sentir que l'autorité épiscopale ne peut compromettre son caractère dans l'étude de simples rumeurs, qu'elle ne peut s'émouvoir pour un bruit plus ou moins étrange qui passe et que le vent emporte; elle doit rester froide et sourde pour tous les... contes, — passez-moi le mot, — qui circulent autour d'elle.

— Mais permettez...

— Laissez-moi continuer,.. et avant même de décider une enquête, elle doit attendre que l'opinion ait donné plus de consistance aux rumeurs, plus de réalité aux faits.

— Mais, sabre de bois! mon cher abbé, reprit Larreau, qui s'échauffait malgré lui, cette rumeur est devenue un vacarme épouvantable, une tempête universelle; tous les journaux de Paris ont discuté...

— Raison de plus pour que l'autorité ecclésiastique attende que le calme soit rétabli. On ne peut porter un jugement aussi solennel au milieu du tumulte des discussions ardentes, et vous devez être le premier à souhaiter, et... comme catholique, et comme père de famille, et comme... propriétaire, que ce jugement soit rendu avec toute la dignité, la prudence, que comporte un aussi grave sujet. Mon Dieu, mais ce retentissement si prodigieusement rapide est bien fait, à lui tout seul, pour mettre monseigneur en garde, avouez-le. Enfin comment l'expliquez-vous, ce retentissement inoui, sans précédent?

— L'explication ne m'en paraît pas difficile, monsieur l'abbé. Le nom de Manteigney est fort connu à Paris, le mien n'y est pas ignoré non plus. A peine a-t-on su que nos noms étaient mêlés à cette affaire, que l'attention a été excitée. Cela se conçoit. Quant à ce pays-ci, il a pour les choses surnaturelles une ardeur, un enthousiasme, une soif qui ressemble à de... l'acharnement.

— En vérité? Voilà qui est curieux. Comment cela, mon cher monsieur?

Et familièrement le prêtre s'appuya sur le bras du capitaliste.

— Cela se comprend, reprit celui-ci. Dans cette partie montagneuse de notre belle France, on a, je ne sais pourquoi, beaucoup usé du merveilleux. On peut dire que le miracle a envahi ces provinces, et les montagnards ne pensent plus qu'à cela. C'est pour eux un trésor inépuisable toujours prêt à s'ouvrir sous leurs pas. Des

milliers de petits livres, les seuls qui pénètrent partout dans la balle des colporteurs, leur ont appris le côté lucratif de ces interventions célestes, et ils les souhaitent, tout comme à Paris vous voyez souhaiter le percement d'un de ces grands boulevards qui nécessite l'expropriation d'une nuée de masures. Sous une forme plus naïve, c'est l'expression du même sentiment : profit sans travail, fortune rapide, bénédiction d'en haut sous forme de pluie d'or. L'immense retentissement qu'a maintenant le moindre fait merveilleux est la conséquence toute simple des succès antérieurs. Plus le nombre de ces succès augmentera, plus l'enthousiasme ira croissant; on en arrivera à faire des pétitions dans les communes pauvres pour obtenir un miracle quelconque, vrai ou faux, peu importe, une moitié d'apparition à défaut d'apparition tout entière, et de même que dans les villes il faudra incessamment démolir et reconstruire pour sauvegarder la tranquillité publique, de même dans la montagne il faudra faire et refaire perpétuellement des miracles pour satisfaire des besoins de plus en plus pressans. Vous me direz qu'on s'est laissé entraîner.

— Je ne vous dirai rien du tout, interrompit l'abbé Desvialle en éclatant de rire, si ce n'est que vos plaisanteries sont hors de propos. Vous savez fort bien, mon cher monsieur Larreau, que les hommes ne font point de miracles...

— J'en suis convaincu.

— Ils les acceptent, voilà tout.

— Avec une facilité qui fait parfois beaucoup de tort à la religion.

— Est-ce que vous ne croiriez pas aux miracles par hasard, monsieur Larreau?

— Je vous demande pardon, j'y crois, ma situation m'en fait un devoir, j'y crois en principe, en général.

— Mais en particulier vous...

— Ah! dame! en particulier... ah! ah!... en particulier j'ai des hésitations.

— De sorte que dans le cas présent cette apparition de la Croix-Blanche?...

— Franchement qu'en pensez-vous, monsieur l'abbé?

— Admirable panorama! fit le prêtre en s'accoudant sur la balustrade de la terrasse; sans doute il n'avait point entendu la question du capitaliste. Admirable panorama, verdoyante vallée! Ces travailleurs que j'aperçois là-bas...

— Ils exécutent des travaux de captage qui auront pour résultat d'augmenter prodigieusement la richesse de notre source. Nous allons la chercher fort avant dans la montagne, et ce trou noir que vous apercevez est l'entrée de la galerie. C'est une très grosse affaire.

— Et cette construction qui s'élève non loin de là?

— C'est un hôpital que je destine aux pauvres du pays, construit sur mes plans, projeté, combiné par moi.

— C'est une pensée qui vous fait honneur. Et ces routes toutes neuves que j'aperçois de différens côtés?

— C'est moi qui les ai tracées et fait exécuter à mes frais;... mais tout cela n'est que le commencement.

— Vous employez noblement votre fortune, et vous méritez la sympathie de tous les gens de cœur.

— Je fais le plus de bien qu'il m'est possible. Des routes, monsieur Desvialle, des routes avant tout. Rattacher ce pays perdu au reste de la France, voilà mon but, et plus tard, si j'ai fait une œuvre utile en vivifiant cette contrée, je ne demanderai pour récompense que l'estime des gens éclairés et honnêtes. — Il salua imperceptiblement le prêtre, qui cherchait sa tabatière en ce moment-là.

— Et si ces gens honnêtes, éclairés, vous exprimaient leur admiration en vous confiant l'honorable mission de défendre leurs intérêts, d'être leur représentant, vous ne refuseriez pas cette récompense, vous n'auriez pas droit de la refuser...

Le richard ressentit tout à coup cet agréable frisson que l'on éprouve lorsque dans une salle chaude on s'asseoit devant une table brillante et bien servie. Il ferma les deux yeux et reprit avec gravité : — Ma vie s'est passée loin de la politique, mon cher abbé; j'avais rêvé de terminer mes jours dans l'oubli, le calme, loin des soucis souvent cruels qu'un mandat comme celui dont vous parlez...

— ...Cause fort souvent...

— Vous connaissez les hommes, mon cher monsieur Desvialle!

— J'ai vu tant de... tant de femmes! ajouta-t-il en lui-même. C'est justement à cause des difficultés qu'il est honorable, glorieux, d'accepter une pareille mission. Vous êtes du bois dont on fait les hommes politiques, mon bon monsieur Larreau.

— ... Eh! mon Dieu, peut-être accepterais-je; mais cela ne serait pas sans lutter avec moi-même. Est-ce que... pourquoi me... à quel sujet me?...

— Ce... ce sont là de grands travaux, de magnifiques travaux.

— Voulez-vous descendre dans la vallée?

— Oh! cela n'est pas nécessaire; d'ici, nous pouvons juger fort bien l'ensemble.

— La place ne manque pas, comme vous voyez, pour construire suivant les besoins... — Et le capitaliste expliqua tout au long ses projets. Il s'échauffait en parlant de tout cela, ses gestes devenaient plus amples, son visage se colorait peu à peu. L'hôpital deviendra

momentanément l'établissement des bains. Il est construit de telle façon qu'il puisse être indéfiniment agrandi et répondre à toutes les exigences... — Je ne vo.. parle, quant à présent, ni du séminaire de convalescence, ni es chalets réservés au clergé, ni de...

— Tout est prévu, calculé avec un soin...

— J'ai étudié la question, comme bien vous pensez.

— Assurément ces choses-là ne s'improvisent pas; mais alors, fit l'abbé avec un sourire plein de courtoisie, le fameux miracle ne serait véritablement...

— Qu'accidentel, absolument accidentel. Comme j'ai eu l'honneur de le dire à qui a voulu m'entendre, j'avais deviné la présence d'une source minérale il y a fort longtemps, bien avant cette fâcheuse aventure. J'en avais même étudié à tout hasard les moyens d'exploitation, j'avais visité tout exprès Baréges, Luchon, Uriage, Saint-Sauveur. Mon cabinet est plein de livres spéciaux, car je ne fais pas les choses à moitié, j'aime à me rendre compte. J'en étais donc là, étudiant, préparant mon affaire, lorsque ce miracle...

— Vous tombe du ciel.

— Parfaitement... du ciel, ah! ah! ah! c'est le mot. Vous sentez qu'il n'était pas aisé de l'y faire remonter.

— En admettant qu'il en vînt!

— Ah! ah! ah! quant à cela, je n'affirme rien. — La glace était rompue. — Vous ne sauriez croire, mon cher monsieur l'abbé, combien votre franchise, votre affabilité m'inspirent de sympathie, et combien j'ai de plaisir à vous parler sans détour. Comme il serait à souhaiter que tous les ministres du culte eussent cette simplicité charmante que vous possédez à un si haut point! La religion gaie, douce, tolérante, voilà celle que je comprends, que j'aime. C'est la vraie, monsieur l'abbé. Les gens qui sont dans le malheur, qui n'arrivent à rien de ce qu'ils souhaitent, aiment à se lamenter, c'est naturel, je l'admets et je l'excuse; mais ceux au contraire qui sont en pleine prospérité, ceux dont tous les efforts ont été couronnés de succès, on ne peut pas exiger d'eux qu'ils se lamentent. Eh bien! je trouve que l'on ne songe pas assez à ceux qui ont réussi, et on a le plus grand tort, car à tous les points de vue ils méritent de grands égards. Ce qui est excellent en telle circonstance devient pitoyable dans une autre occasion. Qu'un miracle patronne une humble source d'eau claire, je le comprends et j'y applaudis; mais en vérité, dans le cas présent, quel besoin avons-nous de miracle? Ma source est une des plus riches de France; elle guérira par le seul fait de ses vertus chimiques. Ce miracle arrive là comme des cheveux sur la soupe, avouez-le, monsieur l'abbé, et ce galopin qui se précipite

dans mon jeu de quilles comme un vrai caniche est bon à envoyer dans une maison de correction. Voilà mon opinion.

L'abbé Desvialle, dont l'expression souriante et affable ne s'était pas démentie, reprit d'une voix confidentielle : — Et quelle est en tout cela l'opinion de votre cher curé, l'abbé Roche? Si je ne me trompe, il doit connaître parfaitement le pays... On le dit fort énergique et très intelligent.

— Oui, oui, certainement... L'abbé Roche... Ah! voilà, l'abbé Roche est très intelligent, comme vous le dites, très intelligent...

A ce moment, un domestique ouvrit à deux battans la porte de la salle à manger. — On vient nous annoncer le dîner, monsieur l'abbé, dit le capitaliste, et la comtesse doit nous attendre.

XXXII.

M[me] de Manteigney redoutait beaucoup la présence de l'abbé Desvialle, dont elle connaissait la finesse et la pénétration; mais contre son attente l'abbé Desvialle fut aussi peu inquisitorial que possible. Durant tout le dîner, on eût dit que l'aimable prêtre prenait à tâche de calmer les inquiétudes de la comtesse. Pas l'ombre d'une allusion aux événemens dont le pays était occupé. On causa musique. L'envoyé de l'archevêché était un dilettante fort délicat, très érudit, et parlait avec un charme extrême. De la musique profane, des quatuors de Mozart, on passa tout naturellement au *Stabat* de Pergolèse, à la *Messe* de Rossini, et par une pente insensible on en arriva, vers le dessert, à discuter le luxe inoui des femmes. La comtesse, soulagée de toute inquiétude, fut charmante d'entrain et de gaîté. L'abbé de son côté fut éblouissant, Larreau plein de sagesse et de douce philosophie; si bien qu'en passant au salon pour prendre le café tous trois riaient aux éclats.

Ce fut au moment où la jeune femme venait offrir au prêtre une tasse de café que celui-ci, la regardant en face avec l'expression d'un homme qui retrouve tout à coup dans sa cervelle un souvenir oublié, lui dit : — Mais enfin, chère madame, comment expliquez-vous le rôle de votre bon curé dans cette histoire du miracle?

M[me] de Manteigney tressaillit et pâlit si subitement que l'abbé Desvialle lui prit la tasse des mains dans la crainte qu'elle ne la laissât échapper. — Quel rôle?... Que voulez-vous dire? Je ne vous comprends pas.

Son embarras était d'autant plus grand que sa sécurité précédente avait été plus complète. Elle souriait cependant, mais les coins de sa bouche frissonnaient nerveusement, et toute sa personne exprimait la plus douloureuse contrainte.

Le prêtre baissa les yeux, et de la petite cuillère agita le café. Il reprit bientôt : — Nous avons causé de ces événemens avec M. votre père, et c'est le souvenir de cette conversation qui m'a fait vous adresser cette question. L'intolérance de votre curé, madame, intolérance dont il n'avait certes pas calculé les conséquences, a peut-être eu une influence plus grande qu'on ne croit sur l'opinion publique... qu'il devait laisser à elle-même, libre de se manifester. J'ai su, on a redit partout qu'il avait chassé de l'église des femmes qui venaient y prier... Ne trouvez-vous pas que c'était là compromettre son rôle?

L'abbé Desvialle remuait toujours son café, regardant de temps à autre le visage de la comtesse, sur lequel il cherchait à lire le sens de sa singulière émotion. Chose étrange, la comtesse se calma subitement, elle respira fortement, et souriant sans contrainte apparente : — Je ne comprenais pas ce que vous vouliez dire, fit-elle.

— Qu'avait-elle donc imaginé? pensa le prêtre.

Elle poursuivit avec une aisance légèrement affectée : — M. le curé sans doute a été indigné que le récit d'un petit mauvais sujet produisît dans le pays une aussi grande rumeur, il a craint probablement que cette superstition ne fît à la religion plus de mal que de bien, et je trouve qu'il n'a point eu tort.

— C'était une raison de plus pour rester calme et digne, ma mignonne, murmura Larreau; sans les violences intempestives de M. Roche, tous ces bruits se seraient éteints d'eux-mêmes. La religion est au-dessus de ces misères, et n'a pas besoin d'un pareil donquichotisme.

— N'écoutez pas ce que dit mon père, monsieur l'abbé; il a pris notre pauvre curé en grippe, je ne sais pourquoi.

— C'est un homme hautain, orgueilleux et peu franc; voilà mon impression, je ne sais pas dissimuler.

— Hautain! parce que dans un premier moment sa conscience s'est révoltée? Il a été violent peut-être, je ne... violent, c'est possible; il eût été préférable qu'il se contînt, mais la question n'est pas là. Ce qui est certain, c'est que dans tout autre pays que celui-ci on eût conduit ce petit halluciné chez le commissaire de police, ni plus ni moins. Il n'y a malheureusement pas de sergens de ville à Grand-Fort, voilà la cause de tout le mal.

— Je vois, fit l'abbé en jouant avec sa tabatière et souriant de bon cœur, je vois que Mme de Manteigney n'est point disposée à croire au miracle.

— Moi? au contraire!

— Cependant, chère petite, après ce que tu viens de nous dire, il est clair...

— Il est clair, il est clair... D'abord tout est clair pour mon père, rien d'obscur, rien d'incertain... C'est une grâce d'état, cela!

— Mais qu'est-ce que tu as donc ce soir, ma petite comtesse? Je ne veux point te contrarier, tu sais bien que je n'attache aucune importance à tout cela, et M. Desvialle a trop d'esprit, trop de finesse, pour ne pas juger les choses absolument comme moi.

— Alors pourquoi ne serais-je pas aussi indifférente que vous l'êtes pour toute cette aventure? Qu'est-ce que tout cela peut me faire? — Elle s'animait de plus en plus. — Que ce petit bonhomme, grâce aux discussions dont on entoure son cas, fasse une spéculation magnifique, j'en serai ravie; qu'il vende par milliers de bouteilles son eau miraculeuse!

— Permets, chère petite, l'eau est à moi; il ne vendra pas une goutte de mon eau avant de me l'avoir achetée.

— Peu importe! Qu'il devienne colossalement riche, qu'on le décore, qu'on le canonise, qu'on le fasse entrer au corps législatif,... je crierai bravo. Ah! ah! ah! cela sera charmant, exemplaire, drôle au possible. Que d'autres intrigans avant lui ont fait fortune grâce à la bêtise humaine!

— N'insistons pas, murmura Larreau à l'oreille de l'abbé; ma fille est nerveuse ce soir, et quand les femmes ont leurs nerfs, vous savez... ou plutôt vous ne savez pas....

— Oh! je sais parfaitement!

La pauvre femme n'ignorait pas qu'elle faisait fausse route, que la chaleur avec laquelle elle attaquait le miracle n'était pas faite pour convaincre, et devait bien plutôt inspirer la méfiance. Elle savait bien que sa façon de voir et de parler n'était point celle d'une femme de sa condition, que très certainement l'envoyé de monseigneur en serait étonné; mais il lui était impossible de rester calme et de paraître indifférente.

Toutefois l'abbé Desvialle fut le premier à changer la conversation. La musique profane et sacrée fut remise sur le tapis, mais la comtesse, mécontente d'elle-même et des autres, croyant voir dans chaque phrase une allusion, fut tellement paradoxale et irritable que, sur l'invitation de M. Larreau, on se sépara bientôt.

Une fois chez lui, le prêtre aimable poussa le verrou de sa porte, ouvrit un nécessaire de voyage, y prit ce qu'il faut pour écrire, et se dirigea vers un petit bureau qui était près de la fenêtre. Il ne fut pas peu surpris d'apercevoir sur la tablette de ce meuble, au beau milieu, bien en évidence, un paquet entouré de papier blanc, sur lequel étaient écrits ces mots : « oublié sans doute par saint Joseph la nuit de l'apparition. »

L'abbé Desvialle fit la grimace. Ce papier grossier devait avoir

été acheté chez l'épicier du village. L'écriture maladroite et prétentieusement inclinée, le mot apparition écrit avec un *s* et privé de l'un de ses *p*, tout cela sentait le valet, l'office. Cependant l'abbé ouvrit le paquet et aperçut un mouchoir soigneusement plié. Du bout de ses grands doigts blancs et, non sans un certain dégoût, il étala l'objet en question, et suivant la couture, il inspecta successivement les quatre coins du mouchoir. Dans le quatrième était l'initiale R.

L'envoyé de monseigneur resta longtemps pensif. Sa physionomie n'avait plus du tout la même expression, et la comtesse eût été sans doute bien effrayée par la profondeur et la fixité de son regard. Au bout de quelques instans, il replia le mouchoir dans le papier, et, ayant mis le tout sous clef, il alla se laver les mains, puis il s'assit devant le bureau et se mit à écrire lentement, posément, d'une grande écriture régulière, large et soignée comme celle d'un homme que l'imagination ne saurait emporter dans le royaume de la fantaisie.

A dire le vrai, il se trouvait un peu désorienté, non par l'apparition de ce mouchoir qui ne faisait que le confirmer dans ses idées, mais par l'émotion visible de la comtesse et par l'intolérance au moins étrange qu'elle avait manifestée. Depuis longtemps déjà l'archevêque avait cherché sans bruit à s'éclairer. Le curé de Virez, particulièrement simple et causeur, avait été délicatement étudié; on avait bientôt connu tous les soupçons émis au sujet de la Croix-Blanche, on avait comparé les documens entre eux et bientôt il n'avait plus été possible de douter que l'abbé Roche ne fût pour quelque chose, directement ou indirectement, dans ce miracle si fort embarrassant. La présence inexpliquée, mais certaine, d'un curé dans cette affaire compliquait beaucoup les choses; mais que serait-ce donc si la comtesse venait encore se mêler à tout cela. Larreau était fort puissant, le comte et sa femme étaient connus de tout Paris... Pouvait-on savoir ce que révélerait une enquête? Le prêtre écrivit pendant longtemps, et s'endormit fort tard.

XXXIII.

Le lendemain matin, lorsque l'abbé Desvialle fut levé, il se regarda dans la glace et sonna. Le libre penseur que nous avons rencontré se promenant autour de la Croix-Blanche, cachant quelque chose qu'il venait de trouver, entra immédiatement avec l'empressement d'un homme qui depuis un bon quart d'heure attend derrière la porte. — Mon ami, fit le prêtre sans se détourner et tout

en observant dans la glace le visage du domestique, montez-moi une tasse de café noir.

Ce valet de chambre était un Gascon futé, au nez retroussé, aux narines largement percées; sa physionomie avait cette expression ironique, agressive, particulière aux enfans de Paris. Son premier regard fut dirigé vers le bureau où le paquet avait été déposé. L'abbé, qui s'y attendait, resta impassible, et prenant une lime à ongles : — Relevez un peu les rideaux de la fenêtre, je vous prie. Fait-il humide ce matin?

— Le temps est très sec.

— Ah! très bien. Le café tout de suite, n'est-ce pas?

Le prêtre avait parlé d'une façon tout à fait indifférente; mais au moment où le valet de chambre allait sortir, il se retourna, et le regardant avec un sourire bienveillant : — Ah! dites-moi, je vous sais gré du renseignement curieux que vous avez déposé sur le bureau.

— De quel renseignement monsieur l'abbé veut-il parler? je...

— Ce n'est pas vous qui l'avez déposé là? ah! très bien. Le café, je vous prie. Je faisais allusion à un mouchoir curieux que j'ai trouvé là hier au soir, et j'aurais eu plaisir à remercier;... mais puisque vous n'y êtes pour rien...

La physionomie du prêtre invitait vraiment à la confiance. Le valet ne put s'empêcher de sourire à son tour, et il dit à voix basse: — On a fait pour le mieux.

— C'est bien ce que je m'imaginais. Vous avez agi très habilement, mon enfant; votre maître sera très satisfait, je n'en doute pas.

Le libre penseur se sentit flatté. Il referma la porte, qu'il avait entr'ouverte, et fit un pas en avant. Il semblait attendre la permission d'en dire davantage.

— Est-ce que vous avez encore quelque chose à me confier au sujet de... ce mouchoir, mon bon ami?

— Je voulais simplement faire remarquer à monsieur l'abbé que je l'avais trouvé dans l'endroit de l'apparition le lendemain matin.

— Ce qui vous a fait croire qu'il a été oublié,... vous êtes intelligent,... par une personne ayant joué le rôle de saint Joseph. Parlez en toute confiance, mon bon ami, je veux comme vous la vérité. Voyons...

— Dame! monsieur l'abbé, ces mouchoirs-là ressemblent tout à fait à ceux dont se sert M. le curé de Grand-Fort-le-Haut.

— Oui... oui. Vous n'affirmez rien; vous constatez seulement une coïncidence singulière et... fâcheuse, un fait curieux, une de ces ressemblances bizarres comme il s'en rencontre parfois entre mouchoirs. Il ne vous est pas venu à l'esprit un seul instant que le bon et digne curé du village fût pour rien dans cette apparition; cela

serait absurde, et vous avez très bien compris qu'une affirmation semblable pourrait devenir pour vous extrêmement dangereuse; non, vous dites seulement, — ce qui est fort juste : — Il est très singulier que...

— Oui, monsieur l'abbé, c'est bien cela.

— Il est très singulier que l'on ait trouvé au pied de la Croix-Blanche, ou fort près de là, dans un endroit...

— ... Où personne ne passe.

— ... Extrêmement désert, un mouchoir absolument semblable à...

— ... Et même marqué de l'initiale de M. Roche.

— Et même marqué de la lettre R. Ah! il y aurait de ce côté la cabane de quelque pauvre famille, de quelque malade, que le bon curé, si charitable pour ceux qui souffrent, aurait très bien pu, en se rendant à cette cabane, perdre son mouchoir de poche; mais vous me dites que l'endroit est désert.

— Oui, monsieur l'abbé, il n'y a que le père Loursière qui demeure par là.

Et le domestique raconta tout au long les faits que tout le monde savait, la mort de la pauvre fille et la naissance de l'enfant, dont le curé s'était chargé.

— C'est fort bien, interrompit l'abbé Desvialle; mais dans tout cela, mon garçon, je ne vois qu'une chose, c'est que vous avez trouvé un mouchoir de poche marqué de la lettre R, rien de plus. Vous n'êtes nullement autorisé à supposer que quelqu'un a joué le rôle de saint Joseph, ce qui serait un grand crime aux yeux de Dieu. Le domestique ne se déconcerta pas. Tout au contraire, souriant de plus belle : — J'ai trouvé le mouchoir à quelque distance de la Croix-Blanche, dans un petit bouquet de sapins, à l'endroit même où un âne avait été attaché.

— Comment pouvez-vous savoir qu'un âne avait été attaché?...

— Monsieur l'abbé n'ignore pas que sous les sapins la terre est molle et lisse, et quand un âne a piétiné pendant seulement un quart d'heure autour d'un arbre, il laisse des traces,... des traces bien faciles à reconnaître. Dans les apparitions, les ânes ne laissent pas de ces traces-là. Voilà pourquoi j'ai pensé...

— Tout cela ne prouve rien. Qu'est-ce qu'il y a d'extraordinaire à ce qu'un montagnard, n'importe lequel, ait attaché sa bête dans cet endroit-là, avouez-le, mon garçon?

— Mais pour quelle raison monsieur l'abbé veut-il que la mère Hilaire soit montée à la Croix-Blanche ce soir-là, et ait attaché son bourriquet à un sapin?

— Qu'est-ce que la mère Hilaire? Comment savez-vous que l'âne

en question était le sien? Ce ne sont là que des suppositions gratuites. Il est impossible...

— La mère Hilaire est la gouvernante de M. le curé, et tout le monde l'aime beaucoup dans le village, parce que c'est une bonne femme. Maintenant, pour expliquer le reste à monsieur l'abbé, il faut que je lui dise que le lendemain du miracle, de grand matin, comme je passais le long de la balustrade de la terrasse, j'entends au-dessous de moi la voix d'un âne qui s'ennuie. Ces bêtes-là ont une manière de dire qu'elles attendent depuis longtemps. Je me penche machinalement, et j'aperçois en bas l'âne de la mère Hilaire tout bâté et attaché à une branche devant la petite porte de la terrasse. En me voyant, la pauvre bête se met à brailler de plus belle. Il était bien drôle qu'à cette heure l'âne de la mère Hilaire fût en cet endroit-là. Ça n'était pas jour de marché au bourg, et d'ailleurs la bonne femme n'y allait jamais de si grand matin. Je regardai pendant un instant cette pauvre bête, qui tirait sur sa corde. Tout autour d'elle, le terrain était battu; elle avait dû passer une partie de la nuit au pied de cet arbre. C'était bien extraordinaire. Cependant je n'y pensais plus, et, comme c'était l'heure, je sortis pour aller au village, boire le vin blanc... Je veux dire que...

— Allez donc! allez donc! Dans les pays de montagnes, le vin blanc du matin est très hygiénique.

— Monsieur l'abbé est bien bon. A peine arrivé dans le village, j'aperçois des groupes de gens qui causaient, et bientôt la gouvernante de M. le curé marchant très vite. Je lui dis en l'arrêtant : — Mère Hilaire, vous ne cherchez pas votre âne par hasard?

— Mais si je le cherche, où donc est-il?

— Il est au pied de la terrasse du château. Qui donc vous l'a attaché là?

— Merci, je vais le chercher.

Et elle partit sans en dire plus long. A ce moment-là, j'étais entouré par plusieurs paysans qui me racontaient l'histoire de la nuit, l'apparition et tout le reste. Comme j'aime à m'instruire, j'ai été dans la journée examiner l'endroit où tout cela s'était passé, et du premier coup d'œil j'aperçus des traces d'âne qui me donnèrent à réfléchir. Je regarde avec soin naturellement; j'arrive à un petit talus dont la terre a été fraîchement piétinée, je monte ce talus et je me trouve sous les sapins, où j'aperçois à terre le mouchoir que monsieur l'abbé a vu.

— Y avait-il, parmi ces piétinemens, l'empreinte d'un pas d'homme?

— J'ai tout de suite songé à cela. J'ai cherché, et j'ai bientôt reconnu plusieurs pas d'homme. L'une de ces traces surtout était si

nette que j'ai pu compter le nombre des clous. Il n'y en avait qu'une rangée en dedans et deux rangées en dehors, en tout vingt-sept clous.

— Vous êtes observateur, mon bon ami.

— Cela m'est naturel, mais si monsieur l'abbé me trouve bavard, je ne continuerai pas.

— Allez toujours.

— En sortant donc du petit bois de sapin, j'aperçus M. le curé; il parlait à quelques paysans qui étaient venus pour prier devant la pierre, et il était si fort en colère qu'il me vint à l'esprit un tas d'idées plus bêtes les unes que les autres. Je repensai à l'âne abandonné au bas de la terrasse, je me rappelai que la bonne femme ne m'avait pas répondu lorsque je lui avais demandé qui avait attaché sa bête devant la petite porte; tout cela se tassa dans ma tête si bien qu'au lieu de rentrer directement au château, je fis le grand tour pour me trouver sur le chemin que devait suivre M. le curé en retournant au presbytère. Arrivé à un endroit que je connaissais bien, un endroit encaissé, où la terre est toujours humide, je m'écartai un peu pour que M. Roche ne m'aperçût pas. Dix minutes après, j'entendis le bruit de ses pas; il marchait vite, et cependant je trouvais qu'il allait bien lentement, car j'étais très curieux. Lorsqu'il m'eut dépassé, je rentrai dans le chemin, et je regardai par terre... deux rangées de clous en dehors, une en dedans, en tout vingt-sept clous.

— Mais qu'est-ce qui vous fait penser que l'âne de la mère Hilaire était celui dont vous aviez observé la trace auprès de la Croix-Blanche?

— Je le dirais bien à monsieur l'abbé, seulement je serai forcé d'avouer que pour découvrir cela j'ai dû faire un mensonge.

— Il peut se trouver des circonstances où le mensonge est pardonnable. Dites la vérité.

— Eh bien! monsieur, je voulais absolument mettre le pied de l'âne de la bonne femme dans une des empreintes de là-haut; alors, après dîner, j'ai été trouver la gouvernante de M. le curé, et je lui ai dit : Mère Hilaire, Mme la comtesse vous fait demander si vous voulez lui prêter votre âne pour aller faire une promenade dans la vallée. Sophie boite, je ne sais pas ce qu'elle a. Monsieur l'abbé ne sait peut-être pas que l'ânesse de madame s'appelle Sophie. Naturellement la mère Hilaire va chercher son âne bien vite, et moi, pour ne pas lui donner de soupçon, j'ajoute : Ne l'habillez pas, les harnais de Sophie lui iront bien.

— Et vous avez conduit cette bête à la Croix-Blanche?

— Et sous les sapins aussi, et à plus de vingt reprises différentes

j'ai pris le pied de l'animal et l'ai placé dans les empreintes, où il entrait comme une main dans son gant. Ah! pour le coup, je...

— Vous me paraissez bien causeur, mon garçon, interrompit tout à coup l'abbé Desvialle en retrouvant son air officiel et ses grandes allures. Je croyais vous avoir demandé une tasse de café. Apportez-la-moi le plus promptement possible.

Le valet stupéfait s'éloigna, ne sachant pas au juste s'il devait se féliciter ou craindre d'avoir été aussi confiant.

XXXIV.

Depuis la visite de la comtesse, l'abbé Roche avait beaucoup souffert. Fidèle à la promesse qu'il avait faite, il s'était abstenu de toute manifestation publique. Qu'aurait-il fait d'ailleurs, qu'aurait-il dit? S'opposer le moins du monde au courant, n'était-ce pas en doubler la force? Mais lorsqu'il était seul dans sa chambre, et qu'il avait tiré les verrous, il ne résistait plus aux emportemens de sa nature, et bien souvent la mère Hilaire entendait les éclats de sa voix au milieu des sanglots.

Pendant quinze ans, il s'était fait paysan, montagnard, pour mieux comprendre ceux que le ciel lui avait confiés, pour entrer plus avant dans leur vie, s'attirer leur confiance et leur affection. Il avait dépensé, pour se rendre digne de sa mission, son énergie, sa jeunesse, et tout à coup il se voyait abandonné, sans qu'il pût proférer une plainte, par ceux à qui il avait tout donné. Ils n'avaient donc rien compris ou rien voulu comprendre? Ils l'avaient donc considéré comme un fonctionnaire payé pour faire régulièrement une besogne analogue à celle du percepteur, du garde champêtre, et, lorsque du haut de la vieille chaire il leur parlait avec des larmes dans la voix, enveloppant de son amour cette grande famille qu'il avait devant lui, confondant ses prières avec les leurs, et se croyant aimé, il avait été le jouet, la dupe d'une illusion!...

Depuis quinze ans, il avait vécu, sans s'en douter, dans un désert, isolé, plus abandonné cent fois qu'au lendemain de sa naissance. — Et n'ont-ils pas raison de me fuir après tout? pensait-il. Ils ont instinctivement deviné qu'ils ne pouvaient se fier à moi. Est-ce qu'à la première occasion je ne les ai point tous oubliés pour elle?...

Il se sentait accablé de honte en songeant qu'il s'était autrefois trompé sur ses propres sentimens, qu'il avait pris pour une vocation sainte ce qui n'était que l'agitation d'un tempérament passionné. C'est donc à défaut d'un objet plus humain qu'il avait aimé Dieu? Il avait pris pour une inspiration d'en haut ce qui n'était que l'exaltation de son orgueil cherchant à poétiser le plus profane de tous

les sentimens. Il s'était cru ministre de Dieu, et il n'était qu'un homme sensuel, bassement passionné. Cherchant en lui-même, il se rappelait les élans d'amour qu'il avait ressentis lorsqu'au milieu des prières il posait ses lèvres sur le bord de l'autel, et, se souvenant en même temps des sensations que d'autres baisers lui avaient fait éprouver, il comparait avec terreur les deux émotions, et croyait leur trouver des similitudes qui le faisaient trembler.

— Voilà donc vingt ans que je l'aime sans la connaître, se disait-il; tout ce qui a précédé n'a donc été qu'une préface longue et maudite à la plus indigne des folies? Le vide se fait autour de moi, on m'évite, on craint ma rencontre... N'est-ce pas justice? Est-ce que je ne me crains pas moi-même, est-ce que je ne fais pas des efforts aussi pour m'éviter?

Il est certain que le silence obstiné de l'abbé Roche gênait de plus en plus l'enthousiasme de tout ce pays ensorcelé. La comtesse elle-même, et cela nous coûte à dire, cherchait et trouvait des prétextes pour ne pas le rencontrer. Il y avait entre lui et elle une sorte de complicité qui lui pesait d'autant plus qu'elle en voyait les conséquences devenir plus graves. Son sort était entre les mains du curé de Grand-Fort. Qu'il lui échappât un seul mot, et il s'ensuivait un affreux scandale dont elle et le comte seraient les victimes. Or, après avoir éprouvé pour ce prêtre une très réelle reconnaissance à cause de la promesse qu'il avait faite, elle s'était demandé s'il tiendrait en effet sa parole; dans son inquiétude, elle avait imaginé mille circonstances où le pauvre curé n'aurait ni la force ni le courage de garder le silence et de rester dans son rôle d'indifférent. Elle commençait à souffrir d'être à sa merci, et instinctivement elle se vengeait de cette souffrance en doutant de lui.

D'ailleurs pouvait-elle avoir une grande confiance dans ce prêtre singulier, cet homme étrange qui, sous l'empire de je ne sais quel vertige, avait profité de l'obscurité et de l'isolement pour la serrer dans ses bras et la couvrir de baisers? N'était-ce pas inoui, monstrueux? — Elle y repensait maintenant. — N'avait-elle pas lieu d'être offensée et de douter de sa parole?... L'idée qu'en dépit de tout cela elle était obligée de le ménager ajoutait encore à son embarras. Pour elle aussi, l'abbé Roche était bien gênant! Elle ne pouvait penser à lui sans se rappeler l'absurde visite qu'elle avait faite chez ce Loursière: démarche impardonnable, compromettante, dangereuse, sans but, folle. Ce vilain homme rouge s'était moqué d'elle. Pourquoi le curé de Grand-Fort s'était-il trouvé là et l'avait-il aidée à réaliser cette folie? N'aurait-il pas dû la prévenir, à moins qu'il n'eût songé à la scène inqualifiable qu'il se ménageait en accédant à ses désirs?... Ces réflexions la poursuivaient. Ne voulant plus remettre

les pieds au presbytère, elle avait prié son père d'inviter le curé à venir dîner au château; mais M. Larreau avait déclaré tout net qu'il ne voulait plus avoir de rapport avec le prêtre, et Mme de Manteigney en avait pris son parti, fort heureuse au fond de trouver un prétexte pour fuir ce pauvre homme, dont la présence lui rappelait d'une manière insupportable son absurde expédition et tous les embarras qui en avaient été la conséquence.

XXXV.

Le curé de Grand-Fort-le-Haut était en train de déjeuner d'un artichaut cru saupoudré de poivre et de sel lorsqu'entra l'abbé Desvialle, après avoir légèrement frappé à la porte. Le curé se leva, et se retournant avec gravité vers le nouveau-venu : — Que désirez-vous, monsieur l'abbé?

L'envoyé de l'archevêque fut un instant décontenancé par l'aspect de ce personnage grave et digne, presque imposant. Ce n'était pas là l'homme qu'il pensait rencontrer. On fait le portrait des gens suivant les qualités et les défauts qu'on leur suppose, et l'abbé Desvialle croyait trouver dans le curé du village un petit homme actif, nerveux, aux yeux clignotans, aux lèvres minces, aux pommettes colorées : il comptait sur un accueil empressé, il connaissait ce type d'hommes et savait comment il fallait agir avec eux; mais en face de cette physionomie loyale et triste, de ces grands yeux limpides qui le regardaient en face, de cette simplicité un peu hautaine, il comprit qu'il avait devant lui un homme avec lequel on devait compter.

Il n'y avait pas d'ailleurs que la personne du cure qui l'étonnât; l'intérieur de cette pauvre maison révélait une vie tellement en dehors de toute ambition, de tout comfortable, de toute faiblesse humaine, une existence toute remplie de ces vertus austères que l'élégant abbé estimait d'autant plus qu'il y était plus étranger... Il regarda l'artichaut à moitié dépouillé de ses feuilles, et se rappelant la béquille de Sixte-Quint : — J'ai grand regret, monsieur le curé, de n'avoir point dîné avec vous au château, ainsi que je l'avais espéré. Je souhaitais très vivement vous entretenir.

— Il ne m'a été adressé aucune invitation au sujet du dîner dont vous me parlez, monsieur; dans tous les cas, il m'eût été impossible d'accepter.

— J'avais cru comprendre que Mme la comtesse comptait sur votre présence.

— Vous vous êtes mépris, monsieur. Donnez-vous la peine de vous asseoir.

Voilà un intrigant qui n'est pas le premier venu, pensa l'abbé Desvialle en s'asseyant, et immédiatement il fit une grimace involontaire qu'il réprima presque aussitôt, ne voulant pas laisser paraître la sensation désagréable et inaccoutumée que lui causait le contact un peu trop rude des siéges du presbytère.

— Monsieur le curé, reprit-il, j'ai profité d'une visite que j'avais à faire au château pour frapper à votre porte. Ma démarche, je me hâte de vous le dire, n'a rien d'officiel. Je serais très désireux d'avoir votre avis sur les événemens très singuliers qui se sont passés dans votre paroisse, et qui, vous ne l'ignorez pas, ont eu un retentissement immense. L'estime où l'on vous a toujours tenu à l'archevêché fait que l'on attache une grande importance à votre opinion sur cette affaire, dans l'appréciation de laquelle il faut agir avec la plus scrupuleuse circonspection. Encore une fois ce n'est point une enquête que je viens faire; ma démarche, je vous le répète, est tout officieuse, et je voudrais que vous en fussiez bien convaincu.

L'abbé Roche, toujours impassible, regardait en face son interlocuteur, qui, malgré son aisance ordinaire, se sentait un peu gêné par la fixité de ce regard. — A qui ai-je l'honneur de parler? dit enfin le curé.

— C'est juste, j'ai oublié de m'annoncer moi-même, et je vous prie de m'excuser. Je suis l'abbé Desvialle; peut-être mon nom est-il venu jusqu'à vous?

— Jamais, monsieur.

— Monseigneur daigne m'accorder sa confiance et son amitié,... et mon désir d'avoir votre opinion sur cette apparition de la Croix-Blanche n'est que l'écho de celui de votre archevêque, monsieur le curé.

— Interrogez-moi, ainsi que monseigneur vous a ordonné de le faire.

— Vous donnez à ma visite un caractère qui n'est pas celui que je souhaitais lui conserver; mais j'agirai comme bon vous semble. Je vous demanderai donc, monsieur, si vous avez une raison pour reconnaître à l'apparition dont tout le monde parle un caractère surnaturel.

— J'affirme que tous ces faits, qui en dépit de moi ont eu un retentissement que je déplore, n'ont rien de surnaturel.

— C'est répondre nettement. Je suppose alors que vous pouvez expliquer ce prétendu miracle, et qu'aucun des détails de cette affaire ne vous est inconnu?

— Oui, monsieur l'abbé.

— Et pourriez-vous me dire ce que vous en savez?

— Non, monsieur, cela m'est impossible.

Les deux prêtres se regardèrent en face pendant un instant.

— Vous ne pouvez pas ou vous ne voulez pas, monsieur le curé?

— Je ne peux et ne veux.

— Songez que la chose est fort grave.

— Je le sais.

— Et que monseigneur...

— Vous n'êtes point mon évêque, monsieur l'abbé.

— Que monseigneur, dis-je, peut vous ordonner de parler, vous obliger à des aveux complets.

— C'est à lui de me donner verbalement ses ordres, et c'est à moi de juger dans quelles limites ma conscience me permet d'obéir.

— Vous le prenez de bien haut, monsieur le curé!

— Et vous de bien bas, monsieur, en vous imaginant que la crainte pourrait me faire dire ce que j'ai résolu de taire.

L'abbé Desvialle était l'homme des délicatesses, des précautions oratoires : il était habile à persuader par la douceur, il se plaisait aux finesses diplomatiques; mais en face de cette barre d'acier il se sentait mal à l'aise, et cette fermeté si simple l'intimidait vraiment un peu. Il continua : — Les paroles qui viennent de vous échapper ne seront pas redites à monseigneur, je vous l'affirme. Vous êtes trop évidemment sous l'empire d'une agitation...

— Je suis très calme, et je n'ai dit que ce que je voulais dire.

— Mais enfin vous n'avez donc pas songé aux conséquences déplorables que pourrait entraîner pour notre sainte religion cette inqualifiable affaire? Ne savez-vous pas que les journaux s'en sont emparés, qu'à l'heure qu'il est tout se discute, s'analyse, s'épluche, se dénature?

— Je sais tout cela, et j'ai été le premier à en souffrir.

— Il y avait pourtant un moyen infaillible pour calmer ce vacarme; il consistait à expliquer publiquement, loyalement, les faits naturels qui avaient donné lieu à ce malheureux événement.

— Je ne pouvais rien expliquer.

— Voyons, mon cher curé, dit alors l'abbé Desvialle en avançant sa chaise, parlons à cœur ouvert. Sans doute vous êtes prévenu contre moi. Faut-il vous répéter encore que mes intentions sont entièrement amicales, que votre fermeté m'intéresse, que j'ai le désir le plus vrai de concilier toute chose. Parlez-moi franchement, dites-moi ce que vous savez; songez que l'honneur du clergé est engagé dans cette affaire, que votre résistance peut fournir une arme dangereuse aux ennemis trop nombreux de la religion; songez enfin que monseigneur est navré de tout ce qui arrive... Vous ne me répondez pas? Vous devriez comprendre cependant que je viens vous tendre la main, que je veux trouver un moyen de vous tirer d'un

mauvais pas. Ignorez-vous que votre conduite est interprétée d'une façon fâcheuse? Je n'ai point été au-devant des renseignemens, ils sont venus me trouver. Or nous savons, à n'en pas douter, que durant cette nuit du miracle, comme disent vos paroissiens, vous étiez en promenade dans la montagne. Pour quel motif? Je le crois parfaitement honorable, ce motif; mais enfin quel est-il? On m'a même remis un... — il n'y a point de détails insignifians dans une semblable affaire, — on m'a remis un mouchoir de poche trouvé près de la Croix-Blanche, sous des sapins, où un âne, qui n'est autre que celui de votre gouvernante, m'a-t-on dit, avait été attaché. — Le curé ne put retenir un tressaillement que remarqua son juge. — Que voulez-vous que je réponde aux gens qui ont la hardiesse de prétendre que ce mouchoir de poche ressemble beaucoup à ceux dont vous faites usage? Voici ce mouchoir encore enveloppé du papier dans lequel on me l'a remis. Lisez ce qui est écrit sur ce papier, et jugez vous-même combien sont malveillantes les interprétations, combien il est indispensable de faire cesser tous ces bruits, d'éclairer toute cette affaire...

L'abbé Roche, nous l'avons dit, était d'autant plus calme et ferme que le danger était plus grand. A mesure qu'il se voyait plus complétement perdu, il sentait croître en lui le sentiment de sa dignité. Il répondit sans hésitation : — Ce mouchoir est à moi.

— Mais alors l'histoire de cet enfant transporté par vous au milieu de la nuit, l'accouchement de cette malheureuse fille mourant sans confession en mettant au monde le fruit de sa faute, ne seraient donc pas des fables?

— Ce ne sont pas des fables.

— Il faut donc prendre à la lettre tout ce que l'on raconte sur vous, monsieur le curé; vous ne redoutez pas le scandale, à ce qu'il paraît? Faut-il vous rappeler la vente d'une relique appartenant à votre église, vente dont la publicité?...

L'abbé Roche pâlit, et se levant tout à coup : — Cela est une infamie, celui qui a dit cela est un misérable!...

L'envoyé de l'archevêque se recula de deux pas, et parlant avec d'autant plus de calme qu'il était moins rassuré : — Évitez ces violences, monsieur le curé, elles ne sauraient qu'aggraver votre situation. Songez que l'acquéreur de cette relique, de cette précieuse statuette, appartient à un monde où il n'y a pas, où il ne peut y avoir de misérables. J'ai eu l'honneur de rencontrer souvent le vicomte Claudius, et je ne...

— Tant pis pour vous, monsieur, tant pis... C'est lui qui m'a menti, qui m'a trompé, qui a volé notre pauvre église; il a ramassé des débris épars dans un coin, et il m'a dit : « Donnez-moi cela,

cela n'a aucune valeur. » Je l'ai cru, et il a tout emporté. Voilà la vérité, monsieur.

— Ce n'est point ce qu'il raconte,... que faut-il croire? ajouta l'envoyé archiépiscopal avec un sourire très fin.

— Comptez-vous pour rien ma parole, monsieur? murmura l'abbé Roche d'une voix étouffée.

— Ah! sans aucun doute, en toute autre circonstance, la parole d'un curé est d'un grand poids; mais vous vous êtes mis dans une situation telle que pour le moment, vous en conviendrez, on ne peut avoir une absolue confiance en vous... On peut craindre, veux-je dire, que votre mémoire soit en défaut. Restez calme, je vous en prie, cela est dans votre intérêt.

Le visage du curé était celui d'un malheureux qu'un désastre accable tout à coup. Il croisa ses bras sur sa poitrine, se rassit et resta immobile. De grosses gouttes de sueur coulaient de son front.

Quoique l'opinion de l'abbé Desvialle fût parfaitement nette au sujet de l'homme qu'il avait devant lui, il fut vraiment touché par l'angoisse terrible qu'exprimait la figure du curé. — Le malheureux, pensa-t-il, s'est jeté tête baissée dans cette aventure, l'ambition lui aura tourné la tête, il se sera cru de force à refaire une Salette... C'est pourtant un homme d'énergie, mais cela ne suffit pas. — Il reprit avec une certaine douceur : — Ne tentez pas une résistance inutile, monsieur le curé, vous seriez brisé. Il faut, vous le comprenez, que ces jongleries cessent. Allez sans tarder vous jeter aux pieds de monseigneur, implorer son indulgence paternelle. Quant à moi, je ne veux plus savoir quel est le rôle que vous avez joué dans cette déplorable affaire; je ferme les yeux, je me bouche les oreilles. Si coupable que vous soyez, si oublieux de vos devoirs de prêtre, de votre dignité...

— Mais qui vous donne le droit de me juger? s'écria le curé. Qui vous donne le droit de forcer ma porte et de m'injurier ainsi? Votre travail n'est-il pas terminé, monsieur?

A son tour, l'abbé Desvialle devint fort pâle, et changeant de ton: — Je peux vous dire maintenant, monsieur, que je suis ici par l'ordre exprès de monseigneur, qui dans sa prudence n'a point voulu commencer une enquête avant d'avoir fait étudier la question. Vous m'assurez vous-même que ce premier travail est terminé; il ne me reste donc plus qu'à vous lire le contenu de cette lettre, qui tout entière est écrite de la main de monseigneur.

L'abbé Desvialle tira de sa poche un papier plié en quatre, et, l'ayant ouvert avec cette aisance dont la Comédie-Française a conservé le secret, lut ces simples mots : « Au jour et à l'heure indiqués

par l'abbé Desvialle, à qui je donne ici mes pleins pouvoirs, le curé de Grand-Fort-le-Haut partira immédiatement sans retard, et se rendra à l'archevêché. » — Cette lettre est signée, comme vous pouvez le voir vous-même.

— J'obéirai à mon archevêque, monsieur.

— Il est préférable pour vous,... pour tout le monde, que votre départ ne soit pas trop remarqué. Vous pourriez quitter le pays cette nuit par exemple, vous avez la journée pour mettre vos affaires en ordre. En partant à pied vers dix heures du soir, vous pouvez arriver à Virez assez tôt pour prendre la voiture qui y passe, je crois, à onze heures. Je ne sais ce que décidera de vous monseigneur, mais je vous conseille de disposer toute chose pour une absence qui peut se prolonger.

— C'est bien, monsieur.

— Vous me désolez, monsieur le curé, vous me désolez vraiment.

— Je vous salue.

— Dieu vous garde.

XXXVI.

Le soir était venu. La mère Hilaire, agenouillée au milieu de la chambre, entassait dans une grande malle les livres et les vêtemens de son curé. De temps en temps, elle s'arrêtait, s'essuyait silencieusement les yeux, et reprenait son travail. — Monsieur le curé, dit-elle timidement et sans se retourner pour ne pas laisser voir ses yeux rouges et son visage ému, monsieur le curé, as-tu pris des bas de laine?

L'abbé Roche, qui achevait de boucler une petite valise semblable à celles que les cavaliers emportaient autrefois en croupe, parut ne pas avoir très bien compris la question de la bonne femme. — C'est très bien, dit-il, c'est très bien.

Et la mère Hilaire n'osa plus rien dire.

Cependant le prêtre prit le flambeau, s'approcha du crucifix qui était contre la muraille, et, l'ayant décroché, il le posa sur la table et enleva soigneusement la poussière logée dans les coins. Lorsqu'il eut fini, il approcha le crucifix de son visage comme pour l'examiner de plus près, et il l'embrassa sans bruit tandis que la mère Hilaire tournait le dos; puis il essuya l'ivoire à plusieurs reprises, croyant sans doute l'avoir souillé par le contact de ses lèvres. Il alla ensuite prendre dans la grande malle une serviette bien blanche, enveloppa le crucifix dans cette serviette, fit joindre les bords et tenta de les fixer avec des épingles; mais comme ses mains tremblaient et que ses yeux, tout pleins de grosses larmes, ne pouvaient distinguer

nettement, il dit à sa gouvernante d'une voix qu'il s'efforçait de rendre calme : — Mère Hilaire, veux-tu mettre ces épingles? Je n'en viendrai pas à bout avec mes gros doigts.

Tandis que la vieille exécutait ce dont on l'avait priée, l'abbé Roche s'asseyait devant la petite table, prenait une feuille de papier, et il écrivait : — Madame la comtesse, vous avez trouvé mon christ en ivoire digne d'attention ; permettez-moi de...

Il froissa la lettre, et sur une autre feuille il écrivit de nouveau : — Madame la comtesse...

Il resta quelques instans les yeux fixés sur ces mots, puis se levant et s'approchant de sa gouvernante : — Mère Hilaire, demain matin tu iras au château.

— Oui, monsieur le curé.

— Tu demanderas à parler à la comtesse en particulier, et tu lui remettras ce crucifix. Tu lui diras que cela vient de ma part.

— Tu ne l'emporteras donc pas avec toi, monsieur le curé? Cela te fera pourtant bien de la peine de ne plus l'avoir, mon enfant. Elle n'en a pas besoin.

— Tu feras ce que je te dis de faire, n'est-ce pas?

— C'est bien sûr que je le ferai ; mais quand tu reviendras et que tu ne le retrouveras plus...

— Je ne reviendrai peut-être pas tout de suite, cela dépendra de ce que monseigneur...

— Oui, oui. Si monseigneur te donnait une autre cure que celle-ci par exemple?

— Peut-être, oui.

— Tu n'es plus bien ici ; le pays ne vaut plus rien pour toi. Je ne sais pas ce qu'on a mis dans la tête de ces gens-là, mais ils ne valent plus grand' chose ; c'est des ingrats et des malheureux, tous... oui, tous. Je les ai entendus, je les connais, Dieu les punira. Ils t'ont fait souffrir ; ils t'ont rendu malheureux! Ah! monseigneur sait tout cela, j'en suis sûre ; il te donnera une autre cure, et j'irai te retrouver,.. et nous recommencerons. Tu seras demain à l'archevêché ; tu m'écriras tout de suite, et je partirai avec les malles. Si nous allons loin, eh bien! tant mieux, les gens de par là seront peut-être meilleurs que ceux-ci... Tu m'écriras en arrivant... rien qu'un mot : Mère Hilaire, viens. Je n'en demande pas plus. Ah! si je pouvais partir avec toi! mais tu as raison, monsieur le curé, je te gênerais, mon enfant, les anciens comme moi ne savent plus marcher.

La pauvre femme parlait avec une animation croissante, hachant ses phrases, s'interrompant tout à coup... Elle tournait autour du prêtre, s'inquiétant, l'entourant comme une mère qui va se séparer de son enfant, et pour se rapprocher de lui une fois encore, le frôler,

le caresser de ses vieilles mains, elle se mit, ne trouvant d'autre prétexte, à brosser longuement sa soutane. Elle se disait en faisant cela : — Si je n'allais plus le revoir, mon Dieu, si je n'allais plus le revoir ! — Tu sais, reprit-elle, que j'ai mis dans ta valise une cinquantaine d'écus qui te restent. J'avais économisé cela sur ta dépense. Je ne te l'ai pas dit parce que tu me les aurais demandés, et tu les aurais donnés à ces gueux-là. Tes cinquante écus sont dans le coin à gauche, entortillés dans les mouchoirs.

Et elle demandait pardon à Dieu de mentir ainsi, car cet argent était bien à elle; mais comment laisser son enfant partir sans un sou?

Le curé était immobile, regardant toujours le linge sous lequel était le crucifix. Les paroles de la bonne femme donnaient à sa douleur un autre cours, et il murmurait : — Merci, la mère, merci, la bonne mère.

— C'est un petit voyage, ce n'est pas autre chose ; mais tu vas marcher vite, tu auras grand chaud. En arrivant à Virez, tu demanderas à l'auberge un bon verre de vin chaud;... tu me le promets, monsieur le curé?... Et tu prendras un coin... pas dans la rotonde, dans l'intérieur, n'est-ce pas? dans l'intérieur...

Lentement le prêtre s'était retourné vers elle, il l'avait entourée de ses bras, et tous deux éclataient en sanglots : — Je suis malheureux, ma bonne, disait-il;... ne m'oublie pas, je n'ai que toi... prie pour moi,.. je suis bien malheureux.

Il se redressa tout à coup, et, regardant sa grosse montre : — Il est dix heures, il faut partir, pour ne point manquer la voiture.

— Bien sûr, mon enfant, bien sûr, il faut partir.

Elle courut à une armoire, prit un verre, y versa du vin d'une main tremblante, et, pleurant, souriant tout à la fois, elle apporta le verre. — Bois cela, bois cela... Maintenant va, va vite. — Elle lui mit son manteau sur le bras, lui donna sa petite valise et sa canne. —Marche sans te retourner,... tu m'écriras; je t'aime, mon enfant, je t'aime. Que Dieu et la sainte Vierge te protégent et t'accompagnent ! Tu m'écriras... demain soir?

— Demain soir.

Elle lui avait pris la main une dernière fois, et, tout en embrassant cette main sans qu'il songeât à s'en défendre, elle disait : — Excuse-moi, monsieur le curé, excuse-moi.

Il partit. L'air était lourd ; une pluie fine et pénétrante commençait à tomber. L'abbé Roche regarda le vieux clocher, le porche sombre, et ôta son chapeau comme s'il eût salué son passé. Alors il s'engagea dans le sentier qui descend derrière le village. Ce n'était pas un départ, c'était une fuite. On lui avait ordonné de ne point éveiller l'attention, et il obéissait en tournant le village. Du cabaret

s'échappait le bruit des voix confuses des buveurs attardés; il marcha plus vite. Lorsqu'il fut près du château, il entendit le piaffement des chevaux, et, par la grande porte restée ouverte, il aperçut à la lueur des lanternes des valets débarrassant de ses caisses une voiture de voyage. C'était celle du comte de Manteigney, qui venait de rentrer dans le château de ses pères.

Tant qu'il avait été dans le voisinage de Grand-Fort, l'abbé Roche, songeant surtout à éviter toute rencontre, avait marché d'un pas ferme et s'était senti courageux; mais lorsqu'il fut descendu dans la vallée, qu'il se trouva seul, chassé par le vent et la pluie, qu'il aperçut au-dessus de sa tête ces longs nuages sombres qui lui donnaient l'exemple de la fuite et semblaient vouloir l'entraîner avec eux, il sentit ses jambes fléchir, le désespoir s'emparer de lui, et, s'enveloppant plus étroitement dans son manteau, il s'assit sur une pierre.

La montagne était noire, cette chère montagne qu'il avait tant aimée et si souvent parcourue. C'était là-bas que le torrent courait sous les sapins, là qu'était le village, l'église, le presbytère, où la mère Hilaire pleurait en songeant à lui, se disant : « Où est-il maintenant, où est-il ? » Et plus loin, vers la gauche, dans ce vieux château dont la silhouette se détachait à peine sur ce triste ciel, la comtesse chantant au piano ou bien causant et riant... On apercevait de loin les fenêtres éclairées. Il la sentait, il la revoyait coquette, folle, étrange, étalée dans le grand fauteuil comme au jour de sa première visite, puis, inquiète, passionnée, l'implorant, se confessant à lui,... et aussi le tirant par la manche et murmurant :
— J'ai peur, monsieur le curé; qu'est-ce que je vois là-bas? j'ai peur!

Que faisait-elle, que disait-elle maintenant? Depuis longtemps, il ne l'avait pas vue! pas un mot! Elle ne se souvenait plus; mais lui ne pouvait oublier, ni l'ivresse, ni les injures, ni la honte, ni rien, rien! Il se leva, reprit sa valise et continua sa marche.

— Eh! là-bas, qu'est-ce qui est là? cria une voix; vous allez tomber dans les tranchées!

Le prêtre aperçut alors un homme muni d'une lanterne et marchant vers lui. — Tiens, c'est vous, monsieur le curé, fit le père Loursière lorsqu'il fut à trois pas, et que faites-vous par un temps pareil au milieu des travaux?

— Je vais à mes affaires, et vous, que faites-vous donc?

— Moi, je suis comme vous, monsieur le curé, je m'occupe de mes affaires, puisque je suis gardien de la source.

— Vous avez raison, fit l'abbé en s'efforçant de parler avec douceur, excusez-moi, je vous ai parlé durement, mais je suis pressé;

je vais rejoindre à Virez la voiture qui passe à onze heures et demie.

— Ma foi, monsieur le curé, vous n'avez pas tort de faire un petit voyage; pendant ce temps-là, les têtes se calmeront. (Il ricana dans sa barbe rousse.) Le pays n'est guère bien disposé pour vous en ce moment-ci! Quand les langues se mettent à jaser, ce n'est pas pour un peu... On a bien dit que vous aviez fait un enfant à ma pauvre fille défunte! Moi, qui ne m'en étais jamais douté! Ah! vous faites bien de voyager un peu...

— Mais c'est une infamie, s'écria le curé, vous le savez bien, Loursière.

— Dame, je crois bien qu'ils exagèrent tout de même un peu.

— Comment, malheureux, vous croyez! mais osez donc dire la vérité. Vous savez parfaitement qui est le père de l'enfant. Oubliez-vous que je vous ai payé moi-même votre silence...

— Ma foi, je ne me souviens pas, monsieur le curé. Quand on devient vieux, la mémoire se perd. D'ailleurs je n'ai plus le temps de songer à tout cela. M. Larreau m'a nommé gardien de la source, et je garde la source. Je veux être pendu si on en prend seulement un verre sans mon consentement. En dehors de ce que me dit M. Larreau, je ne me souviens plus de rien. Je ne vous ai pas entendu venir, j'étais dans ma boutique, occupé à ouvrir une caisse de chapelets qui m'est arrivée aujourd'hui... Vous partez comme cela tout de suite, monsieur le curé? Prenez garde, vous allez tomber dans les tuyaux.

— Oui, répondit le prêtre, qui avait déjà fait quelques pas.

Quand l'abbé Roche fut un peu loin, Loursière murmura : — En voilà un que je ne regrette pas! un calotin de moins, c'est toujours cela; puis, élevant la voix : — Bon voyage, monsieur le curé, bon voyage!

XXXVII.

Tout le monde sait combien fut rapide et brillant le succès des eaux de Manteigney. — Si l'on compare l'état actuel de ce pays à ce qu'il était primitivement, on est vraiment émerveillé de cette transformation miraculeuse. « C'est qu'en effet, messieurs, comme le disait il y a quelques jours le comte de Manteigney lui-même dans une assemblée de comice agricole, l'industrie moderne offre à l'activité humaine des horizons nouveaux dont l'immensité eût autrefois donné le vertige. Le génie de l'homme commence seulement à ouvrir ses ailes, messieurs. La terre domptée livre ses trésors; les montagnes s'aplanissent et s'affaissent, les précipices se comblent, les obstacles se brisent et s'évanouissent. Le progrès

frappe le rocher de son pied divin, et tout à coup s'élance cette trinité féconde qu'à un certain point de vue je pourrais dire sainte, et qui symbolise glorieusement l'avenir des sociétés modernes, j'entends la science, l'art et le capital... » Je cite ce passage parce qu'il obtint un grand succès, et que je le trouve reproduit en beaucoup d'endroits. Comme vous pouvez le voir, le comte de Manteigney, rentré peu à peu dans la vie saine et sérieuse, songe à mettre au service de son pays des facultés politiques et morales qui jusqu'alors sommeillaient en lui; mais parlons des autres prodiges obtenus par les efforts de M. Larreau.

Une grande partie de la vallée s'est transformée en un vaste parc émaillé de chalets comfortables et d'un goût exquis. Ces innombrables petites bonbonnières, cachées dans la verdure, avec leurs stores roses ou bleus, leurs vases rouges, leur petit parterre embaumé, leur mignon jet d'eau, leur bassin limpide, produisent un effet adorable. De tous côtés, des travaux d'art se sont élevés comme par enchantement, et des surprises aussi variées que délicates attendent le promeneur à chaque détour des allées : ici un tombeau égyptien occupé par un pâtissier, là un temple de Vesta sous les colonnes duquel attendent incessamment de charmantes ânesses coquettement sellées. Là-bas, c'est le Parthénon lui-même admirablement reproduit en simili-marbre et offrant aux amateurs gymnase, salle d'armes et de boxe, tir au pistolet, billards anglais et toupies hollandaises. — Au-dessus de cette frise immortelle du divin Phidias, on a construit une colossale vérandah qui, tout en complétant l'édifice ancien, forme le plus vaste atelier photographique qui soit probablement au monde. Un prodigieux casino, copié sur celui d'Arcachon, éblouissant par la pureté de ses formes orientales et la richesse de ses dômes, occupe le centre de ce paradis terrestre, où les élégances et les délicatesses de la grande vie parisienne se trouvent dans un milieu fait pour elles seules : salles de concert, salons de lecture avec bibliothèque, salons de jeu, télégraphe électrique communiquant avec la France entière et vous donnant les nouvelles au moment même où elles éclosent; il n'est pas un scandale, un cours de la bourse, un vote des chambres, un jugement quelconque dans un procès un peu piquant, dont Manteigney n'ait la primeur. La salle de spectacle, où les artistes les plus célèbres tiennent à honneur de se faire entendre, est admirable d'aménagement. Comme architecture, elle est véritablement au-dessus de toute critique et correspond à ce culte ardent pour l'art qui distingue notre féconde époque. Le monument, isolé à l'extrémité de la grande pelouse, offre dans chacune de ses quatre façades un spécimen aussi complet que possible des architectures les plus à la mode. L'une de ces façades est japo-

naise, l'autre semble une des restitutions les plus réussies de l'art étrusque. Le style du moyen âge et celui de la renaissance règnent sur les deux autres faces. Ajoutons que tous les ornemens, sculptures et saillies de ce monument, exécutés en tôle repoussée et peints de couleurs diverses, peuvent être démontés avec une extrême facilité et remontés ensuite, ce qui donne lieu aux combinaisons les plus étonnantes, les plus instructives et parfois les plus heureuses. L'idée est de M. Larreau.

Quant à l'établissement des eaux, il passe avec raison pour être l'idéal du genre, et offre à la science les modes de traitement les plus variés et les plus nouveaux : douches suédoises, immersions polonaises, bains égyptiens, lotions malaises, piscines romaines en marbre, galeries d'inhalations, salles de pulvérisation, buvettes orientales... Vichy, Luchon, Plombières et Baréges réunis ensemble ne pourraient fournir un matériel aussi complet. Le médecin de Virez, que nous avions aperçu un soir coiffé d'une casquette, ne quitte plus maintenant l'habit noir et la cravate blanche, ayant été nommé sous-inspecteur de ces eaux, dont le docteur Blavoux, médecin homéopathe de Paris, a bien voulu, sur l'invitation de l'archevêque, accepter la direction honoraire. De nouvelles et colossales constructions vont ajouter encore à la splendeur de cet établissement thermal, qui défie déjà toute concurrence. Un gazomètre construit sur les plans d'un ingénieur anglais permet d'éclairer les routes, le parc, les chalets, le casino, l'établissement, le pays tout entier.

La source primitive, quoique fort importante, eût été insuffisante pour fournir à tous les besoins ; mais d'autres sources minérales d'une richesse incalculable n'ont pu échapper longtemps aux recherches des savans et des médecins. Nous les comptons au nombre de cinq pour le moment : la source de Monseigneur, la source Larreau, la source Jean, celle de Madame, dont les bienfaits n'ont point permis que le nom de Manteigney restât sans héritier, enfin la source Saint-Joseph, la première et la moins estimée de toutes. Je ne parle pas de la buvette Claudius et de la buvette Desvialle, qui sont alimentées l'une par la source Larreau, l'autre par la source Jean.

Ce qui fait en somme de Manteigney une station thermale unique en Europe, c'est, outre l'excellence de ses eaux, la beauté originale du pays, la pureté de l'air, la réunion de tous les plaisirs dans une délicieuse vallée, c'est enfin l'exquise distinction du public qui s'y donne rendez-vous. En cela, les événemens aidèrent puissamment M. Larreau. Les premiers baigneurs qui arrivèrent à Manteigney, avant même que les tuyaux fussent entièrement posés, étaient des

amis du comte, et appartenaient à l'élite de la société parisienne. Gens de plaisir, artistes, hommes de lettres, amateurs,... ils furent reçus au château. On y but quelque peu d'eau, énormément de vin de Champagne; on y organisa des fêtes étourdissantes. Narboy voulut y signer son dernier roman, qu'il dédia à la comtesse. On y organisa des chasses, des courses, avec un sans-façon tout montagnard; des ducs et des marquis préparèrent de leurs mains des feux d'artifice, tandis que les journaux de Paris ouvraient leurs colonnes à un écho de Manteigney bourré de charmantes indiscrétions. Ce fut là le commencement, — admirable réclame dont Larreau sut tirer parti. A la saison suivante, on s'arrachait les chalets, et le succès des eaux était assuré. Le bruit circule, je ne le cache pas, que M. Larreau ne fournit pas seul aux dépenses énormes qu'a nécessitées un pareil coup de baguette. Il est commandité, assure-t-on, par de très gros et très puissans personnages, dont nous croyons devoir taire le nom. D'ailleurs qu'importent ces rumeurs? L'œuvre est admirable.

La fameuse apparition, cause première de ce succès sans précédens, n'est point oubliée complétement; mais il semble qu'elle ait vieilli d'un siècle : elle n'existe plus maintenant qu'à l'état de légende confuse, que l'on se raconte en souriant lorsqu'on va déjeuner à l'ermitage de la Croix-Blanche. On a construit à l'endroit même du miracle un petit restaurant rustique dont la terrasse, formée de simples troncs de sapin, s'avance au-dessus du sentier et le couvre comme d'un toit. De cette terrasse, où les dames s'installent pour déjeuner au grand air, la vue est admirable. Loursière, qui tient ce restaurant de la montagne, a une cave parfaitement montée, et possède un chef qui excelle dans la composition de certains mets. Quand vous irez, demandez un poulet renaissance ou simplement une manteignaise aux champignons, et vous m'en direz des nouvelles. Pour achever de peindre la régénération morale et physique de ce pays, il faut dire que le village de Grand-Fort-le-Haut a complétement changé d'aspect. Rebâti en l'espace de deux années sur un plan régulier, il ressemble un peu aux cités ouvrières anglaises; brique et fonte, tels sont les matériaux que Larreau a voulu employer dans la construction de ces maisons saines, symétriques, offrant à chaque famille une demeure confortable, presque élégante, en rapport avec les mœurs nouvelles du pays. Le bien-être s'est répandu dans la montagne, il n'est plus maintenant un seul paysan qui ne soit guide, loueur d'ânes, baigneur ou valet de chiens, et ils ont si rapidement pris goût à leur vie nouvelle qu'en passant dans le nouveau village on se croirait transporté dans quelque faubourg embelli de la capitale.

La livrée des garçons baigneurs est fort simple : grise et bleue, d'une coupe élégante et d'un usage commode. Celle des guides est naturellement plus éclatante sans cesser d'être d'un goût parfait. De temps en temps, la comtesse ou l'une de ces dames ajoute un pompon par ci, un liseré par là, mais sans changer pour cela l'aspect du modèle primitif, dont Vernon lui-même voulut exécuter le dessin. Quant à l'uniforme de chasse, il est fort particulier. Messieurs les actionnaires ont pensé avec raison que la botte forte et le chapeau à cornes seraient gênans au milieu des rochers; ils ont donc adopté le costume écossais; on ne saurait s'imaginer combien cela est charmant.

Bien entendu, la vieille église du village, fort curieuse sans doute, mais impossible à conserver dans un milieu semblable, a été rasée et réédifiée en un printemps, et l'abbé Desvialle a bien voulu en être nommé curé, à la condition expresse que son premier vicaire pourrait le remplacer pendant ses absences. C'est dans cette église neuve, parfaitement appropriée aux exigences du public délicat qui s'y donne rendez-vous, que s'exécutent les fameux concerts spirituels dont la réputation est européenne; mais je m'arrête dans cette trop longue énumération : après avoir parlé des choses, qu'il me soit permis de dire un mot des hommes. Le comte de Manteigney, qui avait voulu rester étranger aux premiers efforts de son beau-père, qui protesta même par son absence prolongée contre l'apparition, fut vivement frappé lorsqu'il constata par ses yeux les premiers bienfaits de l'entreprise. Il comprit alors tout à coup ce que réservait l'avenir, les bénéfices énormes que lui procurerait l'exploitation de ce merveilleux établissement. Sagement conseillé par son beau-père, qui voyait de loin et de haut, comme on sait, il entra peu à peu dans l'étude de l'affaire, fut l'intermédiaire officieux entre Larreau et les divers personnages qui voulaient se joindre à lui. Les écuries du haras s'achevaient activement, les manéges de dressage s'organisaient sous sa direction, il se sentait un but précis dans la vie. Il était mis en rapport avec le ministre, qui, fort désireux d'attirer à lui un homme dont le nom avait une grande autorité dans le département, l'accueillait avec une sympathie pleine de considération. Le préfet achevait la conquête du comte, et un beau matin M. de Manteigney jetait un regard d'étonnement et d'indignation sur sa vie passée. Il était à l'âge d'ailleurs où les premières ambitions commencent à germer dans l'esprit. Il n'avait vu jusqu'alors dans son beau-père qu'un enrichi vulgaire, un homme de rien, dont il était séparé par un abîme. Il se demanda pour la première fois si par hasard le père de sa femme n'était pas tout simplement un homme de génie. Il voulut en avoir

le cœur net; il lui adressa d'abord quelques questions vagues sur ses projets, ses moyens d'action, et il fut émerveillé par la finesse, la pénétration, la sûreté de coup d'œil de ce capitaliste incomparable qu'il avait méconnu. A mesure qu'il entrait plus avant dans l'intimité de l'ancien marchand de robinets, il était tout surpris de se trouver avec lui en parfaite communauté d'idées. Ce qu'il rêvait confusément, son beau-père le lui traduisait en termes précis, nets, pratiques. — Laissez-moi faire, mon cher Jean, disait Larreau en s'appuyant sur le bras de son gendre, prêtez-moi seulement la sanction morale de votre nom, et je serai l'ouvrier de votre bonheur et de votre fortune. Vous pouvez et vous devez arriver à tout, mon cher ami, vous n'avez qu'à me laisser faire. Manteigney sera demain le véritable centre du département; jugez-en par les visites fréquentes du préfet, par les gracieusetés de l'archevêché. N'est-il pas clair que tout le monde devine la puissance énorme dont nous allons disposer? Restez calme et froid, comme il convient à un homme de votre naissance. Par vos façons, par... permettez-moi d'entrer dans ces détails, par votre costume lui-même, inspirez la confiance, attirez-vous des sympathies. Que de fortunes politiques ont été brisées par de simples questions de cravate!

— Vous n'avez pas tout à fait tort.

— Ne perdez pas de vue l'atelier Vernon.

— Oh! Vernon est...

— Pour moi, Vernon est un fripon. Puisque l'occasion se présente, je ne suis pas fâché de vous le dire franchement; mais enfin c'est un habile gaillard. Si l'homme ne vaut rien, les moyens qu'il emploie n'en sont pas moins excellens, et je ne vois pas pourquoi les gens honnêtes se priveraient de ces moyens d'action, qui sont à l'heure qu'il est les seuls efficaces. Qu'est-ce qu'on demande maintenant à l'homme qui veut être un centre, un pivot? On lui demande d'être aimable, amusant, vrai, sincère, dût-il, par suite de cette sincérité d'impression, se modifier complétement à mesure qu'autour de lui les circonstances, le milieu, les idées, changent de couleurs et de face. On n'est pivot de quelque chose qu'à condition de tourner avec le reste, mon cher. Le pitoyable est de ne pas tourner assez vite, de manquer d'agilité, de craquer comme un vieux pressoir, finalement d'être brisé par cette même force qui devait vous maintenir debout. Je ne veux pas dire qu'il faille pour cela faire abstraction de ses goûts et de son individualité. Vous aimez les chevaux par exemple, et vous voulez, en faisant courir, gagner beaucoup d'argent : rien de mieux; mais colorez la chose, présentez cela sous un côté social, parlez du libre-échange international, de l'initiative gouvernementale, faites-en au besoin une question dynastique. Personne ne sera

dupe de vos théories; vous n'en inspirerez pas moins de la confiance. On se dira : Voilà un homme qui sait notre langue, on peut compter sur lui.

— Au fait, c'est vrai, il faut se donner une teinture de tout cela.

— Pas le moins du monde. Il serait fâcheux au contraire que vous fussiez initié à ces questions spéciales, car alors le fond l'emporterait sur la forme et vous n'auriez plus le brillant, l'étincelant, l'imprévu, qui sont indispensables. Pour vous faire comprendre, il faut être clair, et vous ne serez clair qu'à la condition de n'en pas savoir plus que ceux qui vous écoutent. D'ailleurs rien de tout cela n'a d'importance : ce ne sont que détails de toilette morale; mais il ne faut pas plus les négliger qu'un bouton d'or à son col lorsqu'on se présente en public.

— Cependant avouez qu'il est certaines convictions intimes dont on ne peut pourtant pas se défaire comme d'un vêtement.

— Ne vous payez pas de mots. Si d'ailleurs vous avez dans les veines des convictions, ce qu'on appelle des convictions, gardez-les pour vous et en vous, comme les vieux généraux qui gardent pour eux et en eux la balle qu'ils ont reçue lorsqu'ils étaient sous-lieutenans. Affaire d'hygiène domestique et d'intimité! De temps en temps, au coin du feu, on pousse un soupir. — Qu'est-ce que vous avez, mon cher Jean, dit papa Larreau, qui se trouve là? — C'est ma balle qui m'élance. — Ah diable! il pleuvra demain. — On parle d'autre chose, et on n'y pense plus. L'écho de ces petites infirmités ne doit pas dépasser le seuil du logis. Voilà la vérité. Si maintenant vous me permettez de vous ouvrir mon vieux cœur, je vous dirai ceci : En matière de théories morales, les convictions sont des faux-nez que les papas et les nourrices vous infligent, et dont on est dupe toute sa vie. Ne soyez pas étonné. Je veux bien que l'on ait une conviction devant un fait matériel : mon gilet est blanc, votre cravate est bleue, voilà des certitudes,... et encore! Ouvrez le livre de Chevreul avec un sens critique vraiment dégagé de toute influence, et lorsque vous aurez constaté ce qu'est le nerf optique, à combien d'erreurs, d'aberrations, ses sensations sont soumises, vous vous direz : Il est certain que le gilet de mon beau-père me paraît blanc, que ma propre cravate m'a tout l'air d'être bleu de ciel; mais du diable si je risquerais deux poils de ma barbe pour affirmer cette quasi-certitude. Si donc on est sujet à erreur en matière de sensations physiques, que sera-ce dans le royaume des sentimens! Tout est discutable, mon cher ami, tout, absolument tout. Dans les camps les plus opposés, il y a des gens de très bonne foi qui se traitent mutuellement d'imposteurs et de fripons. Je dirai même une chose, c'est que la foi, politique, religieuse, peu importe, a pour cause, pour

soutien, pour appui, l'incrédulité, et réciproquement, cela tombe sous le sens. Les déistes et les athées, les matérialistes et les spiritualistes, les républicains et les autoritaires, se rendent sans s'en douter de mutuels services : ils se font vivre, se donnent la réplique; ce sont des compères inconsciens d'eux-mêmes, et d'autant plus précieux les uns pour les autres qu'ils ignorent absolument l'efficacité vivifiante des blessures qu'ils se font.

— Ce que vous dites là, mon cher beau-père, est d'un penseur profond; mais la mise en pratique de vos théories demande un tempérament particulier. Jouer perpétuellement un rôle, soutenir, si besoin est, le contraire de ce qu'on pense...

— Vous êtes un enfant! il faut toujours penser ce que l'on veut soutenir.

— Mais cela est-il vraiment possible?

— A coup sûr, si l'on est un homme assez supérieur pour rester en dehors de toutes les questions. Vous êtes le même homme depuis dix ans; voyez cependant combien vos idées ont changé. N'avez-vous pas cru d'abord que votre naissance vous obligeait à l'inaction, et n'avez-vous pas tiré pieusement, noblement, le diable par la queue, à la seule fin de ne pas déshonorer vos ancêtres?

— Je vous accorde cette folie, j'ai eu tort.

— Peu à peu vous avez compris que ces ancêtres, en vous donnant leur nom, vous avaient légué un capital considérable, vous imposant l'obligation morale d'exploiter ce capital et d'en tirer les revenus indispensables à la dignité de votre naissance, à la satisfaction de vos goûts aristocratiques. Ils vous mettaient entre les mains un outil merveilleux; n'était-ce pas reconnaissance et respect que de vous servir de cet outil en habile homme?

— Sans doute, à un certain point de vue.

— A l'heure qu'il est, les non-valeurs sont honteuses, on ne les excuse, on ne les pardonne sous aucun prétexte. Vous avez des terres, faites-les valoir; on vous exproprierait. Vous avez un nom, un titre, des vertus morales, des beautés physiques, faites valoir tout cela; c'est le seul moyen de conserver votre place de privilégié. La noblesse française a d'abord établi son autorité à grands coups d'épée à deux mains. Or, le jour où l'on s'est battu avec des canons et des pistolets, est-elle restée inactive parce que les armes étaient changées? Pour le moment, les pistolets et les canons sont remplacés encore par le commerce et l'industrie. Défendez votre blason, morbleu! à coups de billets de banque, suivant la mode et les exigences du temps où vous vivez! Je vous jure que vous ne vous attirerez pas la sympathie d'un seul électeur en vous présentant à la prochaine assemblée dans cette cuirasse damasquinée que porta

Raoul de Manteigney, et qui est au bout de la galerie. En 1550, la vue seule de cette armure eût fait courber la tête à vos vassaux, et ils eussent tous voté pour vous avec enthousiasme. Parbleu! restez grand seigneur, souhaitez, aimez les mêmes choses que vos ancêtres, c'est-à-dire la fortune, l'autorité, le bien-être; seulement ne vous croyez pas obligé pour cela d'endosser leurs vieux habits mangés aux vers. Employez des moyens différens pour arriver au même but.

Telles étaient les causeries intimes auxquelles se livraient le beau-père et le gendre. Celui-ci, d'abord choqué par la forme rude sous laquelle le capitaliste exposait ses idées, y prit goût peu à peu, fut bientôt converti, et entra courageusement dans sa nouvelle carrière. Dès lors rien ne lui parut inutile. Il organisa des comices agricoles, fit des tentatives pour l'exploitation des carrières de marbre de la montagne, composa des rapports sur une foule de questions importantes. Son activité devint prodigieuse: il avait fait depuis longues années des économies de travail considérables. Il tenta des expériences, émit des idées, proposa mille choses, devint l'ami du préfet, qui un beau soir à dîner lui cacha sous sa serviette un bout de ruban rouge qu'il venait d'obtenir pour lui.

Quant à la comtesse, elle ne savait comment remercier le ciel de son bonheur. Elle possédait son mari, elle avait retrouvé son cœur, elle le voyait enfin tel qu'elle l'avait rêvé, c'est-à-dire entouré, fêté, riche, en passe d'arriver à tout, maître de maison plein d'aisance et de noblesse, portant avec dignité le grand nom de Manteigney. De son côté, le comte Jean avait rapidement compris que le concours de sa femme n'était pas d'une mince importance dans la tâche qu'il avait entreprise, et, comme il ne faisait plus les choses à demi, il était devenu le modèle des époux; puis, très rapidement, il avait pris goût à ces vertus conjugales qui consolidaient sa situation. Le ruban rouge acheva de le rendre tout à fait amoureux de la comtesse. Peut-être n'ignorait-il pas qu'elle était pour beaucoup dans cette faveur.

XXXVIII.

Il y a quelques jours, le comte s'étant absenté après le dîner pour aller visiter une de ses jumens qui était fort souffrante, M. Larreau, la comtesse, l'abbé Desvialle et le préfet se trouvaient seuls dans le petit salon bleu et devisaient agréablement. Au bout d'un instant, Mme de Manteigney s'arracha lentement des coussins au

milieu desquels elle était étendue, se mit au piano, enleva une demi-douzaine de bracelets qui pouvaient la gêner, et entama l'ouverture de *Don Juan*.

S'il est un moment où la musique est délicieuse, c'est à coup sûr après les repas, alors qu'en petit nombre et bien comfortablement assis on peut déguster à loisir, sans souci des voisins... Dans ces conditions, la musique est un plaisir délicieux. L'abbé Desvialle et le préfet, qui l'aimaient ainsi, s'enfonçaient dans leur fauteuil et se laissaient pénétrer. Quant au capitaliste, moins sensible à ces délicatesses, il s'était rapproché d'une lampe et parcourait les journaux et les brochures entassés sur la table. L'une de ces brochures contenait sans doute un article du plus haut intérêt, car, la comtesse ayant cessé de jouer, M. Larreau ne leva pas les yeux et continua sa lecture. Cette façon d'agir n'était point dans ses habitudes; il était toujours le premier à complimenter sa fille, et, quoiqu'il eût la musique en horreur, il était d'ordinaire à la fin de chaque morceau rayonnant et enthousiasmé. — Monsieur mon père est-il satisfait? dit la comtesse en touchant de son doigt l'épaule du capitaliste.

Celui-ci se redressa tout à coup comme un homme que l'on réveille en sursaut. — Pardon, mignonne, je n'ai point entendu; je lisais quelque chose de fort intéressant.

— Voilà qui est aimable, et peut-on savoir le titre de cette brochure?

— Les *Annales de la Propagation de la Foi*. Il y en a là cinq ou six numéros qui n'ont pas même été coupés, mais celui-ci contient une lettre bien étonnante.

— De quoi s'agit-il donc? fit l'abbé Desvialle, quelque martyr sans doute, quelqu'une de ces actions héroïques dont nos saints missionnaires sont coutumiers?

— Je vais vous lire cette lettre, murmura Larreau en rajustant son pince-nez. « Cher et vénéré collègue... » etc., etc., je vous passe tout le commencement. Ah! voici :

« Kuen-ting-pacô, 6 décembre 18...

« L'épouvante régnait partout. Les bandits, poursuivis par les troupes impériales, mais bien plutôt guidés par elles, pénétrèrent dans la province. Je n'en célébrai pas moins la sainte messe comme à l'ordinaire, demandant à Dieu sa divine protection, qui seule pouvait nous sauver. Après l'office, nous transportâmes les vases sacrés, les livres et les registres dans un endroit écarté, et les enterrâmes à 100 mètres environ dans le bois; après quoi nous nous préparâmes

à fuir vers la montagne en emportant les enfans et les vieillards dans des filets qui sont les litières ordinaires du pays. Mon âme était envahie par une mortelle inquiétude. Nous n'avions pu réunir que quelques provisions de bouche, insuffisantes à coup sûr; mais l'important était d'arriver à temps dans la montagne, et tout me faisait craindre que nous ne fussions arrêtés par les bandes sanguinaires au milieu même de la grande vallée qu'il nous fallait traverser. Notre seul espoir était... »

— Ce n'est pas gai ce que vous lisez là, murmura le préfet, qui avait encore le *Don Juan* dans les oreilles.

— L'héroïsme de ces saints martyrs de la foi est vraiment sublime, ajouta l'abbé Desvialle en poussant un petit coussin sous ses escarpins vernis.

— Tous les missionnaires partent de la rue du Bac, n'est-ce pas, monsieur l'abbé? C'est là leur maison centrale?

— Oui, madame. Quelle délicieuse église?

— N'est-ce pas? si coquette, si chaude, si bien fréquentée! Oh! s'il avait fallu me marier ailleurs que là, je crois vraiment que je serais restée fille. Ah! ah! j'exagère peut-être un peu, mais c'est pour me faire mieux comprendre. Je ne lui reproche qu'une chose à cette église des Missions, c'est l'interminable corridor qui conduit à la sacristie, c'est un labyrinthe, on se croit dans les catacombes; il vous passe de petits frissons; on a peur d'être attaqué. Ah! ah! ah! j'exagère toujours un peu, mais...

— Je vous en prie, laissez-moi continuer, poursuivit le capitaliste; il est impossible que cette lecture ne vous intéresse pas beaucoup.

« Notre seul espoir, le salut de mon cher troupeau, était tout entier dans l'énergie d'un nouveau missionnaire arrivé depuis peu de jours auprès de nous. Ce digne confrère qui, n'écoutant que sa pieuse ardeur, a renoncé à la cure dont il était titulaire en France et obtenu la grâce d'entrer dans les missions, est un homme grand et robuste, doué d'un courage, d'une fermeté rares. A peine eut-il appris le danger dont nous étions menacés qu'il insista fortement pour que nous abandonnassions le village. — Je me charge de tout, ajouta-t-il avec énergie, je garderai les maisons. — Mais vous serez massacré, mon cher Roche, lui dis-je, votre vie nous est précieuse et... »

— Comment? interrompit la comtesse, Roche... Roche! Est-ce qu'il s'agirait de l'abbé Roche, l'ancien curé de Manteigney?

— Je n'en serais pas étonné, répondit l'abbé Desvialle; je crois avoir entendu dire à l'archevêché que l'abbé Roche était à l'heure

qu'il est en Chine ou quelque part par là. C'est un homme d'avant-garde, et je ne doute pas qu'il ne rende là d'importans services. Continuez, monsieur Larreau, cela en effet n'est pas sans intérêt.

— C'est tout simplement splendide, vous allez voir; je poursuis: « Mais vous serez massacré,... etc. — Cela n'est pas certain. Dans tous les cas, je saurai retenir ici ces sauvages assez longtemps pour vous donner le temps de gagner la montagne. — Je l'embrassai avec des larmes dans les yeux, et nous partîmes.

« Notre pauvre hameau n'a qu'une entrée fort étroite. Le courageux missionnaire y accumula tout ce qu'il put y porter de meubles, de planches, non pas dans le dessein d'opposer aux brigands un obstacle sérieux mais pour leur faire croire à une résistance qui peut-être retarderait leur attaque. Cela fait, il s'enferme dans une des premières cabanes, se barricade du mieux qu'il peut et attend pendant une heure environ. Alors apparaît à l'entrée du village un faible détachement de brigands, fort inquiétés par les défenses qui leur barrent le chemin. Le courage n'est pas leur fait, ils se consultent; lentement, un à un, ils se font un passage au milieu des meubles entassés et pénètrent dans le village, le sabre à la main et l'oreille au guet. Là encore ils s'arrêtent, hésitent, le silence qui règne autour d'eux les effraie plus encore que n'aurait pu le faire notre résistance. Durant ce temps, notre vénéré Roche compte les minutes, est avec nous par la pensée; il devine que nous ne pouvons encore être en sûreté, et il adresse au ciel ses plus ardentes prières. Les bandits se décident enfin, et, soit par le fait du hasard, soit qu'ils aient aperçu la tête du missionnaire, qui les observait par une fente du toit, ils vont droit à la cabane où il est réfugié, et frappent à la porte en poussant des cris. Voyant qu'on ne leur répond pas et que la porte reste close, ils tentent de l'enfoncer et bientôt y parviennent. Sept ou huit de ces démons se précipitent alors dans la maison, prêts à exterminer les malheureux chrétiens qu'ils espèrent y trouver; mais notre courageux collègue, qui veut avant tout gagner du temps, saute par une lucarne qui est derrière la cabane, et, faisant le grand tour, tombe à l'improviste sur les trois ou quatre bandits qui sont restés prudemment en dehors, renverse l'un d'eux, s'empare de la lance qu'il tient à la main, et, nouveau Samson, charge les autres avec une vigueur surhumaine. Les Philistins restés à la porte sont bientôt hors de combat, demandent grâce au milieu des cris de douleur que leur arrachent leurs blessures, tandis que ceux qui ont pénétré dans la maison, glacés d'effroi par les clameurs du dehors, se croient cernés, perdus, se précipitent par toutes les issues et s'enfuient à toutes jambes.

« Notre héroïque confrère était maître du champ de bataille. Sans

doute ces misérables étaient loin de s'attendre à trouver dans une robe noire un aussi rude guerrier. Meurtris, blessés, incapables de se relever, ils attendent que leur vainqueur, imitant leur férocité, vienne les achever d'un dernier coup; mais dans un soldat du Christ la clémence et la charité égalent le courage. Notre cher confrère s'empresse à leur porter secours, il court leur chercher de l'eau, les aide à rafraîchir leurs lèvres brûlantes. Le soldat se transforme en sœur de charité, et ce n'est qu'en entendant le bruit d'une troupe plus nombreuse qui s'approche rapidement que le missionnaire se réfugie dans une autre cabane et s'y enferme de nouveau, espérant renouveler la scène qui lui a si bien réussi; mais cette fois les assaillans arrivent par centaines, en un instant le village est envahi, les portes enfoncées ou brisées. Notre malheureux ami, acculé dans un coin de la chambre où il s'est réfugié, se défend héroïquement, songeant encore en ce moment de détresse à nous gagner du temps et à concentrer sur lui la fureur de tous ces païens. Il fait mordre la poussière aux plus proches, qui, pressés par la foule, ne peuvent éviter par la fuite ses coups redoutables; enfin, écrasé sous le nombre, exténué, blessé lui-même assez gravement, couvert de sucur et de sang, il est terrassé, garrotté, traîné dehors.

« Il est bien probable que, si notre cher confrère eût eu affaire comme la première fois à la horde sanguinaire des révoltés, il eût immédiatement payé de sa vie une aussi prodigieuse résistance; mais cette seconde troupe n'était autre qu'un détachement de l'armée impériale dont le missionnaire nouvellement débarqué ignorait encore les insignes.

« On le conduisit donc à la ville voisine ainsi qu'un malfaiteur. Durant la route, les soldats qui l'entouraient le piquaient de leurs armes pour accélérer sa marche, ralentie par ses douloureuses blessures. Cependant il puise dans le souvenir de notre divin Sauveur un courage surhumain; il ne pousse pas une plainte, et c'est avec un sourire qu'il descend dans un cachot obscur et profond où il se trouve en compagnie de misérables criminels qui l'accablent d'injures et de mépris... »

Larreau souffla pendant un instant.

— Ce récit est très dramatique, murmura le préfet, un peu long, mais fort bien écrit.

— J'en ai les larmes aux yeux, s'écria la comtesse; pauvre, pauvre curé! il me semble le voir au milieu de ces démons! — Et instinctivement elle tourna son regard vers un écran chinois où deux guerriers du Céleste-Empire sont brodés en fil d'or sur un satin écarlate. Le capitaliste reprit avec émotion sa lecture.

« Le surlendemain seulement, on vint l'arracher de ce lieu d'in-

famie pour le traîner devant ses juges. C'est alors que notre vénéré confrère s'est montré par son héroïsme au-dessus de tout éloge. Il était accusé, en apparence au moins, d'avoir résisté à l'armée impériale, d'avoir fait cause commune avec les rebelles et de s'être opposé aux volontés de l'empereur; mais au fond son titre de chrétien fut la véritable cause des atrocités qu'on lui fit subir. On feignit de croire à une conjuration, à un complot politique dont on l'accusa impudemment d'être un des chefs.

« Je veux vous relater son dernier interrogatoire, il est de nature à enflammer d'ardeur les jeunes prêtres des missions. Je tiens les détails qui vont suivre de l'interprète, qui me les a transmis, étant d'une famille chrétienne, et se trouvant lui-même, par la grâce de Dieu, en bonne voie de conversion.

« Tous les princes du sang siégeaient au tribunal. A leur droite étaient les mandarins lettrés, à leur gauche les mandarins militaires. La salle était encombrée de soldats, et tout au fond s'agitait une foule de spectateurs avides. Au pied même du tribunal se tenaient les bourreaux devant les instrumens de supplice rangés avec beaucoup d'ordre.

« Le président demanda en lui montrant plusieurs autres accusés: — Reconnais-tu quelqu'un de tes complices parmi ces gens?

« Il répondit : — Je n'ai pas de complices, pourquoi en aurais-je?

« Les mandarins se regardèrent, et l'un d'eux ordonna qu'on l'attachât au piquet et qu'on lui infligeât dix coups de rotin pour lui faire avouer le nom de ses complices.

« Il supporta ces coups de rotin sans dire un mot, sans même que son visage changeât de couleur.

« — Il est entêté, dit le mandarin. — Et s'adressant au martyr : — Voyons, dis la vérité, et tu seras pardonné; mais si tu continues à nier ton crime, nous te traiterons avec plus de sévérité encore.

« Il répondit : — Est-ce que j'ai l'air d'un homme qui a peur?

« Et il dit cela avec un air de si grande fierté, promenant sur le tribunal un regard si assuré, que le président le fit remettre au piquet et fustiger de nouveau.

« Deux bourreaux se succédèrent, et lorsqu'il fut délié, n'ayant pas proféré une plainte, il dit : — Je frappe plus fort que cela, vous êtes des enfans.

« Alors tous les mandarins furieux se mirent à parler à la fois. L'un disait : — On te fera tenailler. — L'autre : — Il faut qu'on lui ait fait avaler une médecine qui l'empêche de souffrir. — Veux-tu donc résister au tribunal tout entier? vociférait un troisième.

« — Pourquoi ne cries-tu pas lorsqu'on te frappe, orgueilleux, entêté?

« — Je garde le silence, parce que j'aurais beau crier que vous ne me feriez pas grâce d'un coup de rotin. Pourquoi donc me fatiguer en cris inutiles? Je souffre beaucoup lorsque vous me frappez, mais je veux vous faire voir que le Dieu que j'adore donne à ses enfans la force de supporter la douleur.

« — Tu mourras sous les tenailles!

« — Je n'ai pas plus peur des tenailles que du bâton. Si j'avais peur de quelque chose, je ne serais pas ici.

« — Et tu ne veux rien avouer?

« — Puisque je vous dis que je n'ai rien à dire.

« On l'attacha encore au poteau, et l'on se mit à frapper de plus belle. Tous les yeux étaient fixés sur lui; il y avait dans la salle une grande rumeur, et les juges, excités par l'héroïsme de ce saint homme, considérant son silence comme une insulte, poussés d'ailleurs par cette sourde haine qu'ils ont contre les chrétiens, criaient aux bourreaux : — Frappez plus fort! frappez plus fort!

« Et lui, s'exaltant sous les coups, le visage illuminé par la grâce d'en haut, criait aussi de sa puissante voix qui dominait les bruits de la foule et les injures des mandarins : — Frappez donc, êtes-vous à bout de force?... Mon Dieu, pardonnez-moi mes fautes!

« On voyait sous sa chair ensanglantée les muscles de ses membres herculéens se contracter, si bien que les cordes semblaient lui entrer dans la chair, et le poteau auquel il était attaché grinçait comme le mât d'un navire lorsqu'il fait grand vent.

« Cela dura longtemps; on le délia et on l'étendit sur une natte. Son corps était en lambeaux, il était couvert de sang, et dans son visage, dont la vie semblait avoir disparu, on ne voyait que ses yeux étincelans. On le reconduisit dans un cachot où il resta seul. Il était hideux et sublime. Sur son passage, les femmes reculaient épouvantées.

« Cependant j'avais été prévenu de tout cela par un néophyte, et, sans réfléchir à ce que pouvait avoir de dangereux ma démarche, j'arrivai en toute hâte et demandai avec instance la permission de pénétrer dans la prison du martyr. La crainte de s'attirer la juste colère des autorités françaises empêcha le tribunal de me refuser ce que je demandais, et la porte du cachot me fut ouverte. Hélas! ma plume se refuse à vous tracer le tableau qui s'offrit à mes yeux. J'aperçus tout d'abord notre cher confrère étendu sur la terre, il râlait encore. Sans doute ses blessures s'étaient rouvertes, et il s'en était suivi une hémorrhagie, car il baignait dans une mare de sang. Je m'approchai de lui, je voulus lui parler, j'embrassai son front glacé;

mais il n'avait plus sa connaissance, son âme était prête à s'élancer vers Dieu, et en effet il expira dans mes bras, quelques minutes après mon arrivée, tandis que je lui donnais ma bénédiction.

« Telle est, messieurs et vénérés confrères, la mort exemplaire de ce généreux martyr de la foi; son sort est digne d'envie, le ciel nous réserve une pareille fin! Puisse aussi cet héroïsme éclairer enfin les païens et leur faire comprendre qu'un tel courage vient de Dieu seul. C'est lui qui a tout fait, c'est à lui qu'en doit revenir la gloire.

« *Non nobis, Domine, non nobis, sed nomini tuo da gloriam.* »

Cette lecture fut suivie d'un assez long silence. L'abbé Desvialle, qui depuis dix minutes faisait tourner sa tabatière entre ses doigts, fut le premier à la rompre : — C'est une mort admirable, dit-il, véritablement admirable, et je veux dès demain célébrer une messe... Vous y viendrez, n'est-ce pas, madame?

La comtesse ne répondit pas; elle était fort pâle, et, renversée dans un fauteuil, elle semblait avoir perdu connaissance. — J'avais bien besoin de lire toutes ces horreurs devant elle, s'écria M. Larreau en se précipitant vers sa fille.

— Des sels, un verre d'eau! ajouta le préfet.

— Cela n'est rien, me voilà remise, dit la comtesse en se relevant. Pauvre curé!... pauvre curé!... Cette horrible mort m'a bouleversée, et moi qui avais presque oublié au fond d'une armoire le souvenir qu'il me laissa en partant;... on est ingrat vraiment!

— Qu'est-ce que ce souvenir, mon enfant? Tu ne m'as jamais parlé de ce souvenir...

— Eh! sans doute, lorsque je reçus ce cadeau, on était si mal disposé pour le pauvre curé que je ne crus pas devoir en parler... C'est un crucifix magnifique; je vais aller le chercher, je l'avais mis sous clé, et puis je n'y ai plus pensé.

— Non pas, chère enfant, tu n'es pas remise de ton émotion; il ne faut pas te déranger, je vais sonner ta femme de chambre...

— Elle ne saurait le trouver. D'ailleurs un peu de mouvement me fera du bien.

Lorsque Mme de Manteigney eut quitté le petit salon, le capitaliste reprit la conversation : — Mais que diable a-t-il été faire là-bas, ce cher abbé Roche? Quand je dis ce cher... Enfin je ne lui en veux pas, quoiqu'il ait quitté le pays de la façon la plus inconvenante, sans même me faire une visite de digestion, à moi qui lui avais témoigné une confiance, une amitié!... Heureusement que je suis cuirassé sur ce chapitre-là, j'en ai tant vu dans ma pauvre vie! C'était d'ailleurs un homme rude, peu fait aux usages...

— Sa vocation parlait en lui très haut, fit observer M. Desvialle avec un sérieux plein d'onction. La mission du prêtre est celle du sacrifice, mon cher monsieur Larreau; vous ne pouvez comprendre cela. Et la perspective, la presque certitude du martyre est une séduction divine qui enflamme et transporte.

— Vous me faites venir l'eau à la bouche, cher curé, donnez-moi donc une prise. La vérité sur l'abbé Roche est celle-ci : je me connais en hommes, j'ose le dire, et je crois l'avoir jugé avec impartialité. Sous son apparente simplicité, le défunt était un gaillard extrêmement fort; seulement il cherchait sa voie, son objectif,... il n'avait pas trouvé son objectif: de là ses hésitations, ses hardiesses intempestives, ses inconséquences. Ne croyez pas qu'il soit parti pour la Chine sans une raison sérieuse.

— Vous m'étonnez, murmura l'abbé Desvialle.

— Quelque entreprise, quelque coup de main tentait son ambition, c'est moi qui vous le dis; tenez, j'y songe, ces Chinois l'ont accusé d'être à la tête d'une conspiration politique. Eh! eh! cela ne me paraît pas si fou. Ne souriez pas, mon cher curé, sait-on jamais ce qui se passe dans ces cervelles-là?

— Voilà ce christ d'ivoire, fit la comtesse en rentrant dans le salon suivie de sa femme de chambre. Mettez ce crucifix sur la table, Marie... C'est bien, je n'ai plus besoin de vous. N'est-il pas vrai que cela est fort beau, mon cher curé? Et vous, monsieur le préfet, qu'en pensez-vous? Comme tout cela est finement sculpté, que de sentiment dans ce Christ mourant... La tête, voyez la tête, elle est admirable.

— Le cadre lui-même est merveilleux.

— C'est un morceau capital et à coup sûr d'un grand prix.

— Mais comment ce chef-d'œuvre se trouvait-il entre les mains d'un humble curé de campagne, trop pauvre à coup sûr pour l'avoir jamais acheté de ses deniers?

— Je me souviens, dit la comtesse, que ce pauvre abbé Roche me conta la chose, et d'une façon bien touchante. Cette merveille lui était tombée du ciel, pour ainsi dire, à sa sortie du séminaire; le roulage avait déposé chez lui une caisse contenant ce crucifix, et en dépit de tous ses efforts il avait toujours ignoré le nom de la personne qui lui envoyait ce cadeau.

— Il ne faisait rien comme tout le monde, cet excellent abbé Roche, remarqua Larreau.

— Voyons, père, ce n'est pas le moment de plaisanter. Il parlait de cela avec tant d'émotion! Peut-être y avait-il là-dessous quelque souvenir de famille qu'il devinait sans pouvoir l'expliquer. Il y a dans la vie de certains hommes des mystères...

— Oh! la famille de M. Roche! — L'abbé Desvialle, qui avait prononcé ces dernières paroles, s'arrêta tout à coup. — Tout cela est modelé avec un art infini.

A ce moment, le comte de Manteigney apparut, soulevant la portière. Son visage exprimait une violente contrariété. — Morte! fit-il en ôtant ses gants rouges, morte! Ah! je suis désolé...

— Vous voulez dire : il est mort, mon cher Jean. Ah! mon Dieu oui... Enfin!

— Non pas, le poulain va très bien; c'est ma pauvre jument qui est morte. Tiens! qu'est-ce que c'est que ce crucifix?... Magnifique chose!... Mais je connais cette sculpture, je l'ai vue cent fois. Il retournait le crucifix de tous les côtés, et à mesure qu'il l'observait avec plus d'attention, ses souvenirs semblaient se préciser. — Je reconnais ce velours rouge, je me rappelle cette brèche que vous voyez dans le cadre. Qu'il y a longtemps, mon Dieu! Tenez, ici, au bas, il y avait une coquille en argent qui servait de bénitier; est-ce qu'elle est perdue, cette coquille? Mais où donc a-t-on retrouvé ce crucifix? Je l'ai fait chercher partout dans le château. Que je suis heureux de le retrouver! Il était accroché dans le lit de la grande chambre jaune où ma mère est morte. — Puis se retournant vers la comtesse : — Vous ferez remettre cette relique dans la place qui lui appartient, et dont on n'aurait pas dû l'enlever, n'est-ce pas, ma chère?

— Certainement, mon ami, répondit la jeune femme, qui était tremblante, certainement.

Personne n'osa reprendre la conversation interrompue par l'entrée du comte. De l'héroïque martyr, il ne fut pas dit un mot.

Et M. de Manteigney, voyant que tout le monde restait silencieux, reprit avec animation. — A-t-on idée d'imbéciles pareils! En s'apercevant que la pauvre bête était prise de coliques, vous croyez peut-être qu'ils se hâtent de m'avertir? Pas le moins du monde. Sous prétexte que je suis en train de dîner, ils vont chercher le vétérinaire du bourg!... Pauvre bête!

— Vous parlez du vétérinaire?

— Non pas, je parle de ma jument. Ah! ah! ah! je ne suis pourtant pas en train de rire.

— La confusion est excusable. Ah! ah! ah!

— Messieurs, voici le thé.

GUSTAVE DROZ.

LA CRISE

DE

L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

EN ANGLETERRE

L'industrie cotonnière dans la Grande-Bretagne est en proie à la plus cruelle anxiété. La cloche d'alarme sonne à toute volée dans l'opulent Lancashire. Les usines se ferment ou marchent à temps réduit; des milliers d'hommes sont inoccupés. A Preston, une des ruches les plus actives de cet admirable rucher, plus d'un quart des métiers que contient la ville (9,000 sur 32,000) était arrêté au commencement d'août 1869, 4,000 ne travaillaient que quatre jours par semaine, et en compte rond 5,000 individus se trouvaient sans ouvrage. Il en est de même dans toutes les laborieuses cités de cette terre classique de la filature. Une société qui s'est donné pour mission de veiller aux intérêts des fileurs, la *Spinners and minders association*, organise de vastes convois d'émigrans, et les États-Unis recueillent ainsi un grand nombre d'ouvriers rompus au travail des manufactures. Il n'est pas étonnant qu'un pareil état de choses ait suscité de vives alarmes, que la presse, le public, les corporations intéressées, se soient livrés à une enquête minutieuse et passionnée sur les motifs et la durée probable de cette stagnation des affaires. Une opinion très répandue de l'autre côté du détroit prétend que c'est là pour l'industrie anglaise une crise, une sorte de maladie aiguë dont l'apparition a été subite, dont les ravages ont été violens et rapides, mais qui cédera promptement. Un groupe ardent et qui

ne néglige rien pour faire grand bruit lui donne pour cause les récentes modifications de tarifs : c'est le libre échange qui est coupable de tout; ce sont les traités avec la France qui ont ruiné l'Angleterre. D'autres ne veulent voir dans la détresse présente qu'un effet de la rareté du coton. Que la précieuse fibre, disent ces derniers, redevienne aussi abondante qu'autrefois, et les pertes subies seront réparées bien vite, la fabrication se relèvera plus brillante que jamais : on aura fait un mauvais rêve, rien de plus. C'est ainsi notamment que l'éminent ministre du commerce, M. John Bright, envisage les choses. Toutes les autres raisons mises en avant pour expliquer le désastre, il les écarte avec dédain. Certains articles de journaux où on a essayé de les apprécier me semblent « avoir été écrits à Bedlam, » et constituer simplement une déloyale manœuvre de ses adversaires politiques. Dans une lettre rendue publique, il réfute, avec cet accent caustique, résolu et un peu *excentric* qui le distingue, les partisans d'un retour aux anciens tarifs. « Si les tories se plaignent, s'écrie-t-il, que trop de droits de douane aient été abolis, ils auront sans doute la bonté de dire aux classes ouvrières quels sont ceux qu'ils désirent rétablir. Est-ce un droit sur le blé, sur le bétail, ou sur le coton importé?... Quand nous aurons un bon approvisionnement de coton, le Lancashire sortira de l'état désastreux où il se trouve. Il s'agit de se procurer du coton, et les taxes ou les impôts n'ont ici rien à faire. »

Dans le *Trade's unions congress* tenu à Birmingham au mois de septembre 1869, un des délégués ouvriers, M. Alfred Bailey, a présenté la question sous un troisième point de vue. Après avoir dépeint en quelques traits énergiques le tableau navrant qu'offre le Lancashire, après avoir montré « la propriété foncière dépréciée, les ouvriers sans travail irrités et sombres, les fabricans, riches jadis, maintenant ruinés, l'écriteau *à louer* posé de toutes parts sur de vastes bâtimens, la faillite en permanence, un désir brûlant d'émigration gagnant toute la population laborieuse, » M. Alfred Bailey cherche les moyens d'arrêter tant de désastres. Comme nous sommes dans un congrès des *trade's unions*, c'est surtout de l'augmentation des salaires que l'orateur est préoccupé. Il juge en effet que l'Inde anglaise doit fournir plus de coton que les états du sud de l'Union américaine n'ont jamais pu en récolter, et, ce point étant ainsi sommairement réglé, il s'attaque aux droits prélevés aux Indes sur les tissus du Lancashire. Ces droits, suivant lui, pèsent uniquement sur la main d'œuvre. Si on les supprimait, il serait facile « d'élever de 50 pour 100 le prix des journées et de constituer encore une réserve pour les travailleurs. » Cette appréciation ne brille pas à coup sûr par une grande lucidité de raison pratique. On voit bien de quelles

ressources une pareille réforme priverait la colonie pour l'exécution de travaux publics urgens et précisément relatifs aux développemens de la culture cotonnière, routes, irrigations, desséchemens; on n'aperçoit pas trop le bénéfice que les ouvriers de la métropole en retireraient. Ce n'est pas le fabricant qui exporte; ce n'est ni à lui ni à ses auxiliaires que profiterait la suppression des droits. Elle servirait à enrichir les nombreux agens qui servent d'intermédiaires entre le producteur anglais et les acheteurs indiens.

Pour ce qui est de la théorie d'après laquelle il faudrait voir dans les traités de commerce l'origine de toutes les vicissitudes de l'industrie britannique, on ne peut guère la considérer, ainsi que le fait M. John Bright lui-même, que comme une sorte de machine de guerre dirigée contre la politique du cabinet, et il n'est pas surprenant que l'éloquent défenseur du libre échange réfute avec quelque impatience les attaques virulentes dont son principe favori a été l'objet. Il est moins aisé de penser comme lui lorsqu'il essaie de déterminer à son tour la cause de la crise. Un mal aussi violent doit venir de plus loin et avoir des ramifications plus profondes qu'il n'a l'air de l'imaginer. Est-ce ainsi que se présente d'ordinaire un malaise passager, dû à des circonstances fortuites et prêt à disparaître avec elles? Ne verrait-on pas au contraire éclater en ce moment les effets lentement aggravés de toute une situation économique, des conditions modernes de la concurrence internationale sur le terrain industriel, de l'ensemble des habitudes et des mœurs commerciales qui ont cours de l'autre côté du détroit? L'industrie de la Grande-Bretagne ne serait-elle point par hasard sur une pente de décadence? Voilà ce que la masse du peuple anglais se demande avec une anxiété légitime. L'instinct public, plus clairvoyant que les théoriciens quand il s'agit d'un grand intérêt national, comprend ce qu'il y a d'insuffisant dans les explications qu'on lui donne. La question mérite d'être examinée de près : nous allons tâcher d'en exposer d'une manière équitable et complète tous les élémens; mais, afin d'indiquer les vrais remèdes aux souffrances présentes, il est nécessaire de montrer l'enchaînement des faits qui les ont déterminées, et pour cela de reprendre les choses d'un peu haut.

I.

S'il est un moment où la disette du coton aurait dû faire pousser des cris d'alarme, c'est en 1860, au début de la guerre de sécession américaine. Du jour au lendemain, la source à peu près unique d'où l'on retirait la précieuse fibre se trouvait tarie. On n'était nullement préparé à un pareil événement; la pénurie ne pouvait être

que cruellement ressentie. Combien la situation sous ce rapport apparaît plus avantageuse en 1869! L'univers entier concourt à l'approvisionnement des filatures européennes; les États-Unis, en paix depuis cinq ans, ont donné dans cet intervalle à la production cotonnière un essor inespéré. Sans être abondans, les stocks de matière première qui se trouvent dans les entrepôts suffiraient à entretenir une fabrication assez active. Or les mêmes gens qui se plaignent aujourd'hui que le coton manque ne témoignaient à cet égard aucune inquiétude en 1860. Le *Times* et l'*Economist* déclarèrent que la gêne devait être tout à fait momentanée. S'appuyant sur des considérations géographiques et agricoles plus ou moins fondées, ils lui assignaient une durée de deux ans au plus. La presse, on le sait, est en Angleterre, plus encore qu'aux États-Unis, le régulateur de l'opinion générale. Les intéressés ne tardèrent donc point à se rassurer sur la foi de ces deux oracles. Il n'y a ni hommes ni lieux de production indispensables. Le Lancashire pouvait dormir tranquille. De l'or, du terrain, il ne fallait rien de plus pour combler en deux ans le vide creusé par la guerre dans le *supply of cotton*. De l'or, personne n'ignore qu'il n'est pas difficile d'en trouver au-delà de la Manche; la spéculation anglaise en a prodigué dans des entreprises moins dignes de succès que celle qu'on désignait à ses efforts. Du terrain, ce n'était pas là non plus ce qui manquait; des continens entiers s'offraient aux expériences. Il y avait une chose dont le *Times* et l'*Economist* négligeaient de parler, qui seule féconde la terre et que l'or ne remplace pas : c'étaient les capacités techniques. Les hommes pourvus d'une solide science pratique sur les questions de culture firent absolument défaut dans les nombreuses compagnies qui se proposèrent pour but de couvrir de plantations cotonnières les diverses parties du monde. On ne recruta que des spéculateurs et des coureurs d'affaires. Comment en aurait-il été autrement? Exploitant depuis de longues années une sorte de monopole, endormis dans leur opulence et leur prospérité, les grands industriels britanniques, les « lords du coton, » avaient dédaigné de s'enquérir des conditions que réclamait, pour pousser et mûrir, la précieuse plante à laquelle ils devaient leur fortune. Les États-Unis ne la leur fournissaient-ils pas, n'avaient-ils pas pour devoir de la leur fournir toujours? On aurait fort étonné ces paisibles millionnaires en leur disant que les États-Unis pourraient bien manquer à ce rôle; on les eût véritablement scandalisés en osant prévoir que l'Amérique filerait et tisserait un jour sur place une partie du coton qu'elle récoltait. Comme la nation entière avait partagé cette sécurité, elle n'était pas moins profondément ignorante sur les premières données du problème posé par les événemens.

Un pays sans traditions militaires ne peut subitement lever une bonne armée; il se passe quelque chose d'analogue dans les diverses branches de l'industrie agricole : on n'y improvise pas la victoire. Le succès s'y obtient lentement, année par année, au moyen d'essais patiens et d'améliorations successives. Les Indes orientales en particulier étaient un champ d'expérimentation où l'on ne devait s'avancer qu'avec la plus grande prudence. Il était facile de prévoir, si l'on avait pris la peine d'étudier les lois du pays, que l'on trouverait dans la singulière organisation de la propriété foncière l'origine de difficultés très sérieuses. Le climat devait opposer de son côté de graves obstacles à la production des qualités les plus demandées sur le marché anglais. Dans quelques grands districts, il est vrai, le coton était cultivé depuis longtemps; mais on ne pouvait pas y considérer cette culture comme naturalisée : les plantations étaient rares, peu importantes, partout conduites avec un empirisme routinier. Aussi, quel qu'ait été l'élan imprimé à la production cotonnière dans cette vaste région, la quantité de matière première qu'elles ont exportée n'a-t-elle apporté pendant la guerre de sécession qu'un secours insuffisant aux usines du Lancashire en détresse.

Le même phénomène s'est reproduit, et pour les mêmes causes, dans tous les pays qui s'étaient mis à faire pousser la plante magique dont la fibre se payait au poids de l'or. Au Brésil, en Égypte, dans l'archipel grec, en Turquie, on retrouve au début la même fièvre de spéculation, les mêmes convoitises ardentes incessamment ranimées par des prix exorbitans et les encouragemens d'une spéculation sans frein. Nous avons eu l'occasion de montrer dans une précédente étude (1) les péripéties que présenta dans ces contrées une campagne agricole menée avec une sorte d'aveugle furie, et de faire voir quels éphémères prodiges cette excitation malsaine avait réalisés. Ce beau feu ne pouvait durer; ces bénéfices fabuleux ont plutôt nui que contribué à la prospérité économique des pays qui s'étaient lancés à corps perdu dans cette voie. Il est tel d'entre eux, l'Égypte par exemple, où les meules des villages tournaient à vide, et où l'on trouvait difficilement, quelque argent qu'on en offrît, une mesure de blé à leur fournir; pas un pouce de terrain qui ne fût consacré au coton : il se vendait 250 francs les 50 kilogrammes.

Une réaction était inévitable; elle fut terrible. Ce furent les premiers symptômes de paix en Amérique qui en donnèrent le signal. Tout était artificiel dans les cours depuis quatre ans. C'est bien à tort que les filateurs étaient convaincus qu'il n'y avait pas sur la place un quintal de coton disponible; il existait des approvisionne-

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1866.

mens importans. Ce n'est pas que la quantité annuelle de balles exportée en Angleterre eût atteint ce qu'elle avait été autrefois; elle était cependant supérieure à ce que les souffrances de la filature et les taux de famine infligés aux fabricans auraient fait supposer. Ces stocks de coton, soigneusement dissimulés jusque-là par les détenteurs, étaient prêts à écraser le marché à la première panique. Cela ne manqua pas d'arriver, et il en résulta une débâcle. L'échafaudage dressé par la spéculation s'écroulait avec fracas, et la fabrique anglaise conservera longtemps le souvenir de cette désastreuse liquidation. La première chose dont il fallut convenir lorsque les innombrables victimes de la crise purent commencer à réfléchir, c'est que les efforts réunis du monde entier n'avaient pu fournir un produit équivalent à celui que donnait une bonne récolte dans les états du sud de l'Union américaine. De plus les qualités courantes, celles que la filature recherche avec le plus d'empressement, ne se recueillaient qu'aux États-Unis. La situation pourtant n'était pas en réalité inquiétante, et une fois que fut payée la rançon inévitable des imprudences et des folies commises, elle se présentait même sous un jour assez rassurant.

Sans doute les districts cotonniers dont on avait surexcité à outrance les forces productives ne pouvaient remplacer entièrement l'Amérique pour l'approvisionnement des usines anglaises. Ils pouvaient cependant fournir à ces dernières un appoint utile et des ressources qui n'étaient pas à dédaigner. Ces pays avaient rudement ressenti le contre-coup de la secousse qui avait ébranlé l'industrie britannique. Parmi les exploitations agricoles récemment fondées, toutes celles qui n'avaient pas conquis une prospérité robuste et des gains de bon aloi disparurent sur-le-champ; les planteurs de hasard, qu'avait seulement alléchés l'appât de bénéfices de 40 pour 100, ou furent ruinés, ou s'empressèrent d'abandonner la partie. Après cette épuration énergique de tous les élémens douteux, la production cotonnière ne se trouva point anéantie. Les agriculteurs sérieux, les établissemens conduits avec prudence et fermeté, tinrent bon. Au nombre des états qui ont conservé un rang honorable comme exportateurs de matière textile, il faut notamment citer la Turquie. On ne s'attendait guère sans doute à la voir en cette occasion faire mieux que l'Italie, l'Algérie, l'archipel grec. Ce succès est d'autant plus honorable pour les sujets du sultan que le mérite n'en revient que d'une manière très indirecte au gouvernement. La Porte n'avait, il est vrai, négligé au début ni les conseils, ni les encouragemens pour donner l'essor à cette culture nouvelle; mais elle ne tarda point à l'abandonner à elle-même, désespérant de lui voir acquérir une vitalité suffisante par la récompenser de ses efforts. Elle

se trompait, et s'était découragée trop vite. Les plantations turques ont traversé heureusement les jours difficiles que leur ont faits les fluctuations des prix sur les places européennes; on y recueille des qualités qui jouissent auprès des filateurs d'une faveur croissante et méritée, et sont susceptibles de remplacer dans toutes les applications les belles espèces connues sous le nom de *middling New-Orleans*. Le Brésil, où de riches propriétaires avaient pris à cœur d'implanter le coton, n'a point lâché pied non plus. Les exportations n'ont pas baissé depuis 1865, elles ont plutôt augmenté. Malheureusement le Brésil ne fournit que des sortes fines, et celles-ci encombrent déjà le marché. L'Égypte, qui avait poussé l'engouement pour le coton jusqu'à ne plus récolter chez elle le blé qui lui est indispensable, a bien dû en rabattre, et s'arranger de manière à revenir à une production normale. Elle semble maintenant avoir retrouvé son équilibre, et concourt régulièrement pour sa part à l'approvisionnement général.

Il en est de même des Indes anglaises. Elles ont pris dans le commerce du coton une situation beaucoup plus modeste assurément que celle que rêvaient pour elles les publicistes de 1860; mais elles paraissent devoir s'y tenir avec fixité. Bien que l'exportation en Angleterre ait diminué depuis 1866, des renseignemens puisés aux meilleures sources permettent d'affirmer que la culture n'a pas langui, et que le surplus des récoltes a servi à alimenter soit la consommation intérieure, soit les échanges avec la Chine. Les Indes semblent avoir atteint précisément le maximum de production que comportent pour le moment leurs aptitudes, leur état de civilisation, leur climat. Elles donneront peut-être plus de coton quelque jour, quand on sera parvenu à établir un peu d'entente cordiale entre les propriétaires fonciers et les malheureux cultivateurs, quand on aura mis un terme au chaos administratif qui obscurcit toutes les questions relatives au régime de la terre. Nous ne demandons pas mieux que d'accueillir avec empressement ces pronostics à longue échéance. Qu'on nous accorde en revanche que bien longtemps encore l'Angleterre restera, pour ses approvisionnemens de coton, tributaire de la république américaine. Supposons résolues toutes les difficultés qui tiennent à la législation locale; resteraient encore celles qu'oppose le climat. La graine de coton ne porte fruit que huit mois après la mise en terre, et la cueillette finit quand les semailles commencent. C'est donc une année pleine qu'exige la récolte. Que de chances de perte pendant un si long laps de temps, sous un climat inégal, pour une plante délicate qui craint à la fois la chaleur, la sécheresse, l'excès d'humidité! Il n'en est pas moins vrai qu'il y a encore là pour les fabriques anglaises un secours qui ne laisse pas d'être utile.

Le coton indien, cueilli aujourd'hui avec soin, séparé de la graine au moyen de machines perfectionnées, pressé ensuite dans des établissemens organisés d'une façon vraiment admirable, avait même pris dès les derniers temps de la guerre de sécession une netteté, une blancheur, une beauté d'aspect, qui prouvent, en ce qui le concerne, que les problèmes mécaniques ont été abordés avec plus de bonheur que les problèmes agricoles.

Tel était l'état des choses en 1865. Il n'était pas désespérant, il permettait de considérer l'avenir avec calme. Si l'on ne pouvait se passer des États-Unis, on avait de quoi attendre sans de trop vives souffrances qu'ils eussent repris leur rôle naturel de pourvoyeurs des filatures d'Angleterre. C'est ainsi que tout le monde sembla envisager alors les perspectives nouvelles qui s'ouvraient devant l'industrie. Les cours, dépréciés violemment à la suite des manœuvres d'agiotage dont nous avons parlé, reprirent une marche ascendante. Les fabricans, qui n'entendaient pas laisser leurs usines inactives et voulaient au moins rattraper leurs frais généraux, recommencèrent d'acheter la matière première, avec prudence sans doute, mais en même temps avec assez d'ensemble pour donner au marché quelque animation et aux prix une certaine fermeté. On se persuadait que les beaux jours allaient renaître; les périls les plus graves étaient maintenant surmontés. Une seule éventualité, assurait-on, pouvait prolonger le malaise qui planait sur l'industrie, l'espèce de convalescence languissante où elle se traînait encore : c'était que les États-Unis, après la suppression de l'esclavage, ne pussent produire qu'une quantité insignifiante de coton. Cette éventualité du reste, nous la déclarions ici même à cette époque parfaitement invraisemblable, et tous les hommes compétens s'accordaient à la considérer comme telle. Comment se fait-il qu'après quatre années écoulées l'industrie anglaise n'en ait pas encore fini avec cette maladie qui était alors, au dire de ses médecins ordinaires, en si bonne voie de guérison? Comment se fait-il que son état n'ait fait qu'empirer, et qu'elle se débatte à l'heure qu'il est contre une crise qui fait craindre aux plus optimistes qu'une lésion profonde n'ait atteint quelque organe essentiel? Est-ce que les États-Unis n'auraient pas tenu ce que l'on attendait d'eux? Bien au contraire, ce vigoureux pays a réalisé tous les présages que son énergie, depuis longtemps connue, inspirait à cette époque, quoique la culture du coton y ait repris sa vitalité par des moyens un peu différens de ceux qu'on avait cru pouvoir indiquer.

On comptait beaucoup en 1865 sur le concours des nègres rendus libres et élevés à la dignité de citoyens pour rétablir la prospérité agricole des états du sud. Les documens émanés du gouvernement

du nord justifiaient cette espérance. Les faits postérieurs lui ont donné un démenti. On exagère parfois quelque peu de l'autre côté de l'Atlantique; et, pour le triomphe de certaines opinions les hommes les plus influens du pays ne craignent pas toujours assez de faire des emprunts à leur imagination. Les premiers essais de travail libre avaient donné de bons résultats et bien fait augurer du sérieux et de la régularité des noirs. Cela ne dura guère. L'indolence de la race nègre, à qui manquent beaucoup trop le *self-criterium* et l'esprit de prévoyance, ne tarda point à reprendre ses droits. Pour achever de tourner la tête aux nouveaux affranchis survinrent les déclamations des ultra-radicaux, qui leur promettaient une forte part dans les dépouilles des vaincus, décrétés par la même occasion d'incapacité civique. Les noirs ne voulurent plus travailler pour le compte d'autrui. Ils prétendirent s'installer en maîtres dans les plantations ravagées par la guerre. Une vaste grève, des conflits sanglans, furent le prompt résultat de ces belles théories. Décidément les libérateurs de la race opprimée avaient été trop loin. Ils le comprirent d'autant mieux que désormais de nombreux capitaux du nord se trouvaient engagés dans les anciens états confédérés. Beaucoup de *Yankees* s'étaient rendus adjudicataires à vil prix des plantations mises aux enchères par les sudistes ruinés. D'autres arrivaient incessamment avec l'argent nécessaire pour exploiter les terres en friche, soit en les achetant, soit en s'associant avec les propriétaires et en cultivant avec eux de compte à demi. Pour mener à bonne fin de semblables projets, il fallait tout d'abord s'assurer le concours des nègres, qui se montrèrent rogues et récalcitrans, comme on pouvait s'y attendre, et finirent toutefois par transiger en imposant de très dures conditions.

Le minimum du prix de la journée fut fixé à un demi-dollar, plus le logement, la nourriture, un lopin de terre. De pareils prix grevaient l'exploitation de lourdes charges, car les terrains présentaient des inégalités très grandes sous le rapport de la fécondité. On pouvait encore réaliser de beaux bénéfices dans les terres riches, où l'acre rend de 6 à 7 quintaux de coton; mais il arrivait souvent que la récolte n'atteignait que la moitié de ce chiffre, et alors l'opération devenait désastreuse. C'est pourtant avec ces élémens que les planteurs entreprirent une nouvelle campagne, et ils la menèrent avec ce mélange d'audace et d'opiniâtreté qui a valu tant de beaux succès à la race anglo-saxonne. Quand vint le moment de la cueillette, les capitalistes du nord, qui s'étaient résolûment lancés dans cette culture et l'avaient ranimée, se trouvèrent récompensés au-delà même de leurs espérances. La quantité de coton s'éleva au-dessus de 2,300,000 balles. Elle s'est maintenue depuis 1866 entre

ce chiffre et 2,600,000 balles. Les forces productives des États-Unis, on le voit, n'étaient rien moins qu'éteintes, et l'entrain réfléchi des spéculateurs *yankees* avait triomphé des conditions les moins favorables aux entreprises agricoles, de la misère et du découragement des propriétaires du sol, du régime militaire qui prévalait dans l'administration, de la paresse et des prétentions exagérées des travailleurs noirs.

La récolte qui est en ce moment sur pied promet des résultats plus brillans encore. « Malgré les légitimes plaintes causées par le froid et la sécheresse, par la rouille et les chenilles, le rendement général, d'après les évaluations les plus modestes, ne sera pas inférieur à 3 millions de balles. » Cette assurance, contenue dans le *Report of the department of agriculture*, se retrouve dans toutes les informations, soit officielles, soit particulières, qui arrivent des lieux de production. La superficie du terrain cultivé en coton a augmenté depuis l'année dernière de 18 pour 100, et tout fait présager que la quantité de coton récoltée aux États-Unis, après être restée stationnaire depuis la fin de la guerre et la reprise des travaux agricoles, va prendre un développement continu. L'introduction des coulies chinois inaugure en effet pour les plantations du sud une ère nouvelle.

« On est convaincu au Texas et ici, écrivait-on de l'Arkansas au gouvernement américain au mois d'août 1869, que l'an prochain les noirs refuseront de travailler à la journée. Nous n'en avons aucun regret, tout au contraire, car cette manière d'agir adoptée par les nègres justifiera la convention passée par nos planteurs entre eux d'employer dorénavant le plus grand nombre de coulies possible. » Ce qui se passe dans l'Arkansas se passe dans tous les états à coton, et les services rendus par les coulies inspirent la plus grande confiance dans l'avenir. De tous côtés on entend affirmer que d'ici à trois ans les récoltes américaines atteindront 5 millions de balles. Cela ne fait un doute pour personne de l'autre côté de l'Atlantique, l'émulation pour la culture du coton y est très vive. Jusque-là, tout irait bien, et l'Angleterre n'aurait qu'à se réjouir; mais voici d'autres faits qui doivent lui inspirer de pénibles réflexions. Parallèlement aux accroissemens des récoltes de matière première marchent les progrès de l'industrie destinée à la transformer en étoffes. Le sentiment national s'en mêle; on veut avoir des filatures, des tissages, ne plus dépendre de personne, et même disputer pied à pied au commerce européen les divers marchés du monde. Une lettre qui nous a été adressée vers le milieu de septembre 1869 par un Américain des plus clairvoyans et des plus autorisés en ces matières est très explicite là-dessus. « Non-seulement, s'écrie notre

correspondant, les États-Unis doivent se suffire à eux-mêmes, mais ils sont résolus à battre l'Angleterre dans l'Indo-Chine et partout où cela leur sera possible; ce sera là notre guerre, celle qui sera la plus sensible à l'ennemi, notre revanche des déprédations de l'*Alabama* et de la reconnaissance des droits des belligérans accordée aux confédérés. » Ces paroles ardentes sont la traduction fidèle de l'opinion populaire. De pareilles dispositions généralement répandues chez une nation jeune, éclairée, industrieuse et riche, sont plus fâcheuses pour les usines du Lancashire que le manque de coton dont se plaint M. John Bright.

Cette prétendue pénurie de matière première, nous avons maintenant en main tous les élémens nécessaires pour savoir exactement à quoi elle se réduit. En réalité, de 1865 à 1868, le plus grand écart que l'on puisse constater entre les quantités annuellement importées en Angleterre n'atteint pas 90,000 balles, c'est-à-dire la consommation moyenne des fabriques du royaume-uni pendant deux semaines actives. Ces approvisionnemens, il est vrai, on n'a pu se les assurer que par des moyens coûteux et à des prix qui faisaient à l'industrie britannique une situation précaire. On trouve sur certains marchés du Levant et de l'extrême Orient des tissus anglais vendus à 15 et 20 pour 100 au-dessous du prix de revient actuel. Une pareille anomalie paraît pourtant être plutôt le signe que la cause de la stagnation des affaires. Ce n'est pas là ce qui fait péricliter l'industrie du Lancashire; c'est un des mille symptômes qui révèlent le mal dont elle souffre, mal que les événemens qui se sont accumulés depuis cinq ans ont aggravé, mais non déterminé : le germe en existait longtemps avant la guerre de sécession. L'abondance et le bas prix du coton ne suffiraient pas à le guérir. Si l'on n'y prend garde, si on ne le combat vigoureusement, il provoquera la décadence continue des usines de la Grande-Bretagne. Ce qui mine l'industrie anglaise, c'est que ses débouchés se resserrent, c'est que des marchés qu'elle était en position de fournir seule ne lui appartiennent déjà plus. Ceci constitue le second point que nous avons à examiner.

II.

Sans doute les États-Unis ont annoncé un peu trop vite et un peu trop bruyamment qu'ils allaient faire concurrence aux produits britanniques à l'extérieur. En attendant que ces menaces reçoivent un commencement d'exécution, ils ont dès à présent réussi à subvenir dans une large mesure à leurs propres besoins. Du mois d'août 1868 au mois d'août 1869, les filatures de l'Union ont transformé près

d'un million de balles de coton. C'est environ le cinquième de ce qu'ont travaillé toutes celles de la Grande-Bretagne dans le même intervalle, et, à quelques milliers de balles près, cette quantité de coton représente précisément celle qu'ils ont fournie à l'Angleterre. Après de pareils débuts, on peut compter que les États-Unis ne s'arrêteront pas en route. Voilà une grande contrée où, d'ici à peu de temps, il est à craindre que l'Europe ne puisse plus exporter un seul ballot de cotonnade. Qu'on ne nous dise pas que les manufactures américaines ne vivent qu'à la faveur des taxes qui interdisent aux marchandises étrangères l'entrée de l'Union, que c'est là une industrie factice, et que l'abaissement des tarifs la ferait disparaître comme par enchantement. Ces usines, placées à proximité de la matière première, dans un pays où le combustible et les ateliers de machines ne manquent point, où les capitalistes sont pleins d'audace et les industriels d'initiative, n'ont à redouter vis-à-vis des usines anglaises aucune raison d'infériorité. Les ouvriers habiles leur manquaient; voilà qu'ils affluent sur ces rivages hospitaliers. Si une modification brusque des tarifs peut arrêter les développemens d'une industrie encore à l'état embryonnaire, elle ne saurait compromettre sérieusement une industrie vivace éclose dans un aussi favorable milieu; qu'on s'en rapporte au congrès américain d'ailleurs pour accomplir avec mesure et à bon escient cette réforme souhaitable, que le progrès naturel des temps rendra nécessaire. Il faut voir les choses comme elles sont, se résigner à des phénomènes dirigés par des lois immuables. Au lieu de poursuivre le chimérique espoir de reconquérir des marchés à peu près imprenables aujourd'hui, l'Angleterre doit chercher par d'énergiques efforts à étendre dans d'autres directions le domaine de son activité commerciale, et diriger vers des entreprises pratiques et soigneusement étudiées les forces dont elle dispose; il est indispensable qu'elle les emploie avec discernement, et qu'elle en tire tout le parti possible, car elle n'est plus aujourd'hui seule à les posséder.

Comme le remarque le *Times*, qui s'est enfin décidé à accepter la logique des faits, cette transformation industrielle dont les États-Unis sont le théâtre n'est point particulière à la république américaine. Les circonstances lui ont seulement donné de l'autre côté de l'Atlantique un caractère plus saisissant. En Europe, les centres manufacturiers prennent sans cesse de l'extension. La filature et les autres arts mécaniques ne sont plus spécialement anglais. La France, l'Allemagne, la Suisse, profitent des facilités que leur fournissent la rapidité des communications, la perfection de l'outillage moderne, pour prendre une bonne assiette sur le terrain industriel.

Quand on examine avec soin les tableaux où se trouvent résumés

les mouvemens d'importation de la matière première, il est impossible de ne pas être frappé de l'importance des achats de coton brut que réalisent tous les ans certains états. Il n'y a pas jusqu'à l'Espagne qui ne s'efforce d'entrer en ligne. Elle accapare dans ses fabriques de Catalogne la plus grande partie du coton turc. Elle obtient avec ce beau lainage qu'elle trouve à ses portes des articles très remarquables pour sa consommation intérieure, et elle exporte en outre des tissus où se retrouve le goût particulier de la race, et qui sont recherchés dans toutes ses colonies aussi bien que dans les anciennes possessions espagnoles de l'Amérique.

Les autres nations du continent font à la Grande-Bretagne une guerre plus dangereuse encore. Malheureusement pour l'honneur et les intérêts de l'Angleterre il est arrivé que, débutant dans la carrière commerciale, elles se montraient d'ordinaire plus scrupuleuses que leurs devanciers, et assuraient ainsi à leurs marques une faveur et une notoriété rapides. Ces nouveau-venus offrent aux populations avec lesquelles ils se mettent activement en rapport, au point de vue de la bonté des marchandises et de la sûreté des transactions, des garanties que le commerce britannique ne présente plus au même degré; ils se sont glissés à la suite des Anglais sur beaucoup de marchés où ils leur sont maintenant préférés. Ils s'y étaient d'abord, les Allemands surtout, introduits à la faveur de contrefaçons audacieuses. Longtemps les mots *patent London* figurèrent sur des ballots d'origine germanique à destination du Levant et de l'extrême Orient. Ils se posent maintenant en rivaux plutôt qu'en plagiaires, leurs marchandises étant mieux fabriquées que celles du royaume-uni. Il faut le dire à l'Angleterre, le niveau moral chez ses marchands, ses financiers et ses manufacturiers a baissé singulièrement depuis qu'ils se sont imaginé que le commerce du monde leur appartenait par droit de conquête. L'amour du gain facile, qui est une des plaies de notre temps, a gagné les hautes régions du négoce britannique. Nous allons aborder une question délicate; aussi est-ce chez nos voisins eux-mêmes que nous irons chercher les pièces du procès européen que nous instruisons. La collection du *Times* nous fournit plus d'un exemple du laisser-aller avec lequel les exportateurs de l'Angleterre traitaient leurs lointains cliens. Les allégations du journal de la Cité de Londres s'appuyaient soit sur des actes officiels, soit sur des documens irrécusables, et n'ont pas été démenties.

Depuis une dizaine d'années environ, les détaillans des bazars de l'Indo-Chine se plaignaient sourdement de la mauvaise qualité des tissus que leur envoyait le royaume-uni. Les toiles étaient trop faibles, et le manque de poids était déguisé par un excès d'apprêt,

double désavantage pour le consommateur. Le prestige qui couvre le nom anglais dans ces parages avait empêché ces rumeurs de prendre de la consistance. La grande crise dont la guerre de sécession américaine donna le signal se chargea de montrer combien étaient fondées les plaintes des indigènes. Plusieurs magasins considérables de Bombay et de Calcutta ayant suspendu leurs paiemens, on s'aperçut, en en faisant la liquidation, que l'arriéré provenait de ce qu'un grand nombre de leurs cotonnades n'avaient pu se vendre ou s'étaient vendues à vil prix. Ces cotonnades étaient pourries. A la suite de cette découverte, on opéra des perquisitions dans d'autres magasins et dans les entrepôts de la douane. On y trouva des montagnes de marchandises laissées pour compte. Le centre de ces ballots se réduisait, lorsqu'on les ouvrait, en une poussière verdâtre et corrompue. On fit une enquête, les langues des victimes se délièrent, chacun exposa son cas, et il devint clair que ces rigides marchands, ces austères intermédiaires entre l'offre et la demande, qui n'avaient pas de mots assez sévères contre le peu d'honnêteté des Hindous, s'étaient abaissés jusqu'à tromper ceux-ci indignement; manœuvre misérable qui ruinait pour longtemps la confiance des indigènes, et compromettait le résultat de plusieurs siècles de loyauté et de courageux efforts.

La falsification employée ici, et qui, à ce qu'il paraît, était devenue une chose acceptée et normale en Angleterre pour les expéditions d'outre-mer, consistait à jeter sur le tissu à peine fabriqué de la craie humide. On comprend facilement qu'une telle manipulation augmente beaucoup le poids de l'étoffe; elle permet par conséquent d'y mettre beaucoup moins de coton, tout en conservant à la toile une certaine apparence. Par contre, elle produit une fermentation assez puissante pour détruire le fil et rendre le tissu impropre à aucune espèce d'usage. C'était là une fraude brutale, et dont les effets devaient sauter aux yeux dès que l'objet manufacturé entrerait dans la consommation. Elle n'en était pas moins pratiquée en grand depuis plusieurs années. Un fabricant avouait qu'il avait d'abord employé la craie humide à pelletées, et que ses correspondans établis dans l'Inde, enchantés du résultat obtenu, lui avaient écrit de l'employer à tombereaux (*wheelbarrowfull*).

Après avoir insisté sur les détails de ces agissemens, — dont industriels, marchands, commissionnaires, étaient les complices, le *Times* en fait ressortir les conséquences funestes. Les correspondances qu'on lui adresse nous apprennent que la méfiance où ces pratiques ont jeté les Hindous a suscité sur place une concurrence déjà ruineuse pour les grands établissemens d'Angleterre. « Dans les bazars indiens, dit le *Times*, les manufactures de coton indigène

alimentent déjà pour les trois quarts la consommation locale; un quart seulement revient à la fabrique étrangère. » Il adjure en conséquence fabricans et commerçans de revenir « à ces principes stricts d'honnêteté qui plaçaient jadis les opérations anglaises au-dessus du soupçon. S'ils ne rompent point avec le système qu'ils suivent, le monde entier saura bientôt à quoi s'en tenir sur leur compte, et il est certain que les manufacturiers de l'Amérique et de l'Indo-Chine s'arrangeront de manière à procurer des loisirs à leurs confrères du Lancashire. » Cette juste et sévère admonestation, adressée par le journal de la Cité à une classe de citoyens qui n'a guère l'habitude d'en recevoir, portera-t-elle ses fruits? Ce qui est certain, c'est que les effets de la libre concurrence entendue de cette façon, — et il ne se trouve que trop de gens en Angleterre et ailleurs pour l'entendre de la sorte, — feraient rapidement déchoir la Grande-Bretagne du rang auquel elle s'est élevée parmi les nations industrielles.

Quelle leçon pour la métropole que de voir ses possessions indiennes refuser ses onéreux services! La concurrence lui vient de ces pays même qu'hier encore elle regardait comme si inférieurs sous tous les rapports au glorieux royaume-uni. Que parle-t-on encore de faire de l'Inde le grenier à coton du Lancashire? L'Inde devient manufacturière elle-même; cette transformation, dont il faut s'applaudir au point de vue des intérêts supérieurs et de la marche générale de la civilisation, va se retourner contre les maîtres qui exploitaient en toute sécurité ces terres conquises. On n'est plus au temps où la politique égoïste d'une compagnie de marchands disposait seule des ressources d'un vaste territoire, et pouvait en paralyser la vie pour servir les intérêts d'un patriotisme étroit. Aujourd'hui les nations s'efforcent d'arriver par elles-mêmes, de mettre leurs richesses en exploitation; le mouvement s'étend jusqu'en Asie, ces aspirations relèvent les races qu'avait courbées une oppression séculaire. Voilà les difficultés d'un ordre nouveau avec lesquelles la triomphante industrie anglaise doit compter.

On raconte en Angleterre qu'au moment de la campagne de Crimée l'administration de la guerre avait pourvu le corps de débarquement d'un matériel considérable, en prévision d'un siége auquel personne ne croyait beaucoup. Le siége eut lieu, il a marqué d'une manière mémorable dans les fastes militaires de l'Europe. Seulement, lorsque les soldats anglais voulurent ouvrir la tranchée, les pelles et les pioches dont on les avait munis se brisèrent entre leurs mains aux premiers coups. Il fallut renvoyer tous ces outils, en attendre d'autres. La vie des soldats, les opérations militaires, tout se trouva gravement compromis par la déloyauté de quelques fournisseurs.

Cette affaire en son temps fit scandale; on l'a trop oubliée depuis, et il est bon de la remettre en lumière. Il s'agit en ce moment pour la Grande-Bretagne, dans le domaine industriel, de mener à bien un siége laborieux et difficile auquel personne ne s'attendait. Ces moyens de succès, ce sont de loyaux produits. D'obscures falsifications réalisées au bénéfice d'agens subalternes peuvent faire perdre à la nation entière cette décisive bataille commerciale. Que la presse multiplie les informations, les découvertes, qu'elle démasque toutes les fraudes. Rien ne pourrait être plus dangereux que des atténuations ou des réticences inspirées par un faux respect humain. Dans un pays où, en mettant à part les plus nobles familles, toutes les positions élevées, toutes les fortunes, sortent de la Cité, il y a comme une conspiration générale pour pallier les maux de ce genre. Le *Times* lui-même interrompt son éloquent réquisitoire, comme s'il avait dessein de se faire pardonner les fortes vérités qu'il contient, pour proposer timidement quelques excuses à la conduite des grands fabricans. Ils sont bien obligés d'obéir, insinue-t-il, aux ordres formels qu'ils reçoivent des négocians et des commissionnaires dont les commandes alimentent leurs métiers. On n'est jamais forcé de se prêter à des manœuvres déloyales, et à ce jeu l'on perd son honneur commercial, quand même on prendrait la précaution de ne pas apposer son estampille sur des produits douteux. Que les usines refusent catégoriquement de fabriquer des marchandises de mauvais aloi, elles pourront reconquérir ainsi une partie de leur clientèle, et dans tous les cas faciliteront la surveillance qu'il semble urgent d'organiser sur les agissemens d'intermédiaires trop pressés de s'enrichir. Même à ces conditions, l'Angleterre reprendra-t-elle sa situation non-seulement prépondérante, mais unique, comme nation industrielle? Cela n'est guère probable.

En résumé, ce n'est point d'un mal de circonstance, c'est d'une question de vie ou de mort qu'il s'agit ici pour la filature britannique. Sa position dans le monde est compromise. Elle a en elle des élémens dangereux. Le sentiment trop vif de la supériorité de leur patrie, la persuasion qu'ils n'avaient aucune concurrence à craindre, ont fait oublier parfois à ses hommes d'affaires que tout commerçant qui se respecte doit compter non-seulement avec ses rivaux, mais avec sa conscience. Ils ont ébranlé ainsi leur vieille réputation. Quand les mauvais jours sont venus, l'édifice déjà lézardé de leur puissance a mal soutenu le choc. En outre le moment était arrivé où toutes les nations voulaient entrer à leur tour dans cette lice mal gardée. Cette transformation économique qui est en train de renouveler la face du monde, c'est la Grande-Bretagne qui en a res-

senti le plus péniblement les premières atteintes, car c'est tout à son avantage que la tenace et irréprochable Angleterre des anciens jours était parvenue à établir l'assiette des relations économiques dans le globe entier. La nation anglaise a le sentiment du péril qui la menace : elle s'inquiète, elle s'agite, elle cherche à quoi se retenir sur cette pente, surtout à qui s'en prendre de la décadence qui la menace. Elle a l'air de vouloir maintenant s'en prendre au libre échange, qu'elle a demandé avec tant d'empressement. Ce n'est pas de là que vient le mal : le libre échange aurait dû lui profiter plus qu'à personne, si sa constitution industrielle n'avait pas été affaiblie. Comment une nation qui ne produit pas de quoi se nourrir, qui en revanche est dans des conditions admirables pour fabriquer des objets manufacturés, pourrait-elle se plaindre d'un abaissement de tarifs qui facilite ses approvisionnemens et favorise la vente de ses produits chez les peuples voisins? La voie qu'elle doit suivre pour reconquérir une prospérité industrielle qu'il lui faudra désormais se résigner à voir se développer également chez ses émules, c'est de revenir aux principes qui ont fondé la grandeur du commerce national.

Que le Lancashire du reste ne désespère point de l'avenir. Ces déplacemens d'industrie, comme tous les grands phénomènes sociaux, s'opèrent avec une lenteur qui sauve les transitions, et qui permettra aux districts dépossédés d'un monopole de se créer d'autres élémens de richesse. Le Lancashire ne songeait qu'aux industries du coton; aujourd'hui encore on le voit multiplier les filatures alors que la nécessité d'en créer de nouvelles se fait de moins en moins sentir. Il trouvera sa revanche dans d'autres branches de production. Les ressources qu'offrent à l'Angleterre les trésors enfouis dans les entrailles du sol sont immenses; celles que lui fournissent l'audace et la fermeté de ses habitans sont plus grandes encore. Combien de contrées d'ailleurs vers lesquelles peuvent cingler aussi ses innombrables vaisseaux chargés des multiples productions que le génie de l'homme sait rendre utiles! Le Japon à peine ouvert, la Chine, l'Australie, les florissantes colonies qui se développent de toutes parts sous la protection du pavillon national, voilà le champ immense ouvert à ses efforts, et où elle ne saurait manquer de trouver des compensations légitimes. L'Angleterre a toujours su se mettre à la hauteur des événemens et tirer parti des circonstances les plus contraires. L'avenir montrera, il n'en faut point douter, que la race anglo-saxonne n'a pas laissé s'éteindre en elle les fortes qualités qui font les nations libres et les industries prospères.

JOHN NINET.

LE

CHARLES XII DE VOLTAIRE

ET LE

CHARLES XII DE L'HISTOIRE

I.

C'est un livre charmant et tout français que le *Charles XII* de Voltaire, modèle non-seulement de cette langue intelligente, claire, précise, que l'Europe nous a enviée et, autant qu'elle l'a pu, empruntée, mais aussi de quelques-unes des qualités essentielles à la composition historique. Savoir, en présence des informations complexes du passé qu'on veut faire revivre, distinguer le superflu, élaguer l'inutile, saisir tout le nécessaire, le grouper habilement, le résumer, le rendre par une exposition alerte et vive, ne laissant après soi rien que de lumineux, c'est un art difficile dont ce petit volume offre beaucoup d'exemples. Plusieurs des pages qui le composent sont des narrations parfaites, infiniment spirituelles dans leur brièveté savante; jamais, en aucune langue, nul historien n'a mieux conté. Tout le monde a lu l'intéressant récit de la campagne de Pultava, bien que, avec notre expérience de pareils désastres, nous eussions voulu trouver l'historien moins discret et plus ému sur cette première retraite de Russie. Le séjour en Turquie, l'affaire du Pruth, l'étrange siége soutenu par le roi de Suède et quelques-uns des siens, — cinquante ou soixante hommes, — contre une armée ottomane pourvue de douze canons, son retour non moins étrange à travers toute l'Allemagne, sont autant d'épisodes dramatiques dont Voltaire a tracé les plus attachans tableaux. Vol-

taire en outre a fait preuve ici de certains mérites peu ordinaires chez ses contemporains. Alors que nos écrivains se préoccupaient assez peu des mœurs et des circonstances étrangères, il a fait un très notable effort pour joindre au tableau des faits celui des institutions, des coutumes, des climats, et comme son sujet, riche d'aventures, se trouvait multiple et varié, il y a introduit d'intéressantes digressions qui retiennent l'esprit du lecteur par la diversité des scènes. Sa peinture des belles nuits d'été suédoises, sa description des grandes plaines de la Pologne, des solitudes et des marécages de l'Ukraine, mêlent utilement au souvenir des faits l'impression des lieux, et montrent un accord naturel entre le décor changeant et le capricieux héros.

On ne conteste rien de tout cela à l'étranger. De même qu'on répète ce vieux proverbe, que les Français sont le peuple le plus aimable de la terre, pour ajouter souvent quelque satire à ce compliment suranné et suspect, de même on continue de professer que le *Charles XII* figure encore assez bien comme livre d'école en Occident et en Orient, partout où l'on se pique d'apprendre la langue française; mais en réalité on le dédaigne à titre d'œuvre historique, on lui refuse tout crédit, on le traite d'agréable roman. Les écrivains suédois tout les premiers vont répétant cette formule. C'est faire preuve de quelque légèreté, croyons-nous, et d'ingratitude. Sans le livre de Voltaire, qui a été, pendant toute la seconde moitié du XVIIIe siècle et depuis, lu dans le monde entier, Charles XII, à vrai dire, n'aurait pas la moitié du renom qu'il a conquis : cet Achille a trouvé son Homère. D'ailleurs il est facile de démontrer qu'à l'examen ce petit volume résiste, et continue de revendiquer sa place aux premiers rangs de la littérature historique. Qu'on l'étudie, non plus seulement sous le rapport de la forme, mais pour l'intégrité du récit, la justesse du coup d'œil général, et on se convaincra qu'il est encore aujourd'hui, après tant de travaux en France, en Allemagne ou dans le Nord, le meilleur livre d'ensemble sur l'histoire de Charles XII.

Il y a eu en Suède, particulièrement dans les vingt ou trente dernières années, des études fort distinguées sur divers points de cette histoire. Voici une dissertation de M. Carlsson, aujourd'hui membre éminent du cabinet suédois, et l'un des chefs, après l'illustre Geijer, de la moderne école historique dans le Nord; l'auteur rend un compte très attentif et très nouveau des négociations qui remplissent les dernières années de Charles XII. Voici celle de M. Wahrenberg sur les trois premières années, si éclatantes, de son règne. Voici les remarques pénétrantes de M. C. G. Malmström, soit en tête de son *Histoire de Suède de* 1718 *à* 1772, soit, il y a quelques mois seulement, dans

un recueil de critique littéraire. Le discours prononcé par le prince Oscar en décembre dernier à propos du cent cinquantième anniversaire de la mort de Charles XII est une étude fort habile, éloquente et patriotique, mais qui considère à peu près exclusivement son sujet par le côté militaire. M. Fryxell, dans la longue et précieuse série de ses *Récits de l'histoire de Suède*, n'a pas consacré moins de neuf volumes à l'histoire générale du règne; c'est là une enquête abondante, un peu touffue, mais de vrai mérite. M. le baron de Beskow, enlevé l'an dernier aux lettres suédoises après une carrière longue et honorée, a donné pour derniers travaux deux volumes sur Charles XII et un sur Görtz, son ministre : œuvres de panégyriste plutôt que d'historien... Nous avons lu tous ces livres avec l'attention qu'ils méritent, et, cette lecture faite, nous ne pensons pas qu'un seul de ces écrivains si estimables pense avoir substitué au livre de Voltaire pour les générations présentes et futures un livre où elles aillent désormais chercher la vivante physionomie du héros suédois. M. Fryxell, par ses patientes recherches, par ses informations multiples, intéresse vivement l'historien et le publiciste qui veulent connaître l'état intérieur de la Suède pendant cette mémorable période; il apporte sur le peu d'industrie et de commerce dont ce pays jouissait alors, sur ce qui restait de sciences et de lettres, sur la misère générale, sur les négociations extérieures, sur les guerres, un détail infini : c'est lui assurément qui approche le plus près du but; mais l'extrême division de son livre en chapitres et paragraphes le condamne à des répétitions fréquentes et nuit à l'impression générale. De plus sa conscience d'écrivain l'empêche de dissimuler combien il reste encore d'obscurité sur tant d'épisodes dispersés en des scènes lointaines et diverses; très impartial, il nous dit sur Charles XII, sans trop prendre parti, le mal comme le bien; il nous offre les moyens de former et d'asseoir notre jugement plutôt qu'il ne juge lui-même.

Si les récens écrivains de la Suède, mieux instruits à ce sujet que tous les autres, ne peuvent croire, pensons-nous, qu'ils aient rendu désormais inutile au renom de Charles XII le livre de Voltaire, ce n'est sans doute pas à quelqu'un des livres du XVIII[e] siècle qu'ils accorderont ce privilége. Il peut avoir été fort honnête homme, le chapelain Nordberg, et fort digne d'être choisi par le roi de Suède, comme dit Voltaire, pour confesseur, sinon pour confident; mais son *Histoire de Charles XII*, en quatre volumes in-quarto, que vers le milieu de 1741 Warmholtz a pris la peine de traduire en français, n'en est pas moins parfaitement illisible. L'ouvrage d'Adlerberg n'est qu'un journal militaire; ceux de Limiers et de Grimaret n'ont pas plus d'ensemble ni de charme. Ce n'est pas seulement pour sa forme excellente que le livre de Voltaire doit subsister, c'est aussi parce

qu'il rend plus exactement que tout autre la physionomie générale de Charles XII, c'est parce que, si l'on peut y signaler des lacunes et des erreurs, elles portent d'ordinaire sur des points encore aujourd'hui mal connus et discutés, et c'est encore parce qu'il est ce qu'on appelle un livre de première main, où les autres n'ont cessé d'y puiser sans se faire faute d'en médire.

Nous ne prétendons pas refaire en détail l'histoire de la publication du *Charles XII* de Voltaire. Cette histoire est faite soit dans les intéressantes études biographiques de M. Desnoiresterres, soit en tête de toutes les bonnes éditions d'un livre si souvent réimprimé. En 1727, Voltaire, déjà fort connu par son *Œdipe* et ses deux emprisonnemens, avide encore d'une plus grande réputation, que *la Henriade* et les *Lettres philosophiques* vont du reste lui conquérir, se rappelle ce qu'il a entendu de curieux récits, une dizaine d'années auparavant, chez le banquier Hogguers qui lui a fait connaître Görtz, ministre de Charles XII. Il a des souvenirs et peut-être des notes; il pourra interroger un bon nombre des témoins de cette époque; ce travail sera de nature à plaire à la jeune reine de France, à son père le roi de Pologne; c'est de plus une tâche intéressante d'écrire l'histoire contemporaine et étrangère. Le sujet séduit Voltaire à la fois par un certain aspect romanesque et par ce qu'il entrevoit de graves conséquences politiques, bien qu'il ne les distingue pas toutes, à une lutte comme celle de Charles XII et de Pierre le Grand. Aussitôt il se met à l'œuvre; son premier volume s'imprime à Paris à la fin de 1730; mais l'édition est saisie, parce que M. de Chauvelin, le garde des sceaux, ne croit pas convenable à sa charge d'autoriser par son privilége des vérités, bien connues d'ailleurs, sur Auguste II, le roi régnant de Pologne. Vite Voltaire réimprime à Rouen, chez Jore, fort en secret et avec la tolérance de M. le premier du parlement de Normandie. A peine ce danger passé viennent les attaques des rivaux et des critiques; mais Voltaire leur tient tête hardiment, tout en promettant les corrections nécessaires et en corrigeant en effet beaucoup d'éditions successives; ces remaniemens ne nous intéressent pas ici, et nous n'avons affaire qu'au texte définitif que donne l'édition de 1751.

Si Voltaire accueille certaines remarques, il en renvoie un bon nombre, chemin faisant, à ses critiques. Ceux qui ont eu le malheur de prendre avec lui de grands airs, il les drape à sa façon, et en vérité l'on applaudit à ces châtimens durables quand on voit de près leurs allures de pédans. Nordberg, par exemple, pouvait se contenter d'être diffus et ennuyeux; mais il devient agaçant à contredire Voltaire presque à chaque page. « Tout cela est faux; M. de Voltaire raisonne à sa manière; M. de Voltaire mérite ici

d'être relevé; avant M. de Voltaire, personne ne s'est avisé de rien débiter de pareil : » telles sont ses perpétuelles formules. Pour un certain nombre de ses observations qui peuvent être fondées, beaucoup portent sur de puériles vétilles, ou bien il se scandalise de voir violer par Voltaire le premier devoir d'un écrivain... Et quel est ce devoir suprême? C'est de respecter les têtes couronnées! Comment Voltaire a-t-il montré son mépris? Il a osé croire que Charles XII ne fut plus si bon luthérien dans la seconde moitié de son règne qu'il l'avait été dans la première. « Heureusement chacun sait, reprend le chapelain en colère, ce dont l'imagination de cet écrivain est capable! » Ou bien Voltaire s'est permis d'écrire ces lignes : « Le jour même que le roi arriva à Stralsund, il envoya partout ses ordres pour recommencer une guerre plus vive que jamais contre tous ses ennemis. » Nordberg ne veut pas qu'on dise au lecteur la folie impitoyable de ce Charles XII qui abandonnait quinze ans sa capitale, qui épuisait son malheureux pays par des levées incessantes; il rappelle le respect dû aux têtes couronnées, et c'est, dit-il, décrier Charles XII que de lui prêter d'autres projets que ceux d'une attitude défensive. Voltaire tint compte, disions-nous, des remarques utiles; mais il réfuta souvent Nordberg dans ses notes, et, pour finir, il lui adressa ces lignes : « Un historien a bien des devoirs. Permettez-moi de vous en rappeler ici deux qui sont de quelque considération, celui de ne point calomnier et celui de ne point ennuyer. Je puis vous pardonner le premier, parce que votre ouvrage sera peu lu; mais je ne puis vous pardonner le second, parce que j'ai été obligé de vous lire. Je suis d'ailleurs, autant que je peux, votre très humble et très obéissant serviteur. » La postérité a contresigné ce billet, et le chapelain figure aujourd'hui dans ce lugubre martyrologe composé de ceux qu'on a appelés les ennemis de Voltaire, avec Fréron, Desfontaines, La Beaumelle et Nonnotte.

Si l'histoire de la publication du *Charles XII* et celle des polémiques auxquelles il a donné lieu sont choses fort connues, on n'en saurait dire autant pour l'histoire de la composition même d'un livre si discuté. On ne sait pas assez ce que Voltaire y a apporté de zèle et de soin. Les preuves s'en trouvent, irrécusables et inédites, au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale, à Paris. Les curieux qui voudront prendre sur le fait et suivre le travail de l'historien pourront consulter dans ce dépôt un volume in-folio contenant les papiers dont Voltaire s'est servi (1). Il y a là une grande

(1) Titre au dos : *Recueil. Suède, Pologne et Turquie.* — FR. 9722. — C'est l'ancien carton 1309,6 B de la Bibliothèque royale.

quantité de documens : copies de dépêches, d'ordres, de conventions et de traités; il y a surtout, en original, de nombreuses lettres des correspondans de Voltaire répondant aux infinies questions que celui-ci leur adressait après avoir lu leurs premiers messages, leurs notes et leurs mémoires. Plusieurs listes de pareilles questions sont quelquefois de la main bien reconnaissable de Voltaire, et devraient figurer dans toutes les éditions comme témoignages de son étude attentive.

« Charles XII, en quittant la Saxe, vouloit-il aller à Moscou? et ne rabattit-il dans l'Ukraine que faute de provisions, et parce que le csar avoit tout désolé sur la route?

« Est-il vray qu'il refusa d'abord l'alliance des Cosaques parce qu'il les crut des sujets rebelles au csar?

« Fut-ce M. le comte de Poniatosky qui força le roy de Suède de se retirer, et qui le mit à cheval après Pultava?

« Avec quelle sultanne M. le comte de Poniatosky fut-il en commerce de lettres à Constantinople?

« Qui voulut empoisonner M. le comte de Poniatosky, et pourquoi?

« Les Tartares vouloient-ils en effet livrer le roy de Suède à ses ennemis quand il refusa de partir de Bender?

« Où, quand et pourquoi le roy de Suède menaça-t-il deux chiaoux de les faire tuer, s'ils osoient luy rien proposer de contraire à sa dignité?

« La sultanne Validé avoit-elle quelque crédit? et l'employoit-elle pour le roy de Suède?

« Qui donna au sultan le mémoire que M. de Poniatosky dressa contre le grand-visir Chourlouly? »

Nous pourrions multiplier ces citations, en présence desquelles nul ne peut contester que Voltaire ait pris au sérieux la tâche qu'il s'était imposée. Il préludait ainsi fort bien à son *Siècle de Louis XIV*. On ne doit pas médire de Voltaire historien. Il a, comme tel, mérité assurément des reproches. Certes on ne rencontre pas chez lui le calme et l'impartialité austères de la grande histoire; il est clair qu'il ne faut pas lui demander de juger équitablement le moyen âge chrétien. L'adoration de son époque pour les souverains, dépositaires d'une force que l'esprit du temps voulait faire servir, il est vrai, à de secrets desseins, il l'a trop acceptée; même il y a certains traits de notre génie politique qu'il paraît avoir imparfaitement saisis ou trop laissés dans l'ombre. Son *Histoire du Parlement* est des plus faibles, et les chapitres sur la fronde dans son *Siècle de Louis XIV* sont loin de rendre un compte exact d'un grave épisode de notre histoire constitutionnelle. Voltaire accorde

peu d'attention à ce qu'il appelle une guerre de satires et de chansons; le cardinal de Retz a un regard plus profond et plus sûr quand il dit au prince de Condé : « Dieu seul subsiste par lui-même. Il y avait autrefois entre la royauté et le peuple un milieu; le renversement de ce milieu nous a jetés dans un chemin bordé de toutes parts de précipices. Mettez-vous à la tête des cours souveraines, et vous réformez l'état peut-être pour des siècles. » En quelques mots, voilà la formule précise où se résume tout ce que le parlement, sans peut-être en avoir conscience, avait hasardé de hardies réformes. A la place des états-généraux, c'est-à-dire de la représentation nationale, que nos rois laissaient dans l'oubli, le parlement réclamait des droits politiques. S'il avait réussi, la royauté rencontrait une barrière légale, la France obtenait un gouvernement constitutionnel, nos destinées étaient changées peut-être. Voltaire, qui regardait ailleurs, ne paraît pas avoir distingué nettement ces traits essentiels de notre histoire. A d'autres égards cependant quelle juste vue et quelle équitable appréciation des grandes choses! Dépositaire de quelques-unes des traditions les plus hautes de l'esprit français au XVIIe siècle, comme il en a compris la majesté sans en adopter les préjugés! Un des grands mérites de son *Siècle de Louis XIV* est précisément d'avoir ramené au juste point l'opinion qui déviait, et d'avoir revendiqué contre les illusions d'une trop courte perspective l'éclat solide d'un glorieux règne.

Une règle essentielle de la critique ordonne à l'historien de rechercher avant tout, sur un sujet donné, la tradition contemporaine et vivante. Voltaire n'a eu garde de la négliger, ni pour son *Siècle de Louis XIV* ni pour son *Charles XII*. On vient de voir comment il rechercha les informations écrites des officiers et agens qui avaient pris part aux guerres ou aux négociations de cette époque; il faut y ajouter ses nombreux entretiens avec de hauts personnages qui devaient être fort éclairés et bien instruits, non pas seulement avec le roi Stanislas lui-même, partial peut-être dans sa propre cause, mais avec le maréchal de Saxe, ce célèbre fils du rival de Stanislas, Auguste II, avec lord Bolingbroke, la duchesse de Marlborough, le comte de Croissi et bien d'autres. Il suffit de feuilleter son livre pour s'assurer de la diversité de rapports qu'il a soigneusement réunis. Il est vrai que depuis lors de nouveaux documens contemporains se sont produits. Certaines correspondances diplomatiques, par exemple celle de Campredon, notre chargé d'affaires à Stockholm pendant le règne de Charles XII, ont été étudiées dans nos archives; l'auteur de cette étude a lui-même publié jadis une série de lettres jusqu'alors inconnues, même en Suède, et que Charles XII avait adressées à sa sœur, Ulrique-Éléonore. Le roi de Suède s'y montre sous

un aspect tout d'aménité, de sympathique douceur et presque de galanterie. Il a, en écrivant à la sœur de son cœur, comme il dit, des accens délicats et tendres, sauf à reprendre vivement possession de lui-même, si on le presse trop. « La sœur de mon cœur m'a écrit qu'elle avait entendu parler de mon prochain mariage; mais je veux me rappeler sans cesse que je suis marié à mon armée, dans les bons comme dans les mauvais jours, à la vie et à la mort... D'ailleurs il est défendu parmi nous de se marier. »

Avec tant de sources d'informations qui nous sont ouvertes aujourd'hui, lettres de Charles lui-même, correspondances empruntées à notre dépôt des affaires étrangères, récens travaux des savans suédois, ne pouvons-nous pas essayer d'émettre avec preuves un jugement à quelques égards définitif sur le *Charles XII* de Voltaire? Nous avons dit qu'il n'était pas équitable, à notre avis, de traiter ce livre avec dédain; il faut justifier ce que nous avons avancé. Nous avons reconnu qu'on pouvait y signaler des lacunes et des erreurs; quelles sont-elles, ou du moins de quel genre sont-elles? Voltaire a-t-il ignoré ou incomplétement rendu plusieurs traits importans du tableau qu'il voulait peindre? A-t-il mal jugé le caractère soumis à son étude, et la figure de son héros nous apparaît-elle aujourd'hui différente? Ce caractère et ce règne de Charles XII occupent une place fort importante dans l'histoire générale. Il s'agit du moment précis où d'étranges fautes politiques ont fait grandir subitement la puissance moscovite; il s'agit en même temps d'un saisissant exemple pour aider à juger s'ils sont de vrais grands hommes, ces conquérans batailleurs qui laissent après eux tant de ruines et tant de sang versé, tant de misères et de larmes. Le héros et son historien nous intéressent également, et nous les pourrons suivre tous les deux à la fois.

II.

Entre les mérites qui distinguent l'*Histoire de Charles XII* de Voltaire, celui qu'on remarque tout d'abord est évidemment la brièveté. Comme cette brièveté est précise, élégante, lumineuse et non pas rigide ni obscure, elle est par elle-même un des charmes du livre. C'est elle qui permet au lecteur de suivre aisément la marche bien ordonnée du récit et d'en recueillir l'impression dans sa vivante unité. Toutefois c'était pour l'auteur un péril, et peut-être ne faudra-t-il pas s'étonner si quelques parties semblent avoir comporté, sinon exigé, qu'il y insistât davantage. Par exemple dès le commencement, après une introduction sur le climat de la Suède et ses précédens rois, Voltaire a quelques pages seulement sur l'édu-

cation et les premiers actes publics de son héros. Les historiens suédois au contraire abondent en détails, quelquefois inutiles sans doute, mais d'où se dégage, outre certains traits de réalité plus correcte, une forte impression, seulement ébauchée dans l'ouvrage français : nous voulons parler de la surprise douloureuse qui survient au lecteur moderne en voyant une grande nation, alors puissante et redoutée en Europe, se livrer, sans aucune sorte de constitution vraiment obéie, au caprice d'un enfant têtu et mal élevé, comme était tout d'abord Charles XII; nous voulons parler de l'infaillible prévision des maux destinés à la Suède sous un roi si profondément et si naïvement imbu des doctrines de l'absolutisme. On mesure une fois de plus par de tels récits quel fléau ce fut que cette superstition monarchique destinée à désoler l'Europe, soit à la fin du XVIIe siècle, quand elle était dominante, soit à la fin du XVIIIe siècle, quand elle succomba sous les coups d'une réaction terrible.

Héritier de Charles XI, qui, contemporain et disciple de Louis XIV, avait fait consacrer en 1680 par ses propres sujets la théorie de l'absolutisme royal, Charles XII était devenu roi en 1697, à quinze ans, avant d'avoir seulement achevé une éducation infatuée de toute-puissance. Il ne pouvait mieux montrer sa fidélité aux leçons paternelles qu'en mettant à néant les volontés mêmes et le testament de son père : c'était d'ailleurs imiter la France, où les dernières volontés de Henri IV, de Louis XIII, de Louis XIV, ne furent, comme on sait, nullement obéies. Le jeune roi ayant manifesté son désir d'être débarrassé d'une régence, ce changement s'accomplit, dit Voltaire, en trois jours; il aurait pu dire en quelques heures, et le détail d'un tel épisode eût montré quelle était dès ce moment la division des esprits et des intérêts en Suède, combien la royauté y avait détruit non-seulement toute institution, mais aussi tout patriotisme et toute indépendance. Le comte Piper, empressé à saisir cette occasion d'une brillante fortune, commença d'en parler à un ou deux des conseillers de régence nommés par Charles XI; ceux-ci, ambitieux et jaloux de leurs collègues, furent ravis de se donner le mérite d'un premier assentiment. On n'eut pas de peine à faire des recrues parmi le reste des nobles, jaloux eux-mêmes du conseil de régence. Les choses ainsi préparées, on jugea convenable de convoquer la diète, afin que l'ombre de la représentation nationale autorisât ce qu'on méditait. Les députés des quatre ordres se réunirent le 4 novembre, et une étrange comédie politique s'accomplit dans la journée du 8. La première scène se passa dans la chambre des nobles; quelques-uns des principaux membres commencèrent à parler entre eux de la convenance qu'il y aurait à ce que, malgré

le testament de Charles XI, la majorité du jeune roi fût immédiatement déclarée. Un des précepteurs royaux ayant objecté que l'affaire était délicate et demandait réflexion, le comte Lewenhaupt lui imposa silence en le menaçant de le jeter par la fenêtre. Cette façon d'argumenter simplifia la délibération, et, le reste des nobles ayant été saisi du projet, tous ensemble, jetant leurs chapeaux en l'air, s'écrièrent : « Vive le roi Charles XII ! » L'horloge de la ville sonnait dix heures du matin. A onze heures, une députation de la noblesse vint soumettre la proposition de majorité au sénat, lequel, bien entendu, n'eut d'autre préoccupation que de ne point paraître s'être laissé prévenir par la chambre des nobles. Pour qu'il n'y eût pas de temps perdu, Charles lui-même, avec le conseil de régence et la reine douairière tutrice, était venu comme par hasard. Le sénat lui fit immédiatement sa proposition; il répondit que le fardeau serait bien lourd, mais qu'il l'accepterait pour l'amour de ses peuples. Les députés nobles furent toutefois chargés d'obtenir l'assentiment des trois autres chambres de la diète. Ils convoquèrent donc pour trois heures de l'après-midi les députés des prêtres, des bourgeois et des paysans, et dans l'intervalle ils allèrent bien dîner, ce qui ne contribua pas peu à imprimer au vote définitif et à l'acclamation commune, quelques heures après, une retentissante unanimité. Quatre heures sonnaient au moment où les représentans des quatre ordres, tous les chapeaux jetés en l'air, s'écriaient : « Vive le roi Charles XII ! » Les régens apportaient leur démission, la reine douairière renonçait à toute résistance; les dernières dispositions de ce même Charles XI qui avait achevé en Suède l'édifice de l'absolutisme étaient mises à néant par un jeune roi qui allait substituer à toute loi sa seule volonté.

Aux termes de l'ancienne constitution et suivant l'usage traditionnel, tout avénement royal devait être accompagné de certaines cérémonies. En échange du serment prêté par les sujets au nouveau roi, celui-ci devait prononcer un serment solennel qu'on appelait l'*assurance royale*. Il devait ensuite recevoir la couronne et l'onction sainte des mains de l'archevêque d'Upsal, primat du royaume. Charles XII se refusa le premier à tant de conditions. Il reçut le serment de ses sujets, mais ne voulut pas donner l'assurance royale. Il accepta l'onction, afin que les prêtres pussent continuer à exiger au nom du ciel toute obéissance envers « l'oint du Seigneur; » mais il ne voulut recevoir d'aucune main la couronne. Dès le commencement de la cérémonie du sacre, montant à cheval pour se rendre au temple, il avait le sceptre en main et la couronne au front; elle lui tomba de la tête en ce moment, à son grand dépit et comme en châtiment de son orgueil : tout le peuple en fit la remarque. Au

temple, il ne quitta sceptre et couronne que pour recevoir l'huile sainte, et les reprit lui-même sur l'autel pendant que la voix des hérauts, les fanfares, le bruit du canon et les acclamations du peuple saluaient la nouvelle royauté. C'est ainsi que la scène est racontée par M. Fryxell, d'après les documens suédois, mais elle n'est pas telle dans Voltaire. Suivant lui, l'archevêque d'Upsal tenait déjà la couronne pour la mettre sur la tête de Charles XII quand celui-ci « la lui arracha des mains, dit-il, et se couronna lui-même en regardant fièrement le prélat. La multitude, à qui tout air de grandeur impose, applaudit à l'action du roi. » Il ne paraît pas que les choses se soient passées de la sorte, et le récit suédois ne laisse point place à ce coup de théâtre.

Les commencemens de Charles XII furent terribles. Il avait montré dès sa première enfance une incroyable opiniâtreté de caractère. Un jour il mit toute la famille royale en émoi parce que, après avoir déclaré que la couleur bleue était noire et que l'un de ses maîtres avait l'air d'un cuistre, malgré toutes les menaces et toutes les instances il n'en voulut jamais démordre. Ce fut, hélas! la même opiniâtreté intraitable qui, grandissant chez le souverain absolu, le fit persister plus tard dans ses fautes sans remords ni pitié, à travers tous les désastres. Devenu roi, il prétendit gouverner seul, sans diète ni sénat. Il expédiait les affaires dans sa chambre à coucher avec un ou deux favoris, ou bien il restait des semaines sans en vouloir rien entendre : si les ministres se présentaient, il les jetait à la porte. Ces ministres avaient à peine connaissance des dépêches adressées par les agens extérieurs de la Suède; le roi envoyait des troupes, nommait les généraux, déclarait la guerre sans qu'ils en sussent rien. Écoutait-il par hasard quelque objection à laquelle il eût dû se rendre, c'était pour répondre avec un grand sang-froid que sa volonté royale n'en était pas changée, et nul n'osait insister. On en vint à se convaincre que l'unique chance de l'entraîner vers un parti était de lui conseiller le parti contraire. Voltaire a dit ses caprices, ses emportemens, ses chasses à l'ours, ses rudes exercices, ses goûts militaires; il pouvait ajouter que tout cela fut porté à d'incroyables extrémités, tantôt comme par un enfant mal élevé, tantôt comme par une sorte de fou furieux. A table, ce roi de quinze ans lance des noyaux de cerise dans la figure de ses invités, des plus âgés et des plus respectables. Avec quelques trop joyeux compagnons, il brise chez lui fauteuils et candélabres, il casse le nez à tous les bustes de marbre dans le château, il rompt tous les bancs de la chapelle, pour qu'à la prière du soir toute la cour soit obligée de rester debout. Il a près de sa chambre un ours dompté, qu'il enivre et qui se tue en sautant d'une fenêtre. Il dépassa toutes bornes quand il eut auprès de lui en

visite par deux fois son beau-frère, le jeune duc de Holstein. Alors recommencèrent, plus effrénées que jamais, les courses à cheval, à bride abattue, ou les courses à pied, en lutte avec les coureurs de la cour, ou les parties de traîneaux sur la glace entr'ouverte, ou les luttes à la nage en plein hiver. Tous deux un jour et leurs gens se mettent à chasser un lièvre dans la salle même des états. En plein midi, ils entrent à cheval dans Stockholm, presque tous en chemise, l'épée à la main, et ils courent la ville avec de grands cris en brisant les vitres. Tous deux s'en vont avec leur suite à pied, pendant la nuit, jeter des pierres aux fenêtres des ministres. Charles s'avise une fois de monter un cerf qu'on venait de prendre; ce fut un prodige qu'il en revînt. Le duc, dont il ne faut certes pas, comme a fait Voltaire, vanter la douceur, montra un jour un sabre avec lequel il se vantait d'avoir abattu d'un seul coup la tête d'un veau. Charles voulut en faire autant. On lui amena au château des moutons et des chèvres, et il s'exerçait dans sa chambre, qui ruisselait de sang, à les décapiter d'un seul coup; les têtes volaient par les fenêtres dans la rue, au grand scandale des passans ébahis.

Rien n'arrêtait cet opiniâtre, ni les prières et le chagrin de ses serviteurs les plus dévoués, ni les allusions publiques des prédicateurs, ni le mécontentement de l'opinion, ni la vue des maux particuliers que ses jeux sanglans entraînaient. Il y avait mort d'homme presque à chacun de violens exercices pour lesquels il voulait deux groupes opposés. Le duc de Holstein l'ayant une fois défié à franchir au saut du cheval un fossé dangereux, où la mort paraissait certaine, en vain supplia-t-on Charles d'y renoncer, en vain accusa-t-on devant lui le duc de trahir par de tels défis ses perfides desseins en vue de la succession royale, qu'il convoitait. Il fallut qu'un page du roi, quand il ne restait plus d'autre moyen pour arrêter celui-ci, obtînt de faire l'épreuve le premier : il y tua son cheval et se releva avec un bras cassé; à ce prix seulement, Charles céda.

Le seul adoucissement fut un changement de manie. Pendant le second séjour que fit le duc en Suède, Charles voulut tout à coup l'éclat des fêtes élégantes et parées. La cour suédoise redevint subitement ce qu'elle n'avait plus été depuis le règne de Christine. Dans les diverses résidences royales ou chez les principaux courtisans, ce fut une série non interrompue de bals et d'illuminations, de mascarades jusque dans les rues; le pasteur même de la cour donna un souper qui fit scandale. Si le jeune roi ne s'enivrait pas, il dansait toute la nuit, jusqu'à dix heures du matin, en changeant trois ou quatre fois ses étranges costumes, et comme emporté par une sorte de fureur. Le comte de Tessin acquit ses bonnes grâces par l'habileté parfaite avec laquelle il disposait toutes ces fêtes; les

splendeurs de Versailles allaient être dépassées. En novembre 1699, on engagea une troupe de comédiens français qui représentèrent, avec les chefs-d'œuvre de Molière et de Corneille, tout ce que notre scène avait consacré. Les représentations continuèrent sans interruption tout l'hiver, et Charles s'y montra obstinément assidu.

Ainsi quand l'absolutisme royal se traduisait en Occident par les débauches d'un Charles II d'Angleterre, par le cérémonial abêtissant d'un Philippe III et d'un Philippe IV d'Espagne, par le raffinement de Versailles, encore voisin d'une brutale grossièreté, — car on se rappelle, au milieu du luxe orgueilleux de notre cour, les sauces de Mme Panache, les princes et princesses recevant à leur garde-robe, et Louis XIV jetant à la renverse, par manière de plaisanterie, les fauteuils et les dames, — le nord nous imitait : il empruntait nos excès, sur lesquels il enchérissait encore avec son reste de barbarie. Auguste, le roi de Pologne, faisait montre de sa force herculéenne et cassait un fer à cheval avec ses mains; Pierre le Grand faisait mieux : il décapitait lui-même, de suite et sans s'arrêter, quatre-vingts strélitz, à la force du bras. Charles XII traduisait donc à sa manière tout un côté des mœurs de son temps quand il inaugurait son règne par la désobéissance aux ordres de son père et par de violens caprices ou des fêtes coûteuses. Par là surtout, c'est-à-dire comme signes généraux du siècle et comme annonces des malheurs qui allaient suivre, ses commencemens ont été, disions-nous, vraiment sinistres. Ce ne sont pas seulement ici jeux ordinaires de princes et erreurs de jeunesse, et il ne suffit pas de reconnaître, comme fait Voltaire, que « les premiers temps de son administration ne donnèrent point de lui des idées favorables. — Il parut, ajoute l'historien, qu'il avait été plus impatient que digne de régner. Il n'avait à la vérité aucune passion dangereuse, mais on ne voyait dans sa conduite que des emportemens de jeunesse et de l'opiniâtreté. » Ne faut-il pas répondre à Voltaire que c'était bien la passion dangereuse, cette volonté arbitraire et fantasque n'admettant ni scrupule, ni résistance, ni limites, et qui, après s'être manifestée sous diverses formes, loin de disparaître, subsista pendant tout le règne et en fit tous les désastres, étant devenue la passion de la guerre? Au démon de la guerre qui l'inspirait tout entier, Charles allait sacrifier, pour un peu de gloire éclatante au début, les intérêts les plus sacrés de son peuple, la sécurité de sa couronne, et finalement sa vie.

Ce ne fut pas lui toutefois qui chercha la guerre; elle s'offrit à lui. Dès son avénement, un vaste complot de ses voisins le menaçait. Le XVIIe siècle avait été pour la Suède, sous Gustave-Adolphe, Christine, Charles X et Charles XI, une époque d'incomparable puis-

sance. La guerre de trente ans avait porté la gloire de cette nation à travers toute l'Europe; l'essor des sciences et des lettres et même le reflet des arts s'étaient ajoutés aux succès militaires. La paix de Stolbova en 1617, celle d'Oliva en 1660, avaient ajouté à la Finlande, depuis longtemps suédoise, la Carélie et l'Ingrie, prises aux Russes, l'Esthonie et la Livonie, enlevées aux Polonais; les traités de Brömsebro en 1645 et de Röskilde en 1658 avaient privé le Danemark des belles provinces qu'il possédait jusque-là dans la péninsule suédoise; la paix de Westphalie enfin avait fait de la Suède une puissance continentale en lui donnant, avec trois voix dans la diète germanique, la Poméranie supérieure, arrachée aux électeurs de Brandebourg, Rugen, Stettin, Brême et Werden. La jalousie et le ressentiment des puissances ainsi dépouillées n'osèrent pas se montrer jusqu'à l'avénement de Charles XII; mais alors Frédéric IV de Danemark, Auguste II de Pologne et le tsar Pierre de Russie, encouragés par la jeunesse et le caractère apparent du jeune roi, conclurent entre eux une ligue secrète et attaquèrent tous trois en même temps, le premier en cherchant à surprendre le duc de Holstein, allié de la Suède, le second en assiégeant Riga en Livonie, et Pierre en assiégeant Narva. A peine le duc de Holstein eut-il invoqué le secours de Charles, que celui-ci se résolut à la guerre; il prit cette résolution tout seul, sans consulter personne que son favori le comte Piper. A partir de ce moment, ce fut un autre homme; il ne vécut que pour son armée. Le soir du 13 avril 1700, ses principaux ordres militaires étant donnés, il prit congé de la reine son aïeule et de ses sœurs pour une absence de quelques jours, disait-il; mais pendant la nuit il quitta secrètement sa capitale, où il ne devait jamais revenir, et se dirigea vers le midi de la Suède afin d'engager immédiatement la campagne. Tel est le récit des historiens du nord : il est plus conforme au caractère de Charles XII, ennemi de toute scène d'apparat, que celui de Voltaire, suivant qui « une foule innombrable de peuple l'accompagna jusqu'au port de Carlscrona en faisant des vœux pour lui, en versant des larmes et en l'admirant. »

La narration des premières campagnes n'offre dans Voltaire aucune sérieuse inexactitude. Devant Copenhague, il est vrai, c'est seulement à l'exemple du major de sa garde et de ses grenadiers de l'aile gauche que Charles XII, de l'aile droite, saute lui-même à l'eau, l'épée à la main, pour arriver plus vite à l'ennemi, posté sur le rivage. Ce n'est pas le lendemain de ce débarquement que put arriver un renfort de Suède, car ce jour-là le temps sur mer fut horrible, et la petite armée suédoise resta en grand danger sur la côte danoise jusqu'au surlendemain. La paix de Traventhal ayant été signée le 8 août 1700, et le roi de Suède ayant mis à la voile de

Carlscrona le 24 juillet pour le commencement de l'expédition, celle-ci avait duré quinze jours et non pas six semaines. — Qu'importe tout cela? dira-t-on que ce soient des erreurs sérieuses et portant quelque atteinte aux vrais mérites de l'historien?

De la légende de Charles XII, Narva forme la seconde page. On a raconté bien souvent, et les Suédois, malgré le contraste des temps, sont fiers de rappeler encore la mémorable scène du 21 novembre 1700, lendemain de la bataille, alors que 10 ou 12,000 Russes défilèrent devant 6,000 Suédois en mettant bas les armes et en déposant aux pieds de Charles XII leurs drapeaux et enseignes. Ces malheureux vaincus étaient tellement terrifiés, bien que les vainqueurs, outre leur petit nombre, n'eussent plus ni pain ni munitions, qu'à peine leurs armes jetées à terre ils s'enfuyaient à toutes jambes, se pressant comme un troupeau sur un pont où aboutissait le chemin; le pont céda, et ils se noyèrent en grand nombre. C'est là une de ces journées qui, restées dans le souvenir des peuples, expliquent la reconnaissance de la Suède envers Charles XII.

Le 25 juillet 1700, Charles avait traversé le Sund pour aller mettre fin en quelques jours à la guerre de Danemark; en octobre de la même année, il avait traversé la Baltique, et le 20 novembre battu les Russes à Narva; le 9 juillet de l'année suivante, il remportait au passage de la Dwina une autre victoire sur les troupes du roi de Pologne, et le forçait à renoncer au siége de Riga. Onze ou douze mois lui avaient suffi pour triompher de ses trois adversaires. Alors commence son plus grand éclat; il semble qu'il ne lui reste plus de ses primitifs excès d'activité, de vigueur physique et d'énergie que de quoi mériter l'admiration des hommes. Aux vertus militaires il en joint d'autres encore : on exalte dans toute l'Europe sa sobriété exemplaire, sa sévérité pour lui-même en même temps que pour ses soldats, sa piété, son mépris des plaisirs, son respect de la parole jurée, sa haine du mensonge. Rarement il prendra ses quartiers d'hiver dans les villes, dont il redoutait les jouissances pour ses soldats; non-seulement les heures des prières et des offices sont rigoureusement observées dans son camp, mais une parole impie et tout acte d'indiscipline y sont sévèrement punis. Il semble que le roi de dix-huit ans, austère et intrépide, ait dépouillé tout souvenir du prince de quinze ans, qu'on avait vu indisciplinable et fantasque. Nous ne devons pas toutefois nous y laisser tromper : par ces vertus mêmes, le génie de la guerre le possède et va l'entraîner.

De la fin de 1700 à l'automne de 1707, Charles XII ne fut occupé qu'à poursuivre son troisième ennemi, le roi de Pologne, électeur de Saxe, qu'il ne se contentait pas d'avoir forcé de renoncer au

siége de Riga, mais qu'il voulait à tout prix faire détrôner par les Polonais eux-mêmes, pour le remplacer par Stanislas Leczinski. Voltaire n'a pas dit que le roi Auguste, effrayé de la double victoire de Copenhague et de Narva, peu confiant dans ses alliés les Russes, avait offert de traiter avant d'éprouver quelles intrigues en Pologne même s'agiteraient pour son vainqueur, et avant de recourir à l'inutile intervention d'Aurore Königsmark. Voltaire n'a pas marqué combien ce moment fut décisif dans l'histoire de Charles XII ou même dans l'histoire de l'Europe en face des progrès envahissans de la Russie. Si Charles XII, au lendemain de Narva, eût accepté la paix avec le roi de Pologne, l'armée suédoise, au lieu de se diviser pour essayer vainement d'un côté de tenir en respect le tsar Pierre, et de l'autre pour achever la ruine d'Auguste II, aurait pu réunir toutes ses forces contre la Russie et l'empêcher de faire ce premier pas en avant, cette première conquête d'un rivage sur la Baltique, qui fut le point de départ de sa future grandeur. Les motifs de cette résolution funeste que prit Charles XII de faire déposer le roi Auguste, résolution dans laquelle il persista opiniâtrément toute sa vie, furent sans nul doute l'entraînement de ses premiers et étonnans succès, l'ivresse du pouvoir absolu, la rigidité d'une volonté intraitable. Il paraît bien qu'il faut y ajouter, ce que Voltaire n'a pas marqué non plus, une réelle indignation contre la mauvaise foi et les mœurs légères du roi Auguste. Au moment même où celui-ci concluait son alliance contre la Suède avec le Danemark et la Russie, il conviait le représentant suédois accrédité auprès de lui à des entrevues secrètes et nocturnes, comme pour négocier un traité avec Charles à l'insu de la Russie. Or Charles XII se disait et se croyait l'instrument de la justice divine pour châtier les violateurs de la parole donnée. Il écrivait à Louis XIV, en lui exposant la conduite de son adversaire, qu'une telle bassesse devait nécessairement attirer la vengeance céleste. En vain Louis XIV le détourna-t-il de cette guerre, sauf à l'y exciter ensuite, lorsqu'il dut craindre que la ligue formée contre la France n'invoquât son secours; en vain, de concert avec ses meilleurs conseillers, d'autres cours le pressèrent-elles de conclure la paix avec le roi de Pologne : il n'eut pas de repos qu'Auguste n'eût été détrôné par ses propres sujets.

Son séjour dans le château d'Alt-Ranstadt, en Saxe, fut ainsi le vrai moment de son plus éclatant triomphe, contenant en germe ses malheurs futurs. Ses volontés, quoique excessives, avaient été accomplies; tout avait cédé à ses armes. C'était pour les soldats et le peuple un spectacle émouvant que le contraste de sa rude simplicité avec le luxueux appareil des diplomates ou des princes qui venaient à son audience : il émerveillait les témoins quand avec

son costume traditionnel, grosses bottes de peau de buffle, tunique de drap bleu à boutons de cuivre, tête nue par tous les temps, il entraînait à sa suite le roi de Pologne détrôné, redevenu simple électeur de Saxe, et qui n'en portait pas moins des habits brodés couverts d'or, de perles et de pierreries. Il apparaissait en Allemagne comme un autre Gustave-Adolphe, lorsqu'il allait visiter le champ de bataille de Lutzen, et souhaitait, après avoir vécu comme Gustave, de rencontrer une mort semblable à la sienne, ou bien lorsqu'il se rendait à Wittenberg et s'agenouillait au tombeau de Luther. Pour qu'il eût alors tous les genres de triomphe, la belle Aurore Königsmark renouvela auprès de lui sa tentative en faveur d'Auguste II et échoua de nouveau. Dix princes, trente envoyés des cours étrangères, visitèrent son camp. Les Hongrois révoltés l'invoquaient contre l'Autriche. De plusieurs parties de l'Allemagne, on le pressait de reprendre l'œuvre de Gustave-Adolphe et de protéger le corps germanique contre les envahissemens de la France. La grande voix de Leibniz elle-même en exprimait l'espoir. D'un autre côté, la France, elle aussi, essayait de l'attirer vers elle en s'autorisant du souvenir d'anciennes et intimes relations; Louis XIV, malheureux dans sa guerre de la succession d'Espagne, lui demandait de venir joindre à Nuremberg le maréchal de Villars, afin d'assurer comme autrefois la domination de l'Allemagne aux forces réunies de la Suède et de la France. On représentait à Charles XII que l'Autriche avait secouru le roi Auguste contre lui, que de plus elle maltraitait les protestans de Silésie sans respect pour les dispositions de la paix de Munster, dont la Suède était garante. Il fut même question, vers la fin de 1706, d'un projet suivant lequel, pour répondre à ces griefs, Charles exigerait que la couronne impériale appartînt alternativement à un prince catholique et à un prince protestant; ceux qui répandaient ce bruit y ajoutaient, bien entendu, la perspective d'un Charles XII empereur d'Allemagne. S'il eût alors, de concert avec la France, déclaré la guerre à l'Autriche, la marche des événemens changeait pour l'Occident et le centre de l'Europe.

Ce qui prouve bien quel était l'intérêt de cette question aux yeux des cours, ce fut, en avril 1707, la venue du duc de Marlborough lui-même au camp d'Alt-Ranstadt avec une lettre autographe de la reine Anne et de grosses sommes d'argent pour obtenir de Charles XII et de ses conseillers l'abandon de tout projet hostile à l'Autriche et de tout concert avec la France. Marlborough s'aperçut tout d'abord que sa mission était inutile et sa cause gagnée d'avance, Charles ne songeant en réalité qu'à une chose, c'est-à-dire à châtier le tsar comme il avait châtié le roi de Danemark et le roi de Pologne. Deux mois après, en juin 1707, Louis XIV, accablé par les revers, et

voyant Toulon menacé par les alliés, tenta un nouvel effort auprès de Charles XII : celui-ci avait promis d'observer la neutralité; toutefois, mal disposé envers l'Autriche, il fit dire secrètement au duc de Savoie, Victor-Amédée, l'un des principaux alliés, que, s'il contribuait pour sa part à la prise de Toulon, Charles prendrait ses dispositions pour le priver de tous les avantages que la récente campagne venait de lui assurer. Le message produisit son effet, et le duc, sans qu'on s'en aperçût autour de lui, sut faire manquer les opérations du siége, au grand détriment de ses confédérés. — Louis XIV avait jadis, au temps de la paix de Nimègue, fait frapper une médaille qui représentait la Suède protégée par l'ombre des ailes du coq gaulois. Charles XII à ce moment y opposa une médaille représentant le coq et les lis protégés par le lion couronné qui figure encore aujourd'hui comme symbole de la couronne de Suède.

Les résultats de sa principale faute n'en commençaient pas moins à se développer. Pendant qu'il ravageait pendant six années la malheureuse Pologne, son ardent rival Pierre Ier ne restait pas inactif. Les garnisons commises à la garde des provinces suédoises au sud-est de la Baltique étaient braves, mais clair-semées et trop peu nombreuses. Dès l'automne de 1702, Pierre s'empara de la petite ville de Nöteborg, qui commandait la Néva à la sortie du lac Ladoga. Au mois de mars 1703, pendant que les glaces empêchaient qu'on la secourût par la Baltique, il prit l'autre ville suédoise de Nyen, située à l'embouchure du fleuve. Ce fut pour défendre cette place que, peu de semaines après, la marine russe commença de paraître sur la Baltique. Pierre ajouta pendant la même année à ces premiers succès la conquête de l'Ingrie, jadis enlevée par Gustave-Adolphe aux Russes. Il disait de cette province comme il est dit dans le livre des Macchabées : « Nous n'avons point usurpé le pays d'un autre, et nous ne retenons point le bien d'autrui; nous avons repris l'héritage de nos pères, que nos ennemis avaient injustement possédé pour quelque temps. » Telle était la devise inscrite sur une carte de l'Ingrie déployée aux yeux de tous lors de son entrée triomphale à Moscou. Nyen avait été conquise le 4 mai 1703; le 17 fut posée tout près de là, sur les îles mêmes que forme l'embouchure de la Néva, la première pierre de Saint-Pétersbourg. On a comparé avec raison Pierre le Grand au grand Condé, qui jeta, dit-on, son bâton de commandement au plus épais des rangs ennemis pour l'y aller reprendre avec la victoire. De même Pierre Ier jeta les fondemens de sa capitale en plein territoire suédois, sûr qu'il était de savoir l'y maintenir et l'y défendre. Le sol même était à conquérir sur les inondations et les marais; 100,000 hommes y furent amenés de gré ou de force; à la fin de l'été, un fort bien construit y était entouré

d'un groupe de maisons particulières. En novembre, le premier vaisseau marchand venu de l'étranger entrait dans le nouveau port, Pierre lui-même servant de pilote. La nouvelle de cet établissement fut diversement accueillie à Stockholm. Les uns remarquèrent qu'une des îles sur lesquelles était assise la future capitale s'appelait *Har-ön*, l'île aux lièvres, et un poète de cour proposa qu'on appelât cette ville non pas *Petropolis*, mais *Leporopolis*, la ville des animaux lâches et peureux. Charles XII lui-même accueillit cette nouvelle en disant : « Laissons le tsar s'amuser à bâtir des villes; gardons pour nous l'honneur de les lui enlever. » Pourtant il y eut des esprits prévoyans qui dès lors s'alarmèrent pour l'avenir. La campagne de 1704, qui vit une flotte suédoise défaite dans ces mêmes eaux par la marine naissante des Russes, ne justifia que trop leurs prévisions et leurs craintes.

Ainsi la même période des sept premières années de campagne a montré en même temps l'éclat incomparable de Charles XII, ses talens et ses vertus militaires, son ascendant et son crédit d'un moment en Europe, et les excès déplorables de son génie, causes immédiates de la faute qui pèse sur sa mémoire. De cette période principale, Voltaire a-t-il trop abrégé le récit ou bien ignoré certains traits? Loin de là : il y a telle scène pour laquelle il a été instruit de première main. C'est, par exemple, la duchesse de Marlborough qui lui a raconté les détails de l'entrevue entre le célèbre général anglais et le roi de Suède, et ces détails sont entièrement conformes à ce que nous donnent les dépêches du duc lui-même, qu'on peut lire dans sa correspondance publiée par sir George Murray à Londres en 1845. C'est grâce à des informations si directes que Voltaire a fait de cette curieuse scène une courte, mais vive peinture que les écrivains modernes ont ensuite copiée.

Les épisodes qui suivent dans la carrière de Charles XII ne sont que les funestes conséquences de son obstination à détrôner Auguste II et à rester en Pologne. Le premier de ces épisodes est la fatale expédition que devait terminer la sanglante défaite de Pultava. Après avoir frayé sa route vers le centre de la Russie par le même chemin au nord que suivit plus tard notre grande armée, il opéra sa sinistre retraite par le midi; la marche, commencée pendant le terrible hiver de 1708-1709, s'acheva pendant le mois de juillet, sous une chaude latitude, de sorte qu'il parut avoir conjuré contre lui tous les fléaux d'un climat diversement extrême. On sait comment lui manqua le secours qu'il attendait de son lieutenant Lewenhaupt, battu par les Russes pendant qu'il s'efforçait de le joindre, et comment lui manqua aussi son allié Mazeppa, l'hetman des Cosaques, également surpris par les armées du

tsar. La journée de Pultava fut une terrible déroute. Des milliers de Suédois, faits prisonniers, « défilèrent tous en présence du prince Menzikof, raconte Voltaire, mettant les armes à ses pieds, comme 30,000 Moscovites avaient fait neuf ans auparavant devant le roi de Suède à Narva. »

Un examen des divers récits sur l'expédition de Charles XII dans les provinces russes ne découvrirait rien d'important, sinon la nouvelle preuve du talent de Voltaire et de sa supériorité d'écrivain sur ses prédécesseurs et ses rivaux. Il semble en revanche que, dans la série des bizarres circonstances qui suivent, il se soit laissé aller au plaisir de raconter sans donner des explications suffisantes. Avait-il absolument perdu le sens, comme on l'en soupçonna, cet étrange roi de Suède, ou bien avait-il quelques motifs de sérieuse politique, lorsque, après la fatale journée de Pultava, au lieu de retourner dans son royaume menacé de toutes parts, il séjournait en Turquie cinq longues années? Qu'il y restât d'abord pour exciter de là entre les Turcs et les Russes une guerre de nature à lui rendre à l'égard de ces derniers une situation favorable, cela se comprenait, et l'affaire du Pruth, en 1711, où Pierre le Grand courut grand risque, se chargea de le justifier; mais que pouvait-il espérer ensuite? Voici les raisons qu'on croit démêler, et dont il faut tenir compte pour juger entièrement sa conduite. Il croyait pouvoir, avec une armée d'Ottomans et de Polonais, se rendre en Pologne, y rejoindre une armée partie de Suède, puis, avec ce secours, satisfaire son idée fixe, détrôner Auguste, qui avait recouvré sa couronne, et rétablir Stanislas Leczinski sur le trône. De plus, il paraissait enfin avoir préparé la formation d'une ligue entre plusieurs princes protestans d'Allemagne dont il se serait servi contre le catholique Auguste II. Peut-être aussi revenait-il au projet de créer une opposition protestante en vue des élections pour l'empire, et d'obtenir que la couronne d'Allemagne fût réservée alternativement à des candidats de l'une et l'autre religion. S'il eût été lui-même élevé à cette suprême dignité par le corps germanique, c'eût été sans doute de quoi contre-balancer les nouveaux succès de la Russie. Toutefois le moment n'était-il pas bien mal choisi, au lendemain de Pultava, pour accueillir de tels rêves d'ambition?

En réalité, ce n'est plus à un politique ni à un chef d'état, c'est à un vrai héros de roman que nous avons désormais affaire. On désigne dans tout le Nord et en Orient par le mot *kalabalik*, qui signifie en turc *le combat du lion*, la singulière journée du 12 février 1713, alors que Charles XII, s'obstinant à rester depuis près de quatre années en Turquie malgré les efforts du sultan pour le faire sortir sans violence de son empire, soutint, dans la demeure qu'il

s'était construite à Varnitza, un siége en règle contre l'armée ottomane. Il avait avec lui 300 soldats suédois, qui furent faits prisonniers presque sans coup férir dès l'attaque des retranchemens. Il se défendit alors dans son unique maison avec une soixantaine d'hommes contre 1,200 Turcs et 12 canons. Le combat dura neuf ou dix heures; on se battit corps à corps: Charles tua de sa main une dizaine d'ennemis. Quant à son propre danger, il ne fut réel, bien qu'il ait été blessé, que trois ou quatre fois, quand tout près de lui des janissaires, voyant tomber leurs camarades, cédaient au sentiment de la vengeance. On avait recommandé à ces vieux soldats de l'épargner et de le prendre vivant, si cela était possible. Ils avaient pour lui d'ailleurs une sorte de respect superstitieux. Aussi leurs canons tiraient-ils en l'air, et ce ne fut un vrai combat que de la part des Suédois et de Charles lui-même, qui y apportaient une sorte de fureur. L'étrangeté de la scène, la bizarre obstination du héros, sa réputation de courage et de vertu militaire, enfin le remords d'avoir à violer à l'égard d'un tel étranger les lois de l'hospitalité, tout cela contribuait à contenir l'ardeur des janissaires, qui craignaient d'atteindre ce singulier ennemi. Le souvenir de cette journée est encore aujourd'hui vivant chez les Turcs, bien que la légende l'ait transformé. A la place où était son camp, on voit de nos jours une sorte de tertre recouvert de gazon. Le paysan turc raconte à sa manière l'histoire de Charles le Suédois, *Schwetzky Koroll*. Sous le tertre, dans une voûte remplie de ses trésors, vit la fille de Charles; elle garde tout cet or, et elle attend son fiancé; quand il viendra, ils s'en iront tous deux, avec ces énormes richesses, rejoindre le roi, qui continue de vivre en Suède et de régner sur ses braves Suédois.

On comprend que le courage déployé par Charles XII pendant le *kalabalik* n'avait fait que doubler l'admiration des Turcs envers lui. Aussi lorsque, pendant l'année qu'il passa encore chez eux, il s'obstina à rester dix mois au lit, pour éviter de laisser paraître l'extrême dénûment où il était réduit, beaucoup des principaux habitans sollicitèrent et obtinrent des officiers qui l'entouraient de venir le contempler à travers un paravent dont il s'enfermait. On dit que le sultan lui-même, dont il ne voulait pas d'audience, eut recours à ce moyen. On sait comment il quitta enfin la Turquie et traversa l'Allemagne avec un seul compagnon, tantôt sur un cheval boîteux et rétif, tantôt à pied, tantôt dans la paille sur une charrette, en plein mois de novembre 1714, à travers le vent, la neige et la pluie. Quand il arriva aux portes de sa forteresse de Stralsund, en Poméranie, « il y avait seize jours qu'il ne s'était couché : il fallut couper ses bottes sur les jambes, qui s'étaient

enflées par l'extrême fatigue. Il n'avait ni linge ni habits : on lui fit une garde-robe en hâte de ce qu'on put trouver de plus convenable dans la ville. Quand il eut dormi quelques heures, il ne se leva que pour aller faire la revue de ses troupes et visiter les fortifications. Le jour même, il envoya partout ses ordres pour recommencer une guerre plus vive que jamais contre tous ses ennemis. »

A ces parties narratives de son sujet, Voltaire, bien entendu, excelle; mais, — nous touchons ici à notre objection la plus grave, — ne passe-t-il pas trop entièrement sous silence ce que Charles XII lui-même oubliait trop : la situation intérieure de la monarchie suédoise, c'est-à-dire la ruine progressive et lente de l'édifice élevé par Gustave-Adolphe et Charles X, surtout l'incroyable misère, les souffrances de toute sorte, l'anarchie et le désespoir qui affligeaient ses peuples? Sur toute cette histoire lamentable, Voltaire n'a que quelques lignes çà et là. Dira-t-on, sur la foi de son titre, qu'il s'est proposé seulement d'écrire l'histoire de Charles XII et non l'histoire du règne? Mais alors pourquoi ces digressions sur l'état général de l'Europe, sur l'histoire des siècles précédens, sur le climat et les mœurs de la Suède, sur la constitution de la Pologne et les causes de son anarchie, sur la barbarie des Russes et les premiers efforts de Pierre le Grand? Il est tout simplement probable qu'il n'a pu se procurer des informations suffisantes sur le triste état de ce pays abandonné. Les écrivains du Nord n'ont eux-mêmes reconstruit de nos jours cette histoire intérieure qu'à l'aide des procès-verbaux peu complets que rédigeaient encore soit le sénat, soit les administrations diverses. Qui niera cependant que cette page de plus ne soit d'importance pour aider à comprendre le caractère de Charles XII, et pour aider à juger, en même temps que lui, les rois conquérans etabsolus, ses pareils? Une telle étude, faite en détail par M. Fryxell, est d'une haute et sérieuse moralité.

Quand Charles XII, en 1700, quitta sa capitale pour n'y plus jamais revenir, ce fut le sénat qui dut servir d'organe à l'autorité royale, et à qui fut confiée presque toute l'administration. Toutefois Charles se promettait de ne lui laisser aucune initiative. Tandis que Charles XI, que la révolution légale de 1680 dispensait de consulter ce corps, avait cependant continué cette salutaire pratique, son fils se contenta de recevoir les avis du sénat et de les transmettre à son favori et seul vrai ministre, le comte Piper, qui le plus souvent prenait seul ou dictait au roi la résolution. La représentation nationale, c'est-à-dire la diète, composée des députés des quatre ordres, fut entièrement mise en oubli; seulement, pour se donner sans doute une apparence de légalité, on investit quelques-uns de ses fondés

de pouvoirs, non pas d'un droit de vote, mais d'une surveillance et d'une direction au sujet des impôts extraordinaires et des subsides. Qu'importait du reste toute théorie administrative en face d'un entier absolutisme qu'une seule personne exerçait? Charles avait quitté son royaume à l'âge de dix-huit ans, quand il ne connaissait encore ni les hommes ni les choses; étaient-ce quatorze années de campagnes en Pologne et en Russie qui, à cet égard, devaient l'instruire? Piper lui-même, malgré une ferme intelligence et une singulière énergie, pouvait-il bien juger, du camp, tant de contestations diverses? Dans les premières années, il fallait plusieurs semaines, et bientôt, Charles s'éloignant, il fallut des mois pour qu'une affaire expédiée par le sénat vînt au roi et s'en retournât en Suède. Que de dommages pendant de si longs délais! Les dossiers s'accumulaient dans la tente du roi ou du comte sans qu'on y touchât. En 1706, on ne trouve que sept dépêches de Charles XII au sénat, cinq en 1707. Les lettres royales et ordonnances concernant le commerce, l'industrie, l'administration civile, atteignaient sous Charles XI et dans les premières années de Charles XII le chiffre de cinquante environ par an; mais en 1702 on n'en trouve plus que cinq, trois en 1705, une en 1708, pas une en 1709, au moins jusqu'à Pultava. Notez que Charles XII, très jaloux de son autorité, ne permettait, en dehors de la sienne, aucune initiative, et que, par exemple, si quelque point de la péninsule suédoise était menacé par l'ennemi, c'était à peine si de Stockholm on osait envoyer des troupes, de peur de contrecarrer quelqu'une de ses mesures militaires et d'être ensuite sévèrement blâmé par lui. Le ministre de France, Campredon, écrit en mai 1704 et en avril 1705 : « Je n'ai rien à mander; mes pourvoyeurs de nouvelles n'ont rien à m'apprendre, par la bonne raison que les sénateurs eux-mêmes ne savent rien. » L'administration intérieure continua cependant à peu près sa marche régulière durant les premières années, grâce à la ferme impulsion que lui avait donnée le règne précédent, et grâce aux victoires des armées suédoises, qui permettaient à Charles XII de se nourrir et de se recruter en pays ennemi; mais bientôt l'absence prolongée du roi, puis les revers, changèrent entièrement la face des choses. Le sénat, au milieu d'embarras multiples, après avoir obéi à l'ascendant de quelques-uns de ses membres, se divisa soit à propos des questions intérieures, soit en se laissant gagner à l'influence des puissances étrangères; il y eut dans son sein un parti français avec l'énergique sénateur Fabian Wrede, et un parti anglo-hollandais avec le vieux comte Oxenstiern, ministre des deux précédens règnes. C'étaient les premiers germes de futures et fatales dissensions.

A mesure que Charles XII s'enfonçait davantage en Allemagne, en Pologne, en Russie, ses demandes d'hommes et d'argent arrivaient plus fréquentes. Comme cependant les provinces suédoises étaient sans cesse menacées par des diversions ennemies, il devenait très important de garder des troupes suffisantes pour protéger les frontières, et très difficile d'obéir aux ordres du roi, qui ne se préoccupait que de détrôner le roi de Pologne. L'interruption du commerce par la guerre et la piraterie, le chômage de la culture par le manque de bras, le délabrement des finances, rendaient presque impraticables les expédiens que le sénat essayait d'ajouter aux impôts extraordinaires, aux contributions volontaires ou forcées. L'épuisement de la population devint tel que les dernières levées ordonnées par Charles XII ne purent se faire sans des émeutes quelquefois sanglantes, et n'ajoutèrent aux régimens suédois que des hommes trop vieux ou trop jeunes, des malfaiteurs qu'on tira des prisons, ou même des Danois et des Russes, naguère fait prisonniers, et qu'on trouvait dur d'être obligé de nourrir inactifs en Suède. Le sénat, malgré son zèle, malgré ses efforts pour instruire Charles XII de la misère de ses peuples, pour le ramener en Suède et le faire renoncer à ses projets insensés, devenait impopulaire et même odieux par l'exécution des mesures qui lui étaient imposées. A tant de causes de ruine s'ajoutèrent les fléaux naturels. L'hiver de 1708-1709, si cruel dans toute l'Europe, fut suivi, en 1710, d'une peste, causée apparemment par les massacres et la misère que la guerre de la succession d'Espagne et les guerres de Charles XII avaient partout propagés. Partie de la Galicie et du sud de la Pologne, cette peste envahit toute la Suède occidentale; à Stockholm, pendant les mois d'été et d'automne, le ciel ne cessa d'être voilé par un brouillard immobile et tiède, sans un seul rayon de soleil, sans pluie et sans gelée. La fumée, au lieu de se perdre dans l'atmosphère, s'enroulait et se traînait sur le sol, que couvrait une imperceptible vermine. Les oiseaux avaient fui, le bétail périssait. Le fléau s'accrut en novembre et décembre, jusqu'à ce qu'enfin, pendant la nuit précédant le jour de Noël, la première gelée de la saison se produisit; le lendemain, à onze heures du matin, le cruel brouillard se dissipa presque subitement; le soleil, qu'on n'avait pas aperçu depuis six mois, brilla de tout son éclat, et au bruit des cloches, au retentissement des chants religieux dans tous les temples, la population en deuil accueillit l'espoir d'une délivrance. La Suède, déjà dépeuplée par tant de maux, avait perdu par la peste pendant ces quelques mois plus de 100,000 âmes. Stockholm et les principales villes avaient eu le triste spectacle des désordres de tout genre qu'entraînent après eux la démoralisation et le désespoir. On avait vu sévir le crime

effréné, la débauche sceptique, la colère impie, l'abattement et l'inertie stupides.

C'est au milieu de cet abîme que venait retentir subitement un nouvel ordre de Charles XII, qui exigeait 10,000 hommes et 300,000 thalers; il lui fallait une diversion du côté de la Suède pour faire cause commune avec l'armée ottomane attaquant les frontières de Russie. Le sénat admira une fois de plus la parfaite indifférence et l'obstination de ce despote, qui taxait d'exagération et de mauvais vouloir tous les rapports sur l'état de la Suède. Cependant il était souverain absolu, jaloux de son autorité, opiniâtre à se faire obéir; le sénat, dépouillé par lui de toute action réelle et de toute force propre, avait, soit parmi les ambitieux, soit dans la population souffrante, de nombreux ennemis. Effrayé de sa responsabilité et désireux de la faire partager au pays lui-même, il convoqua pendant cette même année 1710 une diète qui, tout en respectant l'autorité royale, essaya de prendre en mains les affaires, de remettre un peu d'ordre dans les finances, de rappeler le roi et de lui faire accepter la paix.

Ce n'étaient là que les préludes des graves mesures qui furent tentées à Stockholm en 1713 et en 1714, quand Charles XII, s'obstinant depuis près de quinze années à ne pas rentrer dans son royaume, eut amené la Suède au dernier degré de misère, et lassé la patience du peuple le plus résigné et le plus dévoué. Voltaire n'a que très imparfaitement, il faut le dire, connu ces graves épisodes qui montrent tout un côté du caractère de Charles XII; il en a trop peu parlé, et il a commis, quand il en parlait, certaines erreurs; il y a donc plusieurs motifs d'y insister.

Charles XII avait appris avec irritation que la diète s'était assemblée sans son ordre en 1710; les levées d'hommes et d'argent par lui prescrites n'avaient pas été faites, et la diversion promise aux Turcs ne s'était pas effectuée. Aussi envoya-t-il à Stockholm, avec une interdiction formelle de convoquer jamais sans lui les représentans de la nation, des lettres impérieuses où il accusait les sénateurs de tout le mal qui s'était fait, et parlait du jour prochain où il leur en demanderait un compte sévère. Cependant il prolongeait son séjour chez les infidèles; il faisait le *kalabalik*, il restait dix mois au lit, et, quand ces rapports étranges arrivaient en Suède, le peuple des campagnes n'y voulait pas croire; il accueillait bien plutôt ceux qui disaient que le roi était mort ou bien qu'il était fou, et que le sénat, pour conserver son autorité, cachait la vérité. En même temps les Russes achevaient, ville par ville, la conquête des principales provinces baltiques, et l'on craignait tellement de les voir débarquer dans l'archipel situé en avant de Stockholm, que

déjà l'on se préparait à transporter dans une ville de l'intérieur la riche bibliothèque d'Upsal. D'autre part, les Danois menaçaient, et on croyait les voir arriver en Scanie, pour reprendre cette province, une des plus fertiles de la péninsule scandinave. Si l'on redoutait moins leur invasion par la Norvége, c'était par cette raison que les provinces suédoises de ce côté étaient devenues, pendant ces dernières années, et par l'effet de la misère générale, presque absolument incultes; les armées ennemies n'auraient pu s'y nourrir. Dans le complet désarroi du gouvernement et des esprits, la convocation des états-généraux était évidemment la seule ressource : au pays lui-même incombaient le droit et le devoir d'aviser à son propre salut au moment d'être précipité dans l'abîme. Ce fut dès lors l'opinion publique qui réclama de tous côtés et la convocation d'une diète et la constitution d'un pouvoir exécutif plus élevé et plus indépendant d'action que ne pouvait être le sénat.

La sœur du roi, Ulrique-Éléonore, fut ainsi associée, presque malgré elle, au pouvoir suprême. Il fut convenu qu'elle aurait deux voix dans le sénat; elle prendrait place à droite du trône; elle contresignerait toutes les résolutions publiques, comme les sénateurs eux-mêmes. Le 2 novembre 1713, au retentissement des salves d'artillerie, au milieu des espérances générales qui accueillaient ce changement comme si c'eût été le terme désiré de tant de souffrances, elle assista pour la première fois à la séance du sénat, et autorisa de son double vote la convocation de la diète pour le 14 décembre.

Le budget présenté à cette diète donnait pour chiffre des revenus 4,500,000 thalers, tandis que le chiffre des dépenses s'élevait à 11,700,000 thalers. Dans cette dernière somme figurait l'entretien du roi Stanislas de Pologne aux frais de la Suède, 100,000 thalers, — celui des innombrables Suédois prisonniers en Russie, 150,000 thalers, — celui des prisonniers étrangers qu'il fallait nourrir en Suède, 50,000 thalers; puis venaient les bons à payer du roi à la suite de ses énormes dépenses en Turquie, non pas certes pour son propre entretien, qui était des plus simples, mais pour ce renom de générosité qu'il soutenait par des présens considérables. C'était aux malheureux Suédois de payer tout cela. — Le premier objet de la diète devait être de pourvoir sans trop d'oppression, s'il était possible, aux dettes et aux dépenses les plus criantes, ainsi qu'à l'état des armées; mais le pays ne pouvait pas supporter de nouvel impôt, et dans le triste état des affaires, quand le lendemain n'était pas même assuré, il n'y avait pas à compter sur des emprunts, ni à l'intérieur ni au dehors. On ne pouvait songer qu'aux expédiens. On proposa d'aliéner quelques portions du

territoire, de vendre ce qui restait des diamans et bijoux de la couronne, et même les drapeaux et canons pris sur l'ennemi. Ces canons furent du moins fondus, et on en battit monnaie.

L'expédient le plus énergique et le plus grave fut de mettre à néant la dernière ordonnance du roi comme excessive et inexécutable. La paix le plus tôt possible et à tout prix, tel était l'impérieux besoin et le vœu hautement exprimé de la nation. On savait que le roi ne consentirait jamais à la paix tant que son projet de renverser le roi de Pologne, Auguste II, ne serait pas satisfait. Les membres des états proposèrent donc que la princesse Ulrique fût nommée régente, afin que les cours étrangères pussent traiter avec elle. Certes, en s'engageant sur une pente si dangereuse, les représentans de la nation n'avaient aucun factieux dessein; nul système politique ne les dirigeait, ils obéissaient à la seule pensée de sauver le pays. Autour d'eux cependant, de graves intrigues s'agitaient. Un certain parti opposait à la princesse Ulrique, en vue de la succession, le fils de sa sœur aînée, le jeune duc de Holstein. Ce parti eut le tort d'être servi par des ambitieux, comme le baron de Görtz, destiné à jouer un grand rôle dans les dernières années du règne de Charles XII. Görtz conçut l'espoir d'élever son jeune maître à la couronne de Suède en le mariant à la princesse Anne, fille de Pierre le Grand, et en faisant entrevoir au tsar non-seulement cette couronne pour son gendre, mais les riches dépouilles de la Suède pour lui-même. Des lettres et des missions secrètes furent échangées à ce sujet entre le tsar et la petite cour de Holstein, à qui se joignait cette fois la cour de Danemark, désireuse de pêcher en eau trouble et de se faire donner tout au moins le Holstein en cas de succès. Pierre le Grand paraît avoir été fort alléché; il aurait dépassé même, et de beaucoup, les espérances qu'on lui suggérait, s'il est vrai, comme le rapportent les dépêches du ministre de France (1), qu'il offrit d'abord aux Suédois de traiter directement avec eux après qu'ils auraient déposé Charles XII, et s'il alla même jusqu'à songer à divorcer avec Catherine pour épouser l'héritière de Suède Ulrique-Éléonore. — Tel était l'excès du péril qui menaçait jusqu'à l'existence même de la Suède lorsque, vers la fin de 1714, le bruit se répandit que Charles XII était enfin de retour en Poméranie. Au milieu de la détresse générale, son nom rallia encore les Suédois, et ranima ce qui pouvait rester d'espérances.

Ou nous nous trompons fort, ou ce tableau d'un roi follement insensible aux souffrances de son peuple, à la ruine de sa monarchie, aux dangers de sa couronne, devait faire partie de son histoire.

(1) 9 février 1714.

Voltaire n'a sur l'état intérieur de la Suède pendant toute cette période que quelques lignes, qui deviennent énergiques, il est vrai, quand il les résume ainsi : « l'espèce d'hommes manquait sensiblement; » mais des rapports de Charles XII avec le sénat, de la conduite de ce corps et des vues qui le divisaient, il ne dit rien; il parle à tort d'un conseil de régence, il ignore absolument et la diète de 1710 et même celle de 1713, de sorte qu'il ne nous donne pas une juste mesure de la démence de son héros et de ce que cette démence entraînait de malheurs après elle.

Que dire enfin des vingt pages où l'auteur entreprend de faire connaître les intrigues de ce baron de Görtz, qui devint, pendant les deux dernières années du règne et de la vie de Charles XII, son unique confident et son ministre absolu? Voltaire, dans son *Histoire de Russie*, se prétend très bien informé de ces intrigues, pour avoir connu dans sa jeunesse Görtz lui-même, qui avait voulu l'emmener à Stockholm, et pour avoir été de la sorte, assure-t-il, un des premiers témoins d'une grande partie de ces menées. Cependant Lémontey, qui a eu communication de tant de pièces diplomatiques, affirme que Voltaire n'a rien su de toute cette politique. Les deux assertions paraissent excessives, et sans doute aussi il est fort difficile d'arriver à une exacte connaissance d'intrigues si confuses.

Ce qui est indubitable, c'est que le baron de Görtz fut moins un homme d'état qu'un de ces intrigans politiques dont l'activité et l'esprit de ressources, mais aussi l'audace peu scrupuleuse, ont tant agité le XVIIIe siècle. Né en Franconie d'une assez bonne famille, il étudie à Iéna, devient page chez le duc de Holstein, beau-frère de Charles XII, et travaille d'abord à s'établir dans cette petite cour. Il évince le principal ministre, qu'il arrive à remplacer quand la mort du souverain a donné lieu à une régence. Effronté, sceptique, lâche, joueur et débauché, il devient maître absolu à la cour ducale; mais son ambition ne restera pas enfermée dans de si étroites limites. Les affaires du duc de Holstein l'avaient mis en rapport avec Charles XII, à qui il avait plu dès le séjour à Bender. Les prétentions de son maître à la succession suédoise lui avaient ensuite offert une occasion d'intervenir dans les intrigues tramées de plusieurs côtés à ce sujet. Après avoir cruellement desservi Charles XII alors que ce prince paraissait enseveli à tout jamais chez les Turcs, il se présenta de nouveau à lui après son retour dans ses états, afin de prévenir son mécontentement, s'il apprenait ses intrigues auprès du tsar, afin de le séduire et de grandir par lui. Il y parvint en flattant sa passion de guerre et en promettant de lui procurer de nouvelles ressources en hommes et en argent. Seul puissant à la cour de Suède par l'exclusive confiance du roi

dès le commencement de 1716, sans aucune nomination officielle, sans avoir été naturalisé Suédois, sans avoir prêté aucun serment, Görtz fut-il touché de l'objet proposé à son ambition? Prit-il en pitié le misérable état du pays qu'on lui livrait? Voulut-il procurer à la Suède quelques nouvelles ressources pour rendre possible une paix qui ne fût pas sa ruine? C'est ici qu'il est difficile de décider, tant les documens sont nombreux et confus, tant les intrigues se mêlent et se dispersent dans toute l'Europe. Comme Voltaire l'a remarqué, Görtz paraît avoir voulu profiter de l'inquiète jalousie causée aux puissances par le dessein évident de la Russie de prendre pied en Allemagne et du mécontentement causé à la Russie par leur mauvais vouloir. Il paraît avoir obtenu de Pierre le Grand la promesse d'une paix particulière qui aurait, en échange des provinces baltiques, fait entrevoir la réunion de la Norvége à la Suède avec le rétablissement du roi Stanislas de Pologne, puisque Charles XII y tenait jusqu'à la fin. Que faut-il penser ensuite de ces obscures ententes de Görtz avec Alberoni, et de ces prétendus projets d'expédition suédoise pour rétablir le prétendant en Angleterre? Charles XII et le tsar y étaient-ils pour quelque chose? Il s'en faut que Voltaire soit net sur tout cela. Il nous dit, tantôt, dans son *Histoire de Russie*, que Görtz en Hollande ne vit point le tsar, tantôt, dans son *Charles XII*, qu'il fut reçu deux fois par lui; il nous assure, pour ce qui regarde le complot en faveur du prétendant, que Charles XII ne désavoua pas Görtz, tandis que Lémontey prétend avoir lu l'original même de ce désaveu. La vérité est sans doute que Görtz, en quête d'argent pour la Suède épuisée, avait mis à profit les espérances des jacobites en leur promettant un secours qu'ils payèrent à l'avance. Peut-être ne fut-ce pas sa faute si Charles XII, qui ne voulait pas consentir à céder un pouce de terrain, retarda sans cesse l'acceptation d'une paix que son délié ministre avait préparée de concert avec la Russie.

La mort de Charles fit tourner au détriment de Görtz toutes les fautes commises, celles mêmes du roi, auxquelles il avait peut-être voulu apporter un terme et un remède. Tous ses efforts, quels qu'en aient été la pensée et le sens, lui devinrent funestes. Peut-être, en même temps qu'il traitait avec Pierre le Grand, s'était-il vu obligé, pour conserver la confiance du roi de Suède, de prolonger en même temps la guerre; cela fut cause que l'opinion publique n'attribua qu'à lui seul tous les maux de ces dernières années. A l'intérieur, chargé de toute l'administration, il avait hasardé quelques mesures financières analogues à celles que l'Écossais Law tentait parmi nous vers la même époque; mais Charles XII, toujours à court d'expédiens, déjouait toutes ses combinaisons en violant les règles que

Görtz aurait sans doute observées. La ruine du royaume, déjà si avancée, ne faisait que se précipiter encore; Görtz, une fois Charles disparu, tomba victime, non pas seulement, comme on l'a dit, de la vengeance d'Ulrique-Éléonore et de son mari le prince de Hesse, frappant en lui le partisan d'un rival, mais bien plutôt de tous les ressentimens qu'avait laissés dans ce malheureux pays le règne de son maître. L'héroïsme de Charles XII détournait de lui la haine publique malgré ses déplorables fautes : elle retomba tout entière sur celui qu'il avait si singulièrement choisi pour favori et pour ministre. Le procès de Görtz et sa mort sur l'échafaud furent iniques sans doute, mais il avait lui-même commis jadis, au profit de son ambition, des iniquités. L'histoire lui devrait-elle tenir compte de quelque sincère dévoûment dans ses dernières années aux intérêts de la Suède et de son roi? a-t-il démenti de la sorte sa précédente conduite? Cela est fort incertain, et nous ne voyons pas que jusqu'à présent les livres même les plus nouveaux, français ou suédois, répondent clairement sur ce sujet.

Si Voltaire nous a paru imparfaitement instruit sur des problèmes difficiles, que les écrivains plus modernes n'ont pas élucidés, nous le retrouvons très bien informé sur le genre de mort de Charles XII; c'est à grand tort qu'on s'est éloigné souvent de son récit, auquel il faut revenir aujourd'hui. Charles n'est pas mort assassiné : on a vainement accusé de ce prétendu crime et des Suédois et des Français. Voltaire, témoin du chagrin que causait à un de ses compatriotes, Siquier, cette accusation dirigée contre lui, fit son enquête, et affirma que le roi de Suède avait été frappé à la tête par un biscaïen venu de la forteresse ennemie. C'est là en effet la vérité. Le 31 août 1859, en présence du roi Charles XV et de son frère le prince Oscar, la sépulture de Charles XII a été ouverte, et l'examen du crâne n'a laissé dans l'esprit des hommes de science nulle incertitude à ce sujet.

En résumé, quelles critiques avons-nous pu adresser au *Charles XII* de Voltaire après une patiente étude sur les documens qu'il n'a pu connaître? Fallait-il parler des menues différences dans le récit? mais l'impartiale et complète enquête que nous a offerte sur ce sujet la littérature suédoise témoigne qu'il est impossible d'arriver à la certitude sur cent points de détail, tels que les chiffres des armées ou des blessés et des morts à la suite des batailles. Quant aux lacunes, elles ne sont de réelles fautes que lorsqu'elles ont pour effet d'altérer ou d'amoindrir l'impression générale. A ce double titre, nous en avons noté quelques-unes. Quelques détails de plus sur les premières années eussent initié le lecteur dès le commencement à certains traits du caractère de Charles XII et à certain as-

pect de son règne que l'histoire a jusqu'à présent trop laissés dans l'ombre; des notions plus complètes, disons même plus justes sur les souffrances de la Suède pendant les dernières années eussent répondu avec une logique parfaite à ces tristes préludes. Pour ce qui est des projets de Görtz et de ses vastes entreprises, que celui-là reproche à Voltaire les incertitudes de son dernier chapitre qui se croira lui-même en état de voir très clair dans ces intrigues où s'engagent obscurément presque toutes les cours de l'Europe.

Quoi que nous ayons pu dire et quelques remarques de détail qu'on puisse ajouter, Voltaire n'a-t-il pas tracé un vivant portrait? Charles XII ne revit, à vrai dire, que dans son livre; nul autre récit ne rend à la postérité cette physionomie que la gloire militaire et quelques remarquables vertus ont rendue héroïque. La gloire militaire, voilà le rayon qui fait trop oublier les fautes de Charles XII. C'est à cause d'elle que son historien et son peuple lui ont beaucoup pardonné. Cet étrange roi, pendant dix-huit années, a fait profondément souffrir ses sujets; il a précipité son pays dans la ruine, il a déchaîné sur l'Europe l'ambition de la Russie; il a été imprudent, impolitique, despote...; mais c'est de bravoure surtout qu'il était fou, et c'est la Russie qu'il a détestée, combattue, poursuivie sans relâche. Il a flatté ainsi deux passions du peuple suédois, peuple très militaire et très ennemi des Russes. Toutes les fois que le voisinage moscovite redevient menaçant dans le Nord, c'est le souvenir de Charles XII que le sentiment national évoque. Récemment encore, à propos de son cent cinquantième anniversaire, une statue lui a été élevée sur une place publique de Stockholm, en avant de l'archipel qui sert de défense du côté de la Baltique. L'une des deux mains tient l'épée nue, l'autre s'étend et montre la Russie. Les peuples sont très confians et très indulgens pour les souverains qui partagent les passions nationales, et longtemps encore ils se laisseront duper par l'abus de la gloire militaire jusqu'à y sacrifier leurs intérêts politiques et la sûreté de leur avenir, jusqu'à préférer cet éclat extérieur, bien souvent funeste, à la gloire plus solide des réformes et des institutions fécondes.

A. Geffroy.

LE ROMAN

ET

LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE

I. *Auf der Höhe,* von Berthold Auerbach, 3 vol., Stuttgard, 1865. — II. *Verschlungene Wege,* 3 vol., Hanovre, 1867. — *Schloss Dornegge oder der Weg zum Glück,* von Levin Schücking, 4 vol., Leipzig, 1868. — III. *Friedrich Spielhagen's gesammelte Werke,* 12 vol., Berlin, 1867. — IV. *Unüberwindliche Mächte,* von Hermann Grimm, 3 vol., Berlin, 1867.

Quand il nous vient de l'étranger des ouvrages d'imagination, romans ou poèmes, signalés à notre étude par un succès assez bruyant, une double curiosité, un double intérêt nous attire, l'intérêt littéraire d'abord, puis ce qu'on peut appeler l'intérêt historique. Parmi ces œuvres si vivement applaudies ou discutées si ardemment, en est-il qui doivent enrichir le patrimoine des lettres européennes? L'écrin de la poésie compte-t-il un joyau de plus? Avons-nous du moins à enregistrer des promesses? Ce récit, ce tableau, cet épisode, révèlent-ils un inventeur? Voilà l'intérêt littéraire, intérêt toujours très vif pour les esprits demeurés fidèles au culte de l'art, et d'autant plus vif que les circonstances générales sont moins heureuses. Les talens s'épuisent, les maîtres s'en vont, c'est aux œuvres de scandale que s'attache la popularité, les derniers gardiens des lettres libres et désintéressées ont affaire à un public indifférent; au milieu des préoccupations qui nous assiégent, il n'y a plus de place, répètent les âmes chagrines, que pour la frivolité ou la violence. Lisons donc quelques-unes de ces œuvres ac-

cueillies avec faveur chez nos voisins; il serait si doux de trouver quelque part une veine originale, un signe de rajeunissement, une lueur dans le crépuscule! Si cette espérance est déçue, une autre curiosité soutiendra notre attention. Ces récits dont nous allons nous occuper, l'Allemagne les a lus avec intérêt; qu'ils nous plaisent ou non au point de vue de l'art, ils nous intéresseront au point de vue de l'histoire contemporaine. Peut-être ne seront-ils pas des chefs-d'œuvre; ils seront certainement des témoignages. L'Allemagne, depuis une vingtaine d'années, est engagée comme nous dans les grands et redoutables problèmes du XIX[e] siècle. Là aussi, les principes opposés qui se disputent la société moderne tourmentent les esprits généreux et soulèvent les passions; là aussi, sur un terrain tout différent et sous des formes très particulières, on voit aux prises l'ancien régime et l'esprit moderne, le droit et la force, le libéralisme et la démocratie, la réaction superstitieuse et le fanatisme jacobin. Les peintres de la société allemande en ces dernières années n'ont pu échapper à des émotions qui se retrouvent partout; quel est le résultat de leurs observations? Quelles figures mettent-ils en scène? Sous quels traits ont-ils représenté leurs modèles? Par quels tableaux ont-ils captivé l'attention? Qu'a-t-on loué, qu'a-t-on blâmé dans leurs peintures? Ces questions, qui se présentent tout naturellement à l'esprit, sont de nature à piquer la curiosité de la critique; il faut essayer d'y répondre, il faut montrer que l'histoire littéraire est plus étroitement liée de jour en jour à l'histoire politique et sociale.

L'idée même de notre étude exige que nous en empruntions les élémens à des œuvres recommandées par le succès. Sur ce point, si nous voulions suivre complaisamment les indications de la critique allemande, nous serions fort embarrassé de nos richesses. A ne prendre que les cinq ou six dernières années, à juger seulement le travail de production littéraire qui a précédé et suivi Sadowa, que de romans où se sont reproduites les plus vives émotions de nos jours! Le roman, disait Goethe, est l'épopée moderne; les Allemands ont pris ce mot au pied de la lettre, et comme une épopée doit être le résultat d'une civilisation, la collection des romans publiés au nord et au sud de la ligne du Mein formerait sans peine une encyclopédie. Il y en a sur tous les sujets, sur toutes les classes de la cité humaine, sur tous les problèmes du monde intellectuel et moral; le trait dominant de cette littérature, c'est le désir de peindre la société la plus rapprochée de nous, la société allemande à travers ses épreuves et ses transformations depuis quinze ou vingt ans. Dès le lendemain des révolutions de 1848 et des réactions de 1849, un dramaturge célèbre, le dernier survivant de la *jeune Al-*

lemagne de 1830, M. Charles Gutzkow, donnait l'exemple de cette direction à la fois épique et encyclopédique du roman. Au milieu des agitations de ces vives années, il publiait un récit en neuf volumes, *les Chevaliers de l'esprit,* qui avait les proportions et les allures d'une épopée (1851); sept ans après, aux heures tristes de la politique allemande, aux heures de somnolence et d'engourdissement, il essayait de peindre l'état général de l'Europe dans un tableau où le catholicisme ultramontain occupait la première place; cette nouvelle épopée romanesque s'appelait *le Magicien de Rome* (1858). Beaucoup plus récemment, c'est-à-dire dans la période dont nous avons à parler, M. Gutzkow a mis au jour un récit intitulé *Hohenschwangau*, qui est un large tableau de l'Allemagne au temps de la réforme. Quel que soit le mérite de cette œuvre, c'est là du roman historique, genre un peu abandonné aujourd'hui, en Allemagne surtout, où les choses présentes attirent si vivement les conteurs. Ce n'est pas là d'ailleurs ce que nous cherchons en ce moment; allons droit aux écrivains qui nous font connaître l'Allemagne de ces dernières années. Encore une fois, tous les sujets ont été traités par les romanciers à la mode : morale, politique, esthétique, science même; oui, même la science et ses théories hasardeuses ont inspiré l'imagination des conteurs. C'est ainsi qu'un roman dont on parle beaucoup depuis quelques semaines est consacré... le croira-t-on? au système de Darwin sur la transformation des espèces. *La lutte pour l'existence*, tel est le titre de ce livre où M. Robert Byr a révélé des qualités dramatiques et soutenu pendant cinq volumes l'intérêt du lecteur.

Les écrits dont nous voulons parler offrent pourtant un intérêt plus naturel, plus direct, mieux approprié à notre tâche; entre les compositions ambitieuses de M. Gutzkow et les tentatives bizarres de tel écrivain qui débute, il y a place pour les récits qui ont charmé l'Allemagne ou révélé ses agitations. Je m'en tiens à un petit nombre de romanciers qui me fourniront tous les renseignemens dont j'ai besoin. Deux d'entre eux, M. Berthold Auerbach et M. Levin Schücking, déjà connus par des œuvres justement appréciées, sont aujourd'hui dans la force de l'âge et du talent; ils représentent la génération littéraire antérieure à 1848. Les deux autres sont des nouveau-venus parmi nous; déjà célèbres dans leur pays par des qualités très diverses, ni leurs noms ni leurs œuvres n'ont encore pénétré en France. L'un est M. Frédéric Spielhagen, cœur poétique, âme ardente, qui retrace les conditions sociales de son temps avec une verve hardie, tour à tour psychologue pénétrant, écrivain dramatique, railleur amer, par-dessus tout imagination tumultueuse, et toutefois, malgré ses sympathies ou ses passions, peintre assez

impartial de la grande mêlée qu'il met en scène ; l'autre est M. Hermann Grimm, talent aimable, esprit modéré, observateur attentif et consciencieux, qui porte dignement un grand nom. Ce n'est pas seulement par le soin du style que M. Hermann Grimm nous rappelle son père, le savant philologue Wilhelm, son oncle, l'illustre Jacob; quelque chose de l'inspiration si austère, si libérale des deux vénérables maîtres revit dans l'imagination honnête du jeune écrivain. Il y a même une page où le cri de l'Allemagne du nord à la journée de Sadowa éclate dans le récit de M. Grimm avec une singulière puissance. Tout cela veut être considéré de près; nous recueillerons, chemin faisant, bien des notes dont l'histoire contemporaine pourra faire son profit.

I.

Le premier roman que nous avons à signaler, une dramatique et touchante histoire intitulée *Sur les hauteurs*, est certainement l'œuvre maîtresse de M. Berthold Auerbach. On connaît depuis longtemps l'inspiration de M. Berthold Auerbach, le peintre des mœurs rustiques, l'ami et le conseiller des pauvres gens. Il n'y a pas d'écrivain plus populaire en Allemagne. Ses *Histoires de village dans la Forêt-Noire*, par lesquelles il a débuté il y a un quart de siècle, l'ont placé du premier coup au rang des maîtres. M. Berthold Auerbach était un démocrate, mais un démocrate idéaliste, si je puis ainsi parler, un démocrate moraliste et religieux, d'une religion, il est vrai, très particulière, puisqu'elle s'inspirait surtout du panthéisme de Spinoza. Qu'importe? Si le mot religion, dans son acception la plus large, signifie surtout le perfectionnement de la conscience, la purification continuelle de la personne humaine, le perpétuel effort de l'âme vers le divin, l'auteur des *Histoires de village* et de l'*Écrin du compère* a été, malgré les erreurs de sa doctrine, un des plus religieux moralistes de l'Allemagne de nos jours. C'est ainsi que ce démocrate, sans cesser d'être cher à sa clientèle des campagnes, a conquis bientôt une clientèle d'un autre ordre. Le charme et l'élévation de ses œuvres lui ayant donné des amis dans les classes privilégiées, l'hôte des paysans de la Forêt-Noire est devenu peu à peu l'hôte des grands seigneurs et des princes. C'était bien toujours le même homme, sérieux autant que cordial au milieu des paysans, simple et franc parmi les heureux du monde. Il allait du village à la cour, de la cour au village, observant, enseignant, rassemblant les traits d'un tableau où figureraient les deux mondes qu'il connaissait si bien. Ainsi est né ce roman. On lui avait reproché de ne peindre jamais que le peuple des campagnes, comme si

dans cette société moderne si complexe, si laborieuse, il n'y avait d'autre travail que celui de la pioche ou de la charrue. On lui reprochait d'ignorer le vrai peuple, le tiers-état, les centres où s'élaborent les idées, les foyers où s'agitent les sentimens et les intérêts qui mènent le monde. Pour répondre à ce reproche dans la mesure de son talent, le moraliste populaire n'a eu qu'à mettre à profit sa double expérience, c'est-à-dire à compléter ses tableaux rustiques par la peinture d'une résidence souveraine. Le roman fait comme l'auteur, il va du village à la cour et de la cour au village. Un roi du midi de l'Allemagne, la reine, les courtisans, les dames d'honneur, les ministres, çà et là quelques représentans de la bourgeoisie, tels sont les personnages qui rempliront toute une moitié du tableau ; l'autre moitié, c'est le village de la montagne.

Comment l'auteur a-t-il réuni dans une même toile des élémens si disparates? L'histoire est bien simple, le début même est d'une simplicité patriarcale. La reine vient de donner le jour à un prince. Les médecins de la cour sont en quête d'une nourrice pour l'héritier du trône, et il faut que ce soit la plus fraîche, la plus robuste paysanne de la contrée. La voici, toute fière du nouveau-né qu'elle a mis au monde, tout heureuse, tout épanouie, aussi honnête que belle. Dès que les médecins la voient, ils la reconnaissent : c'est bien là ce qu'ils cherchaient; mais Walpurga, — c'est le nom de la jeune mère, — l'honnête Walpurga, si heureuse de son petit foyer, si dévouée à son mari, si fière de son enfant, consentira-t-elle à tout quitter, pour vivre à la cour? Le sacrifice est dur; elle le fait cependant, car c'est une fortune que sa bonne chance lui envoie, et il faut songer à l'avenir. Elle part donc, non sans larmes; de ses montagnes sauvages, la voici transportée tout à coup au milieu de la société la plus brillante. Quel éblouissement! on le devine sans peine; on devine aussi ce qu'un tel contraste fournira de traits piquans à une plume spirituelle et hardie. Walpurga est la franchise même; cette nature si simple, ce bon sens si droit, ce langage si original, dans le monde de l'étiquette et du formalisme, c'est là pour l'habile conteur une occasion de scènes tour à tour émouvantes ou comiques. Que sera-ce donc si Walpurga se trouve jetée sans le savoir en pleine tragédie? Une des dames de la cour, la belle comtesse Irma, inspire au roi une passion ardente, une passion qu'elle partage, et, malgré de nobles efforts pour se vaincre elle-même, elle finit par succomber. Or c'est auprès de la comtesse Irma que la jeune paysanne avait trouvé la plus sympathique bienveillance. Une sorte d'amitié s'était établie entre ces deux personnes si éloignées par l'éducation, si rapprochées par la noblesse du cœur. A l'heure où le scandale éclate, quand le père d'Irma en meurt de honte

quand la reine, si douce, si bonne, se sent comme frappée à mort, une odieuse accusation tombe de toutes parts sur Walpurga. L'entremetteuse (on la nomme ainsi, la pauvre femme, alors que souriante, tout occupée de son nourrisson ou bien pensant à ceux qu'elle a quittés, à ceux qu'elle reverra bientôt, elle ne soupçonne même pas le drame qui s'agite autour d'elle), l'entremetteuse infâme inspire à tous des sentimens de dégoût; on se détourne, on la fuit... Walpurga finit par comprendre; elle part aussitôt, elle a horreur de cette cour où tout n'est que piége et mensonge; son village, dont elle n'aurait jamais dû s'éloigner, lui rendra la joie, lui fera oublier la fausse amitié de la comtesse Irma et la honte que cette amitié lui vaut. N'a-t-elle pas été la dupe de la comtesse? n'a-t-elle pas été sans le savoir l'entremetteuse qu'on accuse? n'est-ce pas dans l'intérêt de ses intrigues que la comtesse avait noué avec elle ces relations familières? Walpurga se trompe; la comtesse n'est pas si coupable. Bien loin de tromper indignement la simplicité de la paysanne, c'est auprès de ce cœur droit que la brillante Irma cherchait un appui; c'est près d'elle encore, dans l'atmosphère d'une vie laborieuse et pure, à l'endroit le plus solitaire de la montagne, sur la cime, *sur les hauteurs*, que la pécheresse cachée à tous les yeux accomplira sa pénitence.

Tout cela n'est que le cadre du récit; le vrai sujet de M. Berthold Auerbach, c'est la pénitence de la comtesse Irma. Persuadé que la doctrine de Spinoza est le dernier mot des grandes énigmes, disciple et traducteur du Juif d'Amsterdam, M. Auerbach est comme inquiété dans sa foi par la supériorité morale du christianisme. C'est une âme religieuse, nous l'avons dit, une âme noblement préoccupée de tout ce qui intéresse la dignité de notre être, de tout ce qui peut concourir à la sanctification de la conscience. Comment ne serait-il pas jaloux pour sa religion des trésors que renferme la doctrine chrétienne? Le redressement par le repentir, la régénération par la prière, la communication de l'âme déchue avec le Dieu vivant toujours prêt à la secourir, ce sont là des croyances aussi simples que hautes, aussi naturelles que sublimes. Elles répondent à tout; le cœur y trouve son compte aussi bien que la pensée. Rien de plus humain, rien de plus divin. Au contraire, dans le système de ce philosophe qu'on appelle une intelligence *enivrée de Dieu*, quel est le sort de l'âme défaillante ou déchue? qui la soutiendra? qui la relèvera? Ce Dieu dont le spinozisme est ivre n'est pas une personne, c'est une force aveugle. Tourmenté par ce problème, M. Berthold Auerbach a entrepris de prouver que le panthéisme des esprits nobles avait autant d'efficace, comme disait notre XVIIe siècle, autant d'action purifiante et régénératrice, que le christianisme

le plus austère. En racontant avec un soin si délicat la pénitence de la comtesse Irma, il a voulu peindre une Madeleine ou une La Vallière du panthéisme.

Lorsque parurent en 1680 les *Réflexions sur la miséricorde de Dieu*, écrites par la duchesse de La Vallière, l'auteur de l'*avertissement*, après avoir recommandé le livre à ceux qui auraient péché comme la noble pénitente, terminait son homélie par ce verset de la Bible : *Inspice et fac secundum exemplar quod tibi in monte monstratum est.* On dirait que M. Berthold Auerbach s'est souvenu de ces paroles; c'est aussi sur la montagne, au plus haut des hautes cimes, qu'il a montré à tous l'exemple de son héroïne purifiée par le repentir. Le tableau est vraiment poétique. L'auteur, qui avait déployé la passion la plus vive dans le récit de sa chute, a réservé pour la peinture de la réhabilitation toutes les délicatesses de son pinceau, toutes les ressources de sa science psychologique. Vêtue des habits les plus simples, enfermée dans une bergerie des sommets alpestres, condamnée volontairement aux travaux de l'étable, celle qui naguère éblouissait la cour par son esprit autant que par sa beauté, ne songe plus qu'à se réconcilier avec elle-même. Elle aussi, comme la sœur de la Miséricorde, elle écrit ses *réflexions*. Nous avons son journal sous les yeux; ce sont les prières et les litanies du panthéisme. Étranges litanies, prières bizarres; c'est au grand tout, à l'harmonie universelle, à l'infini du cosmos, que s'adressent les élans de cette âme en peine. Avec quel sentiment profond elle décrit les impressions de ces merveilleux spectacles! « Il y a des heures, écrit-elle, où il me semble que je suis dans un sanctuaire. » Et plus loin : « Chaque jour, quand reparaît la lumière, j'assiste à la création éternelle. » L'éternel, l'infini, les forces incommensurables et l'ordonnance majestueuse de l'univers, voilà ce qui entretient son extase. C'est par une sorte de communion avec ce dieu sans conscience qu'elle s'efforce de racheter sa faute, elle qui a manqué de force et transgressé la loi. Elle se réjouit de ne voir que cette immensité de l'espace, où s'accomplissent sans déviation aucune les mouvemens éternellement prescrits. Associée à cet ordre sublime par l'admiration et le respect, elle éprouve un frisson qui renouvelle son être. Une sérénité triomphante succède peu à peu à sa désolation. L'art du conteur est si habile, sa poésie est si pure, son émotion si sincère, qu'on a grand'-peine d'abord à y résister. Bientôt cependant la conscience réclame : est-ce bien là le redressement intérieur que vous annonciez? Irma ne se relève que pour s'anéantir, elle ne se purifie que pour se perdre dans une extase inerte. Ce qu'elle a cherché dans la solitude, ce ne sont pas des forces nouvelles pour combattre, c'est

l'oubli de son être en même temps que l'oubli de sa faute, l'abandon de sa volonté en même temps que la punition de sa faiblesse. Un des grands argumens, un des principaux textes à déclamation chez ceux qui attaquent la morale chrétienne ou même la morale spiritualiste, c'est le mystique détachement qu'elle peut inspirer à des âmes effrayées de la lutte, une mort anticipée, disent-ils, un véritable suicide. Comment M. Berthold Auerbach, censeur parfois très rigoureux du mysticisme chrétien, ne s'est-il pas aperçu ici qu'il tombait dans les erreurs bien autrement graves du mysticisme panthéiste? C'est là précisément pour lui l'écueil inévitable. Un disciple de Spinoza ne peut s'élever au-dessus de la morale naturelle du panthéisme sans se perdre dans l'adoration du grand tout, sans se confondre avec la force universelle. Le christianisme vrai n'énerve point les âmes viriles, il soutient leur énergie. Au contraire plus le panthéiste est élevé, soucieux de la vérité divine, et plus il est exposé à prendre la vie individuelle en dégoût. Le dieu auquel il aspire étant un dieu sans conscience et sans âme, le devoir le plus haut est de lui sacrifier son âme et sa conscience. Voilà ce qui nous est montré, à mon avis, sur la montagne où la comtesse Irma écrit ses méditations spinozistes avant d'exhaler son dernier soupir; *in monte monstratum est.* Considérez que tout ce qui est touchant dans les effusions de la pénitente, je veux dire le remords de la faute, l'horreur de la souillure, le besoin de purification, l'aspiration à une vie nouvelle, tout cela est chrétien au fond, en dépit des formules panthéistiques de l'auteur; ce qui appartient en propre à la doctrine dont M. Berthold Auerbach est un champion aussi noble qu'ingénieux, c'est l'absorption de la conscience individuelle dans la vie effroyablement inconsciente du cosmos.

Ces objections, si graves qu'elles soient, n'enlèvent rien à la valeur littéraire de l'œuvre. L'intérêt est beaucoup plus vif qu'on ne pourrait le croire d'après une donnée aussi sérieuse. C'est un trait caractéristique de M. Berthold Auerbach que cet art de mêler le drame à la psychologie. Irma et Walpurga ne sont pas les seules figures qui fassent honneur à son pinceau; le vieux comte Eberhard, le grave médecin Gunther, le roi lui-même, ont été pour l'auteur une occasion d'exprimer ses idées démocratiques sous leurs aspects divers. Le roi est une riche nature, esprit généreux, âme saine, capable de se dominer lui-même pour accomplir son devoir de chef. Je ne pense pas que M. Berthold Auerbach eût dessiné une telle physionomie vers 1848, au moment où le savant rêveur appelé Frédéric-Guillaume IV impatientait l'Allemagne par ses imitations du moyen âge. Que le portrait d'un roi allemand ait pu être tracé avec tant de sympathie et de respect par une main aussi libre, c'est un sym-

ptôme à noter. Il est évident que des hommes très hostiles aux royautés d'autrefois ont désarmé peu à peu. Ce n'est pas la victoire de la Prusse sur l'Autriche absolutiste qui inspire ici M. Auerbach, puisqu'il écrivait ces pages une année avant Sadowa. Est-ce simplement la réflexion, l'expérience, l'apaisement des passions? N'est-ce point plutôt parce que les souverainetés se transforment nécessairement sous l'action incessante de l'esprit de 89, parce qu'elles nous apparaissent de plus en plus comme des magistratures, comme des présidences de république, présidences doublement tutélaires dans notre vieux monde, si l'hérédité les soustrait aux compétitions brutales? Sans entrer dans cette discussion, qui nous mènerait trop loin, je me borne à noter que la démocratie de M. Berthold Auerbach, tout en maintenant ses principes essentiels, s'entendrait sans peine avec la majesté royale. Ainsi, au point de vue politique comme au point de vue religieux, ce livre, dont l'intérêt dramatique ne languit pas un instant, obéit à une inspiration élevée, sereine, conciliante. Si de graves erreurs s'y mêlent, ce sont des erreurs qui attestent encore la noble inquiétude d'une âme en quête du bien et du mieux. Cherchez dans toutes les littératures contemporaines; parmi les romans que la foule dévore, qui ont eu six éditions en trois ans, dont on a vendu rapidement douze mille exemplaires, en est-il beaucoup qui transportent ainsi l'imagination *sur les hauteurs?*

Ce n'est pas à des méditations si graves que nous convie M. Levin Schücking dans ses agréables récits; on y trouve pourtant le reflet des controverses de nos jours. M. Levin Schücking n'est pas un artiste original, un maître d'invention et de langage, comme l'écrivain dont nous venons de parler; je vois en lui un de ces hommes dévoués à leur tâche qui, sans forcer brusquement l'attention, maintiennent constamment leur place et finissent par honorer une littérature. Conteur aimable, imagination souple, il charme, il intéresse, et, s'il n'a pas de hautes prétentions philosophiques, il a toujours le goût des idées saines. Ce qui lui manque, c'est l'art de composer, l'art de concevoir un plan et de marcher droit au but. Il va, il vient, il s'égare; je sais bien qu'il se retrouve, mais où est l'harmonie de son œuvre? comme il amuse le lecteur et s'amuse lui-même en écrivant, il ne s'aperçoit pas de ses déviations; sa facilité lui est un piége. Souvent une idée originale apparaît au début, l'entrée en matière est pleine de promesses; le récit continue toujours vif, gracieux, attachant; qu'est devenue l'idée? On ne sait trop, et quand elle revient, on n'y pensait plus.

Nous avons remarqué ces qualités et ces défauts dans un roman en trois volumes intitulé *les Chemins qui se croisent*. Écoutez cette

singulière aventure. Dans les montagnes, au milieu des bois, au fond d'un vieux château féodal à demi ruiné, habitent deux gentilshommes, le comte André de Schönstetten et son frère le comte Maximilien. C'est la saison de la chasse. Il faut la chasse en effet, pour réunir en ce lieu sauvage deux hôtes qui se conviennent si médiocrement. Le comte André est violent, emporté, terrible en ses fureurs; le comte Maximilien est plus calme, quoiqu'il ait souvent le sang à la tête. Les deux frères ne s'aiment point. L'aîné est le maître du domaine patrimonial, le seigneur du majorat; le plus jeune est réduit à la rente viagère fort mince que l'autre est tenu de lui servir. Ils vivent d'ordinaire chacun chez soi, plus près de la ville et du monde; séparés tout le reste de l'année, le mois d'octobre les rassemble dans le vieux manoir. Un matin, le comte André et le comte Maximilien sont partis pour la chasse accompagnés d'un garde. Il fait à peine jour, les arbres de la forêt sont encore noyés dans la brume. Le garde commet je ne sais quelle maladresse qui excite la colère du comte André, et comme celui-ci ne sait pas mesurer ses paroles, la réprimande qu'il adresse au coupable devient une sanglante injure. Le garde se redresse et rend insulte pour insulte. Il se trouve qu'il a eu occasion de servir son maître dans une affaire de mariage clandestin, et qu'il est initié à bien des secrets. « Quand on a eu besoin de quelqu'un pour épouser une femme qu'on n'ose avouer, il n'est pas prudent de le traiter de cette façon. » A ce cri, à cette menace du garde, le comte André perd complétement la tête; d'un mouvement subit il abaisse son fusil et lance les deux coups au visage du garde qui tombe raide mort, la tête fracassée. Un instant après, il est à genoux, à côté du cadavre, disant : « Dieu ait pitié de moi ! » Pendant qu'il reste là éperdu, atterré, son frère, le comte Maximilien, d'abord immobile de stupeur, a bientôt repris ses sens, et, calculant les suites du meurtre, il parle en maître. « André, dit-il, tu as commis un crime qui te conduira sur l'échafaud et imprimera une tache éternelle à notre nom. Je ne veux pas que cela soit, et je te le jure, moi vivant, cela ne sera point. Il n'y a qu'un moyen de salut. Le mort est de même taille que toi; il a comme toi les cheveux noirs, la barbe noire; les traits de sa figure sont méconnaissables. Prends ses habits et mets-lui les tiens. Pendant que tu disparaîtras du monde (la mer n'est pas loin et l'on va aisément en Amérique), on dira ici que le comte André de Schönstetten a été victime d'un accident de chasse, que son garde l'a tué par imprudence, que le meurtrier involontaire effrayé, désespéré, a perdu la tête et pris la fuite. » Le comte André se soumet, la substitution est faite; voilà le mort vêtu des habits du comte et le comte sous la livrée du garde. Le comte André s'enfuit, le

comte Maximilien lui laisse le temps de prendre l'avance, puis il revient au château, appelle les gens d'alentour, joue parfaitement son rôle, raconte l'histoire à grand bruit, fait chercher le fugitif partout où il n'est point, et finalement, les choses une fois constatées, procède à l'enterrement du mort. Le comte André, le titulaire du majorat de Schönstetten, est bien décidément effacé du livre des vivans; c'est sous son nom que le garde a été mis en terre. Que devient-il, tandis que son frère Maximilien prend sa place, hérite de tous ses droits, et, de cadet de famille à peu près déshérité, passe au rang de seigneur? Il s'est réfugié en Amérique pour y vivre dans les bois : il chasse l'ours, le bison et vend les peaux des bêtes fauves. De plus en plus violent et sombre, il nourrit des ressentimens implacables. Il en veut au monde qu'il a été obligé de quitter, à la noblesse dont il s'est exclu par sa faute, à l'esprit de famille qu'il a si gravement offensé. Ceux qui connaissent ce singulier trappeur devinent en lui quelque chose d'aristocratique. On remarque aussi qu'il ne parle pas sa véritable langue; il parle anglais, français, espagnol, mais d'une façon incorrecte et pénible. Évidemment il cherche à dissimuler son origine. Il fait d'ailleurs de bonnes affaires, il gagne de l'argent, son commerce de pelleteries lui procure des correspondans sur plusieurs points de la côte, et bientôt on voit près de lui un petit compagnon, un jeune gars joyeux, turbulent, hardi, qui s'épanouit en pleine liberté dans cette vie d'action et d'aventures. Cet enfant, c'est son fils, qu'il a fait venir d'Europe pour l'élever à sa manière.

Voilà le prologue de l'histoire que nous raconte M. Levin Schücking; le sujet, c'est l'éducation du jeune Hugo, fils du comte André. Seulement le prologue n'apparaît qu'au milieu du récit, et le sujet que nous venons d'indiquer ne se dessine que vers la fin. Autour de cette donnée première se déroulent des imbroglios où le conteur s'amuse et s'oublie. C'est toute une série d'épisodes dont chacun pourrait former un roman. Il y a le roman du comte Maximilien et de sa fille Gérardine; il y a le roman du gentilhomme pauvre, Émile de Hattstein, amoureux de Gérardine et précepteur du jeune Hugo; il y a le roman des deux femmes du comte André, car le comte André était bigame, ou à peu près, quand le meurtre du garde l'obligea de fuir en Amérique. Il avait promis mariage à Mlle de Hangfort, la mère du petit Hugo, et il avait épousé secrètement une jeune fille de race plébéienne, Ottilie Ramberg. Il y a aussi l'histoire de deux maisons de commerce qui se livrent à des opérations tout à fait imprévues; on y voit par exemple un négociant insolvable se débarrasser de sa dette en cédant à la fille de son créancier le fiancé de sa propre fille. Cette dernière scène est une

surprise; l'auteur y a mis une franchise d'ironie et une légèreté de touche assez rares dans les lettres allemandes. Enfin, histoires comiques, histoires touchantes, tout cela se mêle à la destinée des deux comtes et forme un enchevêtrement des plus bizarres. On dirait que M. Schücking a voulu faire la critique de son œuvre en lui donnant ce titre sans façon : *les Chemins qui se croisent*. Ils se croisent si bien qu'on s'y perd.

Où est pourtant la pensée? Il faut un but, une lumière, il faut que l'idée se dégage. L'idée, c'est l'éducation du jeune Hugo, — non pas son éducation chez les trappeurs du Nouveau-Monde, au milieu des forêts, sur les bords des grands lacs, mais son éducation en Europe, quand le petit sauvage, comme *l'Ingénu* de Voltaire, se trouve jeté subitement parmi les civilisés. Voltaire, en faisant arriver son Huron à Versailles, cherchait des occasions de satire dans le contraste de la libre nature et des raffinemens de la société; ce n'est pas une satire sociale, c'est une étude de psychologie qui inspire M. Levin Schücking. Il y a, selon lui, des caractères francs, tout d'une pièce, sur lesquels l'éducation ne peut rien et qui ont absolument besoin des leçons de la vie. « Je les appelle des *natures*, dit le précepteur de Hugo, M. Émile de Hattstein, qui est lui-même une de ces âmes; les hommes à la douzaine, ajoute-t-il dédaigneusement, peuvent être façonnés par des maîtres, ceux que j'appelle des *natures* ne seront jamais formés que par eux-mêmes, à l'école de l'expérience et sous les coups du destin. » Est-il démontré pourtant que la vie soit toujours une maîtresse de perfection et de haute virilité? N'arrive-t-il pas souvent qu'elle dérobe à ces *natures* précisément leurs meilleurs instincts pour décupler les instincts mauvais? A cette objection, M. de Hattstein répond par une définition plus précise du terme qu'il a employé; une âme où les instincts mauvais domineraient les bons, une âme qui se laisserait dépouiller de ce qui fait sa force ne serait pas une *nature*. Et si l'on insiste encore, si on lui fait observer que l'expression est bizarre, qu'il y a des natures de toute sorte, des natures compliquées, des natures problématiques, des demi-natures, il réplique avec feu :

« Je n'appelle *natures* que les grandes natures. Le signe qui les distingue, c'est que la vie les rend toujours plus grandes, qu'elles triomphent toujours par leur force intérieure dans les conflits où elles sont engagées, qu'elles se sauvent de tous les naufrages par l'énergie de leur volonté et la netteté de leur jugement.

« — Toujours? dit Ottilie Ramberg avec un douloureux sourire.

« — Oui, je le crois, toujours.

« — En ce cas, vos grandes *natures* sont bien rares!

« — Je vous l'accorde.

« — Vous êtes dur, monsieur de Hattstein. D'après vous, ceux qui succombent dans la lutte ne sont jamais de grandes natures. Le bonheur et le malheur jouent cependant un rôle considérale dans notre existence. Nous sommes tous les jouets du destin, nous sommes tous ballottés de haut en bas, de bas en haut, par un mystérieux concours de rapports et d'événemens fortuits, comme ces billes légères que l'on place sur le jet d'eau d'un bassin et qui voltigent, qui sautillent, s'élevant ou s'abaissant tout à coup selon la force du jet qui les porte. A l'énergie de la volonté, à la netteté du jugement, il faut aussi que le bonheur vienne se joindre, sans quoi la plus grande *nature* ne saurait échapper au naufrage.

« Émile de Hattstein secoua la tête. — Le bonheur, dit-il, est le vent qui enfle les voiles des hommes vulgaires. Ceux que j'ai appelés des *natures* n'ont pas besoin de bonheur. »

Voilà une doctrine fière, et on aimerait à la voir justifiée par le disciple de M. de Hattstein. Malheureusement, cette dernière partie du récit est de tout point la plus faible. Tant que l'auteur annonce et prépare son sujet, presque toujours animé, le récit est piquant, et s'engage bien; quand il arrive enfin à ce qui doit être l'intérêt principal, on dirait que son imagination est épuisée. C'est à peine une esquisse que ce tableau des *années d'apprentissage* du jeune Hugo. Fils d'un homme qui était mort civilement pour ainsi dire, et qui a fini par se tuer, fils d'une mère dont la destinée a été aussi douloureuse et tragique, ignorant même quel nom il doit porter, il lui semble qu'il est dans le monde comme un être sans racines, comme une feuille emportée par l'orage. De là, malgré les soins du jeune gentilhomme qui s'est dévoué à son sort, une insurmontable tristesse. La tâche de l'auteur était de montrer comment Hugo triomphe de ce morne désespoir et reprend goût à la vie. Nous avons le programme, l'œuvre nous fait défaut. Les voyages du jeune homme en France, en Italie, auraient dû fournir à l'auteur des peintures plus originales et plus fortes. C'est l'amour, on le devine sans peine, un amour traversé de périls et où le dévoûment a sa place, qui va ranimer dans le cœur de l'orphelin les énergies éteintes. Pourquoi M. Levin Schücking n'a-t-il pas réservé à une étude si digne d'intérêt quelque chose de la grâce et de la vigueur dont il a fait preuve dans la longue introduction de son récit?

Parmi ces tableaux de voyage, il y a une ébauche de la Rome de nos jours qui renferme un curieux chapitre intitulé *Pio nono*. Hugo de Schönstetten, amoureux d'une jeune femme que des circonstances fatales ont enchaînée à des liens odieux, est accusé d'avoir tué le mari de celle qu'il aime, afin de la délivrer et de lui donner son nom. C'est

la jeune femme elle-même, une noble et vaillante créature, qui va plaider la cause de son ami auprès du souverain pontife. La scène est charmante; l'exaltation passionnée de Constance Stratelli, la douceur, la pénétration, la générosité de Pie IX, tout cela est décrit avec finesse et sobriété, avec sympathie et respect, sans déclamation d'aucune sorte. Pour démontrer l'innocence d'Hugo, Constance a été obligée de montrer au pape certains papiers qui révèlent toute une conspiration contre le pouvoir temporel. « Ces feuilles, dit-il, pourraient nuire à quelqu'un; détruisez-les vous-même, mon enfant, jetez-les dans le feu de cette cheminée. » Puis il écoute la jeune femme, il l'interroge, l'erreur se dissipe, il n'y a plus de doute; il juge donc, il juge comme lui seul pouvait le faire, car la justice régulière, pour absoudre l'accusé, aurait eu besoin de ces papiers qui dénonçaient d'autres coupables et qui ne perdront plus personne. L'audience finie, quand la jeune femme traverse le vestibule, le monsignor allemand qui l'a introduite, apprenant ce succès inespéré, lui dit de sa voix béate : C'est un ange de bonté... — C'est mieux qu'un ange, s'écrie-t-elle, c'est un homme vraiment noble, vraiment fort malgré le poids des ans et des souffrances, c'est un homme dans la plénitude de ce mot; l'humanité complète rayonne sur son front avec sa lumière divine et sa consécration sainte. » Ainsi parle le conteur allemand, s'honorant lui-même par l'impartialité des ses tableaux. Croyez-vous pourtant que cette sympathie respectueuse pour tout ce qui relève l'humanité fera tort à la liberté de son esprit? Écoutez la fin du chapitre. Constance est revenue triomphante, elle raconte tout à son père, qui fut jadis un des chefs de la révolution italienne : « Ah! s'écrie l'ancien carbonaro, ce Pie IX, malgré tout, a bien toujours quelque chose du vieil homme de 1847, si bon, si divinement bon et si sage! O temps du bon Dieu! avec quel enthousiasme nous chantions alors l'hymne de Pie IX! Seuls, les philistins infâmes, les hiboux de la nuit, l'appelaient le don Quichotte de la bonté, et disaient que Cicerovacchio était son Sancho Pança. Les misérables! ce sont eux qui l'ont retourné complétement et ramené dans la vieille ornière. Nous verrons combien de temps cela durera! Pie IX seul aurait pu sauver la royauté temporelle du saint-siége, le Pie X qu'ils ont mis à sa place n'y pourra plus jamais rien. » L'écrivain qui parle ainsi n'est certes pas hostile à l'église romaine; il appartient à une vieille famille patricienne de Westphalie, il dirigeait, il y a vingt-cinq ans, l'éducation de deux jeunes princes bavarois. Je ne sais s'il est né catholique ou protestant; mais, à ne juger que ses écrits, il fait partie de la grande communion chrétienne qui aime et honore tout ce qui honore l'humanité.

Somme toute, malgré l'intérêt des détails, ce roman de M. Levin Schücking est une œuvre fort incomplète, puisqu'il y manque un plan nettement conçu et résolûment suivi. Un autre récit du même écrivain, *le Château de Dornegge ou le Chemin du bonheur*, renferme des idées bien plus précises. Une des meilleures préoccupations de nos jours, c'est la culture de la liberté morale, la défense des droits de l'individu. En face de la démocratie toujours croissante, quiconque travaille à fortifier la conscience individuelle accomplit une œuvre de salut. Rappelez-vous ces paroles de M. Michelet, écrites il y a près de quarante ans : « Ainsi vacille la pauvre petite lumière de la liberté morale. Et cependant la tempête des opinions, le vent de la passion, soufflent des quatre coins du monde... Elle brûle, elle, veuve et solitaire; chaque jour, chaque heure, elle scintille plus faiblement, si faiblement scintille-t-elle, que dans certains momens, je crois, comme celui qui se perdit aux catacombes, sentir déjà les ténèbres et la froide nuit... Peut-elle manquer? Jamais, sans doute. Nous avons besoin de le croire et de nous le dire, sans quoi nous tomberions de découragement. Elle éteinte, grand Dieu! préservez-nous de vivre ici-bas! » Il faut donc s'attacher à ce sentiment de la liberté, de la responsabilité personnelle; il faut l'affermir en nous et le protéger contre tant d'ennemis qui le menacent. Les meilleurs esprits de nos jours savent bien que, politiquement et religieusement, c'est là le grand remède à nos misères. Est-ce à dire que cette liberté morale consiste à se dégager de tout lien? Bien au contraire, le vrai signe de l'indépendance est de connaître son devoir, c'est-à-dire sa loi, et de s'y soumettre librement. C'est mal servir sa dignité propre que de la chercher hors des conditions naturelles, quelles que soient d'ailleurs la noblesse et la générosité de cet effort. Pour rendre sa pensée plus claire, c'est chez une jeune fille que M. Schücking nous montre cette générosité imprudente. N'y a-t-il pas pour la femme plus encore que pour l'homme des conditions, sinon des devoirs, auxquelles on ne se soustrait pas impunément? Mlle Eugénie de Chevaudun, l'héroïne du récit, a oublié ces vérités si simples. C'est une âme courageuse qui croit de sa dignité de ne devoir son bonheur qu'à elle-même. Elle était bien jeune quand sa mère est morte; depuis, élevée au couvent, elle a nourri dans le secret de son cœur les sentimens les plus fiers. Son père, le plus riche banquier de l'Allemagne, le roi des millions, l'initiateur des grandes entreprises, son père va se remarier avec une toute jeune femme. Eugénie quitte cette maison où elle se sent devenue étrangère; elle est maîtresse de sa fortune qui ne s'élève pas à moins de dix millions, et la voilà bien résolue à se créer elle-même sa destinée.

Suivons l'ingénieux conteur au château d'Edern-Wallbourg, où vit une famille aristocratique un peu déchue quant à la fortune, mais très hautaine en ses prétentions. Si le chef, le comte Achatz, est un bonhomme inoffensif, c'est qu'il est à peu près tombé en enfance. La comtesse est une maîtresse femme qui, aidée de son fils et de ses deux filles, travaille à redorer le blason des Wallbourg. Cette noble dame entend l'honneur à sa manière : le premier de ses devoirs étant de relever sa race, elle retient une succession à laquelle, en bonne conscience, elle sait très bien qu'elle n'a pas droit. Un matin arrive au château une belle jeune fille recommandée par une chanoinesse des environs : Anna Morell, c'est le nom qu'elle se donne, vient faire l'éducation de la seconde fille du comte Achatz. Vous devinez déjà sous ce déguisement la fière personne dont nous parlions tout à l'heure. Eugénie de Chevaudun, dans sa passion du vrai, a pris en haine le monde où elle est née. Avec la fortune qu'elle possède, peut-elle être jamais assurée d'un hommage pur, d'une affection sincère? Cette pensée la désole; elle porte envie à la pauvreté honnête et laborieuse. Le travail, l'effort de tous les jours, voilà ce qui fait le prix de la vie. On ne possède véritablement que ce qu'on a mérité. Heureux surtout le mérite inconnu! heureuses les vertus cachées! Voilà pourquoi la fille de M. Chevaudun a renoncé à son nom : dans sa condition obscure, elle aura la joie de se sentir vivre, elle sera une personne, une conscience, une âme, et non un jouet brillant orné par la fortune. Si quelqu'un l'aime un jour, ce sera bien elle qu'on aimera. Inspiration généreuse, téméraire entreprise! est-ce qu'une Eugénie de Chevaudun, si belle, si fière, peut échapper aux regards? Est-ce qu'il lui est possible de se séparer du monde, à moins de s'enfermer dans un cloître? Est-ce que l'isolement d'ailleurs serait une sauvegarde pour cette liberté dont elle est jalouse? C'est la société, si elle cherchait bien, qui lui fournirait ses appuis; ce rêve de stoïcisme et d'héroïque solitude va la jeter en des périls sans nombre. Elle fera le mal, elle qui n'aspire qu'au bien. Elle portera le trouble dans plus d'une famille, elle détruira elle-même son bonheur... Je n'ai pas à raconter ces aventures, l'histoire est très attachante et dramatiquement conduite; mais ce sont les idées qui nous intéressent. Or, aux dernières pages du récit, quand Eugénie de Chevaudun est comme écrasée sous le poids de ses imprudences, quand elle a perdu la tête et qu'elle semble coupable, celui qui l'aime, celui qu'elle n'a cessé d'aimer et dont elle s'imagine avoir encouru le mépris, Dankmar de Gohr, la justifie en ces termes. Hermine de Gohr, une amie d'Eugénie, l'abbé Zander, un vieil ecclésiastique très dignement mêlé à cette histoire, sont tout prêts à condamner celle qu'ils croient perdue :

« Non, s'écrie Dankmar, son caractère et sa conduite, tout est parfaitement clair à mes yeux, parfaitement clair et justifié. Ce qui est arrivé devait nécessairement arriver. Ne te fâche pas, Hermine, si j'exprime ma pensée sans ménagement...

« — Aurais-tu quelque reproche à me faire?

« — A toi, pas le moindre. Je parle des jeunes filles et des femmes de nos jours. Il me semble que la femme est en train de s'abaisser et de déchoir. Les femmes vraiment grandes du siècle dernier. Mme de Staël, Mme Roland, tant d'autres encore, celles qui réunissaient autour d'elles les esprits d'élite, dont le foyer était le centre des luttes de la pensée, dont l'âme tournée vers la lumière s'associait aux plus généreuses émotions de l'époque, ces femmes-là sont mortes. Les femmes d'aujourd'hui ne connaissent plus que deux rôles : ou bien elles sont les alliées de l'ignorance, les porte-bannières de la superstition, ou bien, dans les grandes villes, elles sont devenues quelque chose de bien pire encore. Quand on les voit aux grands centres de la civilisation moderne avec ce luxe effréné, ces mariages où le cœur n'est pour rien, cette frivolité, ce jeu impudent qui consiste à imiter par coquetterie les allures des filles de joie, on est obligé de se dire en tremblant : La femme de nos jours est sur une pente effroyable; si quelque choc subit ne la redresse pas, elle va glisser jusqu'au fond, elle va rejoindre les femmes du temps de Caligula et de Claude dans ces abîmes hideux que décrit la satire de Juvénal. Et si un autre esprit, un esprit meilleur, vient à pousser une jeune femme hors des deux sphères que j'ai indiquées, c'en est fait, la voilà dans un labyrinthe de doutes, dans une complication d'épreuves pour lesquelles elle n'est pas prête; ni l'instruction qu'elle a reçue ne lui a fourni des armes, ni l'éducation de ses jeunes années n'a trempé son âme pour la lutte. On lui a si bien caché les conditions réelles de la vie, qu'elle en ignore aussi les embûches. Comment donc ne pas honorer l'élan intérieur, la volonté pure qui la pousse à chercher sa voie? Elle peut prendre une fausse route, cela ne fera aucun tort sérieux à sa nature, à son âme, et de même que nous autres hommes nous nous appliquons tous cette parole de Goethe : « Résigne-toi à te tromper souvent, si tu aspires au vrai, » elle aussi, elle dira un jour : « Nul de nous ne devient bon, sans avoir versé des larmes. »

« Hermine et le vieil ecclésiastique ne répondirent pas. Dankmar, après un instant de silence, murmura encore d'un air distrait et comme s'il se croyait seul : « Nul de nous ne devient bon sans avoir versé des larmes. »

Ces rudes paroles contiennent une part de vérité, bien que l'auteur, en jugeant les femmes de nos jours, n'ait pas tenu compte de nombreuses et nobles exceptions. L'atmosphère morale où vivent les

femmes d'élite du XIXe siècle est bien plus saine, bien plus pure, à notre avis, que celle où vivaient les femmes du XVIIIe. La société présente n'a pas à regretter Mme Roland; elle veut des héroïnes moins théâtrales, celles qui reconstruisent sans bruit les foyers ébranlés et maintiennent la religion de la famille. A cet égard, ni l'Allemagne ni la France ne sont aussi malades que le prétendent les faiseurs de romans. Laissons pourtant le censeur public exagérer la force de ses leçons par l'amertume de son langage; c'est la liberté nécessaire de la tâche qu'il s'est donnée.

Aux leçons morales se joignent les portraits politiques sous la plume de M. Levin Schücking. Je rencontre dans *le Château de Dornegge* comme dans *les Chemins qui se croisent* certaines idées qui vont faire bien autrement de tapage dans les récits de la nouvelle génération; quelles idées? la satire de la vieille aristocratie, la guerre aux derniers représentans de la société féodale. Seulement cette guerre, chez M. Schücking, est conduite avec enjouement, avec sérénité, sans le moindre sentiment de haine. Voyez d'abord ce type qui représente si bien l'aristocratie presque tombée en enfance et toujours obstinée dans ses prétentions. C'est le comte Achatz. Il faut l'entendre parler du bon vieux temps. « Le bon vieux temps reviendra, n'en doutez point. Il n'y a qu'à laisser faire la nature humaine. La nature humaine est le fondement de l'ancien régime. Imaginez trois hommes absolument seuls ici-bas, qu'arrivera-t-il? L'un flattera l'autre et l'appellera *votre grâce,* puis tous deux forceront le troisième à travailler pour eux. Vous riez? Il n'est rien de plus sérieux. C'est la nature humaine. Le premier jouit, le second prouve au premier qu'il a le droit de jouir, et le troisième est contraint de labourer pour les deux autres à la sueur de son front. Un seigneur, un moine, un serf, voilà le monde. Voyez plutôt la Bible dès la première page; il n'y a que trois hommes sur la terre, Adam, Abel, Caïn. Adam est le patriarche, le prince, le gracieux seigneur. Abel est le personnage pieux, *fuit Abel pastor ovium.* Vous voyez, le gardien des ouailles, le pasteur des âmes, un bon petit moine prêchant le droit divin, c'est la *Bible* qui le dit. Quant à Caïn, le texte l'appelle *Caïn agricola;* c'est le laboureur, le batteur en grange, l'homme de la glèbe et de la corvée. Voilà bien ce que je vous disais : un seigneur, un moine, un serf. Et comme l'histoire est instructive! Ce sournois de Caïn est travaillé par l'envie, il déclame contre l'organisation sociale, il s'insurge, il prend sa pique, le jacobin! mais, *quos ego...* Voyez comme il est châtié par le bon Dieu! Il n'a fait que rendre sa position dix fois pire : tout ce qui descend de lui, Jabel, Jubal, Tubalcaïn, c'est le pauvre peuple : bourgeois, forgerons, tailleurs, cordonniers; au con-

traire, tous ceux qui viennent d'Adam, Seth, Enoch, Mathusalem, Noé, ce sont les patriarches, les chefs, les nobles! »

Un type tout différent, c'est le publiciste irrité qui défend le vieux monde avec toutes les armes de la science, parfois même avec des accens de génie, et qui un beau jour, subjugué par la grandeur des principes modernes, étourdi, éperdu, se jette dans l'extrême opposé, brûle ce qu'il adorait la veille, confond tout dans cet incendie, les choses mortes et ce qui ne saurait périr, les priviléges et les droits, la superstition et les croyances, l'impiété pharisaïque et le christianisme éternel. Tel est le baron de Nesselbrook, l'honneur de l'école féodale. Il y a en lui du Joseph de Maistre, du Bonald, du premier Lamennais, surtout du Goerres et du Haller, car c'est une figure bien allemande; il a été ardemment *romantique*, comme disent nos voisins; l'enthousiasme du moyen âge s'alliait dans son esprit aux passions ultramontaines. Que devient-il quand il a reconnu le vide de ses théories? Un matérialiste et un misanthrope. Il va s'enfermer dans un couvent du mont Athos, comme ces lutteurs fatigués de la vie dont Fallmerayer a si poétiquement parlé, et du fond de sa cellule il écrit un testament qui désespérera ses amis d'autrefois. Ce n'est là du moins que l'athée spéculatif, l'homme que la désillusion a jeté dans le nihilisme; l'athée pratique, plus commun qu'on ne pense dans cette aristocratie en désarroi qui veut que tout s'écroule avec elle, c'est le comte de Montenglaut, mêlé aussi, comme le baron de Nesselbrook, à l'histoire d'Eugénie de Chevaudun. Ce déclassé prend pour guide la philosophie des Feuerbach et des Stirner, des Buchner et des Vogt, celle que de brillans esprits nous ont traduite, hélas! en trop bon français : « il n'y a ni bien ni mal, ni vices ni vertus; il n'y a que des forces. » L'écrivain qui a dessiné ces figures aurait pu y mettre plus de finesse et de vigueur; on ne lui contestera pas le mérite d'avoir été un des témoins de son temps.

II.

Si nous prétendions tracer le tableau complet de la littérature romanesque en Allemagne pendant ces dernières années, nous aurions d'autres noms à citer auprès des noms de MM. Levin Schücking et Berthold Auerbach. Il ne faudrait pas oublier M. Gustave Freytag; à son œuvre principale, *Doit et Avoir*, appréciée par nous ici même (1), M. Freytag ajoutait récemment un récit nouveau, *le Manuscrit perdu*, qui offre certaines analogies avec le roman de M. Auerbach intitulé

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er mars 1867 une étude sur M. Gustave Freytag, intitulée *le Roman de la vie domestique en Allemagne.*

Sur les hauteurs. Il faudrait se souvenir aussi de M. Paul Heyse, qui continue d'accroître soigneusement son trésor de nouvelles, petites merveilles de style et d'art à la manière florentine ; enfin une mention très honorable serait due à M. Maurice Hartmann, qui vient de publier un dramatique roman emprunté à l'histoire des derniers jours de Murat et un recueil de récits où l'intérêt du fond est relevé par une forme exquise. Nous avons dit pourquoi nous voulions nous restreindre. A titre de documens sur l'esprit public, les œuvres que nous venons d'interroger nous paraissent représenter assez bien cette génération de conteurs qui est aujourd'hui dans la maturité de l'âge et du talent. Certes ils n'ont pas dit leur dernier mot; M. Auerbach vient de mettre au jour un roman en cinq volumes, *la Maison de campagne aux bords du Rhin*, qui méritera un examen à part; M. Levin Schücking poursuit sa veine rajeunie; M. Gustave Freytag, detourné quelque temps de ses travaux d'imagination par des études historiques à la Monteil sur les mœurs allemandes aux différens âges, prépare, dit-on, une peinture nouvelle de l'Allemagne de nos jours. Toutefois, à un certain point de vue, nous pouvons dire que nous les connaissons d'avance. Le groupe littéraire dont ils sont les chefs est animé d'un esprit sérieux, élevé, libéral; de quelque côté qu'ils viennent (car leurs origines sont fort diverses), on voit que dans ces intelligences mûries les vieilles passions sont apaisées. L'un d'eux a cité quelque part ces belles paroles de l'*Antigone* de Sophocle : « mon cœur est fait pour partager l'amour et non la haine. » Cette sympathie, ce συμφίλειν, est leur inspiration à tous.

Il y a une génération plus jeune, plus âpre, qui s'apaisera sans doute à son tour, mais qui a jeté dans ces derniers temps de singulières clameurs. S'il était question ici des publicistes, je nommerais M. Jean Scherr; le roman aussi, comme la littérature militante, a eu son boute-feu turbulent et agressif. C'est un esprit très complexe, cœur de poète et nature de tribun, démocrate et artiste, un de ces artistes que fascine la noblesse de race. Au milieu de ses plus violentes attaques contre l'aristocratie, on peut dire de lui comme de ce personnage de Molière : *la qualité l'entête.* Il sait écrire, il sait conter, il manie le sarcasme aussi bien qu'il éveille l'émotion; il a même, à l'égard des jacobins de son pays, une terrible impartialité de pinceau. On dirait par instans un écrivain qui cherche encore sa voie, et il vient de publier ses œuvres complètes. Il est vrai qu'il en a recommencé déjà une série nouvelle. Le moment est venu de regarder en face cette figure tumultueuse. Ouvrons donc en attendant les appendices, ouvrons et interrogeons les œuvres complètes de M. Frédéric Spielhagen.

M. Frédéric Spielhagen appartient à l'Allemagne du nord. Il est né à Magdebourg le 24 février 1829, il a été élevé au gymnase de Stralsund, puis il a fait à Berlin, à Bonn, à Greifswald, de fortes études de linguistique et de philosophie. Je suppose qu'il visait d'abord à une carrière d'université, qu'il s'y préparait même en conscience, lorsque la verve poétique, longtemps comprimée, éclata un beau jour au milieu de ses plans, brouillant les cahiers et bouleversant les notes. Voilà sans doute comment cette imagination si prompte ne débuta qu'un peu tard. M. Spielhagen avait déjà vingt-huit ans lorsqu'il donna sa première œuvre intitulée *Clara Vere*. N'y cherchez pas une image de la réalité; l'auteur a placé la scène en Angleterre, indiquant par là qu'il ne cherchait pas à peindre la société de son temps. C'est une œuvre toute personnelle. Voyez dans la forêt ce jeune homme au front pur, au regard limpide et fier, avec ses cheveux blonds qui flottent au vent : assis au bord de la route, il tient en main son fusil, et son chien est couché à ses pieds. Est-ce un paysan ou un gentilhomme? est-ce un garde-forestier ou le fils d'un lord? Une noble jeune fille, Clara Vere, qui vient de s'égarer à cheval dans les grands bois, semble éprouver ce doute en lui demandant le chemin du château. Elle apprend bientôt que c'est un paysan ou à peu près, George Allen, le forestier, secrétaire de l'ancien seigneur, lord Vere de Vere, lequel est mort sans héritier direct, laissant ses riches domaines à des collatéraux, Quelle noblesse pourtant sur ce visage si mâle et si doux! L'orgueilleuse lady en garde une sorte d'éblouissement. Est-il besoin de dire que George Allen a salué aussi dans Clara Vere une figure idéale? Offensée tour à tour et charmée de ce culte aussi respectueux que hardi, étonnée elle-même de la fascination qu'elle éprouve, elle s'y abandonne pourtant, elle aime George Allen, elle lui en fait l'aveu le jour même où George est mis en possession de certains papiers qui lui révèlent sa véritable origine. George Allen est le fils légitime du noble lord de Vere, l'ancien seigneur du domaine. Pourquoi il a été élevé dans les bois, au foyer du garde, sous l'œil de son père et cependant séparé de lui, pourquoi on lui a donné un autre nom que le sien, pourquoi il est traité comme un orphelin par les pauvres gens qui ont veillé sur son enfance, c'est ce que va lui expliquer le testament du vieux lord. Vous vous rappelez, à la première page de *M. de Camors*, ce testament infernal où un gentilhomme matérialiste et athée lègue à son fils son expérience et son art de vivre; M. Spielhagen, qui ne saurait lutter avec M. Octave Feuillet, a donné dans le testament de lord Vere la contre-partie de ce drame. Le père de George Allen est athée comme le père de Louis de Camors; quelle différence pourtant!

L'athéisme français est la sécheresse même, l'athéisme allemand est capable d'enthousiasme. L'athéisme français est la négation des lois supérieures qui gênent nos passions ou contrarient notre orgueil; l'athéisme allemand est un appel à d'autres lois, et peut se concilier chez les âmes d'élite avec une moralité austère. En un mot, l'athéisme allemand, c'est le panthéisme. Lord Vere de Vere est en adoration devant la divine majesté du grand tout, et de même qu'il supprime la personne de Dieu au sein de l'univers infini, il lui est doux d'anéantir son être au sein du genre humain. L'esprit aristocratique, non-seulement l'orgueil de race et l'insolence des privilégiés du hasard, mais l'attache même à un nom illustre, à une famille honorée, lui semblent de graves manquemens à la vraie loi religieuse. Il en a horreur comme d'un crime. Le devoir pour lui, c'est de s'effacer, de disparaître, de renier son nom, de rentrer dans la grande famille des enfans d'Adam. Ayant rempli ce devoir en ce qui le concerne, il veut l'imposer d'avance à son fils. George, élevé par des paysans, ne connaîtra son origine que plus tard, lorsque les impressions de sa jeunesse l'auront mis en garde contre les séductions de l'aristocratie. Alors il verra quelle conduite il doit tenir; s'il imite la résolution de son père, ce sera librement et dans la pleine clarté de sa conscience. Il est fort curieux, ce testament, avec ses exaltations panthéistiques. Or, dans sa passion pour Clara Vere, George Allen avait si souvent maudit la caste patricienne, il avait été si souvent blessé par l'entourage de la fière lady, que ces paroles de la tombe ont immédiatement un écho au fond de son cœur. Il renonce à Clara Vere, et, tendant la main à la fille du forestier, à la douce et timide Hélène, qui l'aimait depuis l'enfance, il va confiner sa vie en Amérique, dans une libre communauté religieuse fondée par le vieux gentilhomme panthéiste. C'est un ami, un confident de lord Vere qui l'y introduira.

« Cette communauté est celle de tous les hommes qui adorent Dieu en esprit et en vérité. C'est la grande communauté qui compte des adhérens sur toute la surface du globe, dans toutes les contrées, dans toutes les zones, dans les palais comme dans les cabanes, et à qui appartient l'avenir. Leur dieu n'habite pas des temples construits par des mains humaines; ils sont eux-mêmes le temple, et le culte est leur propre pensée. Ils ne célèbrent pas de fêtes particulières, car ils sanctifient tous les jours. Ils n'ont pas de clergé, car chacun d'eux est prêtre. Ils ne croient pas à l'enfer, car le paradis commence pour eux ici-bas. Ils ne craignent pas la mort, ils la nient; enfin ils n'invoquent pas le nom de Dieu, parce que Dieu n'a pas de nom et que nulle parole ne peut exprimer son immensité. Un jour viendra où tous les hommes se

comprendront de nouveau comme ils se comprenaient avant la division des langues; tous alors seront frères. Ce que le sage contemple dans le secret de son cœur et qu'il ne peut exprimer sans scandale sera un jour une propriété commune qui réjouira le genre humain. Pour cette doctrine, le vieux monde est un sol dur et ingrat; les antiques préjugés, les erreurs séculaires, y ont jeté de trop profondes racines; cela repousse toujours, cela foisonne, et la semence nouvelle est étouffée. L'Amérique est notre espérance... Le croyant orthodoxe, dans sa foi à une existence personnelle au-delà du tombeau, à une vie éternelle et bienheureuse où il contemplera Dieu face à face, s'écrie, les yeux au ciel : O mort! où est ton aiguillon? ô enfer! où est ta victoire? Mais celui qui a fait de la raison l'étoile radieuse de sa vie, celui pour lequel n'existe pas ce qui est inintelligible à sa pensée, celui qui voit dans la mort un problème insoluble, une éternelle énigme, celui-là n'est-il pas soutenu par sa foi dans l'intime et indestructible union de son être avec la nature? C'est la sainte, la grande nature qui l'a enfanté, qui l'a élevé; il a joui naïvement de cette union, il a été, il est, il sera toujours un avec elle. Il ne connaît pas d'intérêts particuliers en face du grand tout. Lui, il n'est pas; c'est au grand tout que l'être appartient. Pénétré de cette foi plus que nulle parole ne saurait l'exprimer, moi aussi je puis dire : O enfer! où est ta victoire? ô mort! où est ton aiguillon?

Si ces déclamations un peu vieilles n'étaient rajeunies par la passion de l'auteur, il n'y aurait pas lieu de les citer. Uni à cette vive haine pour l'aristocratie, le panthéisme mystique de M. Spielhagen nous donne immédiatement sa physionomie tout entière. Remarquez en effet que son démocrate panthéiste est un grand seigneur; nous retrouverons ce personnage dans presque tous ses romans. On dirait qu'en attaquant sans cesse la noblesse, il regrette de ne pas en faire partie, afin de la rejeter avec éclat comme lord Vere et George Allen.

Clara Vere avait paru en 1858; l'année d'après, M. Spielhagen publia une œuvre toute différente, une œuvre à part dans la série de ses romans démocratiques. *Sur la dune* est une idylle bourgeoise animée des pensées morales les plus pures et où brille la poésie la plus fraîche. Les critiques allemands y signalent un style merveilleusement souple, un sentiment exquis de la nature du nord, des tableaux de la mer Baltique à rendre jaloux les meilleurs peintres de marine; tous les lecteurs y apprécieront le charme des affections ingénues dans une fable originale et dramatique. M. Spielhagen a traduit quelques-unes des poétiques études de M. Michelet, *la Mer*, *la Femme*, avec la sympathie ardente d'un disciple; ici l'inspiration qu'il a pu emprunter à l'illustre historien français n'offre rien

de heurté, rien qui sente l'exaltation et la fièvre. Les amours de Paul S..., le jeune savant de Berlin, et de la naïve Hedda, la fille du pilote côtier, ont quelque chose de la grâce de Bernardin de Saint-Pierre. Je ne serais pas étonné pourtant que M. Spielhagen considérât ce récit charmant comme une simple fantaisie d'artiste; ses ouvrages de prédilection, nous le voyons trop, ce sont les grands romans où il a fait une peinture si amère de la société allemande de son temps. Le premier, qui est de l'année 1860, porte ce titre singulier : *Natures problématiques*.

« Il y a des natures problématiques qui ne sont à la hauteur d'aucune situation et que cependant aucune situation ne satisfait. De là les conflits monstrueux qui désolent et dévorent la vie. » C'est Goethe qui a formulé cette sentence, inscrite par M. Spielhagen à la première page de son roman. Il s'agit donc d'étudier ici les âmes faibles et avides, impuissantes et altières, que produisent en si grand nombre nos sociétés fiévreuses; il s'agit de peindre une des maladies du XIXe siècle. Le sujet est vaste et se présente sous des points de vue très divers. Qu'en fera M. Spielhagen? Le personnage qu'il nous donne comme le type de ces natures problématiques est un jeune savant, le docteur Oswald Stein, appelé au château de Grenwitz pour y faire l'éducation du fils de la maison. Son maître, une des gloires de l'université voisine, le professeur Eberhard Berger, l'a recommandé au baron et à la baronne de Grenwitz; il arrive et se met à l'œuvre. Voilà le jeune docteur en pleine société aristocratique avec les idées aventureuses qu'il a puisées aux grandes écoles. Le baron est un homme doux qui tremble devant sa femme; la baronne est le caractère le plus hautain, l'esprit le plus infatué de prétentions féodales. Autour d'eux s'agite un monde de hobereaux, car on mène une vie brillante à Grenwitz, et les visites, les concerts, les bals, y réunissent toute la noblesse des environs. Or le jeune précepteur, au lieu d'être dépaysé dans ce monde si nouveau pour lui, y marque immédiatement sa place avec une merveilleuse aisance. Il est plus brave, plus chevaleresque, plus gentilhomme, ce plébéien, que tous les gentilshommes de la contrée. Êtes-vous bien sûr de ne pas être un des nôtres? lui demande un jour une des reines de Grenwitz. On n'a jamais vu en effet nature plus séduisante. Il ensorcèle le château; les femmes raffolent de lui, les hommes le provoquent en duel; il tient tête à tous et n'a qu'à se présenter pour vaincre. Séduits ou irrités, ses rivaux subissent bon gré mal gré la fascination qu'il exerce. Qu'est-ce donc qui lui manque, à ce victorieux? Avec des dons si rares, comment va-t-il se perdre? A quel homme enfin avons-nous à faire? C'est ce que nous dira le baron d'Oldenbourg, un gentilhomme qui aurait de

bonnes raisons pour détester Oswald, et qui se sent attiré vers lui par une sympathie irrésistible. Un soir, après un bal chez l'un des seigneurs de la contrée, le baron d'Oldenbourg prend Oswald dans sa voiture pour le ramener à Grenwitz. Chemin faisant, la conversation devient familière :

« — Vous offrirai-je un cigare? — Merci, je ne fume pas. — Vraiment? voilà qui est singulier. — Pourquoi cela? — Je ne comprends pas qu'un homme du XIXe siècle puisse vivre sans fumer du tabac ou de l'opium, sans mâcher du haschich, sans affaiblir enfin à quelque degré et de quelque manière que ce soit le triste sentiment de cette misérable existence. Et de vous en particulier, je le comprends moins que de tout autre. — De moi en particulier? Pourquoi donc? dit Oswald. — Parce que, si tous les indices ne me trompent pas, répondit le baron, vous êtes mortellement atteint d'un mal terrible, *le désir de la fleur bleue,* et que de ce désir inassouvi vous mourrez un beau matin. Vous vous rappelez la fleur bleue dans le récit de Novalis, la fleur après laquelle soupirait en se consumant le pauvre cœur de Henri d'Ofterdingen? Ah! la fleur bleue! savez-vous ce que c'est? C'est la fleur que nul œil humain n'a encore vue et dont le parfum remplit le monde. Toutes les créatures ne sont pas assez finement organisées pour sentir ce parfum; celles qui le sentent en sont ivres. Il est ivre, le rossignol, lorsque, sous la clarté de la lune ou dans le crépuscule du matin, il chante, il pleure, il sanglote; ils sont ivres, tous ces insensés qui en prose et en vers poussent au ciel leurs gémissemens, oui tous, ceux d'autrefois, ceux d'aujourd'hui, et avec eux ces millions de créatures humaines à qui aucun dieu n'accorda le don d'exprimer leurs souffrances, et qui, dans un muet désespoir, s'en vont regardant le ciel, dont la pitié ne s'émeut pas. Hélas! à cette maladie il n'y a aucun remède, — aucun, si ce n'est la mort. Qui a respiré une fois le parfum de la fleur bleue ne goûtera plus dans sa vie un seul instant de repos. Comme s'il était un infâme assassin, comme s'il avait repoussé le Seigneur du banc de sa maison, une force mystérieuse le pousse plus loin, toujours plus loin, bien que ses pieds saignent, bien qu'il aspire à l'heure de reposer enfin sa tête fatiguée. Dévoré par la soif, il demande à boire dans la première cabane qui se présente; mais il rend la cruche sans remercier son hôte. Il y avait une mouche qui nageait dans l'eau, ou bien — que sais-je? — le tonneau d'où on l'avait puisée était malpropre; enfin il avait bu sans se désaltérer. Se désaltérer! Où sont les yeux dans lesquels nous avons plongé les nôtres sans vouloir jamais les plonger dans d'autres yeux plus brillans, plus enflammés? Où est le cœur sur lequel nous nous sommes reposés sans désirer jamais entendre le battement d'un autre cœur plus chaud, plus brûlant d'amour? Où est-il? je vous le demande, où est-il? »

« Le baron se tut; Oswald ressentait une émotion singulière. Ce que l'étrange personnage avait exprimé sur un ton presque élégiaque, — contraste bien inattendu avec sa façon de parler ordinairement si rude, si brusque, — ce qu'il avait dit comme en rêvant, comme en se parlant à lui-même, c'étaient si bien les propres sentimens d'Oswald, sentimens nés en lui depuis l'enfance et sans cesse renouvelés par les épreuves de la vie, qu'il ressentit une sorte de frisson devant ce spectre de son âme. Cette question, qu'il semblait avoir posée lui-même, le laissa sans réponse.

« — Une chose, reprit le baron, qui me donne toujours fort à penser, c'est que l'homme est contraint de s'oublier lui-même plus ou moins, d'oublier plus ou moins son existence propre, avant de parvenir à cet état que, faute d'un autre terme, nous appelons le bonheur, et que plus cet oubli est profond, plus aussi ce bonheur nous semble complet. *The best of live is but intoxication*, dit lord Byron. Oui certes, l'amour, l'amour de Roméo et de Juliette, l'amour au nom duquel on court à la mort comme à une fête, n'est pas autre chose non plus qu'une ivresse! Dormir vaut mieux que veiller, dit la sagesse des Indiens; ce qui vaut mieux que tout, c'est la mort.

« — Et cependant, dit Oswald, il y a relativement si peu d'hommes qui se tuent!

« — Oui, cela est surprenant, répondit le baron, aujourd'hui surtout que la plupart d'entre eux ne redoutent pas ces *rêves d'Hamlet* qui pourraient troubler l'éternel sommeil.

« — Ne serait-ce pas une preuve que le malheur dont ils se plaignent n'a rien de si intolérable?

« — Peut-être. Peut-être aussi cela prouve-t-il seulement combien il est difficile à l'homme de rejeter sa dernière espérance. Pourquoi le voyageur égaré se traîne-t-il machinalement à travers la neige des avalanches? Pourquoi tel naufragé des mers inconnues attend-il un demi-siècle l'apparition d'une voile? Pourquoi le condamné à vie ne se brise-t-il pas la tête contre les murs de sa prison? Parce qu'un faible rayon d'espoir, une confuse idée de salut brille encore dans l'enfer de leurs souffrances. Ce dernier rayon évanoui, il faut bien que la bonne vieille nuit, cette tendre mère, la douce, la bienfaisante nuit de la mort, reprenne son pauvre enfant égaré... Voyez, ajouta-t-il après une pause durant laquelle il avait rejeté par bouffées épaisses la fumée de son cigare, — j'ai deux ans de plus que vous, et il m'a été donné de connaître dans un court espace de temps une plus grande part de la vie que l'homme n'en voit d'ordinaire. J'ai ce que le vieillard de Leipzig souhaitait au jeune Wolfgang Goethe, l'expérience, la plus grande portion possible de l'expérience. Je sais que, pour moi et ceux qui me ressemblent, la vie n'a plus aucun espoir, et tout en me disant : *je ne puis*

plus rien espérer, je suis toujours soutenu en secret par l'espérance d'un bonheur possible, comme le phthisique espère sa guérison. Prenez pour exemple une société comme celle d'où nous sortons. Je sais combien sont vides les plaisirs de ces gens-là, je sais quelles figures piteuses, quelles misérables faces de pécheurs se cachent sous ces masques joyeux; je sais que cette belle jeune fille sera dans dix ans d'ici une malheureuse femme ou une idiote, je sais que ce beau jeune homme, qui porte si haut la tête et qui semble tout prêt en vérité à faire en un seul jour les douze travaux d'Hercule, est un hobereau grossier qui revendique chez ses paysans le *jus primæ noctis,* et mène sa femme à coups de cravache. Je sais cela, j'en sais bien plus encore, j'en ai fait mille et mille fois l'expérience; eh bien! je suis si peu blasé que la fée Morgane me séduit toujours avec ses illusions décevantes; je suis si peu guéri de mon ivresse que toute belle jeune fille épanouie en sa fleur me fait croire encore à l'amour, que toute noble et loyale figure de jeune homme me fait croire encore à l'amitié. M'auriez-vous cru capable d'une telle folie?

« — Non, je n'aurais pas cru que vous puissiez avoir des idées, des sentimens comme ceux-là...

« — Et vous aviez parfaitement raison, reprit le baron, car je ne pense et ne sens de la sorte que les jours où je suis complétement ivre, comme en ce moment. »

Le baron d'Oldenbourg se vante lorsqu'il se range avec Oswald parmi les amans de la *fleur bleue;* la rêverie, maladive sans doute, mais si pure de ce poétique somnambule appelé Novalis, n'a rien de commun avec les prétentions des viveurs. Oldenbourg et Oswald ne sont pas même des énervés comme le personnage dont M. Sainte-Beuve, en son roman de *Volupté*, a étudié trop curieusement les subtilités malsaines. Si énervé que soit Amaury dans le récit de l'écrivain français, il a du moins souci de son âme. Oswald n'obéit qu'à ses passions, ou plutôt (car ce mot de passions aurait ici plus de force qu'il ne convient) à ses impressions passagères, à ses caprices incohérens. Aimé de la comtesse Mélitta, un cœur d'élite, un trésor de grâces, il l'abandonne sans motif bien qu'il l'aime toujours, et s'éprend d'une jeune folle, Émilie de Breesen, dont il s'éloigne bientôt pour s'attacher à la noble Hélène de Grenwitz. Tout cela est raconté d'une plume alerte; l'auteur a de la grâce et du feu; il est peintre, il est poète, il fait vivre ses figures, et cependant, au milieu de ces péripéties, on attend avec impatience une conclusion qui n'arrive pas. M. Spielhagen va-t-il nous donner le secret de ces *natures problématiques?* va-t-il interpréter la sentence de Goethe? Pas le moins du monde. Il trace dans Oswald un caractère brillant, lé-

ger, indécis, plein d'énigmes, sans qu'on puisse deviner s'il le plaint ou s'il lui porte envie. Amaury finit par chercher un refuge contre lui-même dans les austérités de la vie religieuse. L'histoire d'Oswald Stein se termine on ne sait comment; bien que le jeune plébéien maintienne jusqu'au bout sa victoire sur les hobereaux, bien qu'il les crible de sarcasmes ou les châtie en duel, l'auteur, à la dernière page, le laisse là immobile, sans but, sans étoile, au sein d'une nuit profonde.

C'est qu'il n'y a pas de Dieu, pas de principe fixe, pas de lumière dans le roman de M. Spielhagen. Presque toutes les œuvres d'imagination en Allemagne, — je parle de celles qui ont une valeur, — relèvent plus ou moins d'une doctrine philosophique. A chaque groupe de penseurs on pourrait rattacher des groupes de romanciers et de poètes. M. Spielhagen ferait-il exception à cette règle? Non certes. Son esprit est trop curieux, trop pénétrant, il a trop remué ses lecteurs, il méprise trop les romans de la fabrique française, comme il dit, ces romans de dixième ordre dont les traductions inondent les marchés allemands, il a enfin des visées trop hautes, pour ne pas concevoir ses tableaux d'après une certaine idée du monde et de la vie. Quelle est donc la doctrine philosophique dont s'inspire M. Spielhagen? Il ne le dit pas, mais je n'en saurais douter : c'est la doctrine d'Arthur Schopenhauer. Voilà un nom bien peu connu parmi nous. Il y a une quinzaine d'années à peine que ce vigoureux et désolant esprit est sorti tout à coup de l'obscurité la plus complète; il a immédiatement saisi la conscience publique, il a exercé une action très vive sur un petit nombre d'écrivains, puis il est rentré dans ses ténèbres et n'est plus aujourd'hui qu'une curiosité, un monument bizarre dans la nécropole des systèmes. Schopenhauer est encore étudié, discuté, et il ne peut l'être que par des intelligences de premier ordre; il a cessé de troubler les âmes. Au moment où M. Frédéric Spielhagen écrivait ses premiers romans, le penseur solitaire de Francfort venait d'être révélé au grand public par une revue anglaise; comment l'amère nouveauté de ses doctrines n'aurait-elle pas ému des intelligences qu'irritait le désarroi du génie allemand? La science était lasse, la politique était vide; anarchie dans les idées ou réaction dans le monde réel, voilà le spectacle qui s'offrait aux générations survenantes. Tout à coup apparaissait une philosophie qui enseignait l'illusion absolue de toutes choses. C'était presque un soulagement pour les âmes blessées, l'horrible soulagement de la désespérance et du néant. Élève de Kant, contemporain de Fichte, de Schelling, de Hegel, qu'il accusait d'avoir trahi les principes du maître et qu'il appelait des charlatans, Schopenhauer, assez riche pour se passer de la vie ac-

tive, sans aucun lien avec les universités, inconnu, solitaire, publiant des livres dont personne ne s'occupait, élevait dans l'ombre une doctrine qui était assurée d'avoir son heure, — l'heure de l'extrême lassitude et du découragement universel. De déduction en déduction, avec une subtilité incroyable et une effrayante vigueur, il arrivait des théorèmes de Kant à cette conclusion, que le monde était le résultat d'une erreur, le produit d'une volonté sans intelligence, et que le seul devoir des créatures issues de cette faute était de la réparer en se reniant, en s'abandonnant elles-mêmes. Rentrer au sein du grand tout, voilà le seul moyen de rectifier la grande erreur cosmogonique dont l'infini s'est rendu coupable. Ces absurdités peuvent faire une certaine figure sous l'appareil de la dialectique; Schopenhauer, très initié à toutes les littératures, empruntait des preuves aux autorités les plus diverses et se déclarait absolument d'accord avec les dogmes chrétiens. Il est vrai qu'il n'était pas moins d'accord avec le bouddhisme. En somme, l'anéantissement de la volonté, l'oubli et le mépris de sa propre nature, ce qu'enseignent les mystiques hindous, ce que les ascètes du moyen âge ont poursuivi dans leurs extases, tel était le dernier mot de cette philosophie. On l'a nommée, de son vrai nom, le pessimisme. Le pessimisme de Schopenhauer a eu quelques disciples; il a eu surtout des adhérens parmi les romanciers et les poètes, qui ont renouvelé à l'aide de ses formules les vieilleries de l'école du désespoir. M. Spielhagen est un de ceux-là.

Faut-il en donner une preuve? Au milieu des dissipations brillantes où s'énerve la volonté d'Oswald, il reçoit un jour une douloureuse nouvelle : le maître illustre qui a été jusqu'ici son protecteur, le grand philosophe Eberhard Berger, est subitement devenu fou. Il était allé à quatre heures, comme de coutume, faire sa leçon de logique; il avait commencé avec sa netteté habituelle, toujours plein de sens, plein d'idées; puis sa parole était devenue embrouillée, incohérente, à ce point que les étudians avaient déposé la plume l'un après l'autre, le regardant avec surprise et inquiétude. « Savez-vous, messieurs, — s'était-il écrié, — savez-vous ce que vit le disciple de Saïs après avoir soulevé le voile qui cachait le grand secret, le secret des énigmes du monde? Tenez, je divise ma tête en deux parties, une moitié dans la main gauche, l'autre dans la main droite; eh bien! que voyez-vous dans la tête de l'illustre professeur au pied duquel vous êtes assis et dont vous écoutez les savantes paroles pour les transcrire sur vos fastidieux cahiers avec ces plumes dont l'exécrable grincement m'agace? Oui, que voyez-vous? Précisément ce que vit le disciple de Saïs lorsqu'il eut soulevé le voile de la vérité; rien! absolument rien! le rien en soi, le rien pour soi, le rien ob-

jectif et le rien subjectif. Que ce rien soit le centre de tout, que nos meilleurs efforts ne soient rien, que le sang de notre cœur batte pour ce rien, c'est ce qui a rendu fou le disciple de Saïs, c'est ce qui m'a rendu fou à mon tour, c'est ce qui vous fera perdre aussi le peu de bon sens que peuvent contenir vos cervelles de linottes. Maintenant fermez vos stupides cahiers pour mettre fin à l'abominable grincement de vos plumes, et entonnez avec moi le chant profond et sublime : « une mouche! une mouche est là sur la muraille! » Là-dessus, élevant la voix, frappant la chaire à coups de poing, il avait entonné son chant, puis, courant le long des murs, cherchant à prendre des mouches imaginaires, chaque fois il avait ouvert la main et s'était écrié d'un air de triomphe : « Rien, messieurs, voyez! il n'y a rien, absolument rien! » — La lettre qui renfermait ces détails, ajoute l'auteur, produisit sur Oswald la plus douloureuse impression. Pourquoi? Parce que sous les formes grotesquement navrantes de la folie il retrouvait là ses propres sentimens.

Au reste, les énigmes de ce livre s'expliquent dans un autre roman en trois volumes, qui est la suite et la fin du premier. Pour comprendre les *Natures problématiques*, il faut lire le récit intitulé: *A travers la nuit vers la lumière* (1). Nous y voyons les mêmes personnages accompagnés de quelques figures nouvelles. Voici Oswald Stein, le brillant plébéien, voici Oldenbourg, le gentilhomme démocrate, voici le malheureux disciple de Schopenhauer, continuant d'enseigner la logique dans une maison de fous; le trio des natures problématiques est au complet. Voici Mélitta, Émilie de Breezen, Hélène de Grenwitz, toutes les femmes qui ont aimé Oswald et qu'il n'a pas su aimer en honnête homme. Voici tous les hôtes de Grenwitz, tous les hobereaux insolens que M. Spielhagen et Oswald poursuivent de leurs sarcasmes. Seulement deux personnages nouveaux, deux acteurs fort inattendus apparaissent : un saltimbanque viennois, un prince russe, et il se trouve à la fin que le prince est fils du saltimbanque. On voit par cela seul dans quel mélodrame l'auteur nous a transportés tout à coup. A considérer ces deux romans comme les deux parties d'une même œuvre, ce sont des qualités de finesse qui rachètent l'obscurité de la première; une sorte de violence réaliste fait explosion dans la seconde. On me dispensera de raconter ces aventures impossibles. Il suffit de résumer les traits qui mettent à nu la véritable pensée de l'auteur.

Philosophiquement, j'avais bien raison de dire que le système de

(1) La langue allemande est ici plus brève que la nôtre, elle a même quelque chose de la concision latine. *Durch Nacht zum Licht* se traduit exactement par ces mots : *per noctem ad lucem.*

Schopenhauer était la constante préoccupation de M. Spielhagen et de ses personnages favoris. Le logicien, dans sa cellule de l'hospice des fous, revient peu à peu à la raison; il connaît son mal, il le commente, il l'explique, et c'est le plus sérieusement du monde qu'il révèle à son ami Oswald le dernier mot des choses humaines. Cette formule suprême, c'est la formule des ascètes si souvent invoqués par le pessimisme de Schopenhauer. La vraie sagesse a trois degrés : avant tout, il faut mépriser le monde, il faut ensuite se mépriser soi-même; enfin, — voilà le degré le plus haut de la perfection morale, — il faut mépriser le mépris dont on est l'objet, ou plus brièvement, avec la concision des formes latines, mépriser d'être méprisé : *spernere mundum, spernere seipsum, spernere sperni.*

Au point de vue politique et social, c'est la haine de l'aristocratie qui est l'inspiration de M. Spielhagen et la passion dominante de ses héros. Quelle est pourtant cette démocratie qui éclate en son drame à tort et à travers? Reproche-t-il à la noblesse allemande de garder aveuglément les prétentions d'un autre âge, de ne pas vivre, de ne pas se mêler au monde, d'être une caste inutile au milieu d'une société en travail? Le reproche, fondé ou non, invoquerait au moins des principes d'un ordre élevé; mais non, rien de pareil. M. Spielhagen est jaloux de la gentilhommerie de son pays. Il attaque la noblesse par dépit de ne pas en être (1). Une de ses hardiesses est de montrer des plébéiens plus spirituels, plus braves, plus nobles que les gens de grande naissance, comme s'il y avait là vraiment une chose miraculeuse, après quoi, par la plus naïve des distractions, il nous révèle subitement que ces plébéiens si bien doués étaient en réalité de la plus fine race aristocratique. George Allen, dans *Clara Vere,* était le fils du vieux lord; Oswald Stein se trouve être le fils d'un patricien opulent, et c'est à lui qu'appartient ce château de Grenwitz où il a été précepteur. Quant à ce prince russe si hautain, au fond si médiocre d'intelligence et de cœur, l'auteur semble tout heureux de prouver qu'il est le fils d'un pauvre diable. En vérité, la démocratie des hommes d'imagination est merveilleusement ingénieuse et adroite!

(1) Ce reproche, dont nous donnons ici les preuves, a été indiqué par M. Julien Schmidt dans la cinquième édition de son *Histoire de la Littérature allemande depuis la mort de Lessing.* A la fin du troisième volume, après avoir loué chez M. Spielhagen le sentiment poétique et l'art du conteur, M. Julien Schmidt écrit ces mots : « La haine de la noblesse chez M. Spielhagen n'est pas le sentiment du citoyen qui connaît sa force et veut remplacer une caste impuissante à remplir sa tâche; c'est au contraire une idée exagérée des avantages attachés à la noblesse, considérée comme telle, et le désir de participer à ces avantages; en un mot, c'est l'envie. »

Enfin, si nous cherchons comment M. Spielhagen juge au nom de la morale ces natures problématiques dont il a entrepris l'étude, que trouvons-nous? L'auteur finit par reconnaître qu'il y a chez Oswald et Oldenbourg, comme chez le pauvre philosophe, un principe mauvais, principe de mollesse, d'inertie, d'impuissance; quels remèdes propose-t-il pour les guérir? La vie active, de grands intérêts à défendre, de grandes luttes à soutenir. Fort bien, mais qui nous fournira ces intérêts et ces luttes? M. Spielhagen répond sans hésiter : la révolution démocratique. Ce sont les révolutions de 1848 qui ont guéri ses malades, c'est par ce chemin sanglant qu'ils sont allés *de la nuit à la lumière*. Le baron d'Oldenbourg était intimement lié avec les tribuns qui ont conduit à Paris la révolution du 24 février; il s'est battu à Paris sur les barricades; il a vu de près comment on renverse un trône, et il est allé tout aussitôt organiser la révolution de Berlin. Oswald, Berger, le saltimbanque, aux premiers rangs de l'émeute, ont rivalisé d'héroïsme. Berger est tombé dans la bataille; Oswald, blessé à mort, a expiré le lendemain. La révolution à demi victorieuse est occupée à enterrer ses victimes. Voyez ce long cortége, toute une cité en deuil, tout un peuple qui prie au bord des tombes. Dans ce tableau, le dernier où se déploie sa verve, M. Spielhagen aura peut-être exprimé enfin sa pensée morale sur les *natures problématiques* :

« La cérémonie religieuse est terminée, le cortége se met en marche, un cortége comme la ville n'en a jamais vu, un cortége unique peut-être dans les annales du monde. Dans l'atmosphère bleue d'un ciel printanier apparaissent, portés sur les épaules des citoyens, de jaunes cercueils chargés de riches couronnes, une longue, longue file dont on ne voit pas la fin, et vingt mille hommes de tout âge et de tout rang les accompagnent. Sur chaque cercueil est une étiquette qui porte le nom du mort. Hélas! ces noms ne parlent pas... Qu'était-ce que Oswald Stein? qu'était-ce que Eberhard Wolfgang Berger?... Et qu'importent les noms? Qu'importe ce qu'ils furent dans la vie? Que font ici leurs actes et leurs souffrances, leurs faiblesses et leurs fautes, leurs efforts et leurs chutes? La mort pour la liberté couronne tous les efforts et rachète tous les méfaits. C'est là ce que sentent ces milliers d'hommes qui, pressés en masses profondes à droite et à gauche de la route, laissent passer le cortége, se découvrant avec respect devant chaque cercueil.

« Et longuement, lentement, dans un silence solennel, le long cortége franchit les portes de la ville, se dirige vers les hauteurs prochaines et arrive au cimetière, à l'endroit même où quelques jours auparavant les combattans des barricades avaient dressé un énorme bastion. Le cortége s'approche de la vaste fosse; chaque groupe de porteurs dépose

son fardeau et passe, laissant la place à ceux qui suivent. Des milliers d'hommes silencieux et recueillis se rangent à l'entour, les salves des fusils retentissent; sur les tombes de ces martyrs, tout un peuple est en prières.

« Pour qui ces prières? Pour les morts? Ils n'en ont pas besoin dans leur froide couche, au sein du sommeil éternel; mais les vivans, c'est sur eux que pèse la tâche la plus lourde. Il faut qu'ils agissent, toujours debout, toujours sur la brèche, au milieu des vulgaires soucis de l'existence, car la tyrannie ne dort jamais; il faut qu'ils veillent pour empêcher la nuit de revenir, la nuit funeste aux bons et propice aux méchans, la nuit qui donne asile dans ses voiles sombres à tant de larves romantiques, à tant de spectres et de fantômes, la nuit si pauvre en âmes saines, si féconde en natures problématiques, la longue nuit d'ignominie à laquelle peut seul nous arracher l'ouragan de la révolution, car c'est la révolution qui nous conduit par une aurore sanglante vers la liberté et la lumière! »

Voilà la moralité de cette histoire, et en même temps voilà le service rendu par les révolutions de 1848. Quelle persistance des prétentions aristocratiques chez ce démocrate de fantaisie! Quoi! il a fallu une révolution pour rendre quelque dignité à ses héros! il a fallu ébranler l'état, bouleverser des milliers d'existences, compromettre la liberté régulière, pour rendre le sentiment du devoir à un don Juan, à un pauvre fou, à un grossier saltimbanque! N'est-ce pas le cas de répéter le mot irritant du poète latin : *humanum paucis vivit genus?*

Un autre roman démocratique de M. Spielhagen, *les d'Hohenstein*, donnerait lieu à des remarques analogues. C'est une œuvre pleine de talent, de feu, de verve satirique; mais quel désordre de sentimens et de pensées! J'y trouve pourtant, à la faveur même de ce désordre, une impartialité dont il faut tenir compte. Si l'auteur est impitoyable pour l'aristocratie, il ne ménage pas davantage certains représentans du parti révolutionnaire. Il y a parfois une crudité cynique dans ses peintures. Je signale entre autres le démagogue Caius, un misérable forcé de cacher son nom, qui est allé faire peau neuve aux États-Unis, et qui revient dans son pays pour y accomplir ses vengeances. Racontant à un ami son horrible histoire, Caius commence effrontément par ces mots : « mon père était un ivrogne, ma mère était une fille publique. » Ce malheureux, devenu une sorte de stoïcien, mais un stoïcien fanatique et féroce, est aujourd'hui rédacteur d'une feuille démocratique sur les bords du Rhin. Le rédacteur en chef, Thomas Münzer, une des principales figures du roman, n'est pas un stoïcien; ardent, éloquent, intrépide en face du danger,

il succombe aux premières séductions du *high life*. Épris d'une grande dame, il abandonne sa femme, son enfant, et se perd aux yeux de son parti. Ces traits de mœurs abondent dans le récit de M. Spielhagen. Quel est le sujet? La lutte de la noblesse et du tiers-état au sein d'une même famille. Le drame s'ouvre comme une comédie; un vieux célibataire possède une fortune énorme convoitée par un troupeau de neveux, de nièces, de petits-neveux et petites-nièces, si bien que cette chasse aux millions fait pulluler autour du moribond des vilenies de toute nature. Quel est ce vieillard bourru, fantasque, méchant, avec ses terreurs subites et ses colères sauvages? Le général d'Hohenstein. Tous ses neveux sont plus ou moins des coquins, et lui-même a commis un crime dont le souvenir remplit ses nuits de spectres menaçans. Un de ses neveux, le meilleur peut-être, quoique l'auteur nous le montre volant la caisse de la ville, a aimé dans sa jeunesse une humble fille de la bourgeoisie: il était alors officier à Francfort et ne songeait sans doute qu'à passer gaîment ses années de garnison; mais la jeune fille était pure, la famille était fière, et devant l'attitude aussi digne que résolue de ces braves gens Arthur d'Hohenstein a épousé Marguerite Schmitz. Voilà les Schmitz, une famille plébéienne, un foyer de droiture et de travail, alliée par ce mariage à la race altière et corrompue des seigneurs d'Hohenstein. On voit d'ici quelle mine féconde pour l'imagination démocratique du romancier. Les d'Hohenstein dédaigneront les Schmitz, les Schmitz auront plus d'une occasion de mépriser les d'Hohenstein. Au milieu de ces conflits de la vie privée éclateront les luttes de la vie publique. Tout cela se passe en 1849, à l'heure où le parlement de Francfort termine si tristement ses grands débats. La révolution tente un suprême effort et succombe sous les coups de la réaction. Parmi des scènes violentes et déclamatoires, il y a parfois des paroles vraiment humaines, comme dans cette page où l'auteur proteste contre les vengeances des vainqueurs. « Malheur aux vaincus! parole horrible, infâme, qui déshonores l'humanité, parole qui as retenti dès le commencement du monde, ne perdras-tu jamais ta signification épouvantable? Viendras-tu toujours agiter ta tête de Gorgone et ta chevelure de serpens chaque fois qu'un combattant roule à terre? La douce voix de la pitié qui nous dit de respecter l'infortune sera-t-elle toujours plus faible que le cri de la vengeance? N'est-ce pas un mal assez grand d'être vaincu, de voir foulé aux pieds le drapeau pour lequel on a combattu, de ne vivre que par la grâce du vainqueur, de ne pouvoir se relever de la poussière sanglante qu'avec sa permission? La blessure est brûlante; faut-il y verser du poison? Faut-il que les femmes éperdues, les enfans tout en larmes, sentent encore la

lourde main de ceux qui ont renversé leurs maris et leurs pères? Ne seras-tu jamais rayée des langues humaines, parole abominable, toi qui dis : malheur aux vaincus! » A la bonne heure! ce n'est plus le démocrate de fantaisie jouant avec les passions et les crimes de la politique; on reconnaît ici le cœur de l'homme et le cri du poète.

Les trois romans de M. Spielhagen avaient paru coup sur coup, de 1860 à 1863. Tout en combinant ces vastes peintures, il avait trouvé le temps d'écrire deux nouvelles d'un ton bien différent, *la Douzième heure* et *la Rose de la cour*. La première est une étude psychologique où règne une morale austère; la seconde met en présence les deux sociétés qui se partagent l'Europe, ancien régime et démocratie, pour les réconcilier dans l'amour. Il y a là quelque chose de la grâce de M. Jules Sandeau; en lisant *la Rose de la cour*, on songe à *Mademoiselle de la Seiglière*. Est-ce le signe d'une direction nouvelle chez l'ardent écrivain? Je n'ose encore le croire. M. Spielhagen a fort à faire avant d'assurer l'équilibre de ses facultés. Il s'occupe aujourd'hui de mettre en scène le socialisme germanique des derniers temps. Tel est le sujet de deux récens ouvrages, *Serrons les rangs*, *l'Enclume et le marteau*, qui ouvrent la seconde série de ses études sur la société contemporaine. Attendons pour juger; la suite nous dira si cet esprit tumultueux est en train de régler ses forces, si cette *nature problématique* a su trouver sa voie et se débarrasser du pessimisme.

Il y a une douzaine d'années, signalant ici même l'apparition des doctrines de Schopenhauer, je disais que plusieurs des critiques les plus compétens, M. Erdmann, M. Rosenkranz, M. Hermann Fichte, avaient traité le bouddhiste du XIXe siècle comme un malade de génie, digne de sympathie et de respect. « Il y a en effet, ajoutais-je, à travers tant d'extravagances la trace d'une poésie sombre et quelquefois grandiose dans l'inspiration générale de ce système. Le oète favori de M. Schopenhauer, c'est Calderon, parce que Calderon écrit un drame intitulé *la Vie est un songe*. Il cite avec amour 'auteur de *la Vida es sueño*, comme il cite les religions et les cosmogonies orientales. Pour lui aussi, la vie est un rêve, un rêve affreux, un cauchemar étouffant, et la douleur que lui cause cette découverte est souvent empreinte d'une majesté lugubre. Que sont les vagues tristesses de Werther, de René, d'Obermann, de Childe-Harold, auprès de la souffrance du métaphysicien persuadé que ce monde où nous sommes n'est que l'irréparable erreur de la volonté infinie? Ces délires ont excité la curiosité de l'Allemagne, comme un poème indien qu'on aurait tout à coup exhumé; le poème une fois lu, l'Allemagne retournera à sa tâche. Le système du *sage de Francfort* ne séduira pas ce pays possédé du désir de l'action; il est

plutôt fait pour le guérir à jamais de l'énervante folie du mysticisme (1). » On voit déjà même dans les romans de M. Spielhagen le désir de secouer ces mauvais rêves; l'effet est bien plus marqué dans un récit de M. Hermann Grimm intitulé *Puissances invincibles*.

L'invention de M. Grimm n'est pas toujours très habile, il y a de la subtilité dans l'agencement du drame; ce qui rachète tout, c'est la pensée morale. Y a-t-il des puissances occultes dont l'homme ne puisse secouer le joug? Y a-t-il des traditions, des préjugés qui pèsent bon gré mal gré sur la volonté humaine, et la condamnent à l'inertie? Le héros de M. Grimm est un jeune gentilhomme prussien, le comte Arthur, qui se débat longtemps sous ces entraves et qui finit par les rompre. Sa fierté aristocratique lui faisait dédaigner les conditions régulières de la vie; plutôt que de déchoir, car c'est pour lui une déchéance que de ne pas vivre en tout comme ses ancêtres, il fait violence aux plus doux sentimens de son cœur, aux meilleures inspirations de son esprit. Réduit à l'inaction par ce conflit intérieur, on le prendrait souvent pour un idiot ou un lâche. Il aime pourtant, il aime une jeune fille aussi fière que belle, une jeune Américaine d'origine allemande, et cet amour le sauvera. Méprisé par Emmy Forster, il s'attache à ses pas, il la suit en Amérique, il fait son éducation d'homme, il apprend à penser, à agir, il brise les puissances invincibles. *La volonté de vivre est la source de tout mal*, disait Schopenhauer; c'est précisément la volonté de vivre qui était paralysée chez le jeune comte, et M. Grimm la réveille pour guérir son malade. Le romancier donne un démenti au philosophe.

Parmi les scènes plus ou moins heureuses où se développe la pensée du livre, j'en citerai une qui, sans se rattacher directement au sujet, peut offrir un intérêt historique. Le jeune comte, transformé par son éducation américaine, est revenu en Prusse à la veille de la *guerre allemande*, comme disent les historiens de l'année 1866. Officier de cavalerie dans la landwehr, il a été gravement blessé à Sadowa, et on l'a transporté dans une ambulance. C'est une église de campagne où sont déjà rassemblés des blessés des deux camps. Le comte Arthur a pour voisin de lit un jeune philologue que la guerre a enlevé à ses études sur Sophocle, et qu'il avait connu à Berlin. La blessure du docteur était horrible. Une nuit, agité par la fièvre, il appelle le comte à voix basse :

« C'est l'heure de dormir, lui dit doucement Arthur. — Oh! j'ai bien le temps, répondit le malade, et il ajouta, citant l'*Ajax* de Sophocle :

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er août 1856, *l'Allemagne pendant le congrès de Paris. — Deuxième partie : l'Allemagne littéraire.*

μακρὸς κ'ἀναρίθμητος χρόνος. Ces mots grecs dans la bouche du docteur, qui n'en citait jamais, firent sur le comte une singulière impression. Il lui sembla que le mourant se parlait à lui-même. Le docteur reprit : Où avez-vous été blessé?

« — A Sadowa! répondit Arthur.

« — Moi aussi! s'écria le docteur en élevant la voix. Où étiez-vous?

« — Au centre. J'ai reçu deux éclats de mitraille dans la grande charge de cavalerie que conduisait le roi.

« — Elle a passé devant nous, cria le docteur avec feu, et sa voix reprenait tout son éclat. N'avez-vous pas entendu quels hourras nous avons lancés, lorsque vous passiez devant nous comme la foudre? J'étais là. Comte Arthur, c'est la dernière fois que j'ai fait plein usage de ma voix, et, quand ce devrait être à jamais la dernière, je m'y résignerais sans peine. Ce fut un jour de gloire!

« — Il faut dormir, ami, lui dit le comte, essayant de le calmer.

« — Non! je ne dormiraï pas, j'ai bien le temps. Savez-vous? continua-t-il avec véhémence, c'était le moment où la bataille s'arrêtait indécise; nous sentions tous qu'il fallait un dernier coup, et quand la cavalerie se précipita au galop, le roi en tête, quand tous les régimens crièrent : hourra! il me sembla que tous les siècles durant lesquels l'Autriche avait imposé sa honte à l'Allemagne, oui, tous, tous ensemble prenaient une voix et jetaient ce cri formidable : ferme! tenez ferme! renversez à jamais cette domination maudite!

« — Oui, c'était ce moment-là, dit Arthur, s'oubliant à ce souvenir et prenant feu lui-même.

« — Une heure prodigieuse! reprit le docteur. Vous me connaissez. Je suis né dans un des petits états de l'Allemagne. Que m'importaient la Prusse et son royaume? Quand je m'y serais établi bien plus tard encore, je n'en eusse pas moins fait mon devoir. Je n'avais que l'Allemagne dans le cœur. Pour tout dire, je haïssais la Prusse; mais figurez-vous une jeune fille mariée contre son gré à un homme qui est son époux en définitive, qui l'a pressée dans ses bras, qui est le père de ses enfans : c'en est fait, les voilà unis pour l'éternité. Eh bien! lorsque le roi passa près de nous à la tête des escadrons, lorsque nous comprîmes tous que le moment décisif était venu, que, si nous étions vaincus ce jour-là, nous tomberions tous écrasés du même coup, je subis un ascendant irrésistible, je me sentis désormais lié à la Prusse, je sentis que jamais rien ne me séparerait de la Prusse, quoi qu'il pût arriver, et je criai : hourra! comme l'armée tout entière, car il n'y avait plus que cette alternative : ou la Prusse victorieuse aujourd'hui, ou l'Allemagne anéantie à jamais! »

« Un murmure qui remplit l'église interrompit le docteur. Ils se retournèrent tous deux. Les malades s'étaient soulevés dans leurs lits, re-

gardant, écoutant. On eût dit une assemblée d'esprits s'éveillant au coup de minuit. Le docteur apercevait à peine ses derniers auditeurs enveloppés dans les ténèbres. L'église apparaissait comme un espace sans fin. Cet auditoire si nombreux sembla redoubler son enthousiasme.

« — Vous tous, reprit-il, vous ne saviez pas cela comme moi, car aucun de vous assurément n'a étudié comme moi l'histoire de l'Allemagne dans toutes les pulsations de sa vie. C'était la tâche de ma carrière. Vous ne savez pas comme cette Autriche, avec le sang étranger qui coule dans ses veines, du sang slave, magyar, italien, espagnol, et à peine quelques gouttes de sang germanique paralysé, — vous ne saviez pas comme cette Autriche travaillait depuis des siècles à détruire l'indépendance de l'Allemagne! avec quel bonheur elle nous eût étouffés! comme elle y employait toutes ses forces! comme cela était devenu une science en Autriche : abaisser l'Allemagne du nord, humilier la Prusse, entraver son développement. Cela est évident aujourd'hui, l'avenir le fera voir d'une façon plus évidente encore. Et maintenant c'en est fait de ce régime odieux; maintenant nous sommes libres, car la liberté de l'Allemagne, c'est d'échapper à l'Autriche. Aussi (et en disant cela il se retournait vers Arthur), aussi quand vos escadrons passaient devant nous au galop et qu'un hourra sortit de nos poitrines, je sentis au fond de mon âme que, si nous perdions la bataille, l'Allemagne était perdue pour l'éternité!... Et nous l'avons gagnée! ajouta-t-il d'une voix qui commençait à défaillir!

« Un murmure emplit encore l'église, puis tout à coup retentit une clameur immense, un hourra formidable à faire crouler les murailles. »

La scène est belle et poétique, elle a obtenu un grand succès. Ces blessés, ces mourans, qui se réveillent dans l'ombre d'une vieille église pour saluer une dernière fois la délivrance de leur pays ont été salués à leur tour par les bravos de l'Allemagne du nord. On peut la noter comme un document; voilà bien l'état de l'esprit public à la veille de 1866, voilà de quelles dispositions morales a profité la Prusse. Il est vrai qu'avec le conteur prussien il faudrait entendre les conteurs et les poètes de l'Allemagne du midi. Tel écrivain du Wurtemberg ou de la Bavière, M. Maurice Hartmann par exemple, au nom de la liberté germanique, opposerait sans doute aux pages de M. Hermann Grimm des scènes tout aussi émouvantes. Bornons-nous à signaler ces vives peintures; au point de vue historique comme au point de vue moral, elles sont la meilleure conclusion de notre étude.

Qu'avons-nous vu en effet? Les ouvrages que nous avons interrogés ne sont certainement pas des chefs-d'œuvre. Quel que soit le mérite de M. Berthold Auerbach et de M. Levin Schücking, de

M. Frédéric Spielhagen et de M. Hermann Grimm, je ne crois pas qu'ils puissent rivaliser pour la finesse et la netteté de l'art avec les maîtres de l'école française. A la gravité de M. Auerbach, à la souplesse de M. Schücking, à la passion de M. Spielhagen, à la correction de M. Grimm, nous opposerions victorieusement l'éloquence hardie de George Sand, l'art sobre et sûr de M. Mérimée, la grâce nerveuse de M. Octave Feuillet, la poétique élégance de M. Jules Sandeau, l'esprit alerte de M. Edmond About, la vigueur brillante de M. Victor Cherbuliez. L'Allemagne n'a pourtant pas à se plaindre. Si ces romans soulèvent plus d'une critique, ils ont du moins un précieux mérite à nos yeux : ils sont toujours une étude de l'homme et une peinture de notre temps. Nous parlions en commençant du double intérêt de cette lecture, intérêt littéraire et intérêt historique; l'intérêt littéraire n'a pas manqué, mais l'intérêt historique et social est encore celui qui l'emporte. Ce sont les dernières années de la société allemande qui ont passé devant nous, représentées par les types les plus divers. Nous avons vu l'Allemagne d'avant et d'après Sadowa, l'Allemagne tour à tour paisible et révolutionnaire, attirée par le mysticisme et aspirant à l'action, découragée de la vie et reprenant possession d'elle-même; surtout nous avons vu l'Allemagne méditative, celle qui, au milieu de ses plus étranges erreurs, n'abandonne jamais le noble souci de la dignité humaine. Ce caractère de méditation mérite d'être signalé comme un symptôme original. Lorsque les romanciers allemands imitent nos écrivains, ils ne le font jamais sans une certaine gaucherie; qu'ils restent sur leur terrain, c'est le plus sûr pour eux. Je leur dirais volontiers : Ne craignez pas d'être graves, de remuer les hautes questions, de sonder les replis de la conscience, de mettre en action tel ou tel système qui a préoccupé les esprits, de montrer dans l'histoire intérieure des âmes le contre-coup des événemens publics. A chacun sa part et sa tâche. Il y a plus d'esprit, plus d'art, plus de passion chez les écrivains de la France; gardez ce qui vous est propre, l'inspiration philosophique. Le lecteur étranger, qui croira d'abord ne lire que des fictions, s'apercevra bientôt qu'il vient de faire un voyage au pays de vos sentimens et de vos idées. Ce n'est pas assez toutefois de décrire les agitations intellectuelles de la société présente; ne soyez pas seulement des témoins, soyez des conseillers. Il serait piquant de voir les romanciers, ces peintres du monde réel, rectifier ou du moins avertir les constructeurs de systèmes, presque toujours si insoucians de l'application pratique.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

L'INSURRECTION CUBAINE

CAUSES, INCIDENS, SOLUTION POSSIBLE.

I.

Le déchirement qui tend à séparer Cuba de l'Espagne est une crise pressentie depuis longtemps; elle éclate dans les circonstances les plus malencontreuses, au moment où la société espagnole est pour ainsi dire en décomposition, où l'affranchissement des esclaves cubains, à moitié accompli de fait, doit être complété d'urgence. De cette coïncidence menaçante sortiront des désastres qu'un quart de siècle ne réparerait pas, si l'on n'écoute de part et d'autre que les conseils de l'orgueil et l'aveugle fureur des intérêts blessés. Au contraire, si la situation pouvait être étudiée sans parti-pris, si l'on cherchait avec calme et sagacité ce qui est praticable et ce qui est juste, il ne serait pas impossible d'arriver à un compromis qui adoucirait les meurtrissures de la transition, et finirait par porter profit des deux côtés.

L'opinion publique n'est pas suffisamment renseignée en Europe sur les causes vraies du soulèvement de Cuba. On l'attribue vaguement soit à des intrigues fomentées par les *Yankees*, soit à l'impatience qu'auraient les noirs de recouvrer leur liberté, soit à l'existence d'un parti politique ayant pour idéal les institutions de la grande république. Ce sont là des causes incidentes. Le vrai mobile de l'insurrection, la difficulté radicale, résident dans le maintien obstiné, à Cuba et à Porto-Rico, d'un régime colonial qui a créé de redoutables antipathies, qui est inconciliable avec les tendances actuelles des sociétés américaines, et que la force des choses condamne à disparaître.

La reine des Antilles a été vraiment privilégiée, et il n'a fallu rien moins que ses incroyables ressources pour résister à l'influence délétère du régime que l'Espagne lui a imposé jusqu'à présent. Le territoire de Cuba mesure 9,772,000 hectares : c'est une superficie à peu près égale à celle de l'Angleterre, moins le pays de Galles. Une étendue minime a été utilisée jusqu'ici; les neuf dixièmes au moins de ce riche domaine sont restés en friche. Une couche de terreau, inépuisable en quelque sorte, tant elle est épaisse, conserve au sol une telle ardeur que l'emploi des fumiers y est à peu près inconnu. Mettez au service de cette fécondité exubérante une main-d'œuvre illimitée, peu dispendieuse relativement, asservie sans résistance possible à toutes les combinaisons du capital, et vous réaliserez des merveilles de production. Qu'on en juge par un exemple. La fabrication du sucre à Cuba ne dépassait pas 15 millions de kilogrammes au commencement du siècle; elle donnait 136 millions vers 1830, et l'année dernière, récolte un peu exceptionnelle, il est vrai, elle s'est élevée à 703 millions de kilogrammes. C'est une production dépassant le tiers de tout le sucre que consomme le monde entier, même en y comprenant celui qui vient de la betterave. Dans la plupart des pays sucriers, on n'obtient un rendement satisfaisant que par la puissance des appareils perfectionnés, ce qui augmente beaucoup la main-d'œuvre. La supériorité de l'industrie cubaine au contraire tient à ce qu'elle n'a pas besoin de compliquer son outillage pour produire beaucoup. C'est le champ qui fait sa richesse et non pas l'atelier. Sa matière première, qui est la canne, étant très abondante et à meilleur marché qu'ailleurs relativement, on ne prend pas la peine de l'épuiser complétement; de là un travail plus simple et un prix de revient moins élevé. Il y a toutefois des domaines très soignés où l'on tire pour une étendue donnée le maximum du rendement connu, de 8,000 à 10,000 kilogrammes de sucre par hectare. Plusieurs autres articles de première importance, notamment le café, donneraient lieu à des résultats analogues, si la législation douanière n'y mettait pas empêchement (1).

On a reconnu des richesses forestières et minérales qui n'ont pas encore été utilisées. La production des alimens, autrefois interdite dans l'intérêt de l'agriculture métropolitaine, n'est pas entrée dans les habitudes, bien qu'elle pût donner lieu à des exploitations très lucratives. L'île nourrirait aisément huit fois plus d'habitans qu'elle n'en renferme. Les statistiques officielles, qu'il ne faut pas prendre à la lettre, lui attribuaient en 1860 une population d'environ 1 mil-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er mai 1869, *l'Espagne et l'esclavage dans les îles de Cuba et de Porto-Rico,* par M. Augustin Cochin.

lion 230,000 âmes (1). On admet généralement que les chiffres donnés par l'administration à diverses époques ont toujours été bien au-dessous de la réalité, et parmi les hommes éclairés du pays il y en a qui n'hésitent pas à lui accorder 2 millions d'habitans.

Les créoles issus des familles établies dans l'île depuis plusieurs générations forment aujourd'hui une race distincte, d'une trempe fine et solide, qui est fière d'avoir créé la richesse de l'île et qui a l'ambition assez légitime d'en profiter exclusivement. Les Espagnols, fonctionnaires ou négocians pour la plupart, sont venus d'Europe pour brusquer la fortune en jouant leur vie contre un climat meurtrier : leur idée fixe est de repartir le plus tôt possible avec une pension ou un capital réalisé. La population blanche comprend encore, outre les étrangers de passage, les régimens envoyés de la métropole pour tenir garnison et seconder les milices indigènes.

La proportion des affranchis, mulâtres ou noirs, est particulièrement remarquable; elle provient d'une disposition de la loi espagnole en vigueur à Cuba et à Porto-Rico : tout esclave a le droit de faire estimer sa propre valeur par des arbitres, et dès qu'il peut solder à son maître le prix auquel il a été évalué, il entre aussitôt en possession de la liberté. L'esclave peut même refuser le travail, s'il paie à son maître l'intérêt du capital qu'il représente. Grâce à cette disposition protectrice, la moyenne des affranchissemens a dépassé 2,000 par an; ainsi s'est créée une classe intermédiaire qui a un rôle important à jouer dans l'industrie et peut-être dans la politique. Quant au chiffre de 372,000 donné pour celui des esclaves, on ne peut l'accepter comme exact : l'intérêt qu'on avait à l'amoindrir est assez évident. Depuis les premiers traités internationaux pour l'abolition de la traite en 1817, et malgré les croisières lancées à la poursuite des négriers, on évalue à plus de 600,000 le nombre des noirs arrachés à l'Afrique et introduits à Cuba sous les yeux volontairement fermés des autorités. Suivant une déclaration du consul anglais à La Havane, transmise au parlement britannique, l'importation de la seule année 1860 aurait dépassé 26,000 têtes. On ne s'expliquerait pas en effet l'énorme produc-

(1) Suivant les données administratives, cette population se décomposait ainsi :

Race blanche.	Créoles nés dans l'île	550,000
	Espagnols nés en Europe, armée et flotte comprises.	75,000
	Population flottante (étrangers).	10,000
Race rouge. .	Originaires de l'île ou immigrans asiatiques.. . . .	15,000
Race noire. .	Mulâtres libres.	120,000
	Nègres affranchis.	88,000
	Mulâtres et nègres esclaves.	372,000
	Total.	1,230,000

tion de Cuba, si le nombre des bras n'excédait pas de beaucoup celui qu'on accuse. En définitive, on est d'accord aujourd'hui pour évaluer la population totale de l'île à plus de 1,600,000 âmes, et il est probable que la classe dont on obtient le travail forcé compte dans ce nombre pour 6 ou 700,000 têtes. — Si nous avons insisté sur ce classement de la population, c'est qu'il est indispensable pour l'intelligence du conflit, qui ne tardera point à attirer l'attention de l'Europe entière.

Il faut donner en passant des indications de même nature sur Porto-Rico, qui suivra nécessairement le sort de Cuba. L'étendue superficielle de Porto-Rico est dix fois moins grande que celle de Cuba. La fertilité naturelle du sol y est à peu près égale; mais les industries agricoles y sont moins avancées. La population, relativement plus dense que celle de Cuba, doit approcher de 540,000 âmes, dont 300,000 blancs, près de 200,000 mulâtres ou noirs libres, et 40,000 esclaves. Cette île donne un éclatant démenti aux partisans de l'esclavage, qui ont toujours affirmé que la race européenne ne supporterait pas le travail agricole dans les régions équatoriales : on voit communément à Porto-Rico le blanc travailler dans les champs à côté du noir.

Ouvrez les statistiques officielles, vous y trouverez que Cuba renferme près de 1,500 sucreries munies de machines à vapeur, dont une cinquantaine réalisent les indications de la science européenne aussitôt qu'elles se produisent, que toutes les cultures, et surtout celle du tabac, sont en progrès, que l'île possède des chemins de fer (1) et des ports splendides, que son mouvement commercial est doublé depuis vingt ans, et qu'il approche aujourd'hui, entrées et sorties réunies, de 500 millions de francs. Cuba, ajoute-t-on, peut yer avec ses propres ressources un budget deux fois plus lourd, toutes proportions gardées, que celui de la France. Tout cela est exact numériquement, et produit une certaine fascination sur les étrangers; mais il s'agit en définitive de savoir à qui profite cette prospérité et quel est en réalité l'état du pays.

L'ancien système colonial des Espagnols était tout d'une pièce. Chaque colonie devenait une propriété de la métropole absolument fermée aux étrangers. Les colons étaient exclus de tous les emplois civils ou militaires; ils ne participaient en rien à l'administration de la localité, ils n'existaient pas politiquement, ils ne pouvaient se livrer qu'aux cultures ou aux exploitations qui leur étaient indi-

(1) Les chemins sont en effet très multipliés à Cuba; mais ils ont été faits par l'initiative et aux frais de l'industrie particulière, qui s'est procuré des capitaux en Angleterre par voie d'emprunt. Loin d'assumer les dépenses de cette nature, le gouvernement espagnol a laissé les voies ordinaires en très mauvais état.

quées; tout échange avec les étrangers leur était rigoureusement interdit; ils vendaient leurs produits exclusivement à la métropole, et celle-ci avait le privilége de leur vendre à des prix arbitraires tout ce dont ils avaient besoin, même les alimens, les vêtemens et l'outillage de première nécessité. Il a fallu céder au courant des idées et relâcher de temps en temps les entraves; mais on n'a pas abandonné le principe, et ce qu'il en reste suffit pour faire à la population des Antilles une situation gênée et précaire malgré son opulence apparente.

Au monopole absolu de la mère-patrie, on a substitué, à partir de 1820, un régime protecteur équivalant en beaucoup de cas à la prohibition. A l'importation, on distingue quatre classes de marchandises : produits espagnols sous pavillon espagnol, — produits espagnols sous pavillon étranger, — produits étrangers sous pavillon espagnol, — produits étrangers sous pavillon étranger. Le tarif est gradué de 7 1/2 à 33 1/2 pour 100 *ad valorem*, et la valeur est calculée suivant un tarif officiel ordinairement supérieur aux prix courans du commerce. Si un article étranger qu'on pourrait avoir pour 60 francs est tarifé 100 francs par la douane cubaine, il doit payer effectivement, non pas le tiers, mais plus de la moitié du prix d'achat. D'autres droits différentiels font obstacle aux exportations. Les taxes de navigation, ajoutées aux charges douanières, ont été également combinées de manière à paralyser les échanges avec l'étranger. En somme, les négocians de La Havane affirment que l'ensemble des droits *ad valorem* sur les produits étrangers monte en terme moyen à 70 pour 100. Il y a plus : sous prétexte de favoriser les colonies, on a exempté de tout droit certains articles de nécessité première, pourvu qu'ils fussent de provenance purement espagnole; tels sont la farine, le vin, les fers non ouvrés, les tissus de coton et de laine, le papier. Cette prétendue faveur n'est qu'un monopole constitué au profit de l'Espagne. Par exemple, il serait impossible d'introduire des farines américaines qui auraient à payer 3 piastres 1/2 (18 francs 90 centimes) par baril. L'absence de concurrence permet au négociant espagnol de placer des farines à prix surfait ou de qualité inférieure, quelquefois même d'introduire sous pavillon métropolitain les denrées achetées à vil prix à l'étranger.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les détails de ce système pour en montrer les effets; tout le monde sentira qu'il infligeait une double perte au producteur cubain. D'une part, son prix de revient était surchargé de toutes les surtaxes qu'il avait à payer quand il tirait de l'étranger ses matières premières, son outillage, ses meubles, ses vêtemens, sa boisson et jusqu'à son pain; la cherté de toutes ces choses réagissait en même temps sur le coût de la main d'œuvre. D'autre part, il rencontrait sur les marchés des États-Unis

les représailles que provoquait un système de douanes combiné au profit de l'industrie espagnole. Les sucres de Cuba, par exemple, étant frappés à New-York d'une taxe égale à celle que supportent à La Havane les articles américains, il n'y a pas moyen de placer ces sucres à New-York, si le vendeur n'en abaisse le prix dans la proportion de la taxe d'entrée. Le colon propriétaire, qui a perdu en achetant plus cher qu'ils ne valent les objets dont il ne peut se passer, perd encore en exportant ses produits au-dessous de leur valeur naturelle. Le sucre de Cuba subit ainsi une dépréciation incroyable. Ces conditions rétrécissent le bénéfice à tel point que l'industrie sucrière cesse d'être suffisamment rémunératrice.

Un autre principe des siècles passés, conservé intact par les Espagnols, est l'éloignement absolu et systématique des colons de tous emplois publics, de toute participation à leurs propres affaires. Dans un pays comme l'Algérie, qui vit sur le budget de la métropole, on peut s'y résigner. Dans une colonie laborieuse, en plein rapport, possédant de hautes capacités et de grandes fortunes, fournissant par son travail un budget de plus de 150 millions de francs et envoyant chaque année de gros subsides à la métropole, c'est une cause d'irritation des plus vives.

Les gouvernemens de Cuba et de Porto-Rico sont calqués sur ceux des grands états; on a installé dans chacune de ces îles six ministères : justice, finances, guerre, marine, intérieur, travaux publics. On imagine quelle affluence d'employés cherche et trouve à se caser dans ces ruches fort peu travailleuses; tous sont payés par l'argent des Cubains, tous sont choisis à Madrid et viennent de la métropole. Le passage de ces nombreux agens, allée et retour, tombe à la charge de la colonie, qui ne les a pas choisis, qui ne les désire pas. Les armées de terre et de mer, comprenant pour les deux îles une quarantaine de mille hommes de toutes armes et coûtant plus de 60 millions de francs, sont composées exclusivement de soldats européens. Le clergé aussi vient d'Europe. Comme les emplois militaires et civils d'outre-mer obtiennent une haute paie, sans compter les profits plus ou moins légitimes, comme ils donnent droit à des pensions de retraite plus fortes que les autres, comme il suffit d'un service très court pour conserver un traitement de disponibilité, la poursuite des grades et des fonctions pour Cuba est très ardente. Ce sont des situations privilégiées que les puissans de Madrid réservent pour leurs plus chers favoris.

Les budgets coloniaux étant réglés d'autorité par le gouvernement, sans contrôle, sans intervention possible de la part du contribuable, on ne sera pas surpris des accroissemens qu'ils présentent. Il y a juste trente ans, les dépenses de Cuba montaient à 37,070,600 francs, et cette somme comprenait un prélèvement de

15,560,000 francs pour le trésor métropolitain. En 1860, la dépense montait à 159,898,201 francs (y compris 36 millions environ à payer pour les lots gagnans à la loterie), soit 123 millions net. On était entré dans la période des déficits; les recettes n'atteignaient plus le niveau des dépenses. Cela n'empêcha pas le gouvernement de fixer à 29 millions de francs le prélèvement au profit de la métropole. Nous ne possédons pas le compte exact des années récentes; nous entrevoyons seulement que les dépenses se sont élevées encore, que le déficit s'est élargi, et que le budget des Antilles a fourni plus de 30 millions de francs par année à celui de la métropole. Ce n'était que la subvention ostensible et avouée; mais accessoirement on glissait dans les comptes de la colonie et à sa charge des dépenses que la nation tout entière aurait dû supporter, par exemple les intérêts d'une dette contractée envers les États-Unis, les frais occasionnés par les établissemens de Fernando-Po et d'Annobon, et autres cotisations dont l'ensemble était évalué par les Cubains à une quinzaine de millions.

Nos lecteurs vont se demander comment on s'y est pris à Madrid pour prélever 30 millions par an sur un budget en déficit constant. Ce n'était pas difficile pour un gouvernement tel que celui de la reine Isabelle. Il existe à La Havane une *banque espagnole*, établissement privé fondé par actions et privilégié pour l'émission des billets au porteur. Le ministre des finances de Madrid, toujours aux expédiens, battait monnaie en faisant traite par anticipation sur la banque de Cuba pour la totalité de l'allocation que le gouvernement s'attribuait à lui-même. Ces bons coloniaux étaient escomptés à gros intérêt sur la place de Madrid à des banquiers qui les présentaient à échéance. La banque de Cuba n'osait pas faire affront à la signature royale, et se mettait ainsi à découvert de toutes les sommes que ne pouvait lui rembourser l'administration cubaine. Cette banque, dont le capital n'est que de 25 millions de francs, ne pouvait résister longtemps à un pareil régime : le remboursement de ses billets étant devenu une difficulté, le gouvernement de Madrid lui accorda le triste privilége du cours forcé, et continua de puiser dans ses caisses. Chaque traite payée à La Havane en espèces sonnantes devait être remplacée par une émission de billets : c'était une manière d'emprunt forcé qu'infligeait la métropole à sa colonie. En définitive, la banque de Cuba, établissement des plus solides jusqu'alors, s'est trouvée, avec son modeste capital de 25 millions, à découvert d'environ 80 millions de francs représentés par une assez mauvaise créance sur le trésor public de Madrid (1). Une place de premier ordre comme est La Havane n'avait plus pour traiter ses

(1) Ce chiffre est celui du déficit présumé à l'origine des troubles. La situation s'est encore aggravée depuis cette époque. Un document américain qui porte la date de sep-

affaires qu'un papier-monnaie suspect : de là une perturbation désastreuse pour un pays qui vit par le commerce avec l'étranger.

Les charges résultant du système fiscal n'étaient pas les seules. La population créole étant sans défense aucune contre les agens de la métropole, force était d'acheter leurs bonnes grâces. L'esclavage, avec ses déplorables fatalités, ne subsisterait nulle part, si les autorités ne fermaient pas les yeux sur beaucoup d'abus et de méfaits : il fallait donc payer cette tolérance. De là une série de cotisations prétendues volontaires ou de sacrifices occultes dont la coutume avait fait une espèce de droit. Un opulent bénéfice à La Havane était le salaire du confesseur de la reine. On trouvait moyen de fournir de cigares la cour de Madrid. On sait quelles fortunes scandaleuses plusieurs capitaines-généraux ont rapportées des Antilles. L'usage voulait que l'on contribuât par des présens à la dot de leurs filles, que l'on couvrît leurs enfans de bijoux pour la cérémonie de leur baptême. Les traitemens des *cessantes*, c'est-à-dire des fonctionnaires en disponibilité qui souvent habitaient la métropole, grevaient inutilement de 3,780,000 francs le budget colonial. Ces griefs positifs n'étaient pas les causes uniques de jalousie et de mésintelligence entre les créoles et les péninsulaires. On se plaignait, par exemple, que les fonctionnaires envoyés par l'Espagne vinssent uniquement aux colonies pour arrondir lestement leur capital et repartir au plus vite, ou bien, s'ils étaient célibataires, on voyait avec jalousie qu'ils employassent les moyens de crédit et d'influence que donne l'autorité pour s'introduire dans les familles et disputer les riches mariages aux jeunes gens du pays. Les relations s'aigrissaient donc de jour en jour; les rêves d'indépendance agitaient déjà beaucoup d'esprits, lorsqu'une énorme secousse annonça l'heure des résolutions décisives. Après l'affranchissement des noirs aux États-Unis, l'impossibilité de maintenir l'esclavage à Cuba devint évidente pour les plus réfractaires; il fallait absolument que la société cubaine avisât aux moyens de se reconstituer sur des bases nouvelles.

II.

L'abolition du travail servile dans les colonies ne peut être effectuée que de deux façons : ou bien le gouvernement métropolitain rachète les esclaves au moyen d'une indemnité donnée aux propriétaires, c'est le procédé dont l'Angleterre a donné le noble exemple, qui a été suivi par la France et la Hollande, — ou bien les propriétaires d'esclaves opèrent eux-mêmes la transition du travail

tembre 1869 accusait une circulation en papier à cours forcé de 150 millions de francs avec une réserve métallique de 15 millions.

forcé au travail libre au moyen des combinaisons d'atelier qu'ils imaginent et de leurs propres capitaux qu'ils engagent. Dans la situation désespérée où se trouvaient les finances espagnoles, il n'y avait pas à songer à la première combinaison. Le second procédé était-il plus réalisable?

Depuis plusieurs années, une idée hardie et saisissante avait été jetée dans la circulation par un anonyme et discutée par les journaux; séduisante pour le patriotisme local, elle avait pris peu à peu la consistance d'un système. On a vu que les produits de Cuba, particulièrement les sucres, sont tenus à distance des États-Unis par des droits énormes, en représailles des taxes presque prohibitrices au moyen desquelles la douane espagnole écarte de La Havane les marchandises américaines. Ayant absolument besoin de tenir ouvert le marché des États-Unis, puisqu'il y place 62 pour 100 de sa principale récolte, le planteur cubain est obligé de prendre à sa charge les droits différentiels, de sorte que, lorsqu'il a vendu pour 100, il reçoit en réalité 30 ou 40. L'excessif bon marché auquel le planteur cubain trouvait moyen de réduire ses prix est un phénomène commercial explicable seulement par la fertilité exceptionnelle de l'île et par les anomalies du travail esclave. Supposez au contraire que Cuba soit devenu un marché libre, n'ayant plus que des ports francs ouverts au commerce du monde entier, sans aucune taxe de douane ou de navigation; il en résulterait deux changemens décisifs au profit de l'industrie cubaine. En premier lieu, elle pourrait obtenir des États-Unis la réciprocité, sinon absolue, au moins dans une large mesure, et gagner ainsi toute la portion de profits qu'elle est obligée d'abandonner en compensation des taxes qui repoussent ses sucres actuellement. En second lieu, ayant la faculté d'acheter sous le bénéfice de la libre concurrence son pain, bon vin, ses vêtemens, son outillage, elle paierait toutes ces choses moitié moins qu'aujourd'hui, ce qui abaisserait le prix de revient de sa production. De cette façon, le double avantage résultant d'une fabrication beaucoup moins dispendieuse et d'une vente beaucoup plus lucrative laisserait en ses mains des sommes considérables que l'on consacrerait à l'organisation du travail libre. Les créoles de Cuba, ne répugnant pas à l'émancipation des noirs, la désirant au contraire, étant d'ailleurs en mesure de s'attacher les affranchis par un traitement généreux, n'auraient pas à craindre la suspension du travail. L'abolition de l'esclavage, cette opération si dangereuse ordinairement, ouvrirait au contraire une ère de prospérité et d'apaisement.

Au moment où ce plan fut livré à la publicité vers 1863, ce ne pouvait être qu'un rêve, mais c'était assurément le rêve d'un homme pratique. L'auteur du projet est M. Miguel de Embil, un des princi-

paux banquiers de La Havane, mêlé aux plus grandes affaires de son pays, et vivant tout à la fois de la vie intellectuelle de l'Europe. Un groupe de patriotes adhérait aux idées de M. de Embil sans se faire illusion sur la possibilité de les réaliser autrement que par une révolution. L'Espagne tient trop à l'exploitation exclusive de ses colonies pour lâcher bénévolement sa proie. Des événemens imprévus dont on reçut la nouvelle au commencement de l'année dernière ranimèrent quelques lueurs d'espérance. Il faut ici jeter un coup d'œil rétrospectif sur les affaires de la métropole.

Le chef des libéraux modérés de l'Espagne, O'Donnell, dont le crédit et la clientèle étaient incomparables, avait laissé en mourant une sorte de testament politique. Il était persuadé qu'il n'y avait plus rien à espérer de la reine Isabelle : le salut de l'Espagne, à son avis, exigeait impérieusement un changement de règne, sinon de dynastie. Il se prononçait donc dans l'intimité pour un retour efficace à la monarchie parlementaire, avec le prince des Asturies comme souverain nominal et un conseil de régence comprenant les sommités du parlement et de l'armée, sous la présidence de M. le duc de Montpensier. A la mort d'O'Donnell, un incident remarquable se produisit. Les cérémonies funéraires en son honneur se multiplièrent sur tous les points du royaume, et l'affluence autour de son cénotaphe fut telle que ses amis virent là un indice d'adhésion aux idées qu'il professait. Là-dessus un travail d'opinion se fit pendant plusieurs mois; les membres de *l'union libérale* et les progressistes, également malmenés par la réaction brutale qui était au pouvoir, se rapprochèrent. On jeta la base d'une action commune; mais trop de gens étaient dans la confidence du complot pour qu'il arrivât à terme.

Au mois de juillet 1868, le télégraphe apprit à l'Europe stupéfiée que les chefs principaux de l'armée, les plus illustres personnalités du pays : Serrano, Dulce, Zabala, Caballero de Rodas, Echague et vingt autres avaient été soudainement enlevés de leur domicile, emprisonnés, internés ou exilés, sans le moindre répit. On apprenait le lendemain que les plus influens parmi les prévenus étaient déjà expédiés pour les îles de déportation, où ils devaient être gardés à vue. Beaucoup de notables se dérobèrent aux rigueurs par la fuite; ils étaient presque tous des anciens affidés d'O'Donnell. Quant aux chefs progressistes, s'ils ne furent pas frappés, c'est qu'ils étaient déjà dans l'exil et hors d'atteinte. Après cette exécution, joie et confiance au palais. On se persuade, comme toujours après les coups d'état, qu'on vient d'en finir avec la révolution. On donne quelque attention aux intérêts matériels, et nous rappellerons, pour être juste, qu'une mesure tendant à soulager les colonies est adoptée. On décide que les corps de marine employés dans les Antilles cesseront de recevoir double solde, et que les officiers, au lieu d'a-

voir droit, comme par le passé, au grade immédiatement supérieur par le seul fait de leur envoi à Cuba, n'obtiendront pas plus d'avancement à l'avenir que pour les services ordinaires.

Il fallait une forte illusion pour croire que tant d'hommes d'épée et de tribune, habitués à faire et à défaire les gouvernemens, tous grandis et enrichis à ce jeu, se laisseraient évincer comme d'obscurs sergens sans même essayer de prendre une revanche. N'avaient-ils pas pour eux des moyens d'action puissans sur l'armée et une énorme clientèle dans le public? Moins de trois mois suffirent pour organiser le mouvement. On pourvut au budget de la conjuration par des sacrifices volontaires; les mécontens cubains s'y associèrent pour une large part, bien des lettres de change furent tirées sur La Havane. Y eut-il des engagemens pris, des promesses faites aux colons par ceux qui s'annonçaient comme des régénérateurs? Nous l'ignorons. On sait avec quelle rapidité la révolution triompha. La descendance de Ferdinand VII était condamnée; les conjurés de septembre n'eurent qu'à exécuter la sentence.

Les Cubains, dont la position n'était plus tenable, s'attendaient à une délivrance. Malheureusement la mère-patrie était si occupée de ses propres périls, les chefs du nouveau gouvernement avaient tant de charges sur les bras et si peu de ressources pour y pourvoir, qu'on ne peut guère leur reprocher d'avoir négligé les possessions d'outre-mer. Et puis, à vrai dire, ce qui pouvait soulager les Cubains, la refonte ou plutôt la suppression de toutes les lois de douane, la restitution des 80 millions de francs pris à la banque, le *self-government* colonial, ne sont pas de ces choses qui se peuvent improviser. Constatons aussi que le gouvernement provisoire avait à compter avec les préjugés et les intérêts de la métropole, où l'exploitation des colonies est passée à l'état d'instinct. Il fallait ménager les monopoles des Catalans, appelés à jouer un des principaux rôles dans la révolution. Les conjurés de septembre savaient aussi, mieux que tous autres, que le gouvernement déchu, en supprimant la double solde et l'avancement d'un grade pour le service aux Antilles, avait semé le mécontentement dans l'armée et dans la flotte, et que la marine, étrangère jusqu'alors aux *pronunciamientos*, avait au contraire pris une part décisive dans les événemens de septembre.

Le gouverneur de l'île était alors le général Lersundi, tempérament militaire très accentué, moins apte à pénétrer les questions qu'à les trancher par la force. A la première nouvelle du succès de la révolution, il se voit entouré de créoles pleins d'illusions et d'enthousiasme qui l'invitent à proclamer, au profit de la colonie, les principes régénérateurs qui viennent de triompher dans la métropole. Lersundi répond sans ménagement que rien ne sera changé

dans le pays qu'il gouverne, au moins jusqu'à ce qu'il ait reçu des instructions de Madrid. On fait jouer le télégraphe. Le ministre de la marine pour le gouvernement provisoire, M. Lopez de Ayala, transmet bientôt une décision d'où il paraît résulter que l'attitude sévère prise par le général Lersundi est approuvée par les chefs de la révolution.

Il est probable que cette réponse fut mal formulée ou mal comprise. Peut-être que la régence de Madrid, n'ayant aucune solution à produire, essaya seulement de temporiser. A Cuba, le coup parut d'autant plus rude qu'on espérait tout autre chose. Qu'on se figure le dépit, les ressentimens amers des créoles, qui s'attendaient à des réformes radicales, à une délivrance, et à qui on a l'air de dire que la révolution n'a point été faite pour eux! Depuis un an d'ailleurs, les élémens inflammables s'amoncelaient parmi la population. Une prétendue réforme fiscale, opérée dans le courant de 1867, avait supprimé des droits assez incommodes à la sortie des sucres et du tabac; en revanche, les contributions directes étaient surchargées d'environ 10 pour 100. La combinaison avait été fort mal prise par les propriétaires. Cette cause de mécontentement, ajoutée à tant d'autres, avait soulevé peu à peu les esprits : ils étaient à ce point où il ne manque plus qu'un prétexte pour la révolte; le prétexte fut naturellement le déni de justice de la régence de Madrid. Un jeune avocat, élevé en Europe, instruit et éloquent, d'un caractère généralement estimé, bien que ses ennemis lui reprochent d'avoir un peu trop dépensé dans les plaisirs cet entrain et cette énergie qui font aujourd'hui sa force, don Manuel Cespedès, se trouvait le 10 octobre 1868 dans une plantation près de Jara avec une centaine de créoles propriétaires, réunis pour aviser. On tombait d'accord sur ce point, que la mesure était comblée, et qu'il n'y avait plus rien à espérer de la métropole. Cespedès ne craignit point de pousser le premier cri d'indépendance. Chacun s'arma comme il put. Une colonne qui grossissait en marchant glissa à travers la région centrale de l'île jusqu'à Bayamo. Cette ville importante du littoral, où commandait le neveu du gouverneur Lersundi, fut enlevée par surprise. Du premier coup, les insurgés se mettaient en communication avec l'extérieur.

Ces événemens se passaient à cent lieues de La Havane, dans la région de l'est, qui n'est point reliée par des routes praticables à la partie vivante de l'île, et où des troupes ne peuvent guère arriver que par mer. A la première nouvelle, les habitans créoles de La Havane, qui étaient sous le sabre espagnol, éprouvèrent plus d'inquiétude que d'espérance; ils blâmaient le mouvement ou se tenaient sur la réserve. Le général Lersundi, soit qu'il manquât de troupes disponibles ou de moyens de transport, soit qu'il se sentît un peu

paralysé par la triste situation de son neveu, que les insurgés retenaient en otage, ne déployait pas une grande activité. Il affectait la sécurité : c'était, disait-il, un coup de main tenté par des brigands dont on aurait facilement raison; mais les péninsulaires, comme on dit à Cuba pour désigner les Espagnols, ne s'y trompèrent pas. Par les sentimens qu'ils éprouvaient pour les indigènes, ils avaient la mesure de l'antipathie qui existait contre eux à l'état latent. Ils savaient que l'indépendance de la grande Antille était le rêve mystérieux et chéri de tous les Cubains; ils étaient certains que le mouvement prendrait de la consistance, s'il n'était pas vivement comprimé. Ces hommes venus d'Europe avec l'espoir d'une rapide fortune entraient en fureur à la menace d'une révolution qui détruirait leurs plans d'avenir, qui les exposerait en même temps à des dangers personnels.

Les Espagnols entourèrent donc le gouverneur-général pour réchauffer sa tiédeur apparente. Ils le pressaient de constituer un corps de volontaires pour la défense de l'ordre établi. Lersundi accueillit ce concours. L'élan une fois donné par l'exemple de La Havane, les corps de volontaires s'organisèrent d'eux-mêmes et très rapidement dans presque tous les centres de population. Les autorités pourvurent à l'armement. On affectait de dire que la domination espagnole ne courait aucun danger, appuyée qu'elle allait être par 25,000 hommes de troupes réglées et une vaste organisation comprenant 60,000 volontaires. Ce dernier chiffre était sans doute fort exagéré : il dépassait le nombre des péninsulaires; il est vrai que ceux-ci, étant pour la plupart célibataires et presque tous dans l'âge viril, pouvaient fournir un effectif considérable relativement à leur nombre.

Toujours est-il qu'à La Havane il se forma une légion de volontaires de 8 ou 10,000 hommes, recrutés parmi les plus intéressés au maintien du régime espagnol. Si on veut connaître leur situation et leur attitude, qu'on se représente des conquérans au milieu d'une race subjuguée où la révolte fermente. Les progrès de l'insurrection, difficiles à cacher, les sympathies pour les insurgés, évidentes parmi les créoles, ne tardèrent pas à exaspérer le zèle des volontaires. Se chargeant de la police, ils se substituèrent bientôt au gouvernement normal et dominèrent par la terreur. Le lieu de leurs réunions, le casino, devint une sorte de comité de salut public : ils prononçaient des confiscations, ils emprisonnaient des suspects, ils surveillaient les fonctionnaires et exigeaient la destitution de ceux qui ne paraissaient pas assez ardens; il leur arriva de tirer en pleine rue sur des groupes inoffensifs. Ces excès poussèrent à bout les créoles, fort mal disposés déjà contre les intrus venus d'Europe. Citons seulement, entre beaucoup de faits de même nature, un in-

cident qui date du mois de janvier et peut montrer à quel point d'animosité en vinrent les deux catégories de la population blanche. Le bruit courait que les indépendans s'étaient donné rendez-vous au théâtre pour se compter et provoquer la formation d'un fonds commun. En effet, pendant la représentation, un passage de la pièce ayant donné lieu à un élan patriotique, les volontaires envahissent la scène armés de leurs carabines et font feu au hasard sur la salle; mais parmi les spectateurs plusieurs étaient munis de revolvers, ils ripostent. Une effroyable fusillade s'engage au travers d'un auditoire où sont des femmes et des enfans; il y eut de chaque côté des morts et des blessés.

Pendant ce temps, l'insurrection se développait à l'intérieur. Les chefs du mouvement étaient presque tous des jeunes gens appartenant aux meilleures familles, fortement trempés par cette vie de fatigues et d'aventures qu'on mène dans les cultures éloignées des villes. Accoutumés aux privations, rompus aux intempéries, munis de ces petits chevaux rapides pour lesquels il n'y a pas de routes impraticables, ils franchissaient de grandes distances, apparaissaient sur les points où on les attendait le moins, et mettaient en désarroi les autorités espagnoles. Le matériel de guerre leur manquait complétement. Sauf quelques caisses de carabines et de munitions jetées sur la côte par la contrebande, l'arme qui se trouvait presque dans toutes les mains était le *machete*, espèce de long coutelas dont l'insulaire se sépare rarement. De petites bandes sillonnaient le pays pour l'échauffer en proclamant la guerre de l'indépendance. Elles étaient bien accueillies dans la plupart des habitations, elles y faisaient des recrues. De temps en temps, des propriétés où l'on prétendait rester fidèle à l'Espagne étaient saccagées. Quand ces bandes étaient rencontrées par des troupes envoyées à leur poursuite, il leur était bien difficile de soutenir le choc : elles se réfugiaient dans les montagnes boisées de l'intérieur. Les bulletins envoyés à La Havane annonçaient que les rebelles avaient été mis en pleine déroute; le gouverneur-général mandait à Madrid que l'insurrection touchait à sa fin.

Si la métropole n'avait pas été entretenue dans une fausse sécurité, son inertie au début de la lutte serait à peine compréhensible. On laissa passer la première session des cortès sans prendre les affaires de Cuba en considération sérieuse. La proposition d'un député pour abolir l'esclavage dans les Antilles fut ajournée indéfiniment. On se contenta d'inscrire dans la constitution le droit qu'avaient les colonies d'être représentées aux cortès de la métropole, et on leur accorda dix-neuf députés. Devait être électeur tout « sujet espagnol » âgé de vingt-cinq ans et possédant un revenu d'au moins 25 piastres (130 francs environ). C'était une espèce de

suffrage universel mal défini, livrant les décisions au bon vouloir des autorités espagnoles, et dont on ne pouvait guère attendre les réformes radicales qui étaient de nécessité urgente. On pressentait toutefois à Madrid que Lersundi n'était pas l'homme de la situation. A sa place fut envoyé le général Dulce avec des instructions plus conciliantes. On attribuait à celui-ci une certaine influence en raison des liens de famille qu'il a contractés dans l'île et des souvenirs de modération relative qu'il y avait laissés comme gouverneur-général. Arrivé au commencement de janvier 1869, son premier acte fut en effet de choisir, parmi les hommes connus par leur attachement à la cause libérale, une députation qu'il envoya aux insurgés avec des paroles de paix. Amnistie pleine et entière était promise à ceux qui feraient leur soumission dans le délai de quarante jours. Beaucoup de jeunes patriotes, harassés déjà de cette vie errante et périlleuse, auraient sans doute profité de cette ouverture pour rentrer au sein de leurs familles; mais les volontaires étaient incapables de se plier à une discipline politique : ils ne rêvaient que vengeance et extermination. On apprit que sur plusieurs points des insurgés qui rentraient chez eux munis de sauf-conduits avaient été fusillés en route. On racontait, en amplifiant peut-être, des atrocités commises par les oppresseurs du pays. Les chefs du mouvement s'emparèrent des faits de cette nature pour montrer ce qu'on devait attendre de la clémence espagnole. L'insurrection, au lieu de s'éteindre, prit des forces nouvelles. Le 6 février éclata sur une très vaste échelle un embrasement dont le foyer principal était dans une localité appelée Las Cinco Villas. Il n'y avait plus à hésiter, il fallait conquérir l'indépendance ou mourir.

A La Havane, la cause espagnole courait des dangers d'un autre genre. Le général Dulce, n'ayant aucun subside à attendre de la métropole, était forcé de se créer des ressources sur place. Un décret du 22 février, motivé par « la gravité des circonstances, » surchargea de 5 pour 100 les tarifs d'importation et rétablit les droits de sortie sur les sucres, le tabac et les cigares. Ces droits avaient été abolis sous le régime précédent, c'était provoquer une fâcheuse comparaison. En même temps qu'un impôt de guerre, on infligeait à ce pays ruiné et désolé un emprunt spécial, mesures qui ne pouvaient aboutir qu'à des violences contre les contribuables ou à de nouvelles émissions de papier-monnaie à cours forcé. Et ce n'est pas tout. Les volontaires, devenant plus menaçans à mesure que le péril grandissait, demandaient qu'on battît monnaie avec les confiscations pratiquées impitoyablement aux dépens des suspects. Personne n'aurait osé acheter les immeubles mis en vente; à peine trouvait-on quelques acquéreurs honteux pour le mobilier, faible ressource assurément.

De pareils expédiens étaient la justification de la révolte; on jetait à flots l'huile sur le feu. Une chose surtout étonnait le gouverneur-général : il voyait l'insurrection grandir et se pourvoir de tout ce dont elle avait besoin. Où trouvait-on de l'argent pour acheter des armes aux États-Unis, pour y solder les enrôlemens et les convois? Dulce imagina que l'insurrection devait être alimentée sournoisement par cette partie riche de la population créole qui, dévouée au fond du cœur à la cause de l'indépendance, avait jusqu'alors observé une prudente réserve. Soit à l'instigation des volontaires, soit par un mouvement personnel, le gouverneur résolut de sauver la situation par un coup d'état. On dressa une liste d'environ deux cent cinquante noms comprenant l'élite du pays, propriétaires, banquiers, capitalistes, hommes d'industrie, d'étude ou de loisir, tous riches et en possession d'une influence légitime sur leurs concitoyens. Le 21 mars, ces honorables proscrits, sans aucun avis préalable, sans jugement ni sentence, furent embarqués pour Fernando-Po, lieu de déportation malsain et redouté (1). On devine l'effet d'un pareil procédé : ce fut parmi les proscrits et dans les familles une explosion de colère et de haine. Le parti modéré venait d'être détruit; il ne restait plus parmi les créoles que des ennemis déclarés de l'Espagne.

III.

Dans cette lutte du gouvernement espagnol contre les Cubains, la balance devait pencher en faveur du parti qui aurait su prendre l'initiative d'une mesure périlleuse, mais inévitable, l'affranchissement des esclaves. Les Cubains s'assurèrent cette supériorité. Dans les derniers jours de février 1869, lorsque le soulèvement ne comportait encore que des bandes sans cohésion et à peine armées, une sorte de convention patriotique se rassembla dans la région montagneuse du centre, à Camaguey, et là, sous l'inspiration de Manuel Cespedès, fut rédigée une proclamation qui abolissait immédiatement et entièrement l'esclavage. On y constate dans le préambule une étroite et fatale connexion entre la souveraineté de l'Espagne et l'existence de l'esclavage dans l'île, et on déclare que les deux régimes doivent disparaître en même temps. On donne un gage aux noirs affranchis en faisant entrer dans les rangs de l'armée libératrice, sur le pied d'une parfaite égalité avec les blancs, ceux dont

(1) Vingt-sept d'entre eux parvinrent à recouvrer leur liberté à force d'argent et à travers les périls. Quelques mois plus tard, on jugea convenable de transférer les prisonniers de Fernando-Po dans un autre lieu de détention : dix-sept de ces proscrits étant morts dans la traversée, on ne voulait recevoir nulle part le vaisseau devenu suspect, et les malheureux furent ballotés d'un port à l'autre jusqu'à Mahon, où ils sont détenus.

on peut faire des soldats, et on ménage en même temps les intérêts de la propriété en laissant attachés à la culture, jusqu'à la fin de la guerre, les travailleurs qui ne sont point aptes au service. Cette proclamation simple et ferme porte un cachet d'habileté remarquable. Lancée dans une région peu accessible par des gens obscurs et sans mandat, elle n'eut tout d'abord qu'un faible retentissement. Elle fut bientôt d'autant plus efficace qu'elle souleva moins de résistance. Elle opéra sans secousse une sorte de fusion entre les deux races. L'armée libératrice, en ouvrant ses rangs aux plus vigoureux et aux plus intelligens parmi les affranchis, a pu s'affermir sans se surcharger d'auxiliaires peu maniables et dangereux, tels qu'auraient été les noirs de traite nouvellement importés (1).

L'insurrection avait été dirigée pendant les trois premiers mois par l'avocat Cespedès et un propriétaire du nom d'Aguilera. Il avait manqué à ce mouvement le coup d'œil et l'expérience d'un homme du métier; une organisation militaire lui fut donnée par le général Quesada, Cubain d'origine, qui a servi dans les armées républicaines du Mexique. On concentra les forces, on ménagea les ressources; les coups portés furent mieux assurés. Des places importantes, qui ne demandaient d'ailleurs qu'à faire cause commune avec les patriotes, furent arrachées aux garnisons espagnoles. A ces nouvelles, le club des volontaires à La Havane devenait une fournaise; ils auraient voulu une sorte de levée en masse pour courir sus aux rebelles et en finir d'un coup; ils faisaient un crime au gouverneur de sa temporisation. Peut-être que celui-ci, en militaire expérimenté, ne voulait pas s'exposer à un échec; il attendait des renforts promis par la métropole. Il dissimulait peu son chagrin d'avoir pour auxiliaires des exaltés qui ruinaient la cause espagnole par leurs excès. L'idée vint aux volontaires que le général Dulce avait le projet de les désarmer et de dissoudre leur corps à l'arrivée des troupes européennes. La discorde dégénéra en révolte, Dulce fut

(1) Voici le texte, un peu abrégé, de cette proclamation :

« Considérant que l'institution de l'esclavage, apportée à Cuba par le gouvernement espagnol, doit disparaître en même temps que l'autorité de ce gouvernement;

« L'assemblée des représentans, voulant faire respecter désormais les principes de la justice éternelle,

« Au nom de la liberté et du peuple qu'elle représente, décrète :

« Article 1er. L'esclavage est aboli. — Article 2. Les propriétaires des hommes qui jusqu'à ce jour ont été esclaves seront indemnisés pour la perte de ceux-ci. — Article 3. Tous les individus qui, en vertu de ce décret, obtiendront la liberté contribueront par leurs efforts à obtenir la liberté de Cuba. — Article 4. Pour arriver à ces résultats, tous ceux qui seront considérés comme bons pour le service militaire seront enrôlés dans nos rangs, et ils jouiront de la même solde et des mêmes avantages que les autres soldats de l'armée libérale. — Article 5. Ceux qui ne sont pas bons pour le service continueront, pendant la durée de la guerre, à faire les mêmes travaux qu'à présent.

« Fait à Camaguey le 20 février 1869. »

mis en demeure de céder le commandement au général Espinas, qui inspirait plus de confiance à la milice séditieuse. Pour un général renommé comme Dulce, pour un vieux soldat, ce dut être un dur moment que celui où il fut reconduit jusqu'au vaisseau qui allait l'éloigner du lieu où il commandait. Et que penser d'une armée de ligne qui laisse expulser son chef par des miliciens! La marquise Dulce, femme du général, qui est née à Cuba, n'ayant pas dissimulé quelque sympathie pour ses compatriotes, ne parvint pas à s'embarquer pour rejoindre son mari sans courir quelque danger; il tint à peu de chose que ses biens considérables ne fussent confisqués.

Le coup était à peine frappé que les volontaires se sentirent honteux et embarrassés de leur succès. Ils se réunirent à leur club et rédigèrent un long manifeste, dont la transmission à Madrid par le câble ne leur coûta pas moins de 30,000 fr. Ils s'excusaient de leur conduite à l'égard du général Dulce, insistant sur les motifs d'inquiétude qu'il avait donnés aux fidèles sujets de la mère-patrie, et ils promettaient de veiller au salut public jusqu'à ce que les destinées de la colonie eussent été remises entre les mains d'un chef actif et vigoureux. Le triumvirat de Madrid envoya en effet le général Caballero de Rodas, qui venait d'acquérir une certaine célébrité par les répressions des émeutes de Cadix et de Malaga.

Le général de Rodas débarqua le 28 juin à La Havane, et prit aussitôt le commandement avec le titre de gouverneur politique. Il trouva devant lui, non plus des soulèvemens locaux, mais un peuple à peu près unanime pour conquérir son indépendance. Pendant que l'indiscipline désagrégeait le parti espagnol, les insurgés, unis par l'espérance, arrivaient à une sorte d'organisation. Pour obtenir de la sympathie des pays voisins le titre de belligérans, il fallait présenter l'apparence d'un état constitué. Un embryon de gouvernement s'installa à Guaimaro, petite ville du département du centre dont la population comprend environ 5,000 blancs, 600 noirs affranchis et autant d'esclaves. Le territoire de Guaimaro est entouré de rochers et d'épaisses forêts qui forment un retranchement facile à défendre, facile à approvisionner. Un parlement provisoire, où on ne comptait encore que dix-huit membres, s'assembla. Une constitution y fut ébauchée avec les réminiscences rapportées des États-Unis; elle a pour base la fédération des quatre états qui doivent former la nouvelle division de l'île. Le principe est celui de la démocratie pure. Tout citoyen est libre, sans distinction de race. La république ne reconnaît ni dignités, ni honneurs particuliers, ni aucun privilége. La seule condition pour être électeur et éligible est d'avoir vingt ans accomplis; on exige du président, chef du pouvoir exécutif, qu'il ait au moins trente ans et qu'il soit Cubain de naissance. La chambre des représentans nomme le président de la république et le général en

chef des forces militaires; celui-ci est subordonné à l'exécutif. L'un et l'autre peuvent être mis en accusation, même à la demande d'un simple citoyen. Si l'accusation est admise par la chambre des représentans, les inculpés sont jugés par le pouvoir judiciaire, qui est indépendant de tous les autres pouvoirs. « La chambre, dit textuellement le dernier article de la constitution, ne pourra attaquer ni les libertés des cultes, de la presse, de réunion pacifique et de pétition, ni aucun droit inaliénable du peuple. » Bien que cette constitution soit encore sans application effective, il nous a paru curieux de montrer quelles idées circulent parmi ces insurgés qui étaient encore des propriétaires d'esclaves il y a si peu de temps.

Aux termes de l'acte constitutionnel, Manuel de Cespedès fut proclamé président de la république naissante. On nomma aussi quatre ministres pour la guerre, les relations avec l'étranger, l'intérieur et les finances. Quesada devint généralissime en récompense de son dévoûment et de ses services. Les forces actives ont été dès lors distribuées en trois groupes qu'on appelle des armées. Nous n'avons aucun renseignement positif sur la force numérique des troupes de l'insurrection. Il est à croire qu'elle est assez considérable avec la facilité qu'elles ont de se recruter, non-seulement parmi les créoles de race blanche, les mulâtres et les noirs déjà libres, mais encore au milieu d'une population de plus de 600,000 esclaves nouvellement émancipés. Nous trouvons dans les journaux américains du mois de juillet que l'armée de l'indépendance comprenait 36,000 blancs, 30,000 noirs, mais qu'elle atteindrait bientôt un effectif de 80,000 combattans. A cette même date, l'outillage de guerre, sans être complet, était déjà respectable. Les canons de bois cerclés de fer qu'on avait improvisés au commencement de la lutte, et qui éclataient souvent au premier coup, n'étaient plus qu'un sujet de plaisanterie. On avait des fusils du nouveau type, de l'artillerie de campagne, même de gros calibre, et on estimait à 26,000 le nombre des soldats parfaitement armés. Les introductions d'armes, quoique très périlleuses, étaient incessantes. Il est probable qu'aujourd'hui les insurgés à qui manque le *rifle* ou le revolver forment l'exception. Le patriotisme local et les sympathies des pays voisins ont créé d'abondantes ressources. Aux États-Unis, la délivrance de Cuba est un vœu populaire. Ceux qu'on désigne encore par le nom de « flibustiers, » comme aux temps de Walker et de Lopez, sont en grande partie des amateurs *yankees* ou de nationalités diverses qui, pour porter des munitions aux Cubains et faire le coup de fusil en leur compagnie, s'exposent à être emprisonnés par leur gouvernement au départ, et fusillés à la minute lorsqu'ils sont surpris à l'arrivée par les croiseurs espagnols.

De la part des républiques sud-américaines, la sympathie pour les

Cubains est instinctive, comme l'hostilité contre leurs anciens maîtres. Le Mexique les a reconnus en qualité de belligérans, et leur a envoyé de l'argent et des armes. Le Pérou, qui est encore en guerre avec l'Espagne, quoique les hostilités ne soient pas flagrantes, a fait plus : il a reconnu l'existence de la république cubaine. L'excitation a été des plus vives au Chili. On y avait appris que Manuel Cespedès venait d'adresser au gouvernement de Santiago une lettre où il invoquait éloquemment la communauté d'origine et d'intérêts. Une interpellation à ce sujet fut faite à la chambre des députés par M. Antonio Matta, orateur très ardent. Il était facile de voir que la reconnaissance de l'autonomie cubaine par le Chili était dans les vœux de l'assemblée. Le ministre des affaires étrangères, M. Ammunategui, donna lecture de la lettre de Cespedès et de la réponse qui avait été faite officiellement. Il rappela que l'état actuel des choses entre l'Espagne et le Chili n'est ni la paix ni la guerre, que c'est une sorte de suspension d'armes, et qu'en proclamant l'indépendance des Cubains on se donnerait le tort de la reprise des hostilités. Le ministre déclara d'ailleurs que les sympathies du gouvernement, comme celles du pays tout entier, sont pour la cause cubaine; si une souscription publique était ouverte pour procurer des secours aux frères insurgés, le pouvoir n'y mettrait aucun obstacle, et les ministres eux-mêmes, agissant comme simples citoyens d'un pays libre, se feraient un devoir et un honneur de s'y associer. — Là-dessus, grand enthousiasme dans l'assemblée. Des listes de souscription ouvertes séance tenante réunissent de nombreuses signatures; l'élan est donné au pays, et des sommes importantes sont bientôt recueillies.

Ces dons irréguliers, si abondans qu'ils paraissent, ne peuvent être qu'un subside insuffisant. Toute révolution, en raison de ses besoins dévorans, soulève des incidens financiers; ce ne sont pas les moins curieux. Au peuple qui venait de surgir, il fallait un instrument d'échange. Le gouvernement insurrectionnel a créé un papier-monnaie que les habitans, à ce qu'on assure, reçoivent en échange des provisions qu'ils livrent. C'est une espèce d'emprunt forcé auquel ils se soumettent bénévolement. Pour les achats à l'étranger, autre expédient. Les biens des rebelles et des suspects, avons-nous dit, sont sous le coup de la confiscation. Les suspects sont ceux qui ont cherché un refuge à l'étranger, ceux qui ne répondent pas aux appels des volontaires espagnols et ne donnent pas des gages suffisans au régime encore debout. Cette catégorie étant fort nombreuse, la masse des biens séquestrés comporte une valeur incalculable. Les républicains de Guaimaro ont imaginé de contracter des emprunts aux Étas-Unis, à gros intérêts sans doute, en don-

nant hypothèque sur l'ensemble des biens confisqués par leurs ennemis. Que risquent-ils à cela? S'ils succombent, leur richesse est détruite, et ce n'est pas l'hypothèque donnée aux Américains qui les appauvrira davantage. Si leur cause triomphe, ils paieront avec allégresse la dette contractée. C'est surtout par ce procédé et aussi par les libéralités secrètes des patriotes cubains qu'on achète des armes, qu'on enrôle des combattans, qu'on affrète des expéditions de navires d'autant plus dispendieuses qu'elles aboutissent assez souvent à des sinistres.

C'était donc une rude campagne que le général de Rodas avait en perspective. Possédait-il des moyens suffisans pour triompher des obstacles? Parti précipitamment, il amenait peu de troupes, 900 hommes seulement. Sa grande préoccupation était l'attitude qu'allaient prendre à son égard les volontaires. Ceux-ci, un peu confus de leurs excès, remirent aux autorités maritimes les forteresses dont ils s'étaient emparés, et se répandirent en effusions de confiance et de loyauté. Loin de les blâmer, le gouverneur-général leur répondit par une proclamation où il les remerciait chaleureusement des services qu'ils avaient rendus à la cause de l'ordre; il alla jusqu'à leur dire qu'ils n'avaient rien à désavouer de leur conduite antérieure et qu'ils pouvaient en être fiers. On avait besoin des volontaires, il fallait les flatter. Ils étaient devenus en effet le point d'appui principal de la résistance. Sans l'entraînement de leur sauvage énergie, les troupes régulières, n'étant pas animées des mêmes passions, auraient sans doute hésité plus d'une fois.

Aux atrocités d'une guerre sans pitié ni merci se joignait une complication d'épidémie sans autre exemple connu. Comme on ne faisait pas de prisonniers, un détachement surpris était aussitôt immolé (1). Çà et là dans les champs gisaient vingt, trente cadavres qui, sous l'action d'un soleil brûlant, emplissaient l'atmosphère de poisons subtils. Les mois de juin et de juillet furent terribles. Les tristes hôtes du pays, la fièvre jaune, le vomissement noir, le choléra bleu, courant à travers les deux camps, y choisissaient tour à tour leurs victimes. Dans l'armée espagnole, qui renfermait 20,000 soldats venus récemment d'Europe, la mortalité durant les six derniers mois prit des proportions horribles et décourageantes. La sinistre impression de ces calamités, jointe aux embarras politiques et financiers de

(1) Pour qu'on se fasse en Europe une idée exacte de cette barbarie, nous copions, comme exemple et à quelques lignes de distance, les deux faits qui suivent dans un journal sud-américain.

« 29 juin. Une rencontre a eu lieu, près de Las Cinco Villas; les insurgés ont fusillé une compagnie d'Espagnols qui sont tombés entre leurs mains. »

« 1er juillet. A Ciego Moreno, district de Cinfuegos, 52 patriotes ont été fusillés par ordre du gouverneur. »

la métropole, rendit fort difficile en Europe le recrutement de l'armée des Antilles. Il y a sans doute à rabattre beaucoup de tous ces renforts dont le départ a été successivement annoncé. Une haute-paie de 16 réaux (3 francs 60 c.) par jour n'a pas entraîné beaucoup de volontaires. On a parlé aussi de prisonniers ou d'individus déclassés à la suite des troubles civils qui auraient été enrégimentés à Barcelone et embarqués sommairement. En résumé, en tenant compte des élémens qui existaient au commencement de juillet sur le théâtre des hostilités, des pertes subies par le feu ou la maladie, des renforts qui ont comblé les vides, on peut évaluer les forces de terre dont a disposé le général de Rodas à 45,000 hommes au plus en y comprenant les volontaires péninsulaires. Les troupes régulières appartiennent pour la plupart à l'infanterie de marine et aux corps de chasseurs à pied. Les volontaires, qui figurent pour moitié dans l'effectif, fournissent seulement quelques milliers d'hommes à l'armée mobile; les autres tiennent garnison ou font la police dans les villes. Il y a eu aussi un grand déploiement de forces maritimes pour opérer un blocus que l'immense étendue de l'île rend à peu près impossible. On a envoyé dans les eaux de Cuba sept frégates cuirassées et douze corvettes à vapeur. Une flottille de petites canonnières construites à New-York a été un moment séquestrée par les autorités américaines à la demande du ministre péruvien. On ne comprend pas que le gouvernement provisoire de Madrid ait pu suffire à tant de dépenses.

Malgré l'épidémie qui sévissait encore en juillet, la campagne a été rouverte avec un redoublement d'énergie. Rodas a communiqué son entrain à ses troupes. Du côté des Cubains, le patriotisme a improvisé des généraux. Après Quesada, le commandant en chef, il faut nommer Donato Marmol, Aguilera, Valdes, Castillo, Bembetta, Cavada, Jordan, venu des États-Unis avec une expédition, et qui pourrait bien être lui-même un *Yankee.* Il n'y a rien de bien mémorable dans les incidens d'une guerre qui ne comporte ni évolutions sur une grande échelle, ni bataille décisive. Les insurgés, retranchés dans les montagnes du centre, font autant qu'ils peuvent des pointes sur les villes. Ils évitent les grands engagemens et tâchent d'avoir pour auxiliaire l'insalubrité du lieu où ils attirent l'ennemi. De là une succession de combats, d'embuscades, de razzias, de postes surpris, — le massacre en détail, pour tout dire en un mot. Cette guerre a fini par prendre un caractère de fureur indescriptible. Il faut littéralement vaincre ou mourir; de part et d'autre on fusille les prisonniers, on incendie la propriété de l'ennemi, on tâche de s'affamer réciproquement; les indigènes timides, qui voudraient éviter de se prononcer, ont tant à craindre du côté des Espagnols que la plupart se réfugient dans les montagnes, auprès de

leurs compatriotes; les femmes restent dans les villages exposées aux plus dures privations et sans défense contre les outrages. Les lignes télégraphiques sont coupées; les chemins de fer ont été mis hors de service. La dévastation et la sauvagerie s'étendent comme une lèpre. L'émigration des familles riches avec tout ce qu'elles peuvent emporter achève d'épuiser le pays. La situation est d'autant plus horrible que l'indécision se prolonge. Les Espagnols, avec des efforts inouis, ont fini par occuper la plupart des postes stratégiques; mais les Cubains, retranchés dans leurs montagnes où le bétail abonde, y sont difficilement attaquables. Il y a donc une sorte de temps d'arrêt dans les opérations. Tel est le point, où les choses ont été conduites. On ne comprend pas que de telles souffrances puissent se prolonger; on ne voit pas comment elles pourraient finir. Essayons cependant de résumer la situation et de tirer au clair ce qu'il y a de possible.

IV.

Le premier point à mettre en lumière, c'est le caractère général de la révolution cubaine. Il n'y a point ici, nous le répétons, révolte de l'esclave contre son ancien maître; ce n'est pas non plus, comme on le croit en Espagne, le complot d'une minorité factieuse pour saisir le pouvoir ou réaliser des utopies politiques. L'Europe elle-même se trompe quand elle soupçonne les États-Unis de fomenter les troubles avec l'arrière-pensée de s'approprier la perle des Antilles. La vérité est qu'une rare unanimité existe entre les classes et les races diverses dont se compose la population indigène. Les habitans qu'une juste prudence ou la timidité paralyse, les exilés volontaires, les proscrits, sont en sympathie avec les insurgés. Il ne s'agit plus aujourd'hui de concessions, de réformes. Le but hautement proclamé de l'insurrection est la fin de l'exploitation espagnole et l'indépendance absolue de Cuba et de Porto-Rico.

Tâchons d'écarter les préventions politiques, les antipathies de races, l'ardeur des représailles, tout ce qui est de nature à envenimer et à obscurcir la question. Demandons-nous avec calme et impartialité ce qu'il y aurait à faire pour rendre aux créoles le repos et la prospérité. Eh bien! il nous apparaît clairement que l'autonomie de l'île est devenue pour la société cubaine une condition d'existence. Cette nécessité s'est imposée de plus en plus à mesure que les ravages de la guerre ont accumulé les ruines. Pour opérer la transition de l'esclavage au travail libre, pour réparer les usines saccagées, pour remettre les chemins de fer en état de service, pour restituer les propriétés confisquées, pour supprimer le papier-monnaie, il faut une capitalisation abondante et rapide jusqu'au

prodige. Est-ce l'Espagne qui prendra à sa charge de tels sacrifices, elle qui a tant d'abîmes à combler sur son propre territoire, elle dont le 3 pour 100 est coté à 25 sur les places de l'Europe, et qui ne trouverait peut-être point à emprunter à ce prix?

Cuba ne sera relevée que par un de ces miracles que la liberté seule peut produire. Il lui faut une administration à bon marché et l'héroïsme du travail sur un champ débarrassé de toute entrave. Le projet de M. de Embil, en devenant l'idéal des Cubains éclairés, a pris une forme plus précise. Aujourd'hui le système financier qui a pour base un régime douanier très compliqué occupe beaucoup d'employés, et celui en vigueur à Cuba est d'autant plus onéreux que la perception des impôts est ordinairement affermée à des Espagnols. Dans l'hypothèse d'une franchise commerciale complète et du remplacement des impôts par une taxe unique perçue par la banque cubaine sur les planteurs en comptes courans avec elle, les frais de l'administration financière seraient considérablement réduits : première économie. Supposons maintenant la petite république ayant les moyens de se montrer bienveillante jusqu'à la générosité pour ses affranchis, — reconnaissant la liberté des cultes, la plus large liberté civile, la liberté de presse et de réunion, devenant hospitalière à tout le monde, ne demandant qu'à vivre en paix avec ses voisins : ne pourrait-elle pas se borner pour toute armée à une milice citoyenne et réaliser une seconde série d'économies sur son budget militaire? D'un autre côté, une simple taxe de 2 piastres par caisse de sucre payée par le planteur (1) et quelques autres cotisations analogues, les rentes provenant des domaines affermés, le bénéfice de la loterie, qu'il faudrait conserver pendant quelque temps encore, produiraient des ressources suffisantes pour le nouvel ordre de choses. Malgré le soulagement d'un budget réduit de moitié, il y aurait sans doute pour les citoyens de dures épreuves à traverser. On ne peut prévoir à quel degré tomberait la production pendant la première période où il s'agirait de réparer le matériel dévasté et d'accoutumer les travailleurs à la nouvelle discipline. Il faut faire une part à l'inconnu; il est permis de compter sur le bon exemple que donnent déjà plus de 200,000 mulâtres ou noirs affranchis pour abréger l'apprentissage du travail libre; puis sait-on ce que peuvent produire, comme prospérité commerciale, la suppression de toutes les entraves, le libre épanouissement de toutes les activités dans un pays d'une richesse incomparable, placé entre les deux Amériques comme pour servir de marché et de rendez-vous aux trafiquans du Nouveau-Monde?

Ceci n'est point le rêve d'un utopiste. La rupture des liens qui

(1) Soit environ 10 francs pour 200 kilogrammes.

enchaînent les anciennes colonies à leur métropole, l'autonomie des possessions d'outre-mer, telle est la tendance imprimée par la transformation sociale de l'Europe. L'union de l'Angleterre avec ses colonies n'est plus que nominale. La France vient de faire un pas décisif dans cette voie. Aux termes de deux décrets impériaux de date récente, nos colonies des Antilles et du Pacifique peuvent acheter ou vendre en France et à l'étranger, recevoir ou expédier des marchandises de toute espèce et de toute origine, sans distinction aucune de pavillon. On ne manquera pas de dire : Pourquoi n'applique-t-on pas aux Antilles espagnoles un système analogue? Au lieu de réclamer pour Cuba l'indépendance complète, est-ce qu'on ne pourrait pas, en lui assurant une liberté effective, laisser à la fière Espagne l'illusion qu'elle domine encore au-delà des mers? Cela soulèverait de grandes difficultés. La vitalité commerciale de Cuba est exceptionnelle; son marché naturel et indispensable est l'Amérique du Nord. Les États-Unis lui prennent 62 pour 100 de sa production principale, le sucre, — l'Angleterre 22 pour 100, et l'Espagne 3 pour 100 seulement! Son existence dépend donc, non pas de sa métropole, mais des besoins et des convenances de la riche voisine qui la fait vivre. Il y a là une force d'attraction assez puissante pour briser les liens purement politiques par lesquels l'Espagne retient encore sa colonie.

Constatons en passant les dispositions de l'opinion publique aux États-Unis en ce qui concerne les affaires cubaines. Pour mesurer la portée des impulsions populaires, il faut voir si elles proviennent d'un sentiment répandu dans le public à l'état flottant ou d'un intérêt positif et personnifié. Les sentimens se modifient selon les circonstances; les intérêts seuls sont vivaces, subtils et entreprenans. Il y a dix ans, quand l'antagonisme était flagrant entre les républicains du nord et les sudistes, l'annexion de Cuba était pour ceux-ci une condition d'existence. La prépondérance des partis aux États-Unis dépendant surtout du nombre des voix qu'il possèdent au sénat et dans la cour suprême de justice (1), la politique des esclavagistes n'était qu'un effort incessant pour augmenter le nombre des états à esclaves. Les scènes qui ont ensanglanté le Kansas et le Nebraska ne sont pas oubliées. On se rappelle aussi la fameuse conférence d'Ostende, où trois diplomates du sud, dont l'un allait devenir président, déclaraient que l'acquisition de Cuba, soit par l'argent, soit par la force, était légitime et urgente. On aurait même trouvé parmi les abolitionistes du nord des théoriciens conseillant la con-

(1) Les élections pour le sénat sont faites aux États-Unis, non par voix de citoyens, mais à raison de deux membres par état, et la nomination des membres de la cour suprême de justice, qui a le dernier mot dans les grandes décisions, dépend principalement du sénat.

quête de Cuba, comme le seul moyen de mettre fin à la traite des nègres. Aujourd'hui ces divers mobiles n'ont plus de raison d'être. Il ne reste plus parmi les populations démocratiques et protestantes de l'Amérique du Nord que l'ennui d'avoir pour voisins l'absolutisme et le papisme espagnol; il y a en outre une vive sympathie pour de braves gens qui veulent affranchir une terre américaine, sentimens qui se combinent avec une vague réminiscence de la doctrine de Monroë.

On a vu à plusieurs reprises depuis un an les autorités américaines faire obstacle au recrutement pour Cuba, séquestrer les vaisseaux chargés d'armes et faire condamner par les tribunaux les expéditeurs. On a dit que le gouvernement de Washington en agissait ainsi pour éviter de fournir un argument à l'Angleterre dans le procès qu'il soutient contre elle au sujet de l'*Alabama*, qu'après avoir reconnu les Cubains comme belligérans on ne pourrait plus faire un crime aux Anglais d'avoir donné le même titre aux sécessionnistes. Ces motifs passagers sont accessoires. — Sage et prévoyant comme il est, le gouvernement du général Grant est sans doute beaucoup plus touché par des considérations d'avenir. C'est déjà bien assez de trois ou quatre millions de noirs affranchis que l'on compte actuellement dans l'Union à titre de citoyens, et peut-être ne serait-il pas prudent d'y ajouter le million d'Africains, esclaves ou libres, que renferment Cuba et Porto-Rico. On ne paraît pas non plus disposé à fortifier les papistes irlandais par une population de race latine et de religion catholique. Au point de vue spécial du commerce, si la liberté absolue des échanges était en vigueur à Cuba, les avantages seraient à peu près les mêmes pour les États-Unis que ceux d'une complète assimilation. Il y a donc lieu de croire que le général Grant et son gouvernement désirent moins l'acquisition dont il s'agit qu'ils ne la craignent, et que, si la mainmise sur les Antilles espagnoles a jamais lieu, c'est qu'elle aura été commandée par un sentiment d'humanité, comme la seule manière de couper court aux horribles scènes dont Cuba est le théâtre. Qu'on se représente dans les eaux européennes une grande île appartenant aux Américains, et qui serait mise par eux à feu et à sang. Est-ce que la conscience des peuples européens ne serait pas soulevée, est-ce qu'il ne surgirait point parmi nous une force d'opinion qui commanderait aux gouvernemens de pourvoir au salut des victimes, de faire contre les *Yankees* ce qu'on a fait autrefois contre les Turcs au profit de la Grèce? Voilà le sentiment honorable qui domine aux États-Unis, et qui peut forcer le général Grant à prendre parti contre l'Espagne, si le martyre des Cubains se prolonge.

Transportons-nous en Espagne pour y surprendre, s'il est pos-

sible, les dispositions vraies de l'esprit public. Les traditions de l'ancien système colonial sont entrées profondément dans les mœurs espagnoles : elles ont créé dans une large partie de la population des instincts égoïstes, des habitudes d'exploitation tellement invétérées qu'on les honore comme le droit. L'île de Cuba a été longtemps, elle est peut-être encore l'Eldorado des militaires rêvant un avancement rapide, des employés au tour de main facile; comment parler raison et justice à tout ce monde-là? Sur le terrain commercial, la résistance a des causes plus sérieuses. L'agriculture et l'industrie de la métropole se sont constituées dès l'origine en vue des marchés coloniaux dont elles avaient le monopole; elles ne se sont pas accoutumées aux luttes de la concurrence, elles n'ont pas pris assez de force pour se passer des droits protecteurs. Montrer en perspective un régime sous lequel les fermiers de la Castille ou les manufacturiers de la Catalogne perdraient le pouvoir d'imposer aux Cubains leurs produits, bons ou mauvais, c'est les provoquer à l'exaspération. Ceux qui ont un intérêt direct à la conservation de Cuba, et ils sont nombreux, invoquent avec fracas l'orgueil patriotique. Céder à des rebelles, abandonner le dernier fleuron de la glorieuse couronne, ce serait une honte, on descendrait au dernier rang des nations. La note chevaleresque a du retentissement en Espagne; on n'ose pas y faire dissonance, et il en résulte une apparence d'unanimité. On a lieu de croire néanmoins que, parmi les hommes éclairés et désintéressés de la péninsule, il y en a peu qui croient à la possibilité de conserver Cuba et Porto-Rico. Ce n'est pas d'aujourd'hui que cette idée s'est fait jour; elle existait, avec discrétion, il est vrai, bien avant l'insurrection cubaine, parmi les économistes et les partisans d'une politique avancée. Depuis la révolution de septembre, on a risqué de dire à la tribune et dans les journaux qu'il faut en finir avec une guerre inique et désastreuse, que l'heure est venue d'entrer en arrangement pour la cession des Antilles.

A cette déplorable situation, il n'y a que deux issues praticables : ou l'Espagne s'obstinera dans la lutte, ou bien elle se démettra volontairement de sa souveraineté, en acceptant les compensations honorables qui lui seront offertes. Examinons la première hypothèse. L'Espagne, quoique blessée, est encore vigoureuse; un effort énergique, des sacrifices démesurés, ne nous étonneraient pas de sa part. Il se pourrait peut-être qu'elle réussît à écraser ses adversaires. A quoi aboutirait-on par là? Immédiatement l'opinion publique indignée, se soulevant dans les deux Amériques, forcerait le gouvernement des États-Unis, malgré sa réserve, à prendre possession de Cuba; la situation des Espagnols répandus dans tous les

pays sud-américains deviendrait dangereuse, intolérable. A l'intérieur, par l'énormité d'une dépense inutile, l'Espagne aurait porté le dernier coup à ses finances; à l'extérieur, elle se serait fermé tous les marchés du Nouveau-Monde, où elle n'aurait plus que des ennemis.

Arrêtons-nous de préférence à l'autre hypothèse, celle d'une cession volontaire de Cuba et de Porto-Rico moyennant une compensation pécuniaire. Il ne s'agirait pas d'une vente, dont l'idée est répugnante autant pour le peuple qui vend que pour celui qui se rachète : ce serait la liquidation d'une ancienne solidarité, une juste participation dans les dépenses civilisatrices des siècles antérieurs. Une somme dont il ne convient pas encore d'indiquer le chiffre serait donc livrée par les Cubains au moyen d'une combinaison d'annuités. Quel devrait être l'emploi de cette somme? L'industrie espagnole est particulièrement menacée par la séparation des colonies : c'est elle qu'il faudrait secourir. Que l'indemnité tout entière soit consacrée à la transition du régime protecteur au commerce libre; qu'on vienne en aide aux manufacturiers en leur accordant, non pas des subventions, mais des primes d'exportation décroissantes pendant cinq ans, temps nécessaire pour la transformation de leur outillage; que l'on consacre de fortes sommes à la création des voies utiles au commerce, à l'éducation populaire, qui augmentent les forces productives. Si les hommes d'état qui vont présider aux destinées de l'Espagne avaient la sagesse et la fermeté de résister aux dépenses stériles, s'ils employaient l'indemnité cubaine comme il vient d'être dit, ils calmeraient les esprits inquiets et irrités. L'essor de l'industrie relèverait le crédit public. On verrait une activité saine remplacer la poursuite des sinécures et des priviléges; la réconciliation définitive dans les pays hispano-américains, y compris Cuba, ouvrirait largement à l'Espagne les marchés du Nouveau-Monde. En agissant ainsi, une crise qui menace d'être mortelle fournirait au contraire des élémens de régénération.

L'obstacle à cette combinaison, c'est la répugnance qu'ont les Cubains à faire les fonds d'une indemnité pour l'Espagne. Pourquoi paieraient-ils rançon à la mère-patrie? C'est elle, disent-ils, qui est leur débitrice pour les avoir trop longtemps exploités. Et d'ailleurs ils se croient sûrs du triomphe définitif, sinon par eux-mêmes, au moins par l'intervention des États-Unis. A notre avis, les Cubains ne sont pas aussi dégagés qu'ils le supposent de toute solidarité avec le passé. M. Chase, qui était ministre des finances à Washington pendant la guerre de la sécession et qui est aujourd'hui président de la cour suprême, écrivait en 1863 ces admirables paroles dans une lettre que nous pouvons citer sans indiscrétion : — « Nous

avons beaucoup souffert par la guerre et nous souffrirons beaucoup plus encore; c'est une juste punition pour notre complicité trop longue dans le crime de l'esclavage. » Il faut le dire aux Cubains, ils ont le même crime à expier. Pendant que leurs fortunes se faisaient par l'esclavage, ce système odieux, soutenu selon les idées du temps par la mère-patrie, lui imposait des charges dont on serait étonné, si on en faisait le compte, et dont elle porte encore le poids. Les sommes à payer par les créoles pourraient bien passer pour une restitution. Quel que soit le sacrifice à faire par les Cubains, il serait faible comparativement à ceux que leur infligerait la continuation de l'état de guerre. Où en viendront-ils d'ailleurs, si une pacification sincère ne leur rend pas leur autonomie? Ils seront délivrés, mais absorbés par l'Amérique du Nord, et certes ce n'est pas là ce qu'ils ont de mieux à désirer. Leur véritable destinée est de se développer à l'état de république indépendante, de redevenir riches et puissans par le travail libre, et de fonder, conjointement avec le Chili, la confédération des états-unis de l'Amérique du Sud.

Au moment où nous écrivons, les Cubains et les Espagnols semblent plus irréconciliables que jamais. Qui leur fera entendre raison? Il n'y a que les gouvernemens européens qui puissent l'essayer en agissant de chaque côté par la persuasion, par l'évidence des sages conseils. Assurément l'Europe est intéressée dans une certaine mesure à cette pacification. Cuba, devenue port franc, rapidement enrichie par une production et un commerce sans entraves, ayant des besoins de toute nature à satisfaire, deviendrait un marché de premier ordre pour la France, l'Angleterre, l'Allemagne; mais les sentimens d'humanité doivent parler plus haut encore que l'intérêt. Une guerre d'extermination dure depuis près d'un an, on doit tout tenter pour y mettre fin. Il n'y a pas de temps à perdre. Le congrès des États-Unis s'assemblera dans les premiers jours de décembre, c'est une échéance impatiemment attendue par les Cubains: un parti bruyant et entreprenant déclare que le général Grant sera mis en demeure de prendre une détermination. Si les diplomaties européennes, par négligence ou par dédain, ne se décident pas à intervenir, elles auront peut-être à se reprocher d'avoir fait cadeau de la perle des Antilles aux États-Unis.

André Cochut.

EXPLORATION

DU MÉKONG

IV.

LE ROYAUME DE LUANG-PRABAN.

Lorsque j'entrepris, vers le milieu de l'année 1866, le long voyage qui devait me conduire des limites actuelles du royaume de Cambodge, sur le Mékong, au port chinois de Shangaï, non loin des embouchures du Fleuve-Bleu, un concert de prophéties sinistres dominait le bruit des adieux. Elles me laissèrent tout mon sang-froid, bien qu'elles rendissent plus manifestes qu'ils ne l'étaient déjà pour moi les périls qu'un climat réputé mortel ferait courir aux membres de l'expédition. Au Laos, toutes les maladies, même les plus funestes, m'auraient trouvé préparé et comme résigné d'avance; mais, une fois de retour en France, je croyais pouvoir en pleine sécurité défier la fortune en recherchant les jouissances de la vie civilisée avec l'ardeur d'un affamé qui se verrait, par un coup de baguette, transporté d'un îlot stérile de l'océan dans la salle d'un banquet. Mes prévisions ont deux fois été trompées. Si pendant la durée du voyage j'ai souffert comme tous mes compagnons, la fièvre ne m'a jamais affaibli au point de m'empêcher de les suivre. A peine avais-je au contraire touché les rivages de la patrie que plusieurs avertissemens successifs vinrent m'apprendre que ma santé était profondément atteinte. J'avais conservé pendant deux années assez

de force pour cheminer dans des régions tour à tour inondées par des pluies torrentielles ou brûlées par les feux d'un soleil tropical, j'avais ensuite traversé des pays plus tempérés ou marché impunément dans la neige; mais quand, assis au foyer domestique, je voulus essayer de réunir mes notes et d'interroger ma mémoire, je me sentis terrassé par un mal inconnu. On eût dit que les miasmes pestilentiels qui m'avaient épargné dans les marais fangeux du Laos s'élevaient tout à coup d'un amas de souvenirs imprudemment remués, et qu'ils réclamaient leur victime. J'ai donc été contraint de suspendre mon travail. Avant de le continuer aujourd'hui, je devais aux lecteurs de la *Revue* l'explication de cette interruption subite. Avoir été tenu pour mort, c'est assurément là une légitime excuse.

On risquerait fort de se tromper si l'on voulait toujours mesurer le degré de civilisation d'un peuple au développement qu'a pu prendre chez lui l'art architectural. Parmi les monumens qui s'élèvent en Europe, les plus dignes d'admiration remontent à des époques que beaucoup d'écrivains appellent aujourd'hui barbares, et les générations du moyen âge, arrivées à l'enthousiasme par la foi, et par l'enthousiasme au génie, ont laissé pour témoins de leur passage en ce monde ces fières cathédrales qu'on imite toujours sans pouvoir les égaler. Il ne saurait être interdit cependant au voyageur qui cherche à reconstituer l'histoire des nations disparues d'interroger les ruines enfouies dans les sables du désert ou sous les alluvions des forêts. Ces ruines, à défaut d'annales écrites et même de traditions, deviennent souvent une source abondante de renseignemens précieux. C'est ainsi qu'en explorant les débris de Vien-Chan, l'ancienne métropole laotienne, nous avons retrouvé les traits caractéristiques du gouvernement qui avait eu son siége dans cette ville écroulée. Des temples et un palais, voilà ce qu'on pourrait appeler les colonnes symboliques de cet étrange édifice social; j'ajoute que ces pagodes et cette demeure royale étaient sans véritable grandeur. Tandis que les vieux Cambodgiens allaient chercher à près de 10 lieues de leur capitale les blocs énormes qu'ils savaient superposer et sculpter avec un art infini, les Laotiens élevaient des murs en briques mal jointes, tapissées de chaux, recouvertes de peintures grossières, incapables d'opposer une longue résistance à l'humidité du climat. Ceux-ci semblent avoir douté de l'avenir, ceux-là paraissent au contraire avoir compté pour la puissance de leur patrie sur des siècles de durée. Le Cambodge en effet a été, selon toute apparence, la première nation solidement constituée en Indo-Chine; il y a joué longtemps un rôle prépondérant, et son nom, souvent cité dans les livres sacrés, est encore l'objet de la vénération des bouddhistes jusque dans les contrées les

plus éloignées de ses frontières. Je n'ai pas à revenir sur ce sujet, que j'ai déjà abordé dans la *Revue* (1); mais avant de quitter Vien-Chan, le centre politique le plus important de l'ancien Laos indépendant, nous avons dû nous demander quelle peut être l'origine de ce peuple laotien, dont l'établissement dans la vallée du Mékong semble être relativement récent. De quel point de l'horizon sont venus ces envahisseurs, obligés parfois de lutter encore contre des tribus sauvages refoulées, mais non détruites? La ressemblance que j'ai signalée entre la langue laotienne et la langue siamoise, ressemblance qu'il est impossible d'attribuer à la conquête, permet d'inférer que ces deux races sont deux rameaux détachés d'un tronc unique; mais où cet arbre avait-il pris racine, quelle contrée faut-il assigner pour berceau à ces hommes qui, après avoir expulsé les premiers occupans des vallées du Ménam et du Mékong, finirent par s'égorger entre eux dans des luttes fratricides? L'ignorance des Laotiens, l'oubli presque complet de toutes leurs traditions, enfin les nécessités de notre voyage, dont le but était surtout géographique, rendaient impossible l'élucidation de ce problème, et c'est par de pures hypothèses qu'il nous est possible de répondre à ces questions. La plus vraisemblable, la seule qui puisse, à ma connaissance, s'étayer sur des indications vagues d'ailleurs recueillies de la bouche des indigènes, fait descendre leurs ancêtres du royaume de Xieng-Maï, aujourd'hui tributaire de Bangkok. Avant de s'établir sur ce point et d'y fonder un état, sont-ils sortis du Thibet en suivant la vallée de l'un des grands fleuves qui coulent entre le Brahmapoutre et le Yang-tse-Kiang? sont-ils venus du côté de l'occident, ou bien sont-ils le produit de deux races différentes qui se seraient primitivement rencontrées, alliées et confondues? Il ne serait pas prudent d'émettre une affirmation sur ce point. C'est de l'étude plus complète et de la comparaison des langues que jailliront un jour quelques étincelles au sein de cette nuit profonde. Personne parmi nous n'était en mesure de se livrer sur ce point à un travail sérieux; mieux vaut donc se taire, au risque de passer pour incomplet, que de s'exposer à égarer les investigations des hommes spéciaux par un étalage d'érudition factice et de science improvisée. L'Indo-Chine est d'ailleurs le champ le plus fécond que puissent exploiter jamais les savans qui se sont donné pour tâche de retrouver les sources perdues de ce grand fleuve dont les flots sont des nations, et de dresser en quelque sorte la généalogie de l'humanité. Comme ces baies profondes creusées sur nos côtes où des courans opposés se heurtent en provoquant une agitation violente et continue, cette partie du monde semble avoir été le point de rencontre de peuplades d'origine diverse que

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1869.

des guerres perpétuelles ont mises en contact sans les avoir absolument mélangées. Ces luttes acharnées qui sont devenues parfois en Europe de puissans agens de civilisation n'ont servi dans ces tristes pays qu'à rendre les passions plus fortes et les haines plus vivaces; aucun germe fécond n'a grandi sur cette terre arrosée de tant de sang.

Les Birmans et les Siamois étaient des voisins irréconciliables aussi bien que les Annamites et les Cambodgiens. Entre ces nations rivales juxtaposées par les hasards de l'émigration, une longue paix était impossible, et l'intervention des Européens, maudite d'abord par un instinct patriotique enraciné même au cœur des sauvages, ne peut manquer d'être un jour appréciée comme un bienfait par les populations auxquelles elle assure enfin le repos et la stabilité. Il importe de faire observer toutefois que, si certaines races ne pouvaient coexister par suite d'incompatibilités en quelque sorte organiques, d'autres au contraire, séparées seulement par l'effet d'ambitions princières, seraient probablement arrivées à se mêler et à se fondre. Entre les Annamites, avec leur langue bizarrement accentuée, les caractères idéographiques de leur écriture, leur civilisation exclusivement chinoise, et les Cambodgiens, qui n'en différaient pas moins par l'idiome que par le génie, il existait un abîme. Si ces derniers n'avaient été fort à propos placés sous le protectorat de la France, ils seraient maintenant englobés comme la plus grande partie des Laotiens dans la monarchie siamoise, vers laquelle, il faut le reconnaître, les attiraient de nombreuses affinités. Les lois, les mœurs et les croyances paraissent être les mêmes dans ces trois pays façonnés par une civilisation uniforme. D'ailleurs, avec le système de gouvernement qui prévaut généralement en Orient, on peut douter qu'il soit plus avantageux pour des sujets de former des royaumes séparés et indépendans que de relever d'un empire centralisé; peut-être même est-il plus dangereux d'avoir affaire à un roi qu'à un simple préfet. Quoi qu'il en soit, les Laotiens, à qui les ruines de leur capitale rappellent les plus sombres pages de leur histoire contemporaine, ont perdu, et probablement pour toujours, toute velléité d'insurrection. Nous savions qu'il n'en était pas ainsi dans la partie de ce vaste pays qu'il nous restait à visiter; nous espérions retrouver dans le Laos septentrional des signes d'indépendance et des traces de vitalité. Le spectacle de la déchéance irrémédiable et générale qui frappait les hommes au milieu desquels nous étions contraints de vivre commençait à nous attrister; nous avions hâte d'arriver à Luang-Praban, le premier royaume de la vallée du Mékong qui puisse être considéré comme un simple tributaire de Siam et non plus comme une province faisant partie intégrante de cette ambitieuse monarchie.

Nous quittâmes Vien-Chan le 5 avril 1867 dans l'après-midi. A partir de ce point, l'aspect du pays se transforme. Le fleuve s'encaisse entre des collines qui deviennent bientôt des montagnes, et poussent jusque dans les eaux comme des racines rugueuses de rochers. Le lit étroit du Mékong semble littéralement encombré; malgré les petites dimensions et l'extrême légèreté de nos barques, nous devons nous arrêter pour prendre des guides capables de nous diriger à travers les écueils. Bientôt le courant devient si fort, les masses de rochers abruptes sont si difficiles à tourner, qu'il faut abandonner gaffes et pagaies pour s'atteler à d'énormes cordes de rotin. Des Laotiens, montés sur des blocs de grès rongés par l'eau, s'accrochent d'une main aux anfractuosités de ces roches déchiquetées, et de l'autre tirent vigoureusement les barques à eux en poussant des cris sauvages. Avec leurs câbles, leurs longues perches ferrées, on les prendrait pour ces pillards de mer qui au XV[e] siècle vivaient grassement en Bretagne du produit des naufrages. Quand il s'agit de doubler une pointe autour de laquelle l'eau bouillonne ou de rejoindre l'autre rive au milieu des tourbillons, le patron de nos pirogues ne manque pas d'adresser au ciel des supplications retentissantes.

Pendant plusieurs jours de navigation, les rives du Mékong sont à peu près désertes. C'est à peine si de loin en loin quelques cases, construites en moins de temps qu'il n'en faudrait pour dresser des tentes, viennent rappeler qu'il existe des hommes dans ces forêts. Les habitans de ces fragiles demeures doivent au difficile accès de leur séjour d'échapper le plus souvent aux corvées. Aussi ne consentaient-ils pas sans peine à prêter main forte à notre équipage épuisé de fatigue. C'est sur l'intérêt de notre propre sûreté qu'ils s'efforçaient ordinairement de fonder leur refus, le fleuve étant, disaient-ils, à ce moment de l'année, considéré comme impraticable. Nous étions parfois obligés de reconnaître que ces braves gens n'avaient pas absolument tort. Les rochers se multipliant et les eaux se précipitant avec fureur contre les obstacles, il devint même bientôt évident que nous ne pouvions sans péril avancer davantage. Nous déchargeâmes donc nos barques, et, avisant des négocians qui passaient fort à propos, le petit mandarin chargé de nous conduire les força de déposer leurs marchandises sur le sable et de se charger de nos propres bagages. Ils se virent contraints de faire ainsi plusieurs kilomètres, et quand nous voulûmes payer leurs services, ils ne pouvaient s'expliquer cette libéralité, trop accoutumés à la violence pour attendre quelque chose de la justice.

Nous étions en avril, c'est-à-dire au moment où les eaux sont le plus basses; le Mékong ne formait plus que deux ruisseaux torrentueux d'une immense profondeur. La partie de son lit qu'il laissait

à sec offrait alors un spectacle curieux. La plupart des roches dont il est hérissé sont vivement colorées. Parfois on s'imagine marcher entre des murailles de marbre poli. Un petit torrent coulant sur un fond bleu et blanc formait une délicieuse mosaïque naturelle qui semblait faite de lapis et d'albâtre. Nous campâmes enfin sur le sable dans des huttes improvisées. Du haut du rocher où flottaient les couleurs nationales, nous avions à nos pieds l'un des plus puissans fleuves de l'Asie réduit à deux bras moins larges que ceux de la Seine autour de l'île Saint-Louis; mais quand on jetait la sonde, elle se perdait dans un gouffre. Nos cabanes de feuillage occupaient le centre d'une immense arène entourée de collines en amphithéâtre. Les animaux sauvages s'appelaient et se répondaient autour de nous; nous entendions le cri rauque des cerfs et aussi, vers le soir, la note plus aiguë du tigre, invisible ennemi contre les attaques nocturnes duquel les Laotiens se protégeaient en élevant sur la lisière de la forêt une petite chapelle à Bouddah. Ils tiennent à la vie, ces pauvres êtres qui, s'il fallait en croire certains commentateurs, aspireraient au néant, terme suprême de la seule félicité promise par leurs croyances; ils y tiennent comme les plus misérables de nos paysans, et, comme ceux-ci, quand ils la croient exposée, ils s'efforcent de la défendre par un acte de foi, une prière fervente.

Si les barques les plus légères s'arrêtent en remontant le fleuve à certains points dangereux, il n'en est pas ainsi lorsqu'il s'agit de le descendre. Alors un pilote exercé s'abandonne au courant, et dirige d'un coup hardi de sa pagaie son esquif emporté avec une rapidité vertigineuse. De grands radeaux couverts, dont quelques-uns ont 20 mètres de longueur, se livrent même à cette périlleuse navigation; bien qu'ils aient à peine assez de place pour tourner dans des coudes brusques où le fleuve n'a pas 40 mètres de large, les naufrages sont rares. J'ai visité un de ces vaisseaux marchands chargé d'ivoire et de balles de coton. Cette dernière plante est cultivée dans toute la région que nous traversons sur une échelle assez grande malgré la rareté des villages.

Les influences débilitantes du climat avaient notablement amorti notre ardeur pour la chasse, et notre cuisine en souffrait. Nous demeurions le moins longtemps possible campés loin des villages, pour échapper au supplice d'entendre, avec l'estomac vide, bramer un hypothétique rôti dans les fourrés d'alentour. Le chef-lieu de province le plus voisin de nous était Sien-Kan, où nous nous rendîmes à pied, marchant tout le jour sur le sable brûlant sans un abri possible contre l'ardeur du soleil. Il faisait une chaleur telle que les indigènes eux-mêmes ne passaient pas auprès d'une flaque d'eau sans y plonger la tête. Dans ces circonstances, les oreilles me tintaient, je regardais sans voir, et je perdais entièrement conscience

de moi-même; mes jambes allaient comme une mécanique montée et sans recevoir assurément l'impulsion du cerveau. Le sentier s'enfonça enfin dans une forêt de bambous; mais notre guide s'obstinait à marcher derrière nous, et si nous arrivâmes à Sien-Kan, ce fut grâce au fleuve, dont le mugissement lointain dirigeait notre marche.

Sien-Kan, appelé aussi Muong-Maï, Muong-Neuf, par opposition à Muong-Cao, Muong-Vieux, est un chef-lieu de district dépourvu d'originalité comme d'importance. Malgré l'absence du gouverneur, alors en visite chez l'un de ses confrères des bords du Ménam, nous fûmes bien reçus. On nous attendait, et notre habitation, préparée d'avance, était construite sur le modèle de celles que nous avions antérieurement occupées. Le voyage perdait tous les jours à mes yeux quelque chose des charmes dont mon imagination s'était plu à l'entourer. L'illusion n'était plus possible; tant que nous serions en pays siamois, il n'y avait pas la plus légère aventure à espérer. On aurait eu de meilleurs chances sous ce rapport en traversant les Abruzzes.

A Sien-Kan, une vive émotion nous était cependant réservée. Quelques marchands ambulans s'arrêtèrent auprès de notre établissement. Dans ces contrées, où sont ignorées la grande et la petite presse, les négocians sont des chroniques vivantes; ils causent tout en vendant, et approvisionnent leurs pratiques de commérages et de cotonnades. Bientôt la plus étonnante, la plus accablante des nouvelles s'échappe de leur boutique et vient nous foudroyer. Les Anglais sont à Luang-Praban, ils arrivent du royaume de Xieng-Maï, et forment une colonne d'explorateurs composée de plusieurs officiers et d'une nombreuse escorte. Un général qui voit ses combinaisons détruites et la perte d'une bataille assurée par une manœuvre de l'ennemi, un artiste qui reconnaît sa propre inspiration dans le tableau d'un rival, ne sont pas plus cruellement frappés au cœur que nous ne l'avons été nous-mêmes par l'annonce d'un événement qui déflorerait notre œuvre, et nous en ravirait tout l'honneur. C'est sous la pénible impression causée par ces rumeurs que nous quittons Sien-Kan, réfléchissant à la triste figure que nous allons faire en présence de nos rivaux, nous partis depuis près d'une année et devancés par eux. Les incommodités matérielles viennent en outre contribuer à rembrunir les fronts. Nous ne pouvons réunir un nombre suffisant de pirogues, et il faut se loger deux par deux dans ces étroites prisons. Un Laotien nous informe en passant que les Anglais ont quitté Luang-Praban, qu'ils descendent rapidement le fleuve, et que nous allons bientôt apercevoir leurs radeaux. Ils ne continuent pas leur voyage au-delà de Luang-Praban, excellente nouvelle! mais ils descendent le Mékong, contre-temps déplorable!

Ils publieront à leur retour le résultat de leurs observations, nos peines seront perdues. Il n'en faut pas moins dissimuler et se préparer à les bien recevoir. Notre basse-cour est égorgée tout entière, un paon rôtit sur un brasier, nous allons renouveler en déjeunant les hypocrites démonstrations de l'alliance cordiale. O nature vierge et sauvage, quelle profanation! Si quelque Alceste avait fui les hommes sur ces rives désertes, il se serait jeté en nous entendant dans un tourbillon du fleuve. Pour moi, qui ne nourris par profession contre l'Angleterre aucune jalousie haineuse, je participais par devoir au dépit général, mais ne pouvais me défendre de sourire intérieurement. Les lunettes sont braquées, un radeau paraît dans le lointain, glissant sur l'eau avec nonchalance; les bons yeux y distinguent parfaitement des Anglais qui nous montrent du doigt; le radeau approche, il accoste. C'est une splendide maison flottante, vérandah sur l'avant et l'arrière, la hauteur est énorme, les proportions sont magnifiques. Quel luxe! quel comfortable! Un Anglais est aperçu faisant sa toilette; moi qui suis myope, je continue de ne rien voir que des Siamois accroupis et fumant leurs cigarettes. Les plus mécontens composent leur visage et attendent en plein soleil. Personne ne se montre cependant, si ce n'est un officier... du roi de Siam. Il annonce que les Anglais le suivent de près, qu'ils sont au nombre de trois et font de la géographie. Les sourires se changent en grimaces. Un second radeau à l'horizon, nouvelle anxiété! Aux vues perçantes, le pavillon français se montre nettement sur le toit du navire. C'est de la courtoisie; mais la courtoisie est facile quand on triomphe. O surprise! les couleurs françaises sont les couleurs hollandaises, identiques aux nôtres, comme on sait, sauf le sens dans lequel elles sont portées; le radeau tient le milieu du fleuve, passe franchement devant nous, aucun Européen ne répond à nos signaux. Il y a là évidemment une ruse infernale compliquée d'une insolence toute britannique. Au désappointement succède chez nous une colère concentrée. Au moment où le radeau allait disparaître dans un coude du fleuve, il rejoint la rive et s'arrête. Une carte nous est apportée de la part de M. X..., *land surveyor and architect of Her Siamese Majesty's government.* M. de Lagrée envoie son second, qui trouve, au lieu d'Anglais, un Batave au service de Siam flanqué de deux domestiques mulâtres. Le pauvre diable paraissait préoccupé surtout de fuir la saison des pluies, qui, selon lui, n'épargne pas les Européens dans ces parages. Il manifesta son étonnement de voir que nous nous disposions à la braver. Les renseignemens qu'il avait, chemin faisant, recueillis sur notre compte nous vengeaient de l'ennui que nous avaient causé à son sujet les rumeurs populaires. Appliquant aux deux expéditions la même mesure, la renom-

mée avait des deux côtés fait preuve d'une exagération impartiale. Si elle avait vu dans un seul personnage piteux plusieurs officiers anglais et dans deux négrillons une nombreuse escorte, ses cent bouches annonçaient que nous étions soixante au lieu de six, et que les Annamites de notre suite formaient une véritable armée. L'agent siamois avait été très effrayé de ces bruits, et tremblait de nous rencontrer, je ne sais trop pourquoi. De là la résolution de mettre à profit le courant du fleuve pour brûler notre campement, résolution qui n'avait pas tenu devant les apparences pacifiques de notre petite caravane. Il ne nous restait plus qu'à rire en nous rappelant la fable des bâtons flottans.

Le roi de Siam, dont notre voyage a probablement attiré l'attention sur ces contrées, a voulu connaître exactement son royaume. Il a donc, pour satisfaire cette curiosité légitime, expédié un Européen muni de chronomètres, d'un cercle, d'une boussole, et chargé de faire la topographie des provinces riveraines du Ménam et du Mékong. Cet industriel, qui voyage comme un mandarin, touche 1,000 francs par mois pour ses travaux. Il a quitté les bords du Ménam à Utharadit, par 17 degrés de latitude nord environ, et est remonté par voie de terre jusqu'à 20 lieues au-delà de Luang-Praban. Il ne s'est arrêté, nous a-t-il dit, que par égard pour le fonctionnaire siamois qui l'accompagne, lequel risquait d'avoir la tête tranchée sur les limites d'une province qui a réussi à secouer le joug de Bangkok. Ces derniers renseignemens me causèrent une intime satisfaction; ils m'arrachèrent à la torpeur où chaque jour je m'enfonçais davantage. Après de longs mois passés dans la sécurité la plus complète, sans autres incidens que nos haltes quotidiennes, sans aucun de ces périls qui enflamment l'imagination, — les maladies abattent au lieu d'exalter les courages,— j'entrevoyais avec joie dans un avenir prochain, mais encore obscur, une existence différente. Ce passeport libellé à la chancellerie de Bangkok qui nous avait ouvert toutes les portes, qui nous avait tout rendu si facile, serait bientôt inutile ou dangereux. Nous allions voir enfin des pays où l'on décapite les Siamois. Dussé-je me faire accuser d'ingratitude, j'avouerai que j'étais charmé par cette perspective. Déjà, il est vrai, l'aspect de la nature s'était profondément modifié, mais par des transitions très ménagées. La vapeur, en nous habituant aux rapides changemens à vue, nous a rendus impatiens de ces transformations lentes qui, s'opérant d'une manière insensible, sont préparées et comme pressenties. Telle montagne qui nous aurait ravis d'admiration, si nos yeux s'étaient brusquement portés sur elle, nous laissait presque froids, parce qu'elle n'apparaissait qu'après une série de collines.

Les habitans n'étaient pas faits pour nous distraire, et j'éprou-

vais bien souvent qu'au Laos comme en Europe l'ennui est fils de l'uniformité. Depuis Vien-Chan cependant, nous ressentions quelque orgueil de parcourir une zone vierge avant nous de toute exploration; l'ambassade hollandaise envoyée au XVII[e] siècle vers le roi de Laos n'avait pas dépassé en effet la capitale où résidait ce souverain. Le fleuve seul continuait de nous intéresser par ses caprices. L'aspect varié de son lit, la couleur de ses eaux ici impétueuses, troublées et couronnées d'écume, là tranquilles et presque transparentes, les sinuosités qu'il décrit pour tourner les obstacles, l'effort qu'il fait pour les renverser, tout était dans ce spectacle imprévu ou grandiose. A la hauteur du 18[e] degré, le Mékong forme un coude qui n'était avant notre exploration indiqué sur aucune carte, et ne remonte au nord qu'après être resté durant près de 200 milles incliné vers le couchant. Le village de Paclaï, qui marque la fin de ce coude, est le point le plus rapproché de Bangkok où nous ayons séjourné depuis notre départ de Craché. C'est là que les caravanes venant du haut du fleuve atterrissent pour se rendre dans la capitale du royaume de Siam; c'est là également que les négocians s'embarquent pour se rendre à Luang-Praban ou dans les provinces supérieures. Cette pauvre bourgade prendrait un développement rapide, si le commerce avait quelque activité; mais il n'existe encore qu'à l'état embryonnaire. Chacun se suffit à soi-même, et Paclaï voit passer dans une année plus de fonctionnaires allant à Bangkok, ou en revenant, que de balles de soie ou de coton. M. Mouhot, notre savant compatriote, était venu à Paclaï reconnaître le fleuve avant de continuer un voyage auquel la mort ne tarda point à mettre un terme. Le portrait de ce naturaliste infortuné que nous montrons au chef du village rappelle à celui-ci une cuisante souffrance occasionnée par du vinaigre de toilette donné par le voyageur comme un excellent remède, et dont le trop crédule client s'était frotté les yeux.

Des forêts magnifiques enserrent de fort près le village de Paclaï, des ruisseaux d'eau vive courent sous les grands arbres; les oiseaux, ne se contentent plus, comme dans le Cambodge et dans le Laos inférieur, d'étaler leurs couleurs brillantes; ils deviennent artistes et commencent à chanter. Ils semblent s'associer par leurs concerts aux réjouissances que ramènent chaque année en cette saison les fêtes du printemps. Lorsque vient l'époque de les célébrer, les jeunes filles imprègnent leurs cheveux de plus de graisse de porc et de plus d'huile de ricin; elles se promènent en habits de fête, ayant dans les mains des fleurs aux senteurs violentes, et sur la poitrine une écharpe rouge moins destinée à voiler les seins qu'à faire ressortir la teinte jaune du safran dont elles s'enduisent la peau. Il fallait des manifestations de ce genre pour nous faire souvenir que

nous étions au printemps. C'est qu'en effet, dans ces régions trop aimées du soleil, le renouveau se fait brusquement; on ne s'aperçoit pas de ce long travail de germination qui dans nos climats tempérés fait monter par degrés la séve dans la nature et donne tant de charme au printemps. C'est une sorte de coup de théâtre dont l'homme jouit par les yeux, mais auquel le reste de son être ne participe pas. La terre ailleurs semble avoir conscience de sa transformation : elle secoue son linceul de frimas et fait un effort visible pour sortir du tombeau; ici au contraire elle paraît obéir passivement à des influences secrètes. Ce n'est plus Lazare ressuscité, sortant de l'ombre pour renaître à la lumière et sentant circuler la vie avec un redoublement d'intensité; c'est une odalisque qui se réveille, se tourne mollement vers son miroir et pose des fleurs dans ses cheveux.

En face de Paclaï, le fleuve est paisible et peu large; il est endigué entre deux berges de pierre droites comme celles d'un canal. On pourrait le croire creusé de main d'homme, n'était sa profondeur. Voilà du moins l'impression reçue par le voyageur qui l'observe en avril, au dernier mois de la sécheresse, car l'aspect change totalement avec les saisons. Le lit occupé par le fleuve durant les grandes eaux est bordé de sable blanc et affleure les arbres de la forêt; le lit des eaux basses, à 15 ou 19 mètres au-dessous, sillonne un fond rocheux souvent semé de pierres colossales. A peu de distance du village, nous voyons encore les débris d'un vaste établissement de pêcheurs; on dirait les ruines d'une grande ville en bambous. Sans compter les autres élémens de richesse qu'il répand sur ses rives, le fleuve renferme dans ses eaux limoneuses de nombreuses espèces de poissons qui entrent pour une forte part dans l'alimentation ordinaire des Laotiens. Ceux-ci, indolens et rebelles au travail, préfèrent la pêche à la culture; le soir venu, ils abandonnent avec joie leurs rizières pour visiter les engins posés le matin aux bons endroits, ou bien ils jettent des lignes flottantes que le courant emporte en même temps que leurs nacelles. Nous avons acheté pour un tikal, pièce de monnaie siamoise qui vaut un peu plus de 3 francs, un poisson long de 1^{m},50 et gros comme un porc engraissé; sa chair avait la couleur et la consistance de celle du bœuf. La prise d'un de ces monstres est une bonne fortune pour une famille. On découpe la bête en lanières, on la fume, et voilà de la nourriture pour longtemps.

Nous quittâmes Paclaï le 19 avril pour nous diriger vers la capitale du royaume de Luang-Praban, dont cette bourgade fait déjà partie. Les collines s'élèvent, se rapprochent, et encaissent le fleuve, dont une bordure de rochers gris et dentelés les sépare. Elles sont couvertes d'une végétation admirable. Les troncs blancs de certains

arbres immenses se détachent sur la verdure comme des colonnes de marbre. Un coude brusque du Mékong le ferme devant nous comme un lac, et dans le fond du tableau se dresse une haute montagne abrupte dont on entrevoit les formes irrégulières derrière un rideau de vapeurs azurées et comme agitées par un frisson. Ce qui jette sur les scènes de cette nature un charme pénétrant, c'est l'intensité de la lumière. De ces régions caractérisées surtout par je ne sais quelle grandeur monotone, le souvenir n'emporte que quelques paysages inondés de clartés, un coin de forêt, une cime de montagnes. Lorsqu'on est replongé plus tard dans les brumes des régions septentrionales, il suffit de fermer les yeux pour retrouver les éblouissemens et les perspectives lumineuses, tant le soleil des tropiques nous imprègne de ses rayons. Tout ce monde extérieur si peu varié, si calme, si plein de transparence et de grandeur, influait sur moi à mon insu. J'abusais de ces jouissances faciles qui émoussent les facultés; la sensation tuait en moi la réflexion, je me sentais sur la pente qui mène les âmes d'élite à l'état contemplatif, et qui conduit les autres jusqu'aux limites de l'idiotisme. Je ne sais pas bien vers laquelle de ces deux issues m'auraient poussé ces dispositions fatales, si elles s'étaient prolongées : aussi suis-je très reconnaissant aujourd'hui aux Laotiens de ma pirogue, qui n'ont jamais tardé beaucoup à me rappeler à la réalité. Ils avaient l'habitude d'entasser devant moi leurs inévitables sacs, barrière trop odorante entre mon regard et le paysage. Ces sacs contiennent un langouti de rechange, un petit panier de riz, une boîte renfermant les élémens essentiels de la chique; je ne parle pas du poisson pourri et autres ingrédiens qui, joints au fumet de l'indigène lui-même, ébranleraient le cœur le plus solide. Mon attention d'ailleurs était aussi attirée par les difficultés de la navigation. Celle-ci devint de nouveau périlleuse à une courte distance de Paclaï. Des roches aiguës se dressèrent dans l'eau comme des aiguilles; nous les contournâmes à l'aide d'un moyen déjà fréquemment employé par nous, le hâlage avec un câble de rotin. Nous pénétrâmes dans une gorge, et des montagnes en second plan, doucement éclairées, se superposèrent aux collines dont elles reproduisaient les formes tourmentées; nous pouvions les prendre pour leur ombre agrandie. Au ciel tout à coup les teintes changèrent, les nuances s'accentuèrent, l'eau prit une étrange couleur de feuilles flétries; le vent s'engouffra dans le défilé, les tonnerres se répondirent, et la grêle vint nous assaillir avec furie. Les grêlons, gros comme des balles de fusil, crépitaient sur nos toits de feuilles, l'équipage laotien s'abrita comme il put, et nos Annamites, pour lesquels ce phénomène était tout nouveau, s'imaginèrent qu'on leur faisait pleuvoir des cailloux sur la tête. Les éléphans sauvages effrayés marchèrent à l'aventure dans les fo-

rêts du rivage en faisant éclater comme des pétards les bambous qu'ils broyaient sous leurs pieds. Le ciel, la terre et l'eau se remplirent de bruit, et la nature m'apparut plus belle dans ses brusques colères que dans sa morne tranquillité.

Nous choisîmes pour gîte ce jour-là un petit village blotti dans un pli de terrain entre deux montagnes. Une rivière à côté roule sur un lit de cailloux son eau limpide enflée par l'orage. Le village est de fondation récente; on le reconnaît à la jeunesse des arbres précieux que les Laotiens prennent toujours soin de planter avant même de bâtir leurs demeures. Les pauvres habitans ont été presque entièrement dépouillés par l'escorte du géographe hollandais que nous avons rencontré. Le mandarin siamois qui commandait cette escorte a pillé partout sur sa route, suivant l'odieux usage qui érige la spoliation en principe et transforme en brigands les fonctionnaires de la cour de Bangkok. Ceux-ci ne sont autorisés, il est vrai, à exiger gratuitement que certaines choses, certains services déterminés, et dans la mesure où ces choses et ces services sont nécessaires à leur voyage; mais ils se savent à l'abri du contrôle et protégés par une sorte d'article 75, cette précieuse disposition législative dont s'arrangerait si bien le mandarinisme oriental. Je me félicite que les termes de notre passeport, d'accord avec notre inclination personnelle, nous obligent à payer hommes, barques et provisions. Nous en serons peut-être moins considérés; mais il restera de nous un bon souvenir, et, viennent des circonstances favorables, ce souvenir pourra porter ses fruits.

Depuis quelque temps, nous rencontrions non plus de grands affluens, mais de nombreuses rivières et beaucoup de ruisseaux ou torrens qui tombaient des montagnes. Nous avions décidément quitté le pays des plaines, et nous ne voyagions plus qu'au milieu des escarpemens. Nos barques côtoyaient des rocs énormes. Des cadavres enveloppés de nattes en jonc nous apparurent un jour au détour d'un promontoire, reposant dans une anfractuosité où l'eau peut-être les avait échoués pour les reprendre, peut-être aussi déposés là par la main des vivans. Si beau que soit un pareil tombeau, il est triste, lorsqu'on se sent mourir, de ne pouvoir compter sur un peu de terre près de la case où l'on a vécu. Des trois élémens auxquels l'homme confie ses dépouilles, l'eau, toujours changeante et oublieuse par essence, paraît le moins digne de ce funèbre dépôt. La terre reverdit au-dessus d'un cadavre, le feu laisse des cendres à la vénération des familles. Bien qu'ils entourent l'agonie et les funérailles d'une foule de cérémonies bruyantes, les Laotiens ne comprennent pas la mort comme nous. Ce grand mystère les épouvante; mais ce qu'ils redoutent par-dessus tout,

c'est de voir le spectre revenir. Ce danger leur paraît moindre en anéantissant ou en exilant le corps.

Des masses de roches noires et luisantes, qu'on aurait pu croire recouvertes de vernis, encombraient de nouveau le fleuve au point de ne plus lui laisser qu'un étroit passage à travers lequel il s'élançait en se tordant; nous dûmes donc décharger encore une fois nos barques, auxquelles il n'aurait même pas été prudent de laisser leur légère toiture arrondie. Malgré ces précautions, l'une d'elles s'emplit tandis qu'on la hâlait, et nous n'apercevions plus que son patron, debout et impassible malgré le danger, sa pagaie à la main et paraissant marcher sur les flots. Quand les passes trop périlleuses furent ainsi franchies, la flottille reprit sa marche. Il fallait la force et l'adresse de nos bateliers pour ne pas être entraînés en doublant certaines pointes, sans point d'appui, ayant à lutter contre un courant terrible, avec une muraille lisse au-dessus de la tête et un abîme à leurs pieds. Comme ils se savaient responsables de notre vie, ils apportaient à leur besogne une ardeur commandée par le soin de leur propre sûreté. On ne noie pas impunément des mandarins de notre importance.

Depuis Non-Caï, les villages sont clair-semés; le pays se repeuple aux approches de Luang-Praban, ville célèbre dans tout le Laos, mais dont les proportions, en dépit des lois de la perspective, diminuent à nos yeux à mesure que nous avançons. Le Mékong se débarrasse enfin pour quelque temps des roches qui l'obstruaient jusque-là; les contours des montagnes perdent leur rigidité, les collines paraissent couvertes d'une végétation riche et plus variée, et le fleuve les contourne avec de molles inflexions. Libre d'obstacles, il s'épanouit dans un lit plus large pour dérouler devant la ville une vaste nappe d'eau tranquille.

Luang-Praban s'annonce par la pointe d'une pyramide dorée émergeant du milieu des arbres, comme nos villes d'Europe que le voyageur reconnaît de loin aux clochers de leurs églises. Des barques se pressent contre la rive, des filets par centaines sèchent au soleil, suspendus sur des pieux, des radeaux immenses se construisent, d'autres plus petits et en grand nombre flottent retenus par de longues amarres. Nous sentons tout d'abord dans cette ville basse, qui vit du fleuve, une certaine activité, et c'est là un spectacle si nouveau pour nous, que nous nous arrêtons pour en jouir; puis, afin d'informer les autorités de notre présence, nous frappons à coups redoublés sur notre gong de bronze, suivant l'usage des mandarins. Nous attendons longtemps, les curieux forment des groupes autour de nous; mais aucun personnage officiel ne se présente pour nous recevoir et nous diriger. M. de Lagrée se détermine

enfin à marcher au hasard dans la ville avec tout l'appareil militaire qu'il pouvait déployer. Une certaine agitation se manifeste alors dans la foule, et nous voyons accourir un fonctionnaire important par son abdomen, mais chétif par son emploi; il nous annonce, chose peu vraisemblable, que nous ne sommes pas attendus, et qu'on n'a rien préparé pour nous recevoir; il ajoute que, le roi ne se souciant nullement de nous voir occuper le caravansérail situé près de son palais, il faut, provisoirement au moins, nous contenter de la petite maison noire et sale qu'il nous indique. Si le ton de ce chambellan était poli, son langage était impératif. M. de Lagrée consentit à occuper un logement maussade et délabré; mais il exprima l'intention formelle de voir le roi le lendemain et de s'expliquer avec lui. Il fallut convenir du cérémonial. Sa majesté refusait de se lever pour nous recevoir à notre entrée dans la salle du trône; elle voulait nous contraindre à demeurer assis par terre en sa présence, à peine étions-nous dispensés de frapper le sol du front et de ramper à la manière des indigènes. M. de Lagrée ayant énergiquement repoussé ces prétentions, le plénipotentiaire du roi céda lui-même sur tous les points, et dans l'après-midi du 1er mai 1867 nous avons eu l'honneur d'être reçus par le souverain de Luang-Praban, qui daigna faire trois pas en avant et subir nos poignées de main. Son trône était un petit sofa de bois doré, incrusté de verre à la base. Le roi s'y accroupit en mâchant son bétel, tandis que nous prenions place sur des bancs. C'était un vieillard à la physionomie ridée, ayant de sa dignité une idée si haute qu'elle lui permettait à peine de desserrer les dents. Il ne répondait guère à nos questions, et se gardait bien de nous en adresser lui-même. Les seigneurs de la cour et les gardes du corps étaient agenouillés des deux côtés dans toute la longueur de la salle, tenant dans les deux mains des sabres ou des fusils avec l'air martial de sacristains qui portent les cierges un jour de procession. Le roi voulut bien examiner les présens que M. de Lagrée lui offrit, et nous nous retirâmes, non sans avoir de nouveau serré la main royale.

Il était facile de voir à la froideur de cette réception que nous avions affaire à un homme aux yeux duquel des lettres de Siam n'étaient pas une suffisante garantie; on eût dit qu'il tenait à bien marquer cette quasi-indépendance, et qu'il voulait nous connaître avant de nous témoigner ses sentimens. Il nous autorisa cependant à séjourner chez lui, et nous fit même inviter à désigner l'emplacement de notre logis, qu'il se proposait de faire construire à ses frais. Notre choix s'arrêta sur un terrain consacré par les ruines d'une pagode, ce qui donna lieu à d'innombrables recommandations. Il fallut s'engager à ne rien tuer dans l'enceinte de notre campement, à ne pas souiller le sol des traces de notre humanité, à

vivre en un mot comme de purs esprits, promesses plus faciles à faire qu'à tenir. Nos cases en bambous furent bientôt prêtes; au-dessus d'elles, un splendide banyan, l'arbre religieux par excellence, étendait ses grands bras.

Voici enfin une agglomération sérieuse de maisons et d'habitans qui mérite le nom de ville. Nous n'avons rien vu de semblable depuis Pnom-Penh. Sans aller, comme M. Pallegoix, jusqu'à donner 80,000 âmes à Luang-Praban, je serais porté à trouver le chiffre de 7,000 ou 8,000 que lui accorde M. Mouhot un peu inférieur à la vérité. Du sommet d'un monticule qui sert de piédestal à une pyramide élégante, on voit s'étendre au-dessous de soi une plaine couverte de toits de chaume ombragés par une forêt de cocotiers. De cet observatoire, où l'œil embrasse à la fois tout le panorama de la ville, on entend cette rumeur confuse qui s'élève de tous les centres de l'activité humaine, et qui ressemble, selon l'intensité du foyer qui le produit, soit au bruit sourd des flots mourant sur la grève, soit à la forte clameur des vagues poussées contre le roc par la tempête. Pour l'oreille du voyageur lassé des vastes solitudes, ce murmure confus dans lequel viennent se perdre toutes les paroles articulées est une délicieuse harmonie. La ville de Luang-Praban, traversée dans toute sa longueur par une grande artère parallèle au fleuve, s'étend sur les deux versans d'une colline baignée d'un côté par le Mékong, de l'autre par le Nam-Kan. Cette petite rivière se jette dans le grand fleuve par une brusque inflexion à l'extrémité nord-ouest de la ville. Le versant du Nam-Kan n'est pas moins peuplé que celui du Mékong. Une foule de ruelles nauséabondes aboutissent à la rue principale; beaucoup suivent une pente très raide ou forment escaliers; elles sont pavées de briques ou même de blocs de marbre brut que le pied des passans a polis par places. Le macadam ne semble pas absolument inconnu. Il est étrange que les Laotiens ne sachent pas tirer parti des inépuisables carrières de marbre qu'ils ont sous la main, et qu'ayant voulu, par exemple, orner le parvis d'une pagode, ils aient eu l'idée de le faire venir de Bangkok, où il avait été d'ailleurs apporté de Chine, s'il faut en croire le récit du mandarin qui se flattait, en nous contant ce détail, de provoquer notre admiration.

Luang-Praban forme donc une sorte de rectangle qui a sur trois côtés un cours d'eau pour limite. Le quatrième côté est fermé par un mur percé de cinq portes qui va du Nam-Kan au Mékong. Au point où cette muraille, à peine visible sous les broussailles qui l'envahissent, vient joindre le grand fleuve, sur la berge même, un petit sanctuaire au toit arrondi et blanchi attire les regards; il abrite la trace du pied du Bouddah empreinte sur un rocher. Nous avons vu à Angkor, sur le mont Bakheng et à diverses reprises au Laos des excavations figurant à peu près un pied et dans les-

quelles les fidèles ont cru reconnaître des vestiges laissés sur le roc par le grand réformateur du culte de l'Inde, fondateur vénéré de leur religion. Les Siamois ont découvert des phénomènes du même genre, et le mont Phrâbat est pour les habitans de Bangkok un lieu de pèlerinage. On comprend sans peine qu'un apôtre se disant inspiré de Dieu et prêchant une religion positive cherche à assurer le succès de sa parole par des miracles : le pouvoir d'en opérer serait assurément la meilleure des procurations donnée par Dieu lui-même au mandataire qu'il aurait choisi ; si le Bouddha cependant n'est apparu sur la terre que pour montrer aux hommes le chemin du néant, on n'aperçoit guère d'où lui serait venue la faculté de provoquer un changement aux lois de la nature, comment il aurait pu, par exemple, creuser dans un rocher une dépression profonde rien qu'en y appuyant son talon. Je sais bien qu'il ne faut pas faire peser sur le Bouddha lui-même la responsabilité de ces naïves croyances; mais ces croyances existent, elles sont générales, et, contradiction bizarre, la foi des peuples se serait égarée au point de reconnaître un dieu dans celui qui serait le philosophe athée par excellence! J'ai trop le respect des esprits graves et des écrivains distingués qui ont exposé à ce point de vue dans ces dernières années la théorie du bouddhisme, pour venir contester leurs conclusions. J'accorde donc que le flambeau de l'analyse porté d'une main ferme dans les dernières obscurités de la doctrine bouddhique fasse découvrir un trône élevé au néant au fond de cet abîme; mais je ne pense pas qu'il existe un seul bouddhiste au Laos qui, se rendant un compte exact de ses croyances, en envisage ainsi les conséquences extrêmes. Dans tous les cas, et en supposant que le Bouddha ait réellement considéré la vie comme le mal suprême, cette idée ne pouvait germer que dans le cœur d'un homme profondément ému du malheur de ses frères; ce dogme désolant avait besoin pour se développer d'un sol abreuvé de sang, et l'Indo-Chine était sous ce rapport une terre très bien préparée.

Quoi qu'il en soit, le pied légendaire de Charlemagne n'était qu'une miniature auprès du pied du dieu, dont les enjambées rappellent le chat célèbre de Perrault. Ainsi, de la berge où il a laissé la trace d'un de ses pieds, le céleste voyageur, venant visiter Luang-Praban, a posé l'autre au sommet d'un petit monticule, orné aujourd'hui en mémoire de ce fait d'un joli pavillon soutenu par dix colonnes. Le toit couvert de tuiles colorées est bordé de clochettes que le vent fait tinter; à côté, dans une grotte, le vestige vénéré est couvert de feuilles d'or. De ce lieu fort pittoresque, auquel on arrive par un escalier très raide, la vue est magnifique. D'un côté s'étendent le grand fleuve et les montagnes qui le bordent; une percée dans la masse du premier plan permet à l'œil de se perdre sur des ondula-

tions lointaines et baignées de vapeurs; plus près, on distingue les toits de chaume des maisons et les couvertures de tuiles des pagodes, les arbres qui balancent leur panache, quelques sommets de pyramides; de l'autre côté, le regard plonge sur la vallée du Nam-Kan, qui coule au pied de l'escarpement et sépare de la ville un grand faubourg, planté comme celle-ci de cocotiers et de palmiers. C'est sur les bords du Nam-Kan, non loin du village de Ban-Napao, que le roi de Luang-Praban fit enterrer le corps de M. Mouhot, venu là six ans avant nous et emporté par la fièvre. Ce voyageur s'était fait aimer des indigènes, qui ont conservé le respect de sa mémoire; le roi a voulu lui rendre un dernier hommage en fournissant lui-même les matériaux du monument modeste élevé par nos soins sur la tombe de notre courageux compatriote. L'amiral de La Grandière avait expressément chargé M. de Lagrée de remplir ce triste devoir. Il avait compris que la France, appelée à reprendre en Indo-Chine le rôle qu'elle a perdu dans l'Inde, devait un témoignage de reconnaissance et de regrets à l'explorateur hardi auquel elle ne sut accorder à propos ni ses encouragemens ni son concours. Parti de Londres sur un navire de commerce en avril 1858 avec quelques faibles secours fournis par une société savante anglaise, Henri Mouhot avait résolu, après un assez long séjour à Bangkok, d'explorer le bassin du Ménam et une partie de celui du Mékong. Parvenu à Luang-Praban, il conçut le projet de tenter, en remontant ce dernier fleuve, l'œuvre dont un prochain avenir réservait l'accomplissement à d'autres Français, qui ont été plus heureux que lui, parce qu'ils ont pu se soutenir et s'encourager mutuellement. Une pareille entreprise dépassait les forces d'un seul homme. M. Mouhot succomba sans nul secours au milieu d'une vaste forêt, laissant dans la case où s'abrita son agonie solitaire un journal tenu presque sans interruption jusqu'au jour de sa mort, et dont la dernière page, tracée d'une main déjà glacée, contient l'émouvante expression de ses tristesses, tempérées par une confiance religieuse.

Les pagodes sont nombreuses à Luang-Praban, et l'on peut remarquer une certaine variété dans l'architecture. Chacune a sa bonzerie, aussi l'habit jaune fourmille-t-il dans les rues. Elles sont bien entretenues, parfois même richement décorées, et non sans goût. Dans l'une d'elles, j'ai admiré un autel incrusté de verre bleu imitant l'émail; sur ce champ d'azur, frappé discrètement par la lumière adoucie du soir, s'étalait un rosier en relief à la végétation luxuriante et portant des fleurs dorées. Dans une autre pagode soutenue par de magnifiques colonnes de bois, et dont la forme rappelle un peu celle d'un cercueil, on a placé près de la statue principale deux dents d'éléphant qui sont les plus belles qu'on puisse imaginer. La corde de l'arc formé par ces monstrueuses défenses

mesure 1 mètre 76 centimètres. En général, l'or et le vermillon sont prodigués sur les plafonds et les colonnes, et l'autel est tellement chargé de statuettes et d'ornemens, qu'on pourrait le prendre pour un étalage de revendeur.

Les offices m'ont paru régulièrement suivis, et j'ai souvent assisté à ceux du soir dans la pagode la plus voisine de notre campement. Les fidèles, à genoux devant une grande statue du Bouddha, écoutaient dans l'attitude du recueillement les prières lues par un bonze, y répondant eux-mêmes à de longs intervalles. Des cierges allumés éclairaient le temple, des bâtons odoriférans brûlaient aux pieds du dieu, et une charmante dentelle de fleurs tissée chaque jour par les enfans et les femmes, nappe élégante et parfumée, était suspendue devant l'autel. La cérémonie se terminait ordinairement par quelques notes de musique : les femmes frappaient sur un petit timbre de bronze, puis sortaient dans le préau et déposaient sur certaines pierres vénérées des fleurs, qu'elles arrosaient ensuite en murmurant des prières. Souvent aux fleurs elles mêlaient des grains de riz, et j'ai pu observer que les coqs du voisinage, habités peut-être par l'âme de quelques bonzes décédés en état de péché, avaient gardé de leur existence antérieure un souvenir très exact de l'heure de l'offrande. Outre les offices quotidiens, les Laotiens ont aussi des fêtes périodiques; nous avions déjà assisté à quelques-unes d'entre elles. Celles qui accompagnent le retour du printemps, et que nous avions vu commencer à Paclaï, se célébraient à Luang-Praban avec la solennité bruyante que comportent l'étendue de cette ville et le chiffre de la population. Naturellement, c'est la jeunesse qui y prend part. Le jour, pendant l'accablante chaleur, tout est morne, les Laotiens eux-mêmes souffrent de leur soleil; mais à peine ce redoutable ennemi des plaisirs a-t-il disparu derrière les montagnes de la rive droite du Mékong, que l'air se remplit de bruit, d'éclats de rire, de chants bizarres auxquels les chiens mêlent leurs aboiemens. J'ai eu la curiosité de m'associer de loin à ces réjouissances nocturnes. La lumière blanche de la lune jetait sur les portiques des pagodes, sur les pyramides, sur les toits de chaume, des teintes argentées; les cocotiers, les palmiers et les feuilles légères des buissons de bambous se découpaient sur un ciel pur, et, bien qu'aucune brise sensible ne vînt agiter l'atmosphère, tout cela tremblait devant moi comme un rêve, sans qu'il me fût possible de saisir les contours mouvans de ce tableau magique. Les nuits sont belles en Orient, et l'Orient n'est beau que la nuit; hommes et choses gagnent à n'être observés que par une lumière indécise; les paysages alors perdent leur monotonie, et les civilisations leur laideur.

Sous la voûte obscure formée dans le lointain par de grands arbres, une voix grêle, mais très perçante, lança tout à coup dans l'air

quelques notes indéfinissables auxquelles répondit sur un ton plus grave tout un chœur de femmes marchant très vite, et qui bientôt m'eut rejoint. Ma curiosité était vivement piquée; j'étais étonné comme un ancien barbare qui aurait rencontré dans les rues d'Éleusis une procession de matrones se dirigeant au pas gymnastique vers le temple de Cérès. Je résolus de m'initier aux *mystères*. Le solo recommença, et fut suivi de cris aigres et discordans. On eût dit une vingtaine de femmes en colère trépignant, hurlant à l'envi de toute la force de leurs poumons, sans s'inquiéter de la mesure, s'arrangeant seulement pour finir ensemble. En fait de musique vocale, ce fut là tout le concert; des jeunes filles en faisaient les frais. Elles escortaient une grande pyramide de fleurs, qui fut déposée sous un hangar dans le préau de la pagode par les hommes qui la portaient. Un vieux bonze, le visage caché par un écran de plumes, prononça quelques prières, puis la foule s'écoula. Jeunes filles et jeunes gens, après ce religieux devoir accompli, se mêlèrent; je me retirai par discrétion, car il était facile de voir que la présence d'un étranger nuisait à l'expansion. Le prêtre bouddhiste allait être remplacé par le ministre éternel du seul culte universellement pratiqué dans le monde, et je regagnai notre chaumière, non sans tristesse: c'était la première année qui n'avait pas de printemps pour moi. Je rencontrai d'autres bandes; les unes se rendaient aux pagodes avec la même solennité, les autres paraissaient s'inquiéter assez peu du caractère sacré de la fête; des jeunes gens pris de vin chantaient un *boléro* laotien ou soufflaient en titubant dans des roseaux assemblés; plus loin, deux violons à deux cordes, une guitare, une flûte et des cymbales maniées comme des castagnettes exécutaient un petit air très simple, très original et fort gai. Les dandies qui donnaient ce concert au clair de lune avaient là quelque amoureux rendez-vous. C'est ainsi qu'en France ceux-là mêmes qui ne vont pas à la messe de minuit se gardent bien de manquer le réveillon. Tous ces jeunes Laotiens, vêtus d'un léger manteau jeté sur les épaules, d'un ample langouti qui ressemblait à de larges chausses, avaient la démarche assurée et l'air crâne de nos grands seigneurs d'autrefois en quête de bonnes fortunes.

Une maison de jeu s'est construite auprès de notre case; des hommes et des femmes s'y abandonnent bruyamment à leur passion; une natte remplace le tapis vert, et les louis sont des tikaux. Les joueurs, qui se sont préparés par des libations d'eau-de-vie de riz aux émotions du tripot, ont l'œil ardent et la figure contractée; les femmes surtout sont hideuses, beaucoup qui ne sont plus jeunes sont atteintes de goîtres énormes, et, ces montrueuses tumeurs se confondant avec leurs seins pendans, on ne sait pas bien si elles ont trois mamelles ou trois goîtres. L'usage de l'opium paraît plus

répandu à Luang-Praban que dans les localités du Laos inférieur. Les Chinois n'y viennent plus, mais ils y ont envoyé longtemps de nombreuses caravanes. Celles-ci, comme un flot chargé de limon et qui laisserait en se retirant des souillures sur le rivage, ont inoculé à la population une partie de leurs vices. Ces négocians infatigables, qui autrefois descendaient chaque année du Yûnân au nombre de deux ou trois cents, ont renoncé à un voyage devenu trop périlleux depuis la révolte des musulmans contre l'empereur de la Chine. Ils sont remplacés par des colporteurs birmans qui approvisionnent la place de tissus de coton et de laine et du petit nombre d'autres articles européens recherchés des indigènes. Ces Birmans se font reconnaître par leur physionomie plus ouverte et plus intelligente que celle des Laotiens et par un turban légèrement incliné sur l'oreille. Ils ont les cuisses, le ventre et souvent la poitrine couverts d'un tatouage généralement bleuâtre, parfois rouge, arabesques bizarres qui effacent absolument la couleur de la peau et font à peu près l'effet d'un maillot. A la hauteur de Luang-Praban, les Laotiens ont adopté le même usage, d'où est venue probablement l'appellation de *Laos ventres noirs*, qui leur est donnée par les anciens géographes. Pour bien juger de la variété des costumes et des types, c'est au marché qu'il faut se rendre. Au seul aspect de cette population mélangée, le moins exercé des anthropologistes pressentirait déjà l'inextricable confusion de races et de langues qu'il va rencontrer à une faible distance de Luang-Praban. De nombreux sauvages soumis au roi arrivent tous les matins à la ville pour acheter ou pour vendre. Ils habitent dans les montagnes; leur habillement est des plus simples, si simple même pour quelques-uns qu'on n'imagine rien au-delà. Leurs cheveux, aplatis sur la tête et coupés horizontalement au niveau du front, poussent librement par derrière, et sont quelquefois relevés et noués en chignon; d'autres, plus élégans, portent une veste bleue relevée de passe-poils blancs. Tous ont le lobe de l'oreille perforé d'un trou qui mesure parfois 1 centimètre de diamètre, et dans lequel ils passent un ornement cylindrique en bois ou en métal, remplacé chez les femmes par un gros poinçon en argent à tête dorée.

Le costume de ces dernières se compose d'une veste et d'un jupon de cotonnade bleue bordée de blanc; elles ont sur la tête une étoffe de la même couleur qui s'enroule et se mêle à leurs cheveux noirs. Leurs petites figures effarouchées contrastent agréablement avec le masque hommasse des plantureuses Laotiennes, qui étalent sans vergogne une gorge déformée. Les femmes sauvages ont plus de pudeur ou plus de coquetterie. Ce n'est qu'à travers l'étoffe de leurs vestes collantes que l'œil peut suivre sur leur poitrine les contours souvent gracieux d'ondulations dissimulées. Les Laotiens, très fiers

de leur demi-civilisation, regardent les sauvages comme des êtres inférieurs et jusqu'à un certain point méprisables. On ne rencontre pas un groupe de trois misérables cases laotiennes qui n'ait un nom connu aux environs; au contraire le plus important village fondé et peuplé par ceux que l'on peut considérer comme les possesseurs primitifs du sol est désigné par l'appellation générale et dédaigneuse de *Ban-Kas*, bourgade de sauvages. L'étranger n'accepte pas ce jugement rendu par un orgueil fort déplacé. Les sauvages sont de rudes travailleurs, et c'est dans les contrées qu'ils occupent que j'ai vu les plus belles rizières, les plus beaux troupeaux de bœufs. Ils sont timides, effarouchés d'abord; on les apprivoise aisément. Combien de fois ne m'est-il pas arrivé dans mes promenades de demander à ces enfans des forêts un abri contre le soleil, de l'eau pour étancher ma soif, une natte pour y oublier ma fatigue! Ils n'entendaient pas mon langage, mais devinaient bien vite avec leur instinct hospitalier les besoins qui m'amenaient chez eux, et se hâtaient de les satisfaire. J'ai fait de véritables festins dans ces cases, où s'étalait tout le luxe que peut fournir le bambou travaillé de cent façons; je ne me rappelle pas sans reconnaissance certaine collation composée de riz gluant, de pattes d'iguane fumées et de piment que m'offrit un jour un sauvage de soixante ans environ que je rencontrai dans les bois, et auquel ma longue barbe causait plus d'étonnement que de terreur. Ce beau vieillard parlait une langue rauque et sonore où les *r* abondaient, tout au contraire du laotien, où cette lettre semble peu employée. Il prit autant de plaisir à me montrer sa cabane, ses champs de maïs et ses rizières qu'aurait pu le faire un propriétaire civilisé. Les plaines étant devenues rares, il a fallu cultiver le riz sur les montagnes, et par la force des choses l'organisation des rizières de forêts a été perfectionnée. Les agriculteurs des environs de Luang-Praban mettent à profit pour irriguer leurs terres les sources nombreuses qui s'échappent des rochers, et, chose inouie dans tout le Laos inférieur, ils vont même au besoin jusqu'à creuser des canaux de dérivation. Les cultures sur les pentes des montagnes se font avec la liberté que laisse à une population relativement peu nombreuse une immense étendue de terres inoccupées. On brûle les arbres, on coupe plus ou moins les souches carbonisées sans arracher les racines, et on pique le riz sur des croupes rondes, sur des pentes abruptes, sans faire le plus léger travail de nivellement. Il en résulte qu'au bout de peu de temps les arbres repoussent et envahissent la rizière. En défonçant le terrain, on éviterait cet inconvénient; mais alors les pluies diluviennes entraîneraient dans les vallées, balayées par les torrens, tout l'humus que ne maintiendraient plus les racines. Au mois de mai, durant notre séjour à Luang-Praban, les cultures n'étaient encore que préparées; elles apparaissaient de loin en loin

comme des plaies sur le dos des montagnes, ou comme des taches sur le vert manteau qui les recouvre. Les obstacles opposés par la nature au travail de l'homme ont toujours pour résultat de développer chez celui-ci l'énergie et l'activité. Quand le laboureur a dû, pour féconder la terre, l'arroser de ses sueurs, il n'a pas seulement assuré sa subsistance, il a en outre acquis sans s'en douter et comme par surcroît des qualités viriles qui l'empêcheront de demeurer longtemps esclave. L'agriculture exige plus de labeur dans les montagnes du royaume de Luang-Praban que dans les fertiles plaines du Laos inférieur: aussi la population, sans atteindre encore à la rudesse insolente que nous allons rencontrer bientôt chez les tributaires de la Birmanie, n'a-t-elle plus déjà la physionomie placide et les allures indolentes des habitants d'Ubône ou de Bassac.

Dans la capitale, il règne tous les matins, sur la place du marché, une remarquable animation. J'aimais à me promener au milieu de la foule compacte, à contempler les singuliers comestibles empilés sur les étals, surtout à observer les marchands et les acheteurs. Des deux côtés de la rue, abrités dans des maisonnettes, accroupis sur des nattes ou sur de larges feuilles de bananiers, vendeurs et vendeuses attendent le client sans l'importuner, comme il arrive en Europe dans les marchés de province, par des invitations fatigantes. Les ménagères circulent paisiblement, point de cris, point de disputes; tout se passe gravement, presque en silence. On trouve là en abondance tout ce qui est nécessaire à la vie, à la vie laotienne, bien entendu. Je n'ai pas à faire ici la nomenclature des denrées diverses qui tentent la curiosité des passans ou sollicitent leur appétit; j'omets à dessein les ragoûts tout préparés, les boissons savoureuses qui se consomment sur place, car il se dégage de tout cela une odeur telle que je ne saurais m'y arrêter. Les Birmans offrent au public des étoffes anglaises, cotonnades, indiennes, des tissus de laine, des boutons, des aiguilles; les habitans du royaume de Xieng-Maï apportent des boîtes en laque, des gargoulettes, des parasols; enfin les producteurs indigènes vendent du poisson, de la viande de buffle et de porc, — souvent morts de maladie, — du riz, du sel, de l'ortie de Chine, de la soie, du coton. Il existe en outre de véritables bureaux de tabac où l'on trouve des cigarettes et des pipes de différens modèles. Tout le monde fume, hommes, femmes et enfans. Ceux-ci sont encore à la mamelle qu'ils aspirent déjà par le tuyau d'une pipe des bouffées de fumée, se mêlant en quelque sorte dans leur bouche avec le lait maternel. Cependant il ne faut pas se tromper à ces apparences de vie commerciale, et le voyageur avide de les apercevoir doit se défier de ses premières impressions. Il ne se fait guère à Luang-Praban autre chose qu'un

commerce de détail; encore ce commerce a-t-il beaucoup souffert de la révolte du Yûnân, qui a rendu impossibles les relations avec l'Empire-Céleste.

On se souvient peut-être qu'à Stung-Treng, notre première station au Laos, nous recevions des indigènes, en échange du tikal siamois, un certain nombre de petites barres de fer, qui variaient ordinairement entre 7 et 10 pour un tikal. A partir de Bassac, la barre de fer s'est changée en une barre de cuivre plus légère et plus commode; à Phon-Pissaï, la monnaie de billon a complétement disparu. Nous ne la retrouvons qu'à Luang-Praban sous la forme de petites coquilles blanches enfilées l'une à l'autre comme les sapèques de Cochinchine. Vingt-cinq de ces chapelets valent un tikal. Cette dernière pièce d'argent, qui régnait seule, avec ses subdivisions, dans tout le Laos inférieur, trouve sur le marché de Luang-Praban une redoutable rivale dans la roupie anglaise, à laquelle on accorde une valeur fictive égale à celle du tikal, bien qu'il y ait intrinsèquement en faveur de celui-ci une différence de 0,93 c. environ. Cette anomalie provient sans doute des relations fréquentes et directes entretenues par les négocians birmans avec ce pays; elle cesserait probablement dès la première tentative de spéculation sur le change. Quant aux piastres mexicaines, dont nous avions emporté une certaine quantité, elles sont d'un placement très difficile. Les changeurs du marché, — car il y a là de véritables *exchange-offices*, — s'obstinent à les refuser, et il faut trouver, pour s'en défaire, un homme de bonne volonté qui les recherche à titre de curiosité. Plusieurs gros personnages en ont pris pour les suspendre au cou de leurs enfans; ceux-ci se trouvaient alors vêtus de cette pièce de monnaie et d'une sorte de cœur en argent maintenu par une ficelle nouée autour des reins, et rendant à la pudeur le même service que lui rendent en Europe les feuilles de vigne. Un percepteur passe vers la fin du marché et prélève quelques coquilles sur chaque étalage. C'est le bénéfice du roi, car au Laos il n'existe pas de distinction entre le roi, l'état, la ville, le domaine public et le domaine privé. Cependant, si étendu que soit le pouvoir du souverain, les usages établis lui imposent des bornes, et la puissance du prince rencontre une sorte de contrôle dans l'assemblée des principaux fonctionnaires formant le conseil royal, assemblée connue sous le nom indigène de *séna*. Ces fonctionnaires, étant à la nomination du roi et fort satisfaits d'être *arrivés*, ne peuvent exercer qu'un contrôle illusoire; mais, après avoir traversé une contrée que le soleil ferait si riche et que le despotisme a rendue si pauvre, on s'attache à ces ombres d'institutions protectrices, on fait des vœux ardens pour que ces fantômes prennent un corps et tirent enfin ce

pays de l'ornière où il périra. Le second roi, qui, à Luang-Praban comme à Bangkok, siége au-dessous du premier, n'a qu'un titre sans puissance effective. C'est lui qui est parti pour assister aux funérailles du second roi de Siam. Le véritable souverain n'a pas daigné se déranger pour cette cérémonie, dont tous les gouverneurs de provinces siamoises ont reçu l'ordre de venir rehausser l'éclat; il se contente d'envoyer son tribut annuel, et ne souffre en aucune façon l'ingérence des agens de Bangkok dans les affaires de son royaume. Ses prédécesseurs avaient coutume de faire parvenir également des présens au *Fils du Ciel;* il a profité de la révolte du Yûnân pour supprimer cet usage, qui n'avait plus d'autre caractère que celui d'un hommage volontaire, mais dont l'origine était évidemment un tribut. Les ambassadeurs qui se rendaient de Luang-Praban à Pékin ne mettaient pas moins de trois ans à faire le voyage complet.

Il est permis de croire que cette vassalité du roi vis-à-vis de Bangkok se changerait bientôt en indépendance absolue, si son propre intérêt ne lui commandait de ménager un suzerain qui peut devenir à l'occasion un allié puissant. Les limites du royaume de Luang-Praban sont au sud le district de Sien-Kan, à l'ouest l'importante province siamoise de Muong-Nan, de l'ouest au nord-est un certain nombre de principautés tributaires de la Birmanie ou de la Chine, ou des deux à la fois, au nord-est le Yûnân, et du nord-est au sud-est le Tonkin. Du côté du Tonkin, les frontières ont donné lieu souvent à des contestations entre l'empereur d'Annam et le roi de Luang-Praban. Nous avons pu voir encore, établis dans la capitale de celui-ci, quelques soldats siamois, restes de la petite armée venue, il y a peu d'années, pour l'aider à s'emparer des contrées limitrophes du Tonkin, contrées réclamées aussi par les Annamites. De ces ambitions rivales, entretenues par un voisinage immédiat, résulte entre les Laotiens et les Tonkinois un état permanent d'hostilités. La route commerciale qui jadis unissait les deux peuples, absolument désertée aujourd'hui par les marchands, n'est plus parcourue que par les soldats. Des deux côtés, on se massacre avec un égal acharnement; une barrière de têtes coupées s'élève chaque jour plus haute entre ces malheureuses populations, condamnées au fléau de la guerre éternelle. La victoire, qui est demeurée dans la dernière campagne au roi de Luang-Praban, peut changer de drapeau; les deux partis peuvent connaître alternativement les joies barbares du triomphe et les horreurs de la défaite; la haine n'en deviendra que plus vive, et la réconciliation plus impossible. Il faut donc souhaiter qu'une influence nouvelle vienne porter remède à cette situation sans issue, imposer la paix aux princes et cicatriser les plaies des peuples. Si l'on me deman-

dait d'où pourrait venir cette influence salutaire, je rappellerais ce que j'ai dit ici même dans un précédent travail sur le Cambodge. Le rôle que, sous l'inspiration d'un gouverneur intelligent et prévoyant, la France remplit à l'extrémité de la vallée du Mékong n'est pas sans quelque analogie avec celui qui, vers le 20e degré de latitude nord, semble réservé dans cette même vallée aux successeurs de l'amiral de La Grandière. Dans le delta formé par le grand fleuve, nous nous sommes habilement interposés entre les Annamites et les Siamois, sous le couvert des Cambodgiens; ce sont les mêmes ennemis que nous trouvons en présence à la hauteur du Tonkin. Le royaume de Luang-Praban possède assurément une vitalité plus grande que celui du Cambodge; mais il n'en est pas moins excité et soutenu par les Siamois dans toutes ses entreprises contre l'empire d'Annam, ce vieil ennemi de la cour de Bangkok. Je sais bien que nous ne sommes pas établis au Tonkin comme nous le sommes en Basse-Cochinchine, je suis même fort loin d'être convaincu qu'il y ait pour nous un avantage réel à nous emparer immédiatement du gouvernement direct de ce pays; mais il faut que l'empereur Tu-Duc se résigne à y tolérer notre présence, à protéger les essais d'établissemens agricoles, industriels ou commerciaux, que pourraient y faire nos compatriotes. Quand la voix du gouverneur de la Cochinchine sera plus écoutée dans les conseils de Hué, elle ne tardera point à se faire entendre aussi à Luang-Praban. Si dans la zone occupée par les sauvages soumis à l'une des deux nations voisines il existe, ainsi que certains renseignemens tendraient à le faire supposer, quelques tribus indomptées, rebelles au vasselage et exaspérées par de hideux attentats, ces tribus, dont le malheur entretient la barbarie, ne seront jamais un obstacle insurmontable à la reprise des relations. Lorsqu'on cessera de traquer ces hommes comme des bêtes fauves et de les vendre sur les marchés, ils cesseront en même temps d'être cruels.

Le port de Bangkok peut être considéré aujourd'hui comme l'unique débouché du commerce de ces contrées. Ce commerce, nous l'avons vu, est encore dans l'enfance, il végète dans la lourde atmosphère politique qui l'enveloppe; mais il grandirait sous un régime nouveau qui lui assurerait la liberté et la sécurité, ces deux conditions partout essentielles au développement de la richesse publique. La ville de Luang-Praban est à peine séparée par 70 lieues des rivages du golfe du Tonkin, c'est donc de ce côté plutôt que vers la capitale du royaume de Siam, beaucoup plus éloignée d'eux, que les rudes travailleurs de ces montagnes semblent conviés par la nature à écouler leurs produits et à recevoir ceux que pourrait leur envoyer un jour l'Europe industrielle. Nous ne saurions tarder d'ail-

leurs à être éclairés plus complétement sur cette question et sur celles qui s'y rattachent. Peu de temps après le retour de l'expédition dirigée par M. de Lagrée, deux officiers énergiques et intelligens, MM. d'Arfeuille et Reynard, se sont donné la mission de remonter le Mékong jusqu'à Luang-Praban, et, une fois parvenus à cette hauteur, de gagner par terre la ville de Hué en coupant obliquement la péninsule indo-chinoise. Si ce périlleux voyage réussit, il ne peut manquer d'être, au point de vue spécial de notre colonie annamite, plus fécond en résultats précieux que l'exploration même dont j'ai été appelé à faire partie et qui poursuivait un but plus général. J'aurai bientôt d'ailleurs à traverser et à décrire la province chinoise du Yûnân, par laquelle le grand empire touche au Tonkin; je naviguerai sur le fleuve qui se jette à la mer près de la capitale de ce dernier royaume : je serai donc amené par le cours de ce récit à indiquer d'une manière plus complète le but que la France doit s'efforcer d'atteindre en cette contrée; mais avant d'arriver dans la belle plaine de Yuen-Kiang, où le Soukoï coule à pleins bords, que de montagnes nous avons encore à franchir, que de luttes à soutenir contre le mauvais vouloir des indigènes, que de misères à subir, que de souffrances à supporter!

La saison des pluies était commencée; à ce moment, qui marque pour les Laotiens eux-mêmes la cessation presque absolue des voyages, la fatalité nous imposait l'obligation de partir pour pénétrer dans une région que la rudesse de la nature et celle des hommes concourent à rendre particulièrement inhospitalière. Les révoltés du Cambodge, qui, peu de temps après notre départ, nous avaient poursuivis sans pouvoir nous atteindre, nous avaient à leur insu préparé des épreuves dont le spectacle aurait sans doute assouvi leur haine et satisfait leur vengeance. En empêchant le courrier parti de Saïgon pour nous rejoindre de parvenir jusqu'à nous par la voie directe du fleuve, ils avaient forcé M. de Lagrée à l'envoyer chercher et à l'attendre. Les beaux jours s'étaient écoulés dans des délais funestes, et nos devoirs comme nos ressources pécuniaires, très entamées déjà, nous défendaient de temporiser davantage.

La régularité de nos habitudes et la discipline des hommes de notre escorte nous avaient attiré l'estime du roi de Luang-Praban et concilié sa bienveillance. Il ne nous dissimulait pas cependant que, si notre présence lui était agréable, l'intention hautement manifestée par M. de Lagrée de continuer son voyage lui causait des inquiétudes mortelles. D'après les renseignemens qui lui parvenaient et dont il exagérait à dessein la gravité, des flots de sang coulaient sur ses frontières. Il se disait en guerre avec ses voisins, petits souverains indépendans qui se déchiraient entre eux. Comme

il arrive d'ordinaire aux époques de bouleversemens politiques, le brigandage se serait organisé sur une vaste échelle, et des bandes de sauvages, de Chinois, de Laotiens et de Birmans détroussaient impartialement les voyageurs de tous les partis assez téméraires pour traverser ces parages. En présence d'un pareil état de choses, le roi hésitait à nous fournir des moyens de transport, un peu pour ne pas engager sa responsabilité dans une affaire qu'il pensait devoir tourner très mal pour nous, beaucoup par crainte de voir ses chevaux, ses barques, ses hommes, surtout ses éléphans, tomber aux mains de ses ennemis. D'un autre côté, il résultait de bruits recueillis par notre interprète que l'empereur de la Chine avait prié le roi de Luang-Praban de ne pas laisser passer les Européens qui tenteraient de pénétrer en Chine par la vallée du Mékong. Cela nous paraissait assez conforme aux habitudes bien connues de la diplomatie chinoise. En effet, si nous réussissions à mettre le pied sur le territoire du Céleste-Empire, le gouvernement chinois devenait responsable de la conduite de ses fonctionnaires vis-à-vis de mandarins étrangers munis de passeports en bonne forme donnés par lui. Il eût donc été fort habile, sinon très loyal, d'obtenir d'un prince longtemps tributaire, et soumis encore au prestige séculaire du grand empire, qu'il consentît à nous arrêter dans ses états. Il était possible que le roi, jouant double jeu, dissimulât les véritables motifs de la résistance qu'il apportait à notre départ; mais il était possible également que ses frayeurs eussent un fondement très sérieux. Notre case, ouverte à tout venant, était le rendez-vous des curieux et des flâneurs; les mandarins et les bonzes affluaient chez notre chef, et tous s'accordaient à tracer des régions voisines un épouvantable tableau. Il fallait se montrer très résolu, tout en s'efforçant de démêler la vérité de l'erreur, de découvrir la réalité sous l'hyperbole, tâche ingrate dont le résultat laisse le plus souvent dans une cruelle perplexité. M. de Lagrée s'y dévoua avec une persévérance admirable. Ses journées étaient remplies tout entières par de minutieux interrogatoires où il déployait à la fois la patience d'un savant qui poursuit la solution d'un ardu problème et la sagacité d'un juge d'instruction. Jusqu'à Luang-Praban, ses laborieuses recherches avaient eu presque exclusivement pour objet d'augmenter la somme des renseignemens de toute nature propres à faciliter nos travaux; à partir de ce point, elles eurent directement pour but le succès même de notre entreprise. Il s'agissait désormais non-seulement d'obtenir des données précises sur la position géographique des lieux que nous ne pouvions pas visiter, ou d'arracher à la mémoire rebelle des vieillards et des bonzes quelques souvenirs enfouis, mais bien de savoir si nous pourrions pénétrer en Chine, ou

s'il fallait au contraire se préparer à rétrograder. Redoutant l'enthousiasme qui laisse en se dissipant les ressorts de l'âme amollis et distendus, M. de Lagrée était plus porté à nous communiquer ses craintes et ses doutes qu'à nous faire partager ses espérances. Il avait conservé d'ailleurs de ses habitudes militaires le goût du commandement, et prenait ses déterminations à la suite de méditations solitaires; si donc ses compagnons ont pu, dans certaines circonstances décisives, regretter son silence, ils n'en ont pas moins le devoir de reconnaître que c'est à lui seul que revient l'honneur du succès, parce que c'est sur lui seul qu'aurait pesé la responsabilité des revers.

Comme il était impossible de se fier aux renseignemens qu'il recueillait à Luang-Praban, M. de Lagrée résolut de se rapprocher du théâtre des événemens. Les difficultés qu'on nous annonçait nous déterminèrent à réduire nos bagages à la plus simple expression. Nous confiâmes des armes, des munitions et une certaine quantité d'effets d'habillement à la garde du roi de Luang-Praban. Cette mesure nous ménageait des ressources au cas où nous serions forcés de battre en retraite en abandonnant nos approvisionnemens, et d'alléger en même temps notre petite colonne, précieux avantage dans un pays où les moyens de transport allaient être si rares et si coûteux. Nous nous mîmes à distribuer à la foule tout ce qui ne nous paraissait pas absolument indispensable, et celle-ci, à peine informée de nos dispositions généreuses, envahit les abords de nos cases. Les plus grands personnages se disputaient les débris de notre garde-robe; les femmes devenaient entreprenantes, promettaient tout pour une chemise blanche, et il n'aurait tenu qu'à nous de jeter nos mouchoirs aux plus belles. On nous faisait les plus sinistres prédictions, nous pressant de revenir à la première tentative que ne manqueraient pas de faire les brigands pour nous couper le cou. Ces manifestations sympathiques étaient sincères; nous étions devenus populaires rien qu'en payant nos dettes au marché, en nous montrant recueillis dans les pagodes, en respectant les droits, les croyances et les préjugés. C'est là tout le secret pour apprivoiser les sauvages; les voyageurs européens ne sauraient trop s'en souvenir. Au contact de peuples enfans, ceux-ci peuvent ressentir de la tristesse et de la pitié; ils ne doivent jamais manifester de mépris. Il dépend d'eux d'ouvrir et d'aplanir la voie à leurs successeurs, comme aussi de centupler pour eux les obstacles : qu'ils repoussent donc les suggestions d'un orgueil que leur attitude ne vient pas toujours justifier.

L.-M. DE CARNÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 novembre 1869.

Il faut pourtant que ce grand pays de France, si prompt à s'enflammer, si facile à berner, sache bien où il en est et ce qu'on lui prépare. Rien au monde n'est mieux fait pour l'instruire que tout ce qui se passe à Paris depuis quelques semaines. C'est un spectacle rare, qui n'est point précisément tragique, quoiqu'il puisse le devenir, qui n'est pas tout à fait comique, quoiqu'il ne soit guère sérieux, qui ressemble à un rêve lamentable et grotesque, quelque chose comme une scène de Callot avec des enluminures modernes.

Nous avions devant nous une échéance fixe, le 29 novembre, jour où le corps législatif doit se réunir pour rentrer en pleine possession des droits qui lui ont été rendus. Que cette convocation des chambres eût été tardivement décidée, soit par un faux calcul ministériel, soit plus probablement par suite de la maladie de l'empereur, peu importait pour le moment. La date n'était pas moins acquise. Là, en plein parlement, toutes les opinions pouvaient se donner rendez-vous avec la garantie désormais certaine d'une discussion libre. Toutes les questions qui agitent le pays devaient être naturellement reprises avec la chance d'être sérieusement débattues par une assemblée en goût d'indépendance. C'était l'épreuve inévitable et prochaine du régime nouveau; mais il fallait d'abord arriver au 29 novembre. Comment passer ces quelques jours? La manifestation du 26 octobre, après son fameux succès, était déjà tombée dans un oubli aussi profond que mérité. Les nouvelles élections de Paris sont venues pour occuper l'attention; elles ont été fixées au 21 novembre. Avant la grande pièce, la petite pièce.

Le gouvernement, avec une perspicacité que nous ne prétendons pas méconnaître, a compté sans doute sur les irréconciliables de haut goût pour jouer son jeu et pour amuser le tapis; il ne s'est pas trompé. Les irréconciliables n'ont pas manqué de se précipiter sur cette occasion

nouvelle de montrer ce qu'ils étaient capables de dire et de faire; ils sont entrés en scène avec un furieux ensemble, de sorte que depuis quelques jours, sous prétexte de polémiques électorales et de réunions publiques, Paris a sous les yeux la parade révolutionnaire complète. Paris assiste au défilé fantasque de tous les éclopés de la politique, de tous les revenans, de tous les cerveaux creux, de toutes les vanités maladives se donnant comme la tête de la civilisation. L'exhibition est aussi variée qu'étourdissante; elle réunit tous les types connus ou inconnus, et, par un effet naturel de cette fièvre à laquelle certains esprits ne résistent pas, il faut nécessairement aller de plus fort en plus fort. Que sont les élus de l'été dernier? Ils ne comptent déjà plus. M. Gambetta lui-même est outragé ni plus ni moins que M. Jules Simon et M. Pelletan au boulevard de Clichy. M. Gambetta, l'irréconciliable de juin, passe pour un « réconcilié » en novembre, et on lui montre galamment le poing. Il faut des candidats plus parfaits. Au besoin, on ira les chercher dans l'émigration, à Londres, en Hollande ou en Belgique. Les plus vieux seront les plus neufs. Ceux qui crieront le plus haut seront les mieux écoutés; ceux qui promettront la république pour demain passeront naturellement avant ceux qui ne la garantiront que pour après-demain. Hier encore on pouvait prêter serment, aujourd'hui ce n'est plus de mise, ce n'est plus bien porté parmi les militans du radicalisme; pas de transaction, il faut sonner la trompette pour monter à l'assaut. Le gouvernement cependant ne dit rien, il sort à peine de sa quiétude par la voix de quelque commissaire de police égaré dans un club. La population paisible se demande avec étonnement ce que tout cela signifie; et en fin de compte, si l'on n'y prend garde, Paris, la capitale de la France, la reine du monde, marche vers le ridicule le plus caractérisé et le plus triste que puisse encourir une ville intelligente et fière, celui de se laisser imposer une représentation dont la fleur est pour le moment un pamphlétaire qui personnifie la calembredaine radicale et socialiste devant les spectateurs ébahis des réunions populaires.

Tout n'est pas dit encore, nous en convenons; le tour n'est pas fait; il y a huit jours d'ici aux élections, et il n'est point impossible que la population parisienne, revenue de son ébahissement, saisie à la dernière heure d'une révolte de bon sens, ne déjoue tous les calculs. Il y a un peu partout des apparences significatives. M. Pouyer-Quertier, le vaincu de Rouen, trouve comme candidat des partisans dans la troisième circonscription de Paris. Il n'est plus question ici de liberté commerciale ou de protection. M. Pouyer-Quertier est évidemment adopté pour son indépendance et son importance de grand industriel, pour ses idées modérées, comme représentant le progrès politique sans révolution. Dans la quatrième circonscription, un avocat de talent et d'expérience, M. Allou, a montré du courage en allant aux réunions publiques, en maintenant l'autorité des opinions libérales au milieu de toutes les bruyantes

contestations, en faisant face au radicalisme révolutionnaire. Même dans la première circonscription, on commence à se troubler, on va chercher le vieux nom de M. Carnot, vaincu au mois de juin, pour l'opposer à M. Rochefort, resté jusqu'ici le candidat unique, le souverain incontesté de la gaudriole politique. Nous ne méconnaissons pas la valeur de ces signes qui peuvent s'accentuer encore, et qui dans tous les cas laissent évidemment entrevoir au fond de la population parisienne un travail de résistance. Il n'est pas moins certain que jusqu'à présent ce sont les candidatures violentes, les candidatures à tout brouiller ou à tout casser qui ont le haut bout, qui se promènent dans les réunions populaires, devenues les théâtres forains de toutes les ambitions, de toutes les vanités. Des candidatures, il y en a de toute sorte et pour tous les goûts; il y en a de sérieuses et il y en a de comiques. En fait de candidats, il y a les vieux et les jeunes, les socialistes et les jacobins, les assermentés et les insermentés, tout ce qu'on a pu trouver de mieux comme nouveauté, M. Ledru-Rollin, M. Félix Pyat, M. Barbès et M. Tapon-Fougas. Une candidature assez comique par exemple, avec toutes les prétentions possibles au sérieux, c'est la candidature ambulatoire de M. Crémieux, l'ancien membre du gouvernement provisoire de 1848. M. Crémieux est une âme en peine qui cherche une enveloppe de député. Il a eu des malheurs cet été dans la Drôme, il en a aujourd'hui à Paris. Il passe son temps à se promener dans les réunions et à conter les histoires de 1848 ou à se plaindre des chagrins qu'on lui cause. Il avait planté sa tente dans la quatrième circonscription lorsqu'on lui fait signe de la troisième circonscription, et il accourt, toujours avec ses réminiscences de 1848; mais là, le malheureux, il voit tout à coup se lever devant lui la candidature insermentée de M. Ledru-Rollin, aventure d'autant plus burlesque que M. Ledru-Rollin avait fait un chassé-croisé à peu près pareil. Que lui veut-on avec M. Ledru-Rollin? C'est son ami, l'un et l'autre ne font qu'un; il est impossible qu'on jette cette pierre sur son chemin. D'ailleurs M. Ledru-Rollin ne peut pas venir à la chambre; il est condamné, il est insermenté. C'est une manifestation qu'on veut faire, dit-on. « Ah çà! s'écrie piteusement M. Crémieux, mais je ne suis donc rien dans vos rangs? le nom de Crémieux est donc éteint au milieu de vous? » Ainsi il se lamente bien justement, défendant ses droits de « vétéran de la liberté, » de promulgateur du suffrage universel, qui est « son œuvre, » — car le suffrage universel, à ce qu'il paraît, a plusieurs pères qui le revendiquent comme leur ouvrage; mais M. Crémieux n'a pas moins toujours devant lui et contre lui M. Ledru-Rollin l'insermenté, sans parler de M. Pouyer-Quertier l'assermenté, qui deviendra probablement le concurrent redoutable, et sans compter encore M. le Dr Tony Moilin, qui a inventé pour l'usage du public un socialisme d'une nouvelle espèce tout à fait efficace.

C'est M. Ledru-Rollin qui a causé les ennuis de M. Crémieux sans le

savoir; — et l'ancien ministre de l'intérieur de 1848 a-t-il lui-même un rôle bien plus sérieux? Que M. Ledru-Rollin ait été un orateur véhément, un tribun passionné, qu'il n'ait pas fait tout le mal qu'il pouvait faire lorsqu'une révolution l'a jeté au pouvoir, c'est possible; il est certainement dans tous les cas, comme homme public, le modèle de ceux qui sont la proie de leur parti et qui disent ce mot qu'on lui a attribué : « il faut bien que je les suive, puisque je suis leur chef. » Il est de plus la preuve vivante de cette triste vérité, que l'exil est un de ces malheurs qui n'enseignent rien. Le fait est que, depuis le jour où ce nouveau mouvement électoral s'est déclaré, M. Ledru-Rollin semble avoir flotté à tous les vents, tantôt se montrant disposé à prêter le serment voulu pour se présenter dans une circonscription de Paris, tantôt hésitant, puis se laissant pousser à la candidature comme insermenté, et finissant par un manifeste qui n'est qu'une puérilité prétentieuse, s'il n'est pas la marque d'un grand orgueil, s'il ne signifie pas que l'ancien membre du gouvernement provisoire de février aurait grande envie de rentrer en France, mais qu'il ne peut revenir comme tout le monde, qu'il faut pour le rappeler une manifestation souveraine du peuple.

Quelle idée particulière M. Ledru-Rollin a-t-il voulu exprimer dans son manifeste? Il a beau s'embarrasser dans des théories d'anthropologie pour plaire sans doute à quelques écoles nouvelles, il ne réussit à rien dire, ou plutôt c'est toujours le vieil homme. Il en est encore à 1847; il se fait l'illusion qu'il a été le principal auteur de la révolution de février, parce que vers cette époque, dans un banquet, il refusait de porter un toast au roi Louis-Philippe. Toujours le demi-dieu démocratique ne procédant que par les plus grands coups, renversant une monarchie pour avoir refusé de porter un toast, menaçant aujourd'hui l'empire par un refus de serment! M. Ledru-Rollin se complaît dans ces assimilations, dans ces souvenirs, et, en parlant des banquets de 1847, il a le mauvais goût de laisser échapper de sa plume une épithète malveillante à l'égard d'un homme réfugié aujourd'hui dans la dignité d'une vieillesse respectée, comme si d'ailleurs, en fait de sonorité et de pompe, le tribun de 1848 cédait la prééminence à qui que ce soit. M. Ledru-Rollin a un tact si parfait, un sentiment si juste des circonstances et de la marche des choses, qu'il en est pour le moment à se déchaîner dans son manifeste contre le régime constitutionnel, contre le parlementarisme! Le parlementarisme, c'est l'ennemi, c'est lui qui est l'oppresseur depuis cinquante ans, qui a empêché la marche triomphale de la révolution, c'est lui qu'il faut surveiller comme le dangereux héritier présomptif de « l'empire qui s'éteint. » M. Ledru-Rollin se déclare l'adversaire rétrospectif de la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe, même de la république du général Cavaignac, tout autant que de l'empire libéral ou autoritaire; mais alors qui pourra dire ce que veut le candidat insermenté de la troisième circonscription? S'il ne veut pas de la puis-

sance d'une représentation nationale élue par le suffrage universel, délibérant avec indépendance et autorité, quel est son idéal politique? Demande-t-il par hasard aux électeurs parisiens de faire un 10 août, puisque c'est là son mot, pour le transformer en chef d'un comité de salut public? Par le fait, une candidature ainsi posée, commentée par un tel manifeste, n'est plus qu'un de ces actes vainement retentissans qui ne conduisent à rien, et M. Ledru-Rollin le sent si bien lui-même qu'il a refusé obstinément jusqu'à ces jours derniers de venir appuyer de sa présence sa profession de foi d'insermenté. C'est une diversion agitatrice, voilà tout; c'est une tentative d'effraction à distance, à travers la Manche. L'ancien membre du gouvernement provisoire s'est trompé, il a cru qu'il n'avait qu'à parler, à donner un signal; il n'a pas vu qu'une candidature engagée de cette façon ne représentait plus que les perplexités de son esprit, placé entre l'ennui de ne rien faire et la crainte de frapper un coup dans le vide. Toujours est-il que son intervention, gauchement combinée, tout en causant des chagrins à M. Crémieux, n'aura pas peu contribué sans doute à jeter la confusion dans les élections actuelles, en faisant passer les clubs parisiens par toutes les alternatives de l'attente et de la déception. On en est aujourd'hui, si nous ne nous trompons, à la déception. Nous n'aurons donc pas M. Ledru-Rollin, qui a vu déjà se tourner contre lui la fraction la plus sensée de son parti; mais nous avons du moins M. Henri Rochefort, devenu tout à coup un personnage démocratique, un candidat presque inviolable, et c'est assurément aussi curieux que l'apparition de l'insermenté de Londres. Comment la chose est-elle arrivée? Ce sera probablement un des problèmes de l'histoire, si l'histoire veut bien s'occuper de nos sérieux enfantillages.

Il y avait une fois un jeune écrivain qui ne manquait certainement ni d'esprit ni de verve; il excellait à jouer sur les mots et tournait le sarcasme avec un mélange de bonne grâce et d'âpreté. Il parlait légèrement, quelquefois grossièrement de tout, même des choses les plus sérieuses, et il avait ce genre de résolution qui ne s'arrête devant rien, lorsque la fantaisie lui venait un jour de faire un pamphlet où il ne ménageait ni les dieux ni les hommes; ce fut assez pour en faire un personnage, puis un condamné pour délit de presse, puis un émigré volontaire, puis un candidat à la députation. Le malheur de M. Henri Rochefort depuis ce moment a été de se prendre au sérieux, de se croire un politique parce qu'il a été maltraité par la justice, de se croire passé maître en radicalisme parce qu'il a poussé aussi loin que possible la violence injurieuse, et de se griser des turbulens succès qu'on lui a ménagés. M. Henri Rochefort n'est ni un politique ni un radical, c'est tout simplement aujourd'hui l'enfant gâté d'une certaine curiosité populaire, et, pour dire mieux, c'est l'inconnu qu'on cherche en lui. On ne sait ni ce qu'il est ni ce qu'il sera, raison de plus pour le vouloir comme député dans ce royaume des Folies-Belleville où il ne peut plus paraître

désormais sans avoir le désagrément d'être acclamé comme un empereur de fantaisie. Populus a de ces engouemens, il se crée volontiers de ces fétiches dont il s'amuse en attendant de les briser, et, s'il aime aussi que ses fétiches lui obéissent, qu'à cela ne tienne! M. Rochefort est tout prêt, on n'a qu'à parler. Faut-il démolir le corps législatif rien qu'en y entrant, ou mettre l'empire en accusation à la première parole, ou descendre dans la rue à la première résistance des pouvoirs organisés? faut-il prêter un serment, deux sermens, accepter le mandat impératif, s'engager à consulter chaque jour les électeurs pour recevoir d'eux le mot d'ordre? Tout cela se fera, ce sera fort gai, et, si on fait des sottises, on les fera ensemble. Faut-il trancher la question sociale, abolir la misère et le prolétariat? Rien de plus simple, dix minutes suffiront, et au besoin le candidat rédigera des consultations sur l'industrie minière, qu'il assaisonnera de calembours. Faut-il refuser le budget, tout en se promettant bien de réclamer ses appointemens, supprimer l'armée, la magistrature, l'administration? Ce sont choses trop naturelles. Quoi encore! Si on lui demandait un peu de bon sens, le candidat de la première circonscription serait capable de songer à s'en procurer, rien que pour obéir au peuple souverain; mais on n'est pas si exigeant aux Folies-Belleville. Il suffit de déraisonner en famille sur la république, sur le socialisme, sur l'expropriation à bref délai des industries après la révolution, sur Pharamond et la loi salique, qui interdit à l'impératrice de se mêler des affaires de l'état. Notez ceci, que nous n'inventons pas : l'univers en ce moment a les yeux fixés sur la France, la France a les yeux fixés sur Paris, Paris à son tour contemple la première circonscription, la première circonscription n'a de regards que pour M. Henri Rochefort, — d'où il suit que tout est suspendu au froncement de sourcils de l'auteur de *la Lanterne*. C'est le commissionnaire du peuple, le factotum de la démocratie; il va en Angleterre chercher Ledru-Rollin, qui l'éconduit le mieux du monde, il revient à Paris recommencer les discours qu'il a déjà faits. Et c'est ainsi que les choses se passent tous les jours, depuis deux semaines, entre huit heures et onze heures du soir, dans quelques coins de cette ville dont le génie a rayonné sur le monde.

Écartons ce qu'il y a de plaisant, de tristement plaisant, dans ces réunions où s'élaborent les candidatures radicales. Au fond, ce mouvement de démocratie extrême, tel qu'il se dessine à la pleine lumière, a des caractères graves qui jurent étrangement avec ses prétentions. C'est une tentative désespérée pour dénaturer et confisquer un travail d'affranchissement intérieur commencé au nom de la liberté, pour faire d'un réveil puissant d'opinion une victoire pour toutes les idées révolutionnaires, pour la coalition nouvelle du jacobinisme et du socialisme. Ce n'est même pas une protestation saisissable contre le 2 décembre, chose qui pourrait se comprendre; la plupart de ceux qu'on présente comme les personnifications vivantes de cette protestation n'ont point été les

victimes du 2 décembre. L'un a été condamné pour la journée du 15 mai 1848, d'autres pour la journée du 13 juin 1849, tous pour des attaques contre la souveraineté nationale, contre la république elle-même. C'est justement ces dates qu'on veut réhabiliter tout aussi bien que les journées de juin, dont on revendique aujourd'hui hautement l'honneur, et qu'il n'est plus même permis d'attribuer à des menées bonapartistes, comme on le faisait naguère. C'est en un mot une représaille de toutes les défaites révolutionnaires, et en vérité, si Robespierre n'avait pas succombé au 9 thermidor, s'il eût été seulement exilé et s'il vivait encore, rien n'empêcherait qu'on ne le présentât aux électeurs parisiens comme une protestation contre le 2 décembre.

Vue de près, cette agitation radicale, dans ses inspirations, dans ses procédés, sue la dictature. Le manifeste de M. Ledru-Rollin lui-même, qu'est-ce autre chose qu'un programme de gouvernement dictatorial? Que signifient ces comités qui délibèrent en secret, qui imposent des candidats, ces réunions où les plus simples contestations sont étouffées, ces discours où l'on proclame la république sans se demander si elle sera ratifiée par l'opinion uninerselle, ces plans de réorganisation sociale par voie d'autorité sommaire? C'est la dictature sous toutes les formes. La liberté, qu'on invoque, n'est qu'un mot de passe pour aller à un but qu'on ne dissimule même plus, et ce n'est pas seulement le dédain de la liberté qui est dans tout cela; il y a au fond un grand mépris du peuple qu'on met toujours en scène, mépris profond, si on joue la comédie avec cette population des clubs qui est invariablement la même, plus profond encore, si en croyant s'adresser au vrai peuple on lui parle ce langage. Au lieu de l'élever à l'intelligence de son rôle et de sa situation, on l'avilit par l'adulation, on le flatte dans ses passions et dans ses plus dangereux instincts. On se fait les « chambellans du peuple, » selon le mot d'un journal démocratique qui sûrement n'a jamais dit plus vrai que ce jour-là. Au lieu de lui montrer les progrès sérieux, pratiques, auxquels tout le monde doit concourir franchement, énergiquement, on fait luire à ses yeux des promesses qu'il ne dépend de personne de réaliser. Au lieu de lui dire la vérité virilement, on lui parle comme à un despote qui peut se passer ses fantaisies et donner des mots d'ordre.

On irrite ses convoitises pour s'en faire une arme, on se sert de lui et on ne le sert pas; on le grise d'une souveraineté qu'on se promet d'exercer pour lui, on le provoque à des violences dont il sera le premier à souffrir. Entre les murs enfumés d'un club de Paris, on lui persuade qu'il donne l'impulsion à la province, disposée à marcher avec lui, qu'il fait l'admiration du monde, prêt à suivre son exemple en proclamant la république universelle. La province, il est bien certain qu'elle commence à se lasser de ces spectacles bizarres, qu'elle ressent plus de défiance que d'enthousiasme, et que, si elle veut être libre, elle n'est nullement disposée à voir la liberté dans toutes les révolutions qu'on

lui promet; mais là où l'illusion est grande à coup sûr, c'est lorsqu'on se figure qu'une explosion à Paris provoquerait des mouvemens semblables dans tous les pays. C'était possible en 1848, à une époque où l'ancien régime était encore debout en Europe, où les instincts de progrès et de nationalité étaient partout comprimés. Aujourd'hui tout est changé : la Prusse est sur le chemin des grandeurs; l'Italie, malgré ses embarras, a l'indépendance et les institutions les plus larges; l'Autriche elle-même est entrée dans une voie libérale. Ce ne serait pas la république universelle, comme on le disait l'autre jour pour donner une signification ambitieuse à l'élection de M. Ledru-Rollin, ce serait plus probablement la France isolée, laissée à elle-même, peu imitée et réduite à se débattre seule dans ses convulsions. Pour tout dire enfin, si en ce moment la France, le monde, ont les yeux sur Paris, ce n'est pas précisément pour attendre un signal, c'est pour savoir si Paris gardera au moins le bon sens, ou se donnera un ridicule en compromettant singulièrement son influence de ville souveraine et intelligente.

Ainsi le caprice des multitudes faisant et défaisant des popularités de hasard, des déchaînemens de parole, des fanatismes de toute sorte, des ressentimens implacables, des exhumations et des parodies révolutionnaires, des menaces de dictature se déguisant à peine sous des promesses de république, voilà ce que c'est que cette agitation radicale qui se déploie sans contrainte depuis quelques semaines, et voilà aussi ce qui fait qu'elle est profondément distincte de cet autre mouvement dont la liberté a été l'unique inspiration, auquel le pays tout entier s'est associé, qui a pénétré jusque dans le corps législatif. Le radicalisme révolutionnaire se donne pour l'expression la plus complète de ce réveil public; il en est la contradiction et le danger. On voit aujourd'hui de quel intérêt il serait que tous les élémens libéraux qui ont concouru au mouvement national de ces dernières années en vinssent à se grouper, à prendre corps, à former un parti; c'est parce que ce parti, force immense et disséminée, ne s'organise pas, ne fait pas acte de vie et d'initiative, que ce qui se passe à Paris depuis quelques jours a pu arriver. Le radicalisme a eu le champ libre; on a été surpris, on n'a su à qui s'adresser ni de quel côté se tourner, et ce n'est qu'après des hésitations de toute sorte qu'on s'est mis à chercher à tâtons des candidats, qu'on s'est décidé à engager une lutte dont l'issue n'est douteuse que parce qu'on s'y est mis trop tard. Nul à coup sûr n'est maître des événemens, toute la question est de savoir si le libéralisme veut toujours être surpris, et se voir ravir la victoire par des adversaires hardis, qui se trouvent toujours prêts quant à eux; mais où est ce parti, demandera-t-on, de qui se compose-t-il? Ce n'est pas, selon nous, bien difficile à dire. Ce parti, il se compose de tous ceux qui mettent la liberté, la liberté vraie et réelle, au-dessus de tout, qui ont assez de patriotisme pour ne

la faire dépendre ni d'un mot ni d'une forme, de tous ceux qui ne veulent, comme on l'a dit justement, ni des dictatures d'en haut, ni des dictatures d'en bas, qui sont convaincus qu'un pays ne marche point par des coups de théâtre, par des révolutions conduisant tout droit à des réactions nouvelles, qui croient enfin que la paix publique est la première condition et la garantie de tous les progrès. Ce parti, c'est le parti de la souveraineté nationale, incontestée désormais, respectée de tous les côtés, se manifestant régulièrement, légalement. Il y aura bien des nuances, il y aura des scissions et des divisions; mais est-ce qu'il n'y a pas d'abord toute une situation à régulariser et à développer? Est-ce qu'il n'y a pas à s'affermir sur le terrain conquis et à dégager les conséquences de ce qui a été fait? N'y a-t-il pas, pour tout dire, à créer des conditions telles que la liberté ne soit pas le perpétuel enjeu des coups de force qui envahissent la politique.

C'est là l'œuvre première d'un parti sincèrement, sérieusement libéral; et le gouvernement lui-même n'est-il pas intéressé à ce qu'un tel parti se forme, atteste sa vitalité et son ascendant? C'est bon pour un instant de se dire spirituellement qu'on est une société d'assurances qui ne craint pas les sinistres, de se reposer dans un calme imperturbable sans paraître se douter de la gravité des choses. Avec cette provision d'optimisme et de sagesse au jour le jour, on ne va pas bien loin. Quelle est, à l'heure où nous sommes, la force relative du gouvernement? C'est tout ce bruit révolutionnaire qui se fait, toute cette agitation radicale qui finit par intimider, par glacer les intérêts en propageant la crainte de perturbations nouvelles. C'est là la force la plus effective du gouvernement. Quelle est sa faiblesse réelle? C'est qu'il n'y a point encore un parti organisé, actif, représentant ces idées libérales qui ont reçu une satisfaction encore incomplète, il est vrai, mais assez sérieuse pour qu'on puisse dire désormais que le reste est l'affaire du pays. Si le gouvernement gardait l'arrière-pensée de revenir sur ses pas, il pourrait se réjouir sans doute des violences des uns, qui lui font la partie si belle, et de l'absence d'une force libérale régulière propre à le contenir d'un autre côté; mais il ne peut plus songer à un mouvement en arrière, et c'est le lendemain d'une victoire sur les révolutionnaires qu'il sentirait le plus sa faiblesse et son isolement, faute d'un parti assez puissant et assez éclairé pour rassurer tous les instincts libéraux. La première conséquence nécessaire de la réunion prochaine du corps législatif, c'est donc que le changement de politique qui s'est accompli prenne une forme saisissable aux yeux du pays, non-seulement par des projets de loi, chose toujours un peu abstraite, mais par une représentation plus visible de cet ordre nouveau. Quant à nous, nous considérerions comme un progrès, comme une garantie de la situation nouvelle, que dès l'ouverture du parlement il se formât un ministère composé de ceux qui ont déter-

miné les récentes réformes constitutionnelles, en même temps que d'un autre côté, par une déférence due à son nom et à ses services, on porterait M. Thiers à la présidence du corps législatif.

De toute façon, il faut se mettre à l'œuvre. Le gouvernement ne peut plus fermer les yeux sur les conditions nouvelles de son existence et de son action; le parti libéral de son côté est mis en demeure de dire ce qu'il veut et de montrer ce qu'il peut. La force des choses se charge du reste. On s'inquiète souvent de l'opinion des étrangers sur nos affaires. L'autre jour, un Anglais des plus clairvoyans en parlait familièrement. « Il faut avouer, disait-il, que les Français sont un singulier peuple, doué des plus brillantes qualités, mais en même temps paraissant dénué des notions politiques les plus simples. D'après ce qui se passe parmi vous, il est évident que vous voulez ignorer cette vérité, que l'idéal en politique est un gouvernement faible soutenu par les gens éclairés, c'est-à-dire assez fort pour se tenir debout avec de bons appuis, pas assez fort pour se soutenir tout seul. Lorsque vous avez en France un gouvernement, vous faites ce que vous pouvez pour l'affaiblir, et, lorsque vous êtes arrivés à votre but, vous vous hâtez de le culbuter juste au moment où il faudrait savoir s'en servir. Votre gouvernement a fait des fautes, dites-vous; profitez-en, tirez-en parti pour votre liberté; sachez redevenir maîtres de vous-mêmes sans vous préoccuper de rien renverser par la violence. Avec la liberté de la presse, la liberté du suffrage, que vous possédez maintenant, comme nous aurions bientôt fait, nous Anglais, d'accaparer le pouvoir sans révolution et sans même qu'on s'en aperçût.» Mais c'est assez; à nous de montrer si nous sommes un peuple politique ou un peuple simplement révolutionnaire.

Tandis que nous en sommes à nos élections agitées, les affaires de l'Europe gardent une assez placide physionomie; elles se déroulent tranquillement, sans secousses et sans révolution. Le parlement d'Angleterre ne s'ouvrira qu'au commencement de l'année prochaine; le gouvernement autrichien est en vacances à la suite de l'empereur François-Joseph, qui s'est arrêté à Constantinople avant d'aller à Suez. M. de Bismarck, toujours enfermé à Varzin, ne paraît pas pressé de reprendre les affaires. L'idée d'un conflit européen, s'évanouissant par degrés, ne hante plus que quelques cerveaux échauffés, et cette confiance pacifique devient si générale qu'elle s'est manifestée récemment à Berlin d'une façon caractéristique. On a parlé déjà bien des fois d'un désarmement possible, accompli d'un commun accord par toutes les puissances; il est malheureusement plus facile de parler d'un tel sujet que d'arriver à une solution. Ce désarmement, comment et dans quelle mesure s'accomplira-t-il? qui commencera? qui réglera la force militaire que chaque puissance doit avoir? Un député de la fraction progressiste du parlement prussien, M. Virchow, a proposé l'autre jour à son pays de prendre l'initiative de

ce grand allégement des peuples. Le moment était d'ailleurs bien choisi, puisque la Prusse commence à sentir le poids de charges financières démesurées. Le ministre des finances, M. von der Heydt, venait de succomber devant la difficulté d'établir de nouveaux impôts devenus nécessaires; il a été remplacé par M. de Camphausen, qui est aujourd'hui à la recherche de nouveaux moyens pour combler le déficit. Raison de plus, à ce qu'il semble, pour attaquer le mal à la racine en diminuant les dépenses militaires, d'autant mieux que de l'avis de tout le monde aucun symptôme menaçant n'apparaît en Europe. Ces raisons ne sont pas assurément sans poids, et elles ont été exposées avec talent. La proposition de M. Virchow n'a pas moins été repoussée, et elle ne pouvait manquer de l'être, puisqu'elle avait contre elle non-seulement les amis invariables du gouvernement, mais encore le parti national-libéral. Les démocrates eux-mêmes se sont fait un plaisir de repousser une de leurs idées favorites parce qu'elle était soutenue par la gauche modérée, appelant la proposition de M. Wirchow une « petite sonnerie progressiste sur une basse grand'prussienne. » La discussion n'a pas moins été des plus instructives, et un des orateurs, M. Lœve, s'est efforcé de prouver, l'exposé financier à la main, que la force imposable du pays a perdu considérablement depuis 1866; il a montré à quel point l'organisation militaire de la Prusse, brillante au point de vue des armes, est dispendieuse et onéreuse pour le peuple. Tout cela peut être vrai, mais derrière le désarmement matériel il y a le désarmement politique. La Prusse est-elle décidée à abdiquer son rôle en Allemagne? Elle n'en est certes pas là, et si elle garde ses idées, ses ambitions, comment songerait-elle à réduire sérieusement ses dépenses militaires? C'est bon pour les députés saxons, qui ont récemment émis le vœu que la confédération du nord réduisît son budget de la guerre. A Berlin, si pacifique qu'on soit pour le moment, on ne songe guère à désarmer, on veut se tenir prêt pour toutes les circonstances.

Allez au-delà des Alpes. Le roi Victor-Emmanuel vient d'être assez malade pour s'être trouvé en danger, pour recevoir les sacremens, tout excommunié qu'il soit, le digne homme, l'intrépide chasseur. Au même instant, la princesse Marguerite mettait au monde un fils, que par politique autant que par galanterie pour la grande et poétique frondeuse du midi on a déjà nommé le prince de Naples. Victor-Emmanuel est hors de danger maintenant. Il est douteux néanmoins qu'il puisse aller au rendez-vous pris à Brindisi avec l'empereur François-Joseph, revenant, de Suez, et il ne pourra pas non plus sans doute ouvrir le parlement, qui se réunit ces jours-ci à Florence. Le ministère se présentera seul devant les chambres. C'est une étrange destinée que celle de ce cabinet qui est toujours le même en se modifiant sans cesse. Il a eu déjà depuis deux ans quatre ministres de l'intérieur, trois ou quatre ministres de la justice, autant de ministres du commerce. Les seuls mi-

nistres invariables sont le général Ménabréa et M. Cambray-Digny, à qui une dernière crise a récemment donné deux nouveaux collègues, un magistrat distingué, M. Vigliani, et comme ministre de l'intérieur le marquis Rudini, jeune homme de résolution qui, après avoir été à vingt-deux ans syndic de Parlerme, était il y a peu de jours préfet de Naples. Quel sera devant le parlement le sort du ministère ainsi reconstitué? On ne peut guère le prévoir, d'autant mieux que la question d'une dissolution éventuelle de la chambre a été une des causes essentielles de la dernière crise. La lutte sera dans tous les cas laborieuse. L'Italie ne reste pas moins dans ses embarras administratifs et financiers, aggravés par cette confusion des partis dans le parlement. Est-ce à dire que ces embarras, si sérieux qu'ils soient, aient un caractère aussi irrémédiable qu'on le dit quelquefois, et qu'ils mettent en danger l'œuvre de la révolution italienne, l'unité elle-même? C'est une étrange erreur. L'Italie est un de ces pays où tout est en désarroi à la surface et où dans le fond tout est en progrès. Parlement, administration, gouvernement, vont comme ils peuvent; le pays ne marche pas moins. Ce qui a été fait depuis huit ans est immense. Six mille kilomètres de chemins de fer ont été construits. Le port de Gênes voit chaque jour grandir son commerce. Naples accomplit des travaux considérables. En Lombardie, les caisses d'épargne, dont les dépôts n'étaient en 1858 que de 68 millions, ont vu ce chiffre s'élever à 165 millions. Instruction, travaux publics, production, tout s'est développé dans le cadre élargi d'une nationalité fortifiée. C'est sur ce fondement que repose l'unité représentée par la monarchie constitutionnelle de Savoie, placée également à l'abri des atteintes révolutionnaires et d'un retour offensif d'ancien régime. Sans nul doute, des événemens qui éclateraient en France auraient leur retentissement au-delà des Alpes; ils ne menaceraient pas sérieusement la monarchie constitutionnelle, à qui l'Italie doit vraiment son existence, qui est la condition de son indépendance et de sa liberté, qui peut permettre enfin de réaliser les réformes intérieures, dernière difficulté du régime nouveau.

La vie contemporaine dévore les hommes, et encore y a-t-il des coups plus terribles cent fois que la mort elle-même. Nous venons de perdre des suites d'un de ces coups funestes de la destinée notre collaborateur, notre pauvre ami Eugène Forcade. Il a achevé de vivre ces jours derniers; en réalité, depuis près de deux ans il n'était plus de ce monde; il avait reçu l'irréparable blessure, il était tout entier au malheur de se survivre à lui-même. Nous nous souvenons encore de ce cruel moment où, revenant d'Italie il y a vingt mois, il nous apparut tout à coup portant déjà dans le regard le signe des grands naufrages de l'intelligence. Il était parti avec sa bonne grâce accoutumée, content d'aller à Venise assister à l'inauguration du monument funéraire de Manin; il nous revenait atteint au plus profond de son être, brusquement arrêté dans

cette carrière de la politique où il était fait pour briller. Ce n'est point à tous ceux qui l'ont suivi si longtemps de leurs sympathies dans ces pages où il prodiguait l'éclat de son talent, ce n'est point à ceux-là que nous pouvons dire ce qu'il y avait dans cette nature de dons heureux, de raison ferme et sensée, de verve ingénieuse et piquante, d'élévation unie à la connaissance précise des affaires. Eugène Forcade était certainement un des esprits politiques les mieux doués, une des intelligences les plus libérales de notre temps. Il avait le goût, le culte, le sens pratique de la liberté, et cette liberté qu'il revendiquait sans cesse lorsqu'elle avait moins de défenseurs qu'aujourd'hui, il ne la séparait pas du patriotisme, du vif sentiment de la grandeur de la France. On l'a bien vu il y a trois ans, en 1866, à cette passion généreuse avec laquelle il faisait une campagne où il ne trouvait pas malheureusement notre politique officielle pour complice. Il avait l'amour du pays et de ses traditions dans les affaires extérieures, comme il gardait sa foi à la liberté dans la politique intérieure.

Que lui a-t-il manqué pour accomplir sa destinée, pour prendre rang parmi les hommes publics d'élite? des circonstances plus favorables. Eugène Forcade a été d'une certaine façon une des victimes de son temps. Et qu'on ne voie pas dans ce mot une récrimination vulgaire; nous voulons dire simplement qu'il a été d'une génération venue à la mauvaise heure, qui s'est vue comprimée, refoulée par les événemens de 1848 et de 1851 à l'âge où la carrière allait s'ouvrir devant elle, qui a été brutalement condamnée à se replier pendant des années en elle-même au milieu des obscures épreuves du silence et de l'inaction publique. Dans des conditions plus heureuses, au milieu de ces généreuses émulations de la politique qui sont à la fois un stimulant et un frein, Eugène Forcade ne serait pas resté plus fidèle aux cultes de sa jeunesse libérale; mais il eût donné plus complétement sa mesure, il eût déployé sa nature intelligente, cordiale et sensée, et, avec un noble but toujours présent devant lui, il serait sans doute resté à l'abri de ce qui l'a tué. On croit que ce n'est rien qu'une génération perdue dans la vie d'un pays; c'est justement cette génération qui manque aujourd'hui, et, à voir comment vont les choses, elle n'est point avantageusement remplacée par ceux qui crient sans avoir porté le poids de nos luttes patientes, par tous ceux qui sont occupés à compromettre ce que Forcade et tant d'autres ont passé des années à regagner.

CH. DE MAZADE.

REVUE DRAMATIQUE.

FROUFROU AU THÉATRE DU GYMNASE.

L'automne de l'année a toujours été le printemps des théâtres, et la saison qui voit se flétrir les feuilles voit aussi éclore les pièces nou-

velles; mais les fruits de cette saison n'avaient pas été jusqu'à présent très savoureux. Ils tombaient tous avant d'être mûrs, et ces chutes successives faisaient penser aux vers de Musset :

Dans ce monde j'ai vu tomber bien d'autres choses
Que la feuille des bois et l'écume des eaux.

Cependant ce qui avait manqué à ces pièces pour réussir, ce n'était assurément ni des auteurs connus, ni des auditeurs bienveillans. Parmi la génération des jeunes écrivains, il y en a peu qui soient plus populaires que M. Cadol. Le succès un peu exagéré des *Inutiles,* la faveur qu'on accorde à la direction intelligente du théâtre de Cluny, avaient disposé le public aussi bien que possible. Toute cette sympathie n'a pu assurer le succès d'une pièce dont quelques scènes heureuses ne suffisent pas à racheter la médiocrité. Si convaincus qu'ils fussent, les partisans de M. Cadol n'ont pu faire que son second essai fût estimé à l'égal de son début,

Et *la fausse monnaie* à l'égal de la bonne.

Certes le public qui applaudissait naguère la reprise de *la Fiammina* ne demandait pas mieux non plus que d'assister M. Mario Uchard dans l'entreprise difficile de s'égaler lui-même; mais l'accueil fait à *Tamara* a fourni à cet auteur persévérant une occasion nouvelle de méditer sur cette pensée du Dante qu'il n'y a pas de douleur plus amère qu'un souvenir heureux dans les jours de tristesse. Les vertueux efforts d'un jeune homme qui travaille à se guérir du vilain péché d'ivrognerie n'ont réussi à arracher au public que des bâillemens sympathiques. Ce pauvre public! les auteurs sont si heureux quand ils peuvent s'en prendre à lui! Le mot de cabale leur est si doux à prononcer! Je gage, par exemple, qu'aujourd'hui M. About donnerait beaucoup pour avoir rencontré dans la salle du Vaudeville, le soir de la première représentation de *Retiré des affaires,* le même parti-pris d'hostilité qu'il a rencontré dans la salle de l'Odéon le soir de *Gaetana.* Il aurait la consolation de crier à l'injustice, et il ne serait pas contraint de s'avouer à lui-même combien son talent se prête mal à mettre en scènes et en dialogues ce qu'il raconte si gaîment.

La saison promettait donc peu de beaux jours quand le grand succès de *Froufrou* au Gymnase est venu fort à propos pour rompre la série monotone de ces insuccès. *Froufrou!* quel singulier titre! Un mauvais plaisant pourrait trouver qu'il ne laisse pas d'être assez mal choisi. Quand on a obtenu, comme MM. Meilhac et Halévy, de grands succès sur de petits théâtres, quand on a fait pâmer de rire à ses lazzis l'empereur de toutes les Russies, et quand on dispute à Paul de Kock l'honneur de fournir à l'étranger des échantillons de la littérature française,

qu'a-t-on fait au demeurant? Du bruit? Non, pas même. Du froufrou, et rien de plus. L'épithète que ces messieurs donnent à leur héroïne aurait pu servir peut-être à caractériser leur réputation. Pourtant le public a bien pris la chose, et le succès les a amnistiés, succès très vif, de très bon aloi dans la salle, et que la critique du lendemain est venue confirmer. La critique théâtrale s'est montrée en effet singulièrement louangeuse à l'égard de *Froufrou,* et elle a embouché sans plus attendre la trompette de l'enthousiasme. Sans avoir l'intention de faire entendre dans ce concert une note trop discordante, je ne puis m'empêcher de trouver que tout cet enthousiasme sonne un peu faux, qu'il y a ici au moins abus de grosse caisse. Ceux qui prennent si chaudement fait et cause pour les auteurs de *Froufrou* ne sentent-ils pas au fond le besoin de plaider un peu pour eux-mêmes? Les écrivains dont le métier est d'exercer sur la littérature dramatique la censure de l'art et du bon goût se sont en effet montrés, selon moi, d'une indulgence regrettable pour le genre nouveau dont on doit l'introduction à la collaboration de MM. Meilhac et Halévy. Ils ne se sont pas récriés, comme ils auraient dû le faire, dès la première de ces parodies burlesques et inconvenantes que leur raison théâtrale a débitées durant ces dernières années avec une fertilité si déplorable. Ils n'ont pas protesté au nom de l'esprit français en affirmant que la gaîté n'a rien de commun avec la farce, et que le rire peut naître d'autre chose que des *cascades.*

S'ils avaient consciencieusement rempli leur devoir de critiques, peut-être n'aurions-nous pas assisté à cette série de pièces dignes d'être jouées sur des tréteaux par des pitres de foire, dont la popularité et la contagion ont rabaissé jusqu'au ton de la bonne société, et qui vont aujourd'hui donner aux étrangers l'idée de tout ce que les honnêtes femmes de notre pays peuvent entendre sans rougir. La critique a été molle, elle a été faible. Elle avait ri, n'était-elle pas désarmée? Elle a donc laissé s'introduire sans protestation un genre détestable, et je crois qu'en proclamant aujourd'hui que MM. Meilhac et Halévy sont des auteurs d'un grand talent, des observateurs profonds qui se sont amusés jusqu'à présent aux bagatelles de la porte, elle a surtout à cœur de s'absoudre elle-même de ses complaisances passées. Les admirateurs de ces messieurs prétendraient, j'en suis sûr, pour un rien, qu'en peignant les infortunes conjugales de Ménélas ou en prêtant à rire aux dépens de l'amiral suisse, ils ont entendu se prononcer à leur manière pour le divorce contre l'indissolubilité du mariage, ou pour les grandes agglomérations contre les petites nationalités. MM. Meilhac et Halévy sont assurément gens d'esprit, et j'imagine qu'ils doivent bien rire de l'interprétation profonde qu'on veut donner à leurs bouffonneries. La vérité est, suivant moi, qu'ayant discerné chez le public les symptômes d'une certaine fatigue, et conçu peut-être la noble ambition de passer à la postérité, ils ont compris qu'il était grand temps de transformer leur manière et d'é-

crire autre chose que des pantalonnades. L'entreprise était hasardeuse, et ils pouvaient y laisser leur réputation. Le succès est venu au contraire récompenser leur hardiesse. Il est donc bien établi que, s'ils ont donné jusqu'à présent dans la charge et la trivialité, c'était de parti-pris et de plein gré. Je n'aurais garde de leur refuser cet hommage.

Voyons maintenant ce que vaut leur œuvre en elle-même. *Froufrou*, comme bien on pense, n'est pas un nom, c'est un surnom dont on baptise Mlle Gilberte, la fille cadette de M. Brigard. M. Brigard est lui-même une manière de bourgeois homme du monde, dont le caractère, bien qu'un peu chargé, est dessiné spirituellement. Il est fort riche, et la meilleure partie de sa fortune passe en cadeaux aux Antonia, aux Charlotte et autres divinités du même paradis. Il s'est fait teindre les cheveux en brun, et il parle de ses cheveux blancs pour dire qu'il y a renoncé depuis le jour où il s'est reconnu indigne de les porter. En un mot, c'est un vieil élégant, un vieux viveur, dont l'inconduite n'est un secret pour personne, pas même pour ses deux filles qu'il aime pourtant à sa manière. L'aînée, Louise, représente dans la famille la sagesse, la prudence, la vertu. La seconde, Gilberte, dite Froufrou, représente au contraire l'étourderie, la légèreté et la grâce. C'est une petite folle qui ne songe qu'à s'amuser, et pour laquelle tout est sujet de plaisanteries, tout, jusqu'aux déclarations de M. de Valréas, dont l'amour à la vérité ne paraît pas de nature bien profonde, et jusqu'à la demande en mariage de M. de Sartoris, un homme sérieux celui-là, un diplomate plein d'avenir (au théâtre, les hommes sérieux sont toujours des diplomates), mais qui n'en subit pas moins comme les autres la séduction de la petite enchanteresse. Il faut cependant bien que Froufrou prenne sa demande en considération, car toute sa famille s'entend pour la presser d'accepter sa main. Ce mariage ferait plaisir à son père, qui se sentirait plus libre le jour où il aurait marié ses deux filles. A l'en croire, il ferait plaisir également à la sage Louise, qui n'envisage pas sans crainte l'avenir de Froufrou, et qui remettrait avec confiance sa destinée entre les mains du grave Sartoris; mais ici Louise pousse la tendresse jusqu'à l'abnégation et à l'héroïsme, car elle aime aussi ce Sartoris, et elle sacrifie à l'intérêt de sa sœur ses propres espérances de bonheur. C'est sur ces instances que Froufrou accepte la main de Sartoris, non sans un certain regret pour M. de Valréas, et sans un certain pressentiment que cet amoureux si léger, si étourdi, dont la demande a fait rire M. Brigard lui-même, serait peut-être le mari qui lui conviendrait le mieux.

Tel est le prologue de la pièce, car ce premier acte est un véritable prologue. Nous allons retrouver tout à l'heure Froufrou mariée depuis quatre ans. Bien que je ne tienne pas beaucoup à l'unité de temps, et que je n'aie jamais su grand gré à Corneille de la peine qu'il s'est donnée pour démontrer que tous les événemens du Cid pouvaient tenir en

vingt-quatre heures, je trouve que MM. Meilhac et Halévy abusent un peu d'une licence que le relâchement des principes modernes autorise Les événemens de leur comédie s'échelonnent d'années en années et de mois en mois. Cela donne à la pièce quelque chose de cahotant, et cela en ralentit un peu l'action, car il n'y a pas d'acte qui ne commence par un petit récit de ce qui s'est passé derrière la toile. Au reste, ce prologue est charmant, et les détails en sont aussi spirituels que gracieux. Tous ces personnages sont bien posés, leurs caractères sont dessinés d'une main légère, et les traits en sont à la fois nettement et finement marqués. Froufrou a surtout un mérite rare : elle est séduisante, et je connais peu d'héroïnes de théâtre dont on puisse en dire autant. Remarquez en effet comme à la scène l'intérêt est tout entier dans les situations et combien il provient rarement des personnages. Les choses se passent si rapidement pendant ces quelques heures qu'on n'a point le temps de s'éprendre de goût pour eux. On ne les aime pas, et ils ne demeurent pas vivans dans votre esprit comme des héros de roman. Eh bien! Froufrou fait exception à cette indifférence. Dès qu'elle entre en scène, elle captive l'imagination, et l'on est impatient de voir se dérouler devant soi la suite de sa destinée, qui inspire une tendre inquiétude. Froufrou mariée n'est pas différente, comme on peut penser, de Froufrou jeune fille. La toilette, le monde, la comédie, tiennent dans sa vie une place tellement grande qu'il lui en reste bien peu pour son mari et son enfant. Elle ne peut pourtant pas conduire George aux Tuileries en portant elle-même son cerceau. Elle ne peut pas non plus suivre son mari à Carlsruhe, où il vient d'être nommé ministre. Comment imaginer Froufrou sans Paris, et Paris sans Froufrou? Et quand Sartoris, après avoir refusé le poste qu'on lui offre, demande à Froufrou comme récompense de renoncer à son rôle dans certaine petite pièce, *Indiana et Charlemagne*, où elle doit jouer pour les pauvres, costumée en débardeur, elle s'écrie : Oh! mon ami, je croyais que vous alliez me demander quelque chose de raisonnable!

Ce qui fait qu'elle tient tant à son rôle d'Indiana, c'est peut-être bien qu'elle doit avoir pour Charlemagne son ancien amoureux, M. de Valréas, qui commence à s'éprendre pour de bon. Les répétitions vont leur train, et Froufrou permet à M. de Valréas de n'omettre aucun des jeux de scène, qui sont parfois d'un goût douteux. Tout cela se passe sous les yeux d'une certaine baronne de Cambri, amie de la femme, fort peu aimée du mari, et qui joue ici un assez vilain rôle. Tant de légèreté contriste et alarme le faible Sartoris, et il profite du départ de M. Brigard, qui va applaudir à Prague les débuts d'Antonia Brunet, pour solliciter Louise, la sage Louise, de venir habiter en tiers avec eux. Froufrou joint ses instances à celles de son mari, et c'est elle-même qui installe Louise à sa place, au coin de son feu, entre son mari et son enfant.

« Vous êtes charmans ainsi, » s'écrie-t-elle en leur envoyant un baiser, et elle se sauve pour assister chez Mme de Cambri à un dîner de femmes où l'on doit parler comédie et toilettes.

La gaîté de Froufrou ne doit pas toujours durer. Valréas, qui devient de plus en plus sentimental, a fini par se déclarer, et Froufrou lui intime l'ordre de partir le soir même. Ce n'est pas sans regret pourtant qu'elle se montre aussi sévère. Aime-t-elle Valréas? A vrai dire, elle n'en sait trop rien elle-même; mais elle trouve que son mari s'occupe bien peu d'elle, et que dans son intérieur elle occupe une place bien petite, Louise une place bien grande. C'est Louise qui choisit la gouvernante de George, c'est Louise que son mari consulte quand il s'agit d'acheter une terre. Louise! toujours Louise! Froufrou ne veut plus qu'il en soit désormais ainsi. Elle demande à son mari de reprendre la direction de sa maison. Sartoris accueille sa demande avec un sourire, et, voyant ensuite sa tristesse, lui fait cadeau d'une paire de chevaux. Elle veut embrasser son fils, il est sorti avec Louise. Son père vient la voir pour lui demander le modèle d'un chapeau de femme. Elle éclate en sanglots devant lui; mais il a hâte de se laisser convaincre qu'elle n'est qu'un peu nerveuse. « Tâche d'être heureuse, lui dit-il, car tant que tu es heureuse je ne suis qu'un père léger; si tu devenais malheureuse, je serais un père abominable. » De la tristesse, Froufrou passe bientôt à la jalousie. Elle devine rétrospectivement l'amour que Louise a eu jadis pour son mari, et, celle-ci venant de refuser un mariage très avantageux, Froufrou éclate en transports de fureur. Elle accuse formellement Louise de n'être venue s'installer sous son toit que pour lui ravir le cœur de son mari et pour reprendre petit à petit tout ce qu'elle lui avait abandonné. « Tu m'as pris ma maison, mon enfant, mon mari, s'écrie-t-elle à la fin, eh bien! garde tout. » Et elle s'enfuit sans vouloir dire où elle va.

Ces trois premiers actes sont désespérans pour un critique. Il n'y a guère qu'à raconter et à louer. Tout cela est vif, naturel, vraisemblable, plus profond qu'il n'y paraît au premier abord. On y trouverait la matière d'un très joli roman, et puisque MM. Meilhac et Halévy ont le talent si varié, ils devraient bien nous raconter à nouveau cette histoire de Froufrou qu'ils ont débuté par mettre en scène; ce serait pour eux l'occasion de se corriger eux-mêmes et de donner aux aventures de Froufrou un dénoûment moins tragique et moins banal. MM. Meilhac et Halévy ont eu recours en effet à un procédé théâtral fort usité de notre temps, que M. Sardou a inventé, et qui consiste à coudre à trois actes de comédie, souvent de farces, deux actes de pur mélodrame. Contre ce procédé pris en lui-même, je n'élève point d'objection radicale. Le tragique et le grotesque se mêlent assez souvent dans la vie pour qu'on puisse les mêler aussi sur la scène, et je n'ai pas beaucoup la superstition des genres et des divisions qu'on y reconnaît. Je sais bien que l'unité est la condition indispensable d'un chef-d'œuvre; mais vous ne vous

attendiez pas à ce que MM. Meilhac et Halévy fissent un chef-d'œuvre, n'est-ce pas? Ne leur cherchons donc point querelle pour le procédé, et voyons seulement le parti qu'ils ont su en tirer. Froufrou, après s'être sauvée, va rejoindre à Venise M. de Valréas. Son mari survient, il tue Valréas en duel, et quelques mois après Froufrou meurt d'une maladie de langueur entre les bras de son mari, qui lui pardonne. Voilà en quelques mots le résumé des deux derniers actes. Combien nous sommes loin de la simplicité et de l'originalité du début! Ce que je reprocherai à ce dénoûment, ce n'est pas tant qu'il soit banal, car j'ai dit ici même que je ne faisais pas grand cas au théâtre de ce qui est nouveau; c'est qu'il n'est pas la conséquence logique du commencement, c'est qu'il dérange l'idée que le spectateur s'était accoutumé à concevoir du caractère de Froufrou. Durant les trois premiers actes, Froufrou paraît être une de ces femmes comme on en voit tant à présent, que la vie et la fortune ont gâtées. Ces femmes-là s'imaginent qu'elles sont épouses irréprochables parce qu'elles n'ont point été brutalement infidèles à leur mari, et bonnes mères parce qu'elles envoient chercher le médecin quand leur enfant est malade; mais elles n'ont point l'idée qu'il y ait des vingt-quatre heures de la journée un autre emploi à faire que de chercher des amusemens, et les grands devoirs, les grands intérêts de la vie demeurent pour elles lettre close. C'est là un type essentiellement moderne et parisien dont j'avais trouvé la peinture vraie, fine et neuve. J'ai donc été tout dérouté quand j'ai vu que la pièce de MM. Meilhac et Halévy finissait par verser dans cette vieille ornière de l'adultère qui depuis quelques années est si largement frayée. J'entends bien que la légèreté du caractère de Froufrou devait avoir sa punition, et que cela était nécessaire à l'action scénique; mais ne pouvait-on pas la conduire jusqu'au bord de l'abîme sans l'y précipiter. Était-il nécessaire de ternir cette gracieuse figure, et ne valait-il pas mieux, tout en la montrant coupable et punie, la conserver jusqu'à la fin idéale et pure? Au lieu de cela, on a préféré nous la montrer courant la prétentaine avec un jeune élégant aux dépens duquel on a commencé par nous faire rire, et recevant les notes de fournisseurs qu'elle ne peut pas payer, pour bien nous faire entendre qu'elle devra vivre des générosités de son amant, sauf ensuite à employer les grands moyens quand il s'agit de faire renaître notre intérêt pour elle, à la faire agoniser sur la scène. Et cela pourquoi? Mon Dieu! il faut bien le dire, pour assurer, en recourant aux grands coups, le succès d'une pièce dont on craignait peut-être que le public blasé n'appréciât pas la finesse, pour faire pleurer les femmes et pour acheter à tout prix les applaudissemens.

En cette circonstance, MM. Meilhac et Halévy ont manqué de ce qu'un critique appelait naguère spirituellement « la probité littéraire, » entendant par là ce scrupule d'artiste qui détermine un auteur à faire aux délicatesses de l'art le sacrifice de certains effets vulgaires dont le succès

est assuré. MM. Meilhac et Halévy ont le goût trop fin pour ne pas comprendre qu'en menant à mal la pauvre Froufrou ils lui ont enlevé une partie de son originalité. Quoi d'étonnant si, après avoir été jeune fille frivole, femme coquette, mère négligente, elle finit par devenir épouse adultère? Du moment que Froufrou cesse d'être honnête, elle cesse aussi d'offrir un type à part. Rien ne la distingue plus des autres femmes frivoles, et son nom devient légion. Aussi quand arrivent les éternelles péripéties du duel théâtral, l'attente fiévreuse, le retour du témoin, on oublie complétement le caractère de Froufrou pour ne songer qu'à son aventure. On avait fait la connaissance d'un personnage, on ne trouve plus devant soi qu'une situation. MM. Meilhac et Halévy ont-ils tiré du moins de cette situation tous les effets qu'elle comportait? Oui et non. Sans doute il y a tels instans où la salle est gagnée par une émotion à laquelle, moi qui parle et critique, je n'ai pas complétement échappé; mais le beau mérite de faire du bruit quand on tape à coups redoublés sur un tambour! En revanche, il y a des scènes dont l'invraisemblance touche à l'absurde, entre autres celle où Sartoris vient retrouver sa femme à Venise pour lui rapporter les deux millions de sa dot, soigneusement enfermés dans une enveloppe, ce qui est puéril, et pour lui annoncer qu'il va se battre avec Valréas, ce qui est brutal. Et quant à cette agonie de Froufrou qui fait verser tant de larmes à la partie féminine de l'auditoire, comme il s'en faut qu'elle soit traitée avec art et avec sobriété! Or il faut de l'habileté, et beaucoup, pour rendre tolérable à la scène un aussi triste épisode. Quand Froufrou arrive expirante et se jette aux genoux de Sartoris, la situation a tout d'abord quelque chose de trop poignant. Cette jeune femme qui va mourir entre son mari, son père, sa sœur et son enfant, c'est un spectacle qui se peut difficilement supporter. J'admets à la rigueur qu'un auteur ait le droit, comme dans *la Dame aux Camélias,* de faire assister un amant à la mort de sa maîtresse : si cruelle que soit une pareille douleur, ce qu'elle a de romanesque et d'exalté la fait rentrer dans le domaine de l'observation dramatique; mais ces douleurs de famille, si intimes, si simples, si déchirantes, oh! elles sont sacrées! ne les profanez point par la mise en scène. Puis savez-vous ce qui arrive? Comme l'émotion au théâtre est chose essentiellement fugitive, comme Froufrou met un peu trop de temps à mourir, le spectateur recouvre son sang-froid, et, le sens critique se réveillant en lui, il se met en devoir de juger. Par exemple, quand Froufrou a un souvenir et un regret pour une certaine robe blanche et rose qu'elle affectionnait, il ne peut s'empêcher de penser à ce petit manchon tant désiré par l'humble ouvrière qui meurt dans sa mansarde au dernier acte de *la Vie de Bohême*. Copie, murmure-t-il, copie! et voilà tout l'effet détruit. Oh! qu'il est difficile de faire mourir artistement les gens!

En résumé, que restera-t-il de cette pièce, une fois le premier moment d'engouement passé? Trois actes de comédie excellens, deux actes

de mélodrame fort imparfaits, que le talent d'une actrice destinée, si je ne me trompe, à prendre rang parmi les meilleures parvient seul à rendre supportables. Les deux auteurs sont gens de beaucoup de ressources, de facilité et d'esprit. Je crois volontiers qu'ils ont assez de goût pour juger leur passé littéraire avec la sévérité qu'il mérite; mais je doute qu'ils poussent la contrition au point d'en faire pénitence et de travailler à le racheter en prenant désormais et exclusivement pour modèle les trois premiers actes de *Froufrou*. G. DE SAFFRES.

ESSAIS ET NOTICES.

Gérard Mercator, sa Vie et ses Œuvres, par le Dr J. van Raemdonck, Saint-Nicolas 1869.

Le nom de Gérard Mercator rappelle une vérité qui est un encouragement et une consolation pour les hommes d'étude. Quand l'esprit a été mûri par de longues années d'efforts et d'une ardente curiosité appliquée sans cesse à creuser un sujet aride, une remarque en apparence fort simple, un trait de plume, une modeste formule, peuvent résoudre des problèmes d'une importance capitale et devenir la source des plus fécondes innovations. C'est ainsi que la projection des cartes marines, inventée par Mercator en 1569, a produit dans l'art de la navigation une réforme des plus heureuses. Les planisphères publiés par les géographes de ce temps ne pouvaient convenir aux usages des marins, parce que les méridiens et les parallèles de latitude y étaient représentés par des lignes courbes. Les cartes plates des pilotes, où les méridiens étaient figurés par des droites verticales et les parallèles par des droites horizontales, ne valaient guère mieux, car elles ne tenaient pas compte, du rapprochement progressif des méridiens que l'on constate à mesure qu'on s'avance vers les pôles. Les degrés de longitude, que l'on inscrit sur les parallèles, y restaient égaux en étendue aux degrés de latitude, marqués sur les méridiens, tandis qu'en réalité les degrés de longitude décroissent de l'équateur aux pôles, les degrés de latitude étant seuls sensiblement constans. Les rapports de situation des différens points du globe étaient donc altérés d'une manière fâcheuse par les cartes qui se trouvaient entre les mains des navigateurs, et l'imperfection de leurs guides indispensables se faisait cruellement sentir dans cette ère des grandes expéditions; elle n'avait pu échapper à l'esprit sagace du grand géographe flamand. Il imagina une modification, si simple qu'elle n'a l'air de rien, et qui cependant faisait disparaître comme par enchantement toutes les difficultés : elle consiste à faire croître sur les méridiens les degrés de latitude de l'équateur vers les pôles, afin de compenser l'exagération inévitable des degrés de longitude qui séparent

les méridiens. De cette façon, les véritables rapports de direction et de distance se trouvent rétablis pour chaque partie de la carte, et le navire qui se dirige constamment vers le même point du compas décrit sur la carte une ligne droite facile à marquer. On comprend l'immense avantage que le navigateur peut retirer de cartes sur lesquelles une ligne droite lui indique où il doit arriver, s'il fait toujours voile avec le même rumb de vent.

La supériorité de la projection de Mercator, qu'il mit en œuvre dans sa grande mappemonde marine, en quatre feuilles, intitulée : *Nova et aucta orbis terræ descriptio ad usum navigantium emendate accommodata*, était si incontestable et si évidente, que les navigateurs ses contemporains s'en défièrent et ne se pressèrent pas de l'adopter. C'est ainsi que la plupart des grandes et utiles découvertes ont rencontré au début l'indifférence, sinon l'opposition ou la raillerie de ceux à qui elles devaient profiter. C'est vers 1630, soixante ans plus tard, que les hydrographes commencèrent à imiter l'exemple du célèbre Flamand. Aujourd'hui les cartes de Mercator, perfectionnées et sans cesse rectifiées dans les détails, sont devenues d'un usage général et exclusif pour l'hydrographie. Le progrès qu'elles ont réalisé n'a de comparable que celui que l'Américain Maury a fait faire récemment à la navigation par la publication de ses *Wind and current charts*, où l'on trouve inscrits les vents qui règnent en chaque point de l'Océan.

Les immenses travaux de Mercator, ses grandioses publications, ont inauguré une nouvelle ère de la géographie, dont il essayait de faire une science exacte. C'est lui qui a introduit l'usage de graduer les cartes. Il avait le génie critique, la sagacité qu'il faut pour discerner au milieu d'un amas de matériaux ceux qui méritent confiance et qui offrent un accord intérieur; aussi ses cartes sont-elles des chefs-d'œuvre pour l'époque où elles furent construites. L'illustre Flamand ne se bornait pas d'ailleurs aux études géographiques; il était en quelque sorte l'Alexandre de Humboldt du XVIe siècle. Voici son programme tel qu'il le formule lui-même dans la dédicace de ses *Tables de la Gaule*. « Méditant la description de l'univers, dit-il, la distribution de mes travaux exigeait de traiter d'abord de la formation du monde et de la disposition de ses parties en général; ensuite de l'ordre et du mouvement des corps célestes; en troisième lieu de leur nature, de leur rayonnement et du concours de leurs influences pour en inférer la véritable astrologie; en quatrième lieu, des élémens; en cinquième lieu, de la description des royaumes et de la terre entière; et en sixième lieu, des généalogies des princes depuis le commencement du monde, pour rechercher les émigrations des peuples, les premiers habitans des pays, les dates et l'antiquité des inventions. Tel est en effet l'ordre naturel des choses, qui nous en fait connaître les causes et les origines, et qui est le meilleur guide pour arriver à la vraie science et à la vraie sagesse. » Ce vaste

plan d'études, Mercator l'exécuta en grande partie; il ne fut arrêté dans son œuvre que par la mort. Nouvel Atlas, il portait sur ses seules épaules, comme il le dit, « la fabrique du monde. » On se figure sans peine combien d'études, de dépenses, de peines de toute sorte durent lui coûter ces nombreuses cartes rassemblées, discutées, corrigées, redressées et finalement gravées par lui. Ses travaux cartographiques eurent d'ailleurs un succès croissant avec les années; le grand et le petit *Atlas* de Mercator (c'est le nom qu'il avait choisi pour ces ouvrages) ont été publiés en langues latine, française, allemande, flamande et turque, et ont eu ensemble cinquante éditions connues.

Le pays de Waas, fier à juste titre d'avoir produit ce grand géographe, songe aujourd'hui à lui élever une statue à Rupelmonde, sa ville natale. A cette occasion, M. van Raemdonck a publié une nouvelle biographie de Mercator qui est un vrai monument d'érudition. On y trouve les recherches les plus minutieuses sur la famille de l'illustre Flamand, dont le nom primitif de Kremer, qui signifie *le Mercier,* a été latinisé et changé en celui de *Mercator*. L'auteur nous montre son héros, fils d'un pauvre cordonnier, grandissant dans une ferme, puis étudiant à cette université de Louvain qui était déjà l'une des plus fréquentées et les plus florissantes du monde. Lorsqu'il eut pris ses grades et qu'il essaya de tirer parti de sa science, il s'aperçut bien vite que la philosophie ne le ferait pas vivre. Il résolut bravement de devenir fabricant d'instrumens mathématiques et dessinateur de cartes. Cette carrière modeste, qu'il ne devait plus abandonner, le conduisit à la fortune et à la gloire, mais non sans tribulations et difficultés de toute sorte. Mercator se mit donc à construire des sphères terrestres, des sphères célestes, des instrumens d'astronomie et d'arpentage; il levait les plans de propriétés particulières, il dessinait des cartes géographiques, les gravait et les enluminait de ses propres mains. Recommandé à Charles-Quint par le chancelier Granvelle, il fut chargé d'exécuter pour l'empereur une foule d'instrumens dont ce dernier voulait se servir dans ses campagnes, et ses relations lui furent dans la suite d'une grande utilité. Il fonda sa réputation comme géographe par la publication d'une excellente carte de la terre sainte, qui parut en 1537, et qu'il avait composée en discutant avec soin les matériaux fournis par les voyageurs. La carte de Flandre, qu'il publia trois ans plus tard, reposait entièrement sur ses propres observations. Muni de ses instrumens et armé du bâton de voyage, Mercator avait parcouru la Flandre du nord au sud, de l'est à l'ouest, visitant les villes et les villages, traversant les plaines et les bois, longeant les cours d'eau, gravissant les hauteurs, mesurant, dessinant et notant tout ce qui devait servir à la description du pays; il avait subi bien des privations et bravé bien des dangers lorsqu'il revint à Louvain pour s'y livrer à la composition de son chef-d'œuvre. La grande carte de la Flandre et celle de la Palestine ont eu le même sort : il n'en

reste malheureusement aucun vestige, nous ne les connaissons que par les réductions qui en ont été faites.

Ces premiers succès firent comprendre à Mercator qu'il était sur son véritable terrain, et il résolut dès lors de se vouer corps et âme au perfectionnement de la géographie, sa science de prédilection. Tout lui souriait. Marié à une femme qu'il aimait et père de six enfans, il trouvait des ressources plus que suffisantes dans les travaux qu'il exécutait de temps à autre pour les abbayes, les évêques et les grands seigneurs, tous désireux de posséder des plans de leurs domaines dressés par l'habile géomètre flamand. C'est au milieu de cette prospérité que vint le chercher la persécution. Le procureur-général du conseil de Brabant était arrivé à Louvain, muni d'une liste de quarante-trois bourgeois que l'on accusait d'hérésie, et Mercator figurait sur cette liste. Il se trouvait à ce moment à Rupelmonde, où il était allé recueillir la succession du curé, son grand-oncle. Le bailli du pays de Waas le fit arrêter et le mit au secret. Mercator crut d'abord à une méprise, car rien ne semblait motiver les mesures dont il était l'objet. Le curé de sa paroisse, Pierre De Corte, essaya d'intercéder pour lui auprès de la gouvernante des Pays-Bas; il ne réussit qu'à se rendre suspect lui-même. L'abbé de Sainte-Gertrude, conservateur des priviléges de l'université de Louvain, réclama la mise en liberté de Mercator en faisant remarquer qu'il dépendait de la juridiction de l'université, le recteur François van Son écrivit lui-même à la reine Marie; mais l'autorité d'un inquisiteur de la foi ne put rien contre la volonté bien arrêtée de trouver Mercator coupable. L'instruction du procès fut longue et minutieuse; l'absence complète de preuves fit enfin relâcher le prisonnier après quatre mois d'une captivité des plus dures.

Rendu à la liberté, il reprit ses occupations habituelles; mais les troubles religieux qui agitaient alors le Brabant et la Flandre le décidèrent à transporter ses pénates à Duisbourg, dans le duché de Clèves. Il prit une part active à l'organisation du célèbre *gymnase* de cette ville, qui fut fondé en 1559 et qui a célébré il y a dix ans son troisième anniversaire séculaire. Nommé peu après cosmographe du duc de Clèves, Mercator se vit entouré d'amis et comblé de faveurs; mais cette prospérité croissante portait ombrage à un ennemi qui se cachait dans l'ombre, et dont les calomnies, semées avec habileté, forcèrent Mercator à insérer dans la préface de sa *Chronologie* une protestation contre les perfides attaques de ce monstre d'Afrique (*libyca bestia*) qui cherchait à détruire son honneur. La protestation de l'infortuné géographe est d'ailleurs un modèle de mansuétude et de modération. « Quelque grand que soit le tort que mon calomniateur m'ait fait, dit-il, je ne lui ai jamais souhaité autre chose que de le voir devenir homme de bien. » L'enquête ordonnée par le duc de Clèves eut d'ailleurs pour résultat de démontrer

l'innocence de Mercator et de la faire proclamer solennellement. Ces vexations ne l'avaient jamais empêché de continuer avec ardeur ses travaux géographiques, et ses publications, qui se succédaient coup sur coup, remplissaient le monde de sa renommée.

En émigrant de Louvain à Duisbourg, il avait aussi transporté dans sa nouvelle résidence sa fabrique d'instrumens mathématiques qui occupait ses fils, ses petits-fils et un assez grand nombre d'ouvriers. Les sphères célestes et les globes terrestres de Mercator étaient si beaux et si recherchés qu'il ne pouvait satisfaire à temps aux nombreuses demandes qu'il recevait. Son ami Camérarius en achetait plusieurs chaque année pour les faire revendre aux foires de Francfort-sur-le-Mein, qui avaient lieu l'une au printemps, l'autre en automne. En même temps, Mercator composait, dessinait et gravait ses grandes cartes, qu'il accompagnait toujours de la description détaillée du pays qu'elles représentaient. Sous le titre de *Géographie politique,* il expose la constitution civile du pays, l'administration de la justice et l'organisation ecclésiastique, et ses renseignemens sont si complets, si exacts, que pendant longtemps ils ont servi de base à toutes les publications analogues. Sous la rubrique : *Géographie mathématique,* il coordonne les positions de lieux qu'il a pu se procurer, en comptant généralement les longitudes à partir du méridien de l'île de Fer, parce qu'il admet que c'est là que l'aiguille aimantée vise directement au nord. Les cours des rivières, les forêts, les montagnes et les plaines, les routes et les canaux sont décrits en troisième lieu sous le titre de *Géographie physique.* L'œuvre de Mercator embrasse donc tout ce qui est du ressort de la géographie, ce mot pris dans son acception la plus large, et nous ne le trouvons pas trop ambitieux lorsqu'il dit dans l'une de ses préfaces : « Je veux monter sur une haute échauguette de l'esprit et faire voir le monde comme dans un miroir. »

La volumineuse biographie de Mercator, qui vient d'être publiée par M. J. van Raemdonck, devra être considérée comme un précieux complément de l'histoire des sciences au XVIe siècle. Elle est remplie de détails curieux, et les moindres choses y sont appuyées sur des documens authentiques. On pourrait toutefois reprocher à l'auteur d'abuser des citations et de se départir trop rarement du langage d'un panégyriste qui veut découvrir dans les actes les plus ordinaires de son héros des traits de génie ou de grandeur d'âme. Cette admiration soutenue est certes fort excusable, mais cela fatigue le lecteur et le fait quelquefois sourire.

R. RADAU.

C. BULOZ.